

AFRIQUE

Namibie

La mission des cinq Occidentaux aurait dégagé les bases d'un règlement

De notre correspondant

Windhoek. — La deuxième étape des consultations organisées en Namibie par les gouvernements de cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne et Canada) s'est terminée mardi 10 mai après une série de rencontres avec de nombreuses personnalités, dont des députés nationaux. Les diplomates occidentaux se sont félicités dans un communiqué du caractère « franc et utile » de leurs discussions. Ils soulignent cependant que leur mission consistait à « résumer aux différentes parties intéressées et aux groupes politiques les récentes discussions au Cap des représentants de leurs cinq gouvernements avec le gouvernement sud-africain ».

Selon l'entourage des diplomates, les entretiens du Cap auraient jeté la base d'un compromis qui comporterait l'abandon du projet de Constitution élaboré récemment par la conférence constitutionnelle sur la Namibie ; l'instauration d'une structure « non politique » sud-africaine pour prendre en charge les affaires administratives courantes jusqu'à l'indépendance ; et surtout l'organisation d'élections sur une base non ethnique, mais régionale, pour élire une Assemblée constituante.

Cette base régionale permettrait en fait de respecter une représentation des différentes ethnies, ce à quoi tiennent non seulement les représentants de la conférence constitutionnelle sur la Namibie, mais aussi les cinq Occidentaux. Elle aurait l'avantage de ne pas obliger les organisations politiques à présenter dans les régions un candidat de la même ethnologie que l'ethnie majoritaire (un Bushman dans la région de Herero dans les zones herero).

La tâche la plus délicate des diplomates occidentaux aura été de présenter ce plan aux représentants de la conférence constitutionnelle sur la Namibie, qui viennent de mettre au point après deux ans de travail un projet de Constitution. Celui-ci devait être examiné par le Parlement sud-africain en mai ou juin, mais cela paraît désormais improbable après leur entrée en vigueur de la Constitution. Celui-ci devait être examiné par le Parlement sud-africain en mai ou juin, mais cela paraît désormais improbable après leur entrée en vigueur de la Constitution.

PROCHE-ORIENT

Liban

M. BECHIR GEMAYEL REDOIT UNE REPRISE DES COMBATS

Beirut (A.F.P.). — M. Bechir Gemayel, chef du « mouvement unifié » des forces libanaises (branche militaire du Front libanais, groupant les principales forces maronites), s'est montré très pessimiste mercredi 11 mai sur l'évolution de la situation au Liban, allant jusqu'à déclarer dans un discours prononcé devant des étudiants à l'occasion de la Semaine de l'université libanaise : « Nous craignons que nos chefs ne nous demandent de revenir aux tranchées au plus tôt. Nous devons trouver les moyens d'entraîner, développer les milices et renforcer nos appareils militaires en coordination et coopération avec les forces de l'armée qui existent dans nos régions ».

Invitant les Libanais à assister dans quelques jours à l'inauguration de l'aéroport international Pierre-Georges, M. Gemayel a déclaré par les forces chrétiennes à Hamat, à 60 kilomètres au nord de Beirut, M. Bechir Gemayel a déclaré : « Nous voulons dans nos régions une banque centrale, des ports. Soyez toujours en alerte. Nous voulons aussi des ponts solides avec l'Occident, mais nous avons un gouvernement d'ombre ».

M. Bechir Gemayel avait déclaré la semaine dernière qu'il y aurait un partage et le désarmement des Palestiniens n'était pas réaliste. Il avait ajouté que, de toute manière, il n'était pas question de renoncer aux institutions et installations mises en place par la droite pendant la guerre civile dans les régions qu'elle contrôle.

Exemplaire spécimen sur demande

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

révisée aux lecteurs

révisée à l'étranger

Après ses entretiens avec M. Ygal Allon

M. Cyrus Vance réaffirme le ferme soutien politique et militaire des États-Unis à Israël

Au terme de ses entretiens du mercredi 11 mai à l'occasion de la visite de M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, a réaffirmé le ferme soutien politique et militaire des États-Unis à l'État d'Israël. Il a également démenti les informations selon lesquelles les États-Unis avaient l'intention d'apporter un règlement au Proche-Orient.

« Avec le président Carter, a-t-il dit, nous estimons qu'une paix juste et durable au Proche-Orient doit être déterminée entre les participants aux négociations. Nous contribuerons à faciliter cette procédure et y travaillerons avec les parties concernées. » Il a aussi contesté que la nouvelle politique en matière de fourniture d'armes serait préjudiciable à Jérusalem. « Nous avons toujours clairement que nous avons des liens spéciaux avec Israël », a dit M. Vance. « Nous avons promis de veiller à sa sécurité et, comme nous l'avons fait dans le passé, nous continuerons à le faire. »

Au cours d'un entretien avec les journalistes à bord de l'avion qui le conduisait de Londres à Madrid, M. Vance a confirmé par la suite qu'« une des idées suggérées » en vue de régler le conflit était une déclaration simultanée de l'O.L.P. et d'Israël, dans laquelle l'État hébreu admettrait la nécessité d'une paix pour la Palestine tandis que l'organisation palestinienne reconnaît l'existence d'Israël. Il a ajouté qu'il n'avait pas l'intention de reconnaître M. Yassir Arafat aussi longtemps que celui-ci ne reconnaît pas la résolution 242 du Conseil de sécurité qui considère la question palestinienne comme un problème de réfugiés ».

« A Jérusalem, la censure militaire a interdit, mardi au Dajir, de publier une information selon

Maroc

La réinsertion de juifs revenus d'Israël ne soulève pas de problèmes majeurs

De notre correspondant

Rabat. — « Nous avons tous un même drapeau, un même roi et les mêmes droits », rappelle récemment le gouverneur de Marrakech, M. Mustapha Tark, aux membres du conseil des communautés juives du Maroc réunies en assemblée générale. Ces assises se tiennent traditionnellement à Rabat ou à Casablanca. Aussi, le choix de Marrakech, à un moment où le souverain y réside, a-t-il paru significatif. Selon certains milieux juifs, l'élection de M. David Amar, importante personnalité du secteur économique, au poste de secrétaire général du conseil des communautés — fonction qu'il avait occupée de l'indépendance à 1971 — aurait été favorablement accueillie par le Palais. Constitués dans les principales villes, les conseils des communautés juives ont des activités qui relèvent principalement de l'assistance aux indigents et de la gestion de fondations pieuses. Rien n'exclut les juifs marocains des institutions du royaume. Quelques-uns ont été élus aux conseils municipaux en novembre 1976 et à la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca en mars dernier. Ils peuvent se présenter aux élections législatives.

La Constitution n'établit aucune discrimination à leur égard. L'apposition irrédicible de Mohamed V, sous le protectorat, à l'application à ses sujets israéliens des lois raciales de Vichy témoigne historiquement de ce souci d'égalité.

L'invitation à regagner le royaume, faite il y a un peu plus d'un an par Hassan II aux juifs marocains émigrés en Israël ou dans quelque pays que ce soit, n'est que la confirmation d'un droit permanent de retour d'autant plus évident que le souverain, selon ses propres termes, « ne leur avait jamais demandé de quitter le Maroc ». « Ils constituent un élément important, un élément économique rentable et très intéressant. »

Les départs pour des raisons diverses (le Maroc du 31 mars 1976) ont réduit à quelque vingt mille personnes le contingent juif du Maroc qui en comptait environ deux cent cinquante mille en 1950. Les statistiques manquent sur les retours. On estime que plus d'un millier de juifs ont répondu à l'appel du roi. Ils

venaient pour la plupart de France et d'Israël.

Leur réinsertion a été très difficile. Ils n'ont pas voulu, par exemple, répondre à une demande d'interview d'une chaîne de télévision américaine. Le fait qu'une partie de leur famille est demeurée en Israël justifie apparemment cette réserve.

Peu de temps après l'initiative du roi, des journaux de tendances aussi opposées que *Maroc soviétique*, proche du gouvernement, et *Al Bayane*, du parti du Progrès et du Socialisme (communiste), ont développé des analyses convergentes, au moins sur quelques points essentiels, à savoir qu'il existe au Maroc un patrimoine culturel juif, dont la préservation s'impose et que le minorité juive demeurée dans le royaume, si réduite soit-elle, a un rôle à jouer pour promouvoir un judaïsme marocain nouveau et efficace, la lutte du Maroc se devant de concourir à un règlement juste du conflit du Proche-Orient.

Des préoccupations analogues, sur les aspects culturels et politiques, sont apparues au sein du groupe idéologique et dialogique, qui a tenu ces derniers mois ses assemblées constitutives à Paris en réunissant des intellectuels et des cadres juifs du Maroc ayant quitté ce pays pour la France. Les membres de ce groupe se montrant attentifs à la fois au processus de démocratisation engagé dans le royaume et à l'évolution possible du conflit israélo-arabe vers un règlement de paix. Aussi, est-ce un dialogue qu'ils ont décidé d'ouvrir avec le Maroc, Israël et les Palestiniens. Au Maroc, des contacts ont été pris il y a peu de temps encore avec certains responsables.

LOUIS GRAVIER.

AMÉRIQUES

Inquiets de l'influence croissante du Brésil

LES CHEFS D'ÉTAT VÉNÉZÉLIEN ET ARGENTIN SE RENCONTRENT À CARACAS

Caracas (A.F.P.). — Le général Videla, chef de l'État argentin, est arrivé, mercredi 11 mai, à Caracas, pour une visite officielle de quatre jours au Venezuela. D'importantes mesures de sécurité ont été prises à l'occasion de cette visite, destinée à resserrer les liens entre Buenos-Aires et Caracas, afin de faire face à l'influence croissante du Brésil en Amérique du Sud.

Les observateurs soulignent que cette nécessité est la seule raison qui a poussé le gouvernement vénézuélien démocratique, et défenseur, promu des droits de l'homme, et la junte militaire argentine, accusée de violation de ces droits à envisager cette visite.

Les relations de l'Argentine avec le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

Le Chili et le Pérou se sont, en effet, récemment refroidies, ainsi que ces deux pays resserrant leurs liens avec le Brésil. D'autre part, les relations entre Brasília et Caracas sont également au plus bas, à la suite notamment de l'appel apporté par le président Carlos Andrés Pérez aux critiques de M. Jimmy Carter sur l'accord nucléaire germano-brésilien.

DIPLOMATIE

LE SÉJOUR DE M. TRUDEAU A PARIS

Le Canada compte sur la France pour développer ses relations avec la Communauté européenne

Avant de quitter Londres pour Paris, où il fut jusqu'au samedi 14 mai un voyage privé, M. Trudeau, premier ministre du Canada, a dit qu'il considérait M. Giscard d'Estaing comme « un esprit profondément libéral ». Il aura avec lui des entretiens sans ordre du jour, « une discussion plutôt philosophique sur l'évolution du monde ».

Comme on lui demandait s'il ne craignait pas que sa visite, après celle de M. Morin, ministre des Affaires étrangères, ne relance une querelle diplomatique entre Ottawa, Québec et Paris, M. Trudeau a répondu : « M. Morin a fait comme moi l'impossible pour qu'il n'y ait pas de tapis rouges et de guerres de drapeaux. Nous sommes des hommes modestes et nous n'avons pas besoin de ce genre de bataille ».

Un canadien sur les champs de bataille de 1914-1918, immortalisée par le mémorial de Vimy. Au début de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie canadienne française pencha pour le maréchal Pétain, mais, très tôt, le gouvernement du Canada soutint vigoureusement les Forces armées canadiennes. Lorsque le général de Gaulle se rendit à Ottawa en 1944, il fut reçu en héros. La Canada a été un des premiers pays à reconnaître le gouvernement provisoire en octobre 1944, et il accorda une aide économique importante pour la reconstruction de la France. Le gouvernement d'Ottawa appuya les prétentions françaises à être reconnues comme un des cinq Grands et à bénéficier à ce titre d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

Espoir en 1958

Le retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958, fut accueilli avec espoir à Ottawa. On s'y félicita par la suite de l'indépendance accordée aux colonies d'Afrique, comme de la fin de la guerre d'Algérie. Mais le général avait une idée de la grandeur de la France qui ne l'empêcha pas d'acquiescer. La Canada ne pouvait se défendre d'une profonde admiration pour les États-Unis et d'un sentiment nostalgique pour le Royaume-Uni. Les initiatives gaullistes, regardées comme la preuve de la volonté française de prendre ses responsabilités par rapport à ces deux piliers du monde « anglo-saxon », ne rencontrèrent guère d'écho positif. La sympathie tournée vers l'anti-paillie lorsque de Gaulle commença de s'intéresser de très près à ceux qu'il appelait les « Canadiens français ». (Aujourd'hui les partisans du fédéralisme se considèrent comme « Canadiens » et éventuellement « Québécois ». Les indépendantistes se veulent « Québécois », et personne ne pense être, même à l'époque, « Français ».) Il prit des contacts étroits avec le gouvernement libéral de M. Lesage, qui lançait dans la province du Québec une « révolution tranquille » destinée à rattraper le retard social et économique qu'elle avait pris sous le régime de M. Duplessis. Des accords de coopération économique avec le Québec furent signés et, en 1961, une délégation du Québec s'ouvrit à Paris, dépourvue, il est vrai, du statut diplomatique. C'était le début d'un refroidissement entre Paris et Ottawa. L'atmosphère se chargeait d'orege.

La dissension explosa à l'occasion de la visite du général de Gaulle à l'Exposition Internationale de 1967. Après avoir suivi pendant deux jours, de Québec à Montréal, le « chemin du Roi », salué par une foule de plus en plus enthousiaste, le président français prononça le 24 juillet un discours au balcon de l'hôtel de ville de Montréal, qui s'acheva sur l'exclamation : « Vive le Québec libre ! »

Au Québec l'émotion fut intense, et elle le demeura pour ceux qui ont assisté à l'événement. Le mot « d'ailleurs touché, amble-t-il, tous d'ailleurs touchés », qui résumait ceux qui tourmentaient alors une minorité d'indépendantistes déclarés. Cette « prise en considération » par un des géants de l'histoire contemporaine marqua une population qui avait toujours souffert de se sentir négligée. Tout sembla s'être passé comme si le général avait répondu au sourd appel montant de cette situation d'indépendance, plutôt qu'exécuté, un plan d'encouragement aux tendances séparatistes.

Le premier ministre, M. Lester Pearson déclara le lendemain qu'il considérait ces propos comme « inacceptables ». Le président français annula la visite qu'il devait faire ce jour-là dans la capitale fédérale et regagna Paris. Loin de revenir en arrière, l'Élysée s'occupa désormais directement du Québec.

Contre-feux

A Ottawa, on avait déjà pensé depuis plusieurs années à allumer des contre-feux, et l'un de ceux qui s'en chargeait était précisément M. Trudeau. En 1968, comme secrétaire parlementaire de M. Pearson, il avait déjà fait un voyage en Afrique francophone, dont un d'ailleurs était de convaincre les anciennes colonies françaises de ne pas s'embarquer dans la croisade pour obtenir les aspirations séparatistes. A aucun moment, la Prada ne rappelle que le programme du parti québécois prévoit le retrait d'un Québec indépendant de l'Organisation militaire de l'OTAN. — J. A.

APRÈS LES RÉUNIONS DE LONDRES

Le succès remporté par M. Carter rallie au président l'opinion conservatrice américaine

Commentant devant la presse les réunions « au sommet » de Londres, M. de Guiringaud a précisé, mercredi 11 mai, devant la presse, la position française sur l'invitation de M. Carter à tenir un « sommet » atlantique l'an prochain, à Washington.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré : « J'ai répondu à M. Carter que je prenais note de cette invitation. Je ne me suis pas prononcé sur le fait que cela pourrait être « au sommet » ou non. J'ai dit que cette réunion devrait en tout cas se tenir dans le cadre des compétences de l'alliance ; par là, je voulais signaler (...) que, pour nous, les réunions du conseil atlantique

doivent être consacrées aux sujets qui sont ceux de l'alliance et ne pas déborder, par exemple, sur des considérations sur l'économie mondiale et d'autres qu'on traite dans d'autres instances. Comme on lui demandait s'il pensait que M. Giscard d'Estaing traiterait à la réunion de Washington, le ministre a répondu : « Ce n'est pas exclu, mais ce n'est pas la pratique actuelle ».

A la dernière séance du conseil atlantique, jeudi, les Britanniques ont fait ajouter au communiqué un appel aux pays du pacte de Varsovie pour qu'ils joignent leurs efforts à ceux des Occidentaux pour aider le tiers-monde.

De notre correspondant

parole de l'Alliance. Un son de cloche identique est donné par l'organe du New York Times. Il estime que le président a fait preuve d'habileté et de réalisme. « Jimmy Carter a gagné les esprits et les cœurs des décideurs », écrit-il. « C'est de son côté le Baltimore Sun, avant même la fin des entretiens. Personne ici ne conteste que les entretiens de Londres et de Genève ont laissé l'ensemble des problèmes en suspens, mais l'im-

Pour la R.D.A.

La déclaration des Quatre sur Berlin justifie « a posteriori » la construction du « mur »

De notre correspondant

Bonn. — Alors que les Allemands de l'Ouest avaient accueilli avec une grande satisfaction la déclaration faite à Londres sur Berlin par MM. Carter, Callaghan, Schmidt et Giscard d'Estaing (le Monde du 11 mai), les Allemands de l'Est et les

Soviétiques n'ont pas tardé à faire connaître leur mécontentement. Au cours d'un déjeuner offert à une délégation soviétique, M. Honecker, secrétaire général du Parti socialiste unifié (communiste) et président du Conseil d'Etat de la R.D.A., a mis en garde « quelques emportés » tentés de tirer de la déclaration de Londres la conclusion que « toutes les barrières sont tombées en faveur d'activités démonstratives de la R.F.A. à Berlin-Ouest ». « Pour ne rien dire, a-t-il ajouté, de l'Union qui considérerait à tort que les puissances occidentales (...) puissent revenir sur ce qui est devenu tout à fait clair le 13 août 1961 (...), à savoir que Berlin est la capitale de la République démocratique allemande et que Berlin-Ouest est une région particulière à laquelle l'accord quadripartite du 3 septembre 1971 a donné un statut spécial. Pour M. Honecker : « si la déclaration de Londres a une importance quelconque, c'est dans la mesure où elle confirme a posteriori la nécessité historique de la construction du mur ».

D'un ton plus mesuré, M. Falin, ambassadeur de Moscou à Bonn, a rappelé devant quelques journalistes le point de vue de son gouvernement. Indiquant que les Soviétiques ne souhaitent pas créer de tensions à Berlin, il a dit que « l'Allemagne fédérale avait un « droit universel » à la représentation extérieure de Berlin-Ouest. « On ne peut demander à la fois la stricte respect de la peine application de l'accord quadripartite et le droit de manière incorrecte », a-t-il dit. M. Falin a regretté que la déclaration de Londres parle du développement des « liens » l'ambassadeur a employé le mot anglais « ties » — entre les secteurs occidentaux et la R.F.A., sans rappeler l'article de l'accord qui dispose que « les secteurs occidentaux de Berlin ne font pas partie de la République fédérale et qu'ils ne sauraient être gouvernés par elle ».

M. Falin a cependant estimé que les relations germano-soviétiques se développaient positivement, et il a souhaité que la visite de M. Brejnev à Bonn, prévue pour l'automne, donne une nouvelle impulsion à la coopération.

DANIEL VERNET.

(1) Date de la construction du mur de Berlin.

M. BREJNEV A PARIS DU 20 AU 22 JUIN

La visite de M. Brejnev en France aura lieu du 20 au 22 juin, apprend-on de bonne source. Le porte-parole des droits de l'homme des Nations Unies, Elie Rezaoui, a déclaré le 11 mai que la visite du secrétaire général de l'U.C. soviétique aurait lieu fin juin, sans préciser la date. Elle sera préparée par un sous-comité de ministres soviétiques des affaires étrangères, M. de Guiringaud, les 6 et 7 juin.

ONU

LA FRANCE RETROUVE SON SIÈGE A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

New-York (Nations Unies). — La France a été élue pour trois ans, mercredi 11 mai, à la commission des droits de l'homme des Nations Unies. Elle retrouve le siège qu'elle avait perdu en mai 1976, ce qui, à l'époque, avait provoqué une certaine surprise étant donné son rôle traditionnel dans cette instance.

La France, qui a obtenu 45 voix et l'Australie (36 voix) remplaceront par les membres occidentaux de la commission l'Italie et l'Allemagne fédérale. Les États-Unis (43 voix), l'Iran et la Yougoslavie demeurent membres ; le Brésil, la Colombie et la Pologne le deviennent. Les trois sièges destinés à l'Afrique n'ont pas été pourvus en raison du désaccord de la France avec l'élection de M. Brejnev à la présidence de l'Assemblée générale. La commission est composée de trente-cinq membres.

Les droits de pêche

L'AFFAIRE IRLANDAISE DEVANT LA COUR DE LUXEMBOURG

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La Commission européenne a décidé mercredi 11 mai de porter devant la Cour de justice de Luxembourg le différend qui l'oppose à l'Irlande. Elle considère que les décisions prises par le gouvernement irlandais au sujet de la pêche dans les eaux de plus de 12 milles de la côte sont en violation de l'article 126 du traité qui en ouvre la possibilité, la suspension de la mesure intervenue.

Ce conflit a surgi parce que la réglementation applicable aux pêcheurs des Neuf dans la zone communautaire de 12 milles n'a toujours pas été arrêtée. En fait, le problème le plus difficile à résoudre est de définir les droits de pêche de chacun des États-membres dans les eaux très poissonneuses qui entourent le Royaume-Uni et l'Irlande. Les Irlandais, et surtout les Anglais, dont l'attitude dans cette négociation engagée depuis plusieurs mois a souvent relégué de la pure et simple obstruction — insistent pour bénéficier d'un statut privilégié dans les eaux situées au large de leurs côtes. La Commission a approuvé mercredi une « communication » aux gouvernements membres où elle met l'accent sur la nécessité, pour sortir de l'impasse, de faire des concessions au Royaume-Uni et à l'Irlande. Ce dossier sera ouvert lors de la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture des Neuf, les 18 et 19 mai, à Bruxelles. — Ph. L.

Marie-Antoinette De la France

Un regard aigu sur une autre France

Ce n'est pas un chant d'amour... mais ce n'est pas non plus un réquisitoire. Plutôt une sorte de carnet de voyage dans lequel, une femme chaleureuse, militante, décidée et d'ordinaire très sage, se préoccupe le moins du monde de qu'en dira-t-on... tout ce qu'il lui paraît intéressant.

André Fontaine / Le Monde

Quelle étrange aventure que de découvrir son propre pays à travers un chemin si singulier ! Car il est vrai que la France dont parle M.A. Maccocchi existe. Elle est là, dans le livre. C'est une nouvelle France, quotidienne mais mystérieuse qui surgit. Le Nouvel Observateur

Un ton neuf et caractéristique. L'auteur fait parler ceux que l'on n'a pas coutume d'écouter ou de comprendre.

Georges Houdin / La Vie

420 pages, 55 F.

SEUIL

10010150

1 foie 2 reins 3 raisons



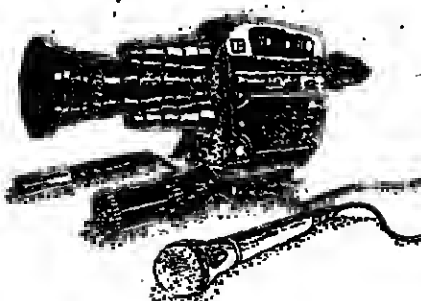
Votre foie et vos reins ont, entre autres fonctions, celle de veiller à l'élimination. Aidez-les dans leur travail en buvant de l'eau minérale naturelle de Contrexville. Élimination et poids étant liés, Contrex a un rôle utile à jouer quand le maintien de votre ligne vous pose des problèmes.

de boire CONTREX

Via PP125H 378

Langlois & Coiff - 77-41

UNE BEAULIEU N'EST PAS LA MEME QUAND ON L'ACHÈTE CHEZ IMAGES



Beaulieu 5000 S
Son automatique ou manuel. Basse puissance 50 à 12.000 Hz. Zoom électrique 6-70 mm à vitesse variable. Capteur automatique débrayable. Vitesse de prise de vue : (8 - 18 - 24 - 45 images/sec.). Macro incorporée. Objectif interchangeable.

Une Beaulieu à vos mesures
Le vendeur Images saura vous conseiller le modèle Beaulieu le mieux adapté. A ce que vous voulez faire en cinéma d'amateur. Et à votre budget. Il y a trois Beaulieu. Deux modèles sonores à son automatique ou manuel, un modèle muet aux performances exceptionnelles. Il vous proposera aussi de nombreux accessoires pour accéder encore plus vite à une qualité digne d'un professionnel.

Profitez des prix Images
Images vous fait bénéficier des conditions d'achats préférentielles du Groupe National Caméra.

Prenez le temps pour payer
Crédit sur mesures. 20% comptant. La première traite dans trois mois. Ou Carte Bleue.

Vendez bien votre ancien matériel
Images peut le reprendre. Au meilleur prix.

Tenez-vous au courant
Chez Images, on aime bien suivre les progrès en photo de nos clients.

Ne vous trompez pas
Le 31 rue St-Augustin se trouve au métro Quatre Septembre. Entre l'Opéra et la Bourse. A bientôt.

**i
images**

Images 1, Matériel Photo-Ciné, 31, rue Saint-Augustin, Paris 2^e. Images 2, Matériel Labo, 2, rue de la Michodière, Paris 2^e. Tél. 742.64.87 et 742.48.49. Images est membre du Groupe National Caméra.

DIPLOMATIE

LONDRES ET LA COMMUNAUTÉ

Une lettre de l'ambassadeur de Grande-Bretagne

Sir Nicholas Henderson, ambassadeur de Grande-Bretagne en France, nous écrit :

Je sais très bien qu'il y a actuellement une tendance, en France, à critiquer l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de la Communauté européenne. De telles critiques sont le résultat de la Communauté. Mais un bulletin de l'étranger du Monde du 27 avril sur les intentions de la Grande-Bretagne, après la réunion des ministres de l'Agriculture à Luxembourg, qui seraient de remplacer la Communauté par une zone de libre-échange à domination américaine, me semble contredire ce que les Français aiment appeler le « fait play ». Il est en contradiction avec les faits.

On a discuté à Luxembourg de deux problèmes délicats. D'abord le niveau des prix agricoles. De nombreux producteurs de la Communauté voulaient que ces prix augmentent considérablement pour suivre la hausse des coûts de production alors que d'autres pays d'abord soucieux de juguler l'inflation, tenaient à les maintenir à un niveau modéré. La Grande-Bretagne, où les prix alimentaires ont été traduits par un déclin, comme en France d'ailleurs, — voulait modérer la hausse des prix agricoles.

On ne peut pas comprendre l'histoire et les traditions britanniques sans savoir à quel point notre économie pendant plus d'un siècle, a reposé sur l'idée qu'il fallait acheter les produits alimentaires à l'étranger, et les vendre sur le meilleur marché et les payer en produits manufacturés. Depuis notre adhésion à la Communauté, les prix alimentaires ont, en quatre ans, en Grande-Bretagne, augmenté de 120 %, contre 57 % en France.

Il n'est pas facile de dire quelle proportion de cette hausse est due à l'évolution des prix mondiaux et à d'autres facteurs, et quelle proportion résulte de notre appartenance à la Communauté. Tant, le fait qu'elle ait coïncidé avec notre participation à l'Europe a amené l'opinion publique à l'imputer à la politique agricole commune.

La subvention du beurre

Au cours de ces mêmes discussions, la Communauté a proposé une augmentation globale de 3 %. La Grande-Bretagne aurait souhaité, même acceptée, 3,5 % en tenant compte des contraintes économiques et politiques de ses partenaires.

La deuxième point controversé a été la subvention accordée au consommateur de beurre britannique. C'est un élément important du coût de la vie et donc de la lutte contre l'inflation. Les Britanniques sont traditionnellement de grands consommateurs de beurre. Au cours des quatre dernières années, le prix du beurre acheté par le consommateur chez nous a augmenté de plus de 160 %. L'objectif de la Grande-Bretagne était de protéger ses consommateurs contre les hausses d'augmentation prévues pour cette année. On s'est mis d'accord sur une subvention de 190 F par kilo jusqu'au mois d'avril 1978. Mais cette dépense ne représente que 0,27 % du budget communautaire. Ou bien, pour faire la comparaison avec le coût des mesures de soutien très importantes accordées à la production agricole, cette subvention à la consommation de beurre ne compte que pour 1,45 % dans le total des sommes versées par la Communauté au soutien de la seule industrie laitière. Et il y a eu déjà des exemples de subvention à la consommation, notamment à la viande de bœuf.

Cette subvention du beurre n'est donc rien de catastrophique en soi sur le plan financier. Ce n'est pas non plus une innovation. Il est vrai que le gouvernement britannique a introduit la politique agricole commune telle qu'elle se présente actuellement. Nous estimons, par exemple, que la création d'accords considérables de beurre, de bœuf et de vin est difficile à justifier sur le plan économique ou social. Mais notre objectif est d'établir des arrangements susceptibles de conduire au changement, sans détruire le principe de la politique agricole commune. Nous espérons l'opportunité de certains aspects de cette politique, en particulier les excédents, sont partagés par d'autres.

J'ai beaucoup réfléchi aux arguments présentés lors de la réunion et ailleurs à propos des objectifs de la Grande-Bretagne

et de sa prétendue volonté de transformer la Communauté en zone de libre-échange. Ce qu'on laisse entendre, pratiquement, c'est que nous aurions l'intention de démanteler le tarif extérieur commun. Rien ne justifie une telle accusation. Quelques faits parlent d'eux-mêmes :

a) Depuis son adhésion, en 1973, le Royaume-Uni a sensiblement réduit ses achats à l'extérieur de la Communauté, même pour des produits aussi sensibles politiquement que le bœuf et le fromage de Hollande. Nous avons beaucoup augmenté nos achats dans la Communauté. Le vaste marché des consommateurs britanniques est un débouché de plus en plus important aux produits de l'agriculture française. D'ailleurs, ce retraitement de nos courants d'échange a engendré un énorme déficit de notre balance des paiements avec la Communauté ;

b) Nous avons pris notre part, au premier rang, des efforts faits par la Communauté pour intervenir auprès des Japonais à propos de leur présence excessive sur le marché, dans certains secteurs vitaux comme l'acier et la construction navale, et des barrières qu'ils ont dressées aux exportations européennes ;

c) Nous nous sommes associés à nos partenaires contre les restrictions introduites par les États-Unis aux importations de la Communauté ;

d) Le Royaume-Uni a joué un rôle de premier plan à propos de la Convention de Lomé, par laquelle la Communauté a accordé aux pays en voie de développement des avantages commerciaux qui sont refusés aux pays riches comme les États-Unis ;

e) Le Royaume-Uni est d'accord avec ses partenaires, et en par-

culier avec la France, sur les négociations internationales sur le commerce mondial et sur la nécessité de protéger le marché communautaire dans le cadre de l'accord multi-fibre (textiles).

Des intérêts complémentaires

La Grande-Bretagne poursuit, d'autre part, ses efforts pour sauvegarder la technologie européenne et empêcher les États-Unis de monopoliser divers secteurs clés, comme les ordinateurs et la production de l'énergie nucléaire. En effet, l'industrie britannique a, plus que l'industrie française, maintenu son indépendance dans ces deux domaines.

Je suis reconnaissant au Monde de m'avoir permis d'exprimer le point de vue britannique sur ces questions. Les intérêts français et britanniques sont très souvent complémentaires, et je voudrais que, de chaque côté de la Manche, l'opinion publique fût mieux informée des intentions de ses voisins. Il ne peut plus être question de douter de l'attachement de la Grande-Bretagne à l'Europe depuis le référendum de juin 1975, qui vit 67,2 % des votants opter pour la participation à la Communauté. Dans l'histoire récente de notre pays, aucun scrutin n'a jamais donné un résultat aussi probant. Depuis lors, la Communauté s'est trouvée confrontée aux graves problèmes de l'inflation et du chômage, et il est de notre intérêt pendant cette période difficile de nous servir les coudes. La recherche des solutions donne lieu inévitablement à des conflits d'intérêts nationaux, mais si nous croyons à la construction européenne dans l'intérêt à long terme de nos pays membres de la Communauté, je suis convaincu qu'il ne faut pas exagérer ces conflits passagers.

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une adaptation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.



YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

éditions sociales

Fête de Paris
"Cité du livre"
La Villette - métro Porte de Pantin
14 et 15 mai 1977

Auteurs des thèmes, qui feront l'objet de débats organisés par la Fédération de Paris du parti communiste français, les Editions sociales proposent :

"Les Libertés" : Les travaux du patronat (M. Caillet) 38 F
"Ecole, enseignement, aujourd'hui, demain" : Résumés à l'école. Résumés de soutien ou soutiens de la pédagogie (G.F.E.N.) 40 F
"Reconstruction de l'école" (P. Juquin) 13 F
"Ecole, formation, contradictions" (M. Sognot) 20 F
"L'UNEP ou le parti étudiant" (René Maurice) 13 F
"Ecole, psychologie et orientation" (N. Barthes, G. Coulbaut, D. Lemerrier) 20 F
"L'École scolaire : d'où et non d'où ?" (G.F.E.N.) 20 F

"Chrétiens et communistes" : Communistes et chrétiens (M. Thorez, W. Rochet, G. Marchais). Adresse aux chrétiens de France (Lyon, juin 1976) 20 F
"Les Cadres" : Voyage avec des cadres : le G.N.C. 40 ans pourquoi faire ? (René Legoux) 40 F
"Besoins et mode de production" (M. Decaillet, Ed. Préface, J.P. Terrail) 20 F

"Profiteurs de la maladie" : L'hospitalisation malade du profit (J. Dumont, J. Latouche) 20 F
"La Mafia du médicament" (J.P. Lacroix) 20 F
"La Bataille du livre" : La Bataille du livre (A. Spire, J.P. Viala) 20 F
Colloque sur le statut de la littérature, du livre et des écrivains (C.E.R.M.) 45 F

"Les Nationalisations" : Les Entreprises publiques (Henri Sognot) 13 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

ferrytour

au départ de Toulon
lignes régulières Toulon / Porto Torres
en car-ferries CONFORTABLES

FORAITS SEJOUR EN HOTEL
Comprenant pension complète, 7 jours à l'hôtel (boisson exceptées).
Transport aller/retour passager et automobile
jusqu'à fin Juin
à partir de 885 F par personne
en Juillet/Août
à partir de 1145 F par personne.

Renseignements : toutes agences de voyages et
61 bd des Dames, 13002 Marseille, tél. (01) 91.90.20, télex 440752
à Toulon : CMTS 562 av. de la République, tél. (94) 41.25.76
à Paris : SNCM 12 rue Godot de Maury, tél. (1) 295.60.19
En collaboration avec ENTIPARIS INICE - ESTI CAGLIARI

La Sardaigne

Toulon

EUROPE

République d'Irlande

UN ENTRETIEN AVEC M. LIAM COSGRAVE

(Suite de la première page.)

— L'Irlande est sérieusement affectée par les maux économiques dont souffre l'Occident, avec un taux d'inflation annuel de 18 % et un taux de chômage de 12 %. Lequel de ces maux considérez-vous comme le plus sérieux ? A votre avis, comment ces problèmes peuvent-ils être résolus ? Par des mesures ou aides nationales ou européennes ? On dans le cadre des nations industrielles ? Ou bien faut-il chercher la solution dans un règlement général impliquant l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial ?

— En ce qui nous concerne, le chômage et l'inflation sont les problèmes les plus sérieux auxquels nous devons faire face. Ils sont liés et chaque pays doit s'y attaquer en fonction de sa propre situation. Ici, c'est le sous-emploi qui est probablement, pour le moment, le plus pressant. Nous voulons le réduire sensiblement sans pour autant relâcher l'inflation.

— C'est le problème de tout le monde... Absolument. La façon la plus immédiate de s'en occuper serait de s'entendre à l'échelle internationale sur l'élevation de la croissance. Les pays qui disposent d'excédents commerciaux devraient profiter de leur capacité d'épargne pour accroître la demande interne sans mettre en danger la stabilité des prix. Cela aiderait les pays déficitaires et aussi, je crois, la lutte contre le chômage et l'inflation.

— Il y a aussi le problème du sous-emploi structurel, qui est, pour la Communauté, relativement nouveau. Il nous semble qu'il ne peut être résolu par les politiques traditionnelles d'orientation de la demande. Il est vital pour nous que la Communauté admette en procédant à la révision des politiques régionales et autres, M. Jenkins a suggéré un « sommet » de Rome qu'il y ait de nouveaux investissements communautaires, dans l'esprit de l'aide communautaire du charbon et de l'acier. Nous croyons que le chômage, l'inflation, les balancements de paiement, sont des problèmes à l'échelle mondiale qui appellent des solutions internationales. Les mesures nationales ont certainement leur utilité, mais elles n'auront pas d'effets s'il n'y a pas de coopération. Par exemple, les efforts qui ont été accomplis pour résoudre le problème des prix du pétrole n'ont abouti à rien. Nos importations de pétrole, à l'époque, étaient de l'ordre de 67 millions de tonnes par an.

— Les importations représentent quel pourcentage de la

consommation irlandaise d'énergie ?

— Quatre-vingt-dix pour cent. A l'époque, donc, la facture était de 67 millions de livres, maintenant elle dépasse 300 millions.

— C'est le poste le plus important de vos importations ?

— Oui. Il est passé de 7 % à 13 % du volume de nos importations. Il est donc manifeste que toute reprise de la hausse serait grave pour nous. A la réunion de la CNUCED, à Nairobi, nous nous sommes joints à quinze autres pays développés disposés à travailler sérieusement à mettre au point des structures équitables et raisonnables en matière de commerce des matières premières pour un meilleur ordre économique mondial et pour des arrangements dans d'autres secteurs où nous croyons la coopération essentielle.

— Un tel accord implique-t-il, dans votre esprit, la stabilisation des cours des matières premières ?

— Nous espérons. Bien entendu, on en parle aussi au « sommet » de Rome. Mais on n'a rien décidé de définitif.

— Y a-t-il un rapport entre le taux de chômage élevé que connaît l'Irlande et la croissance de la population, qui est beaucoup plus rapide que dans n'importe quel autre pays de la Communauté ?

— Il est vrai que nous avons le pourcentage le plus élevé de jeunes en dessous de quinze ans de toute l'Europe, et le plus élevé de personnes au-dessus de soixante-cinq ans. En d'autres termes, nous avons une population très importante qui n'est pas, ou qui n'est plus, en âge de travailler, et donc le plus petit pourcentage en état de travailler. Cela va continuer pendant un certain temps. Mais je pense que dans une décennie à peu près nous devrions tirer avantage des jeunes aptes à travailler.

— Vous n'entendez aucune politique de contraception ?

— Non.

— Dans son livre le Mal français, Alain Fargue dit que les différences de religion expliquent la différence de croissance d'un pays à un autre : le protestantisme stimulerait davantage le dynamisme économique, selon lui, que le catholicisme. Comme premier ministre d'un pays catholique, que pensez-vous de cette assertion ?

— Dans ce pays, catholiques et protestants travaillent bien les uns et les autres. Nous avons, bien sûr, le problème du Nord, mais, en ce qui concerne l'Irlande, ils travaillent en harmonie et en coopération. Je crois que les gens des deux religions travaillent également dur.

« Mes vues et celles de la France sur l'Europe peuvent ne pas coïncider »

— Comment décrivez-vous les relations franco-irlandaises ?

— Ces relations remontent à des temps très anciens. Elles ont souvent joué un rôle très significatif dans notre histoire. Même à l'époque de saint Patrick, nos pères étaient formés en Gaule. Il y avait jadis des régiments irlandais dans les armées françaises, avec des gens aussi célèbres que le maréchal Mac Mahon, par exemple. Aujourd'hui, nos deux pays sont parties de la Communauté. Je crois que nos relations se développent. Nous constatons une tendance à l'accroissement du nombre des visiteurs français dans ce pays et de plus en plus d'Irlandais vont en France.

— Nous attachons une importance particulière aux relations culturelles et nous avons conclu un accord qui facilite les échanges pour notre bénéfice mutuel. De toutes les langues du continent, la française est l'une de celles qui sont le plus enseignées dans nos écoles et, grâce à l'Alliance française et aux universités, il y a beaucoup plus d'intérêt pour la langue française depuis que nous sommes devenus membres de la Communauté. Enfin, nous voudrions développer davantage notre industrie et donc encourager tous les efforts d'investissement de la France.

— Cela dit, il est honnête, me semble-t-il, de reconnaître que nos vues et les vues françaises sur l'avenir de l'Europe peuvent ne pas toujours coïncider. Dans une certaine mesure, nous pouvons faire une idée plus ambitieuse du rôle et des objectifs des institutions européennes. Etant un plus petit pays, nous regardons vers la C.E.E. avec beaucoup d'optimisme. Des différences peuvent se présenter.

— Voulez-vous dire que l'Europe pourrait devenir une fédération, par exemple ?

— Nous aimerions certainement voir une plus grande cohésion de l'Europe. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de définir exactement sous quelle forme. Mais nous pensons que la conception de la C.E.E. a été imaginée spécialement pour aider les régions les moins développées, les pays les plus pauvres. Nous apprenons maintenant, à l'expérience, que la C.E.E. peut être différente des Etats-Unis. De ce point de vue, il y a une sérieuse divergence entre la Grande-Bretagne et la R.F.A. d'un côté, et la France de l'autre. Quelles est votre opinion là-dessus ?

— Vous êtes en faveur de l'élution de l'Assemblée européenne au suffrage universel ?

— Oui.

— Qu'en attendez-vous ?

— Nous n'aurons pas une large représentation, mais nous pensons que des gens qui auront été élus directement pourront parler avec des idées plus claires au nom de leurs circonscriptions.

— Un autre aspect du problème politique européen consiste à déterminer à quel point l'Europe peut être différente des Etats-Unis. De ce point de vue, il y a une sérieuse divergence entre la Grande-Bretagne et la R.F.A. d'un côté, et la France de l'autre. Quelles est votre opinion là-dessus ?

— Dans une certaine mesure, ces divergences ont trait au problème de la sécurité, et donc au rôle de l'OTAN. Nous ne faisons pas partie de l'OTAN, et naturellement notre position à cet égard est celle d'un petit pays. Nos possibilités de lever des forces armées sont très limitées. Nous avons déjà beaucoup augmenté le budget que nous consacrons à la défense.

— Cela représente quel pourcentage ?

— Trois ou quatre pour cent. Entre la défense et les mesures additionnelles de police du fait de la situation en Irlande du Nord, nous dépensons beaucoup plus de 100 millions de livres cette année. Il est tout à fait au-delà de nos possibilités propres de participer à la défense générale de l'Europe. Nous avons mis des troupes à la disposition des Nations unies. Nous estimons que c'est de cette façon-là que nous pouvons contribuer à la sécurité générale.

— Êtes-vous toujours aussi enthousiaste pour l'Europe que quand vous êtes entré dans la Communauté ?

— Au moment du référendum, 83 % des Irlandais se sont prononcés pour l'entrée dans la C.E.E. et 17 % contre. En 1975,

il y a eu un sondage : 83 % pour, 17 % contre. L'an dernier, autre sondage : 97 % pour et seulement 2 % contre. Je pense que l'adhésion à la Communauté nous a donné le moyen de mieux nous faire entendre dans les affaires internationales. Nous sommes nettement bénéficiaires de cette adhésion. En 1976, nous avons reçu des prêts et crédits pour 139 millions de livres, alors que notre contribution budgétaire est de 16 millions. En ce qui concerne la diversification de nos exportations, et ceci est important, en 1972, 17 % allaient vers des pays de la C.E.E. autres que la Grande-Bretagne, et 17 % en provenaient. L'an dernier, ces chiffres ont atteint respectivement 36 % et 29 %. Il faut y ajouter les revenus du tourisme et des assurances.

Les mots en « isme »

— Presque partout dans le monde on entend réclamer le socialisme et la liberté. Qu'en pensez-vous ? Les croyez-vous conciliables ?

— Nous abordons ce problème avec le désir de savoir ce qui permet de parvenir aux meilleurs résultats. Nous ne sommes pas particulièrement intéressés à la signification des mots en « isme ». Nous sommes décidés à ne laisser aucune notion préconçue dicter notre action. Notre approche est véritablement pragmatique et flexible.

— Ce qui signifie que vous continuez de penser que l'économie de marché peut fournir la solution aux problèmes sociaux.

— En fait nous avons un système varié avec trois secteurs : privé, d'Etat et mixte, qui paraît bien fonctionner. L'électricité et les chemins de fer sont nationalisés. Nous avons une grande raffinerie de sucre publique, une autorité publique pour les pêcheries, des organismes de crédit d'Etat pour l'industrie et l'agriculture, des entreprises publiques de porcelaine, d'énergie, de papier, de bœuf, de lait, de fromage, etc. Chaque fois qu'un gouvernement de ce pays a trouvé que des choses n'étaient pas faites, ou n'étaient pas bien faites, il n'a pas hésité à en charger le secteur public. Celui-ci s'ajoute en quelque sorte au secteur privé. Bien souvent, il a pour objet de faciliter les investissements des entreprises privées.

— Les étrangers sont encouragés à participer à cet effort et les organismes d'investissement les associent habituellement aux nationaux irlandais.

— Il y a peu de débats théoriques et idéologiques dans ce pays ?

— Non, il n'y en a guère. Il y a des gens, en petit nombre, qui réclament une extension du secteur public. Très peu sont hostiles à l'existence de ce secteur, de même que très peu sont hostiles à celle de l'entreprise privée, qui emploie actuellement au moins la moitié de la main-d'œuvre totale, et nous avons une main-d'œuvre qui s'adapte facilement.

— Et, jusqu'à présent, les étudiants se tiennent plutôt tranquilles.

— Oui. Notre société est stable, la population est désireuse de travailler et voit dans les investissements étrangers un moyen de fournir davantage d'emplois.

— Si le problème du chômage n'est pas réglé, ne pensez-vous pas qu'un jour vous devrez faire face à de sérieux troubles sociaux ?

— Bien sûr, cela nous affecte comme tous les pays. La solution doit être cherchée sur une base internationale. Un petit pays comme le nôtre peut faire un certain nombre de choses, mais il revient aux principales puissances économiques de relancer l'activité. L'immigration peut-elle aider à la stabilisation de l'économie ?

— Elle a pratiquement cessé, à la fois du fait qu'il est plus difficile de s'établir à l'étranger et plus facile de trouver du travail ici.

— En dépit des statistiques de chômage...

— Certaines de ces statistiques ne sont pas basées sur des données très exactes, dans la mesure où certains chômeurs sont en fait occupés à temps partiel. Ils ont de petites fermes. D'autres, qui ne peuvent plus travailler pour diverses raisons, continuent d'être décomptés comme des chômeurs.

L'Irlande du Nord

— Comment voyez-vous l'évolution de la situation en Irlande du Nord ?

— Nous avons recherché une solution politique, un système de gouvernement acceptable par les deux communautés qui y vivent. Malheureusement, jusqu'à présent, cela n'a pas été accepté. Nous avons eu diverses réunions et rencontres, notamment la conférence constitutionnelle de Sunningdale, en 1973. Il n'a pas été possible de parvenir à un accord. Depuis lors, il y a eu des discussions entre différents groupes, mais aucune entente. A l'heure actuelle, l'agitation se poursuit.

— Pensez-vous qu'à long terme la guerre civile prendra fin et qu'on ira vers la réunification de l'Irlande ?

— Je l'espère. La première chose à faire est d'obtenir un arrangement acceptable au Nord. Mais il ne s'agit pas d'une guerre civile : il y a seulement de petits groupes qui, de part et d'autre, créent de graves difficultés. La grande masse des gens est disposée à vivre et à laisser vivre.

— Beaucoup de gouvernements en Europe font face à une forte opposition interne. Estimez-vous que le votre est plus solidement installé ?

— Quand il est entré en fonctions, notre gouvernement avait une majorité de deux sièges sur un total de cent quarante-quatre au Parlement. Depuis nous avons eu des élections partielles et notre majorité est maintenant de quatre. Le mandat de ce Parlement expire en février et il y aura des élections générales auparavant. Les sondages donnent à penser que la tendance nous est favorable.

— Aimez-vous le pouvoir ? Qu'avez-vous appris en l'exerçant ?

— L'idée qu'on se fait du pouvoir est très exagérée. Dans une

démocratie, un individu n'a pas de pouvoir propre. C'est un privilège de prendre des décisions. Mais c'est une tâche intéressante. Le gouvernement, en tant qu'équipe, marche bien, et j'espère pouvoir continuer à le diriger avec la confiance des électeurs.

— Quelle sorte d'avenir voyez-vous pour l'Irlande ?

— D'une manière générale, il nous semble que les perspectives pour l'Irlande sont bonnes si nous pouvons résoudre les problèmes de l'emploi et de l'inflation et si nous pouvons parvenir à une paix équitable pour l'Irlande du Nord. Dans un monde où la population s'accroît, nous pouvons fournir davantage de produits alimentaires. Notre économie est relativement moderne. Nous avons découvert des ressources minérales.

— Comme par exemple ?

— Du plomb et du zinc. Nous avons trouvé du gaz sur nos côtes. Nous avons eu moins de succès avec le pétrole, mais nous gardons bon espoir. Et un tiers de la surface maritime totale de la C.E.E. est sous notre juridiction.

— Ce qui pose quelques problèmes...

— Ils sont actuellement soumis à la Cour de justice européenne, et nous avons une population plus instruite qu'elle ne l'a jamais été. Nous avons une bonne agriculture, et la perspective de nourrir l'Europe est encourageante. Nous avons de bons emplacements pour l'industrie : il y a eu des investissements américains très importants depuis 1960. Mais bien sûr, il y a le désordre dans les taux de change, l'échec des tentatives pour venir à bout du chômage, et nous ne sommes pas satisfaits des dimensions actuelles de la politique régionale.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

FRANTEL NANTES

A deux pas du Château des Ducs

SC. PO.

IPEC
Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel
933 8123 / 033 45 87
(au cœur du Quartier Latin)

Plusieurs cycles de préparation pour entrée en Année Préparatoire et 2^e année de l'IEP. Petits groupes. Contrôles fréquents. Documentation sur demande.

FRANTEL MONTPELLIER

A deux pas de la place de la Comédie

RÉVISIONS BAC

MATH - PHYSIQUE — 27,50 F L'HEURE

Travail par petits groupes - Séances de 1h30 et 2h30

Professeurs qualifiés - 18 ans d'expérience

MATH-ASSISTANCE

École privée reconnue par l'Etat

FRANTEL NANCY

A deux pas de la place Stanislas

Paul Goma

Ces trois romans n'ont jamais été publiés en Roumanie.

La cellule de Libérables

Elles étaient quatre

Gherla

romans

GALLIMARD

23

HOTELS EN FRANCE

frantel

Des hôtels au cœur des villes

Réservation centrale PARIS 828.88.00

TIE

ET LA COMMUNAUTÉ

Ambassadeur de Grande-Bretagne

ambassadeur de Grande-Bretagne, M. James Callaghan, a déclaré que la Communauté était une « machine à fabriquer des problèmes ».

Des intérêts compliqués

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

La Grande-Bretagne a toujours eu des intérêts compliqués en Europe. Elle a été l'un des fondateurs de la Communauté, mais elle a aussi été l'un des plus réticents à l'adhésion. Elle a voulu garder une certaine indépendance, et elle a voulu que la Communauté soit une « machine à fabriquer des problèmes ».

EUROPE

Grande-Bretagne

La nomination du gendre de M. Callaghan comme ambassadeur à Washington suscite de vives critiques

De notre correspondant

Londres. — Le premier ministre, M. James Callaghan, vient de déclencher une tempête politique en attribuant à son gendre, M. Peter Jay, le poste très convoité d'ambassadeur à Washington. Cette décision encourage naturellement les conservateurs à dénoncer plus que jamais la politique des « jobs for the boys ». Beaucoup de membres du groupe parlementaire travailliste ont eux-mêmes indignés par cette nomination, qui, à leurs yeux, risque de porter un tort considérable à la réputation du premier ministre, accusé de « nepotisme ».

Le secrétaire au Foreign Office, M. Owen, a affirmé qu'il était lui-même responsable de ce choix. M. Jay, a-t-il dit, est l'un des hommes les plus capables de nos jours. Cette manière de détourner le feu dirigé contre le premier ministre ne suffit pas cependant à faire taire les critiques.

Après avoir suivi la filière de l'établissement britannique, le nouvel ambassadeur avait épousé la fille de M. Callaghan, Margaret, en 1961. Agé de quarante ans, ancien fonctionnaire, éditeur, il était jusqu'à présent le

JEAN WETZ.

Espagne

M. CYRUS VANCE RENCONTRE LE ROI ET LE CHEF DU GOUVERNEMENT

M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, arrivé mercredi 11 mai dans la soirée à Madrid, devait rencontrer jeudi avec le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez. Venu pour informer le gouvernement espagnol des résultats des travaux du conseil atlantique réuni à Londres, M. Vance doit présider la commission mixte hispano-américaine, créée en 1976 lors de la signature du traité d'amitié et de coopération entre les Etats-Unis et l'Espagne. Aux termes de ce traité, les Etats-Unis vont continuer à utiliser quatre bases militaires en échange d'une aide militaire et économique de 1,25 milliards de dollars sur une période de cinq ans.

A son arrivée à Madrid, M. Cyrus Vance a exprimé devant les journalistes toute sa admiration pour les progrès réalisés par l'Espagne sur le chemin de la démocratie.

Le Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) a formellement démenti, le mercredi 11 mai, toute participation à l'attentat qui a coûté la vie à un industriel catalan, M. Baltes Marques. D'autre part, la police a appréhendé à Madrid les quatre extrémistes de droite qui ont tiré à la mitrailleuse mercredi matin contre la librairie Alberti et deux policiers de garde. — (A.F.P., A.P.)

Les rédacteurs de la revue « Guadiana » ont été licenciés le mercredi 11 mai pour « motifs idéologiques ». Cette revue appartient à la famille Camunas, dont

l'un des membres, M. Ignacio Camunas, figure sur la liste des candidats de l'Union du centre, dirigée par le chef du gouvernement, M. Suarez. Plusieurs personnalités, en particulier M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier (PSOE), et Tierno Galvan, président du P.S.P. (Parti socialiste populaire), dénoncent une opération politique de M. Suarez, qui entend disposer d'une revue à grand tirage pour la campagne électorale. Les rédacteurs licenciés affirment dans un communiqué qu'il s'agit de transformer Guadiana en « organe camouflé » du pouvoir. — (A.F.P.)

Un des membres, M. Ignacio Camunas, figure sur la liste des candidats de l'Union du centre, dirigée par le chef du gouvernement, M. Suarez. Plusieurs personnalités, en particulier M. Felipe Gonzalez, premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier (PSOE), et Tierno Galvan, président du P.S.P. (Parti socialiste populaire), dénoncent une opération politique de M. Suarez, qui entend disposer d'une revue à grand tirage pour la campagne électorale. Les rédacteurs licenciés affirment dans un communiqué qu'il s'agit de transformer Guadiana en « organe camouflé » du pouvoir. — (A.F.P.)

Finlande

Premier ministre désigné

M. SORSA EST CHARGÉ D'ELARGIR LA MAJORITE GOUVERNEMENTALE

Helsinki (A.F.P., U.P.I.). — M. Martti Miettunen a présenté le mardi 11 mai la démission du gouvernement finlandais, qu'il dirigeait depuis le 23 septembre 1976. Le président Kekkonen a chargé M. Kalevi Sorsa, directeur social-démocrate, de former un nouveau gouvernement s'appuyant sur une majorité de centre gauche au Parlement. Le chef de l'Etat, qui doit commencer le 17 mai une visite à Moscou souhaitait avant son départ élargir l'assise du gouvernement.

Jusqu'en septembre dernier, cinq partis étaient associés au pouvoir (centre, national libéral, national socialiste, social-démocrate et communiste). La coalition se brisa à propos de la politique économique et du budget, que les communistes désapprouvaient. Après cette crise, les sociaux-démocrates décidèrent de faire une cure d'opposition. M. Miettunen forma un cabinet minoritaire composé de ministres des trois partis centristes (il disposait de cinquante-neuf sièges sur deux cents au Parlement). Il réussit à faire voter le budget grâce aux voix des conservateurs.

Une coalition sans les communistes ?

M. Sorsa ne désespère pas de reconstruire la coalition qui était au pouvoir jusqu'à l'automne dernier, mais on estime peu probable que les communistes reviennent actuellement aux affaires. En s'appuyant sur les trois partis centristes et les sociaux-démocrates, il disposait d'un tiers des sièges au Parlement. Une majorité suffisante.

Allemagne fédérale

UN RASSEMBLEMENT D'ANCIENS S.S. ayant appartenu à la division Wiking, qui devait avoir lieu les 14 et 15 mai à Radolfzell (Baden-Wurtemberg), a été interdit par le maire de cette localité après l'intervention de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes français. — (A.F.P.)

Créée à l'automne 1946 sous le commandement de Félix Stahmer, la 5^e division blindée S.S. Wiking a participé à la prise de Kiew et de Rostov. Elle s'est notamment signalée, sur le front sud, par le meurtre d'innocents civils juifs en représailles d'actes de résistance. — (A.F.P.)

Ethiopie

LA RADIO D'ADDIS-ABEBA, captée à Nairobi, a annoncé le 11 mai que, selon une source « hors-la-loi réactionnaire et contre-révolutionnaire », ont été « liquidés » au cours des derniers jours les membres du mouvement populaire éthiopien appuyé par l'armée. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DE LA MECANIQUE, deuxième syndicat britannique par ordre d'importance, a rejeté, mercredi 11 mai, la proposition d'un « contrat social » qui lui était proposée par le gouvernement.

Belgique

Une longue négociation s'ouvre pour la formation du cabinet Tindemans

Bruxelles. — Après une parenthèse de quarante-huit heures, qui avait permis à M. Tindemans de se rendre à Londres pour y rencontrer le président des Etats-Unis, les négociations en vue de constituer un nouveau gouvernement belge ont repris le mercredi 11 mai au palais d'Egmont. Quatre partis y participent : les sociaux-chrétiens, les socialistes, la Front des francophones bruxellois (F.D.F.) et la Volksunie, mais sociaux-chrétiens et socialistes ont une double représentation : une francophone et une flamande.

De notre correspondant

Les pourparlers seront très longs. Il ne faut pas compter sur la constitution d'un nouveau cabinet avant la seconde quinzaine de juin. Trois phases ont été prévues pour les négociations : les problèmes communautaires les moins délicats d'abord, le programme économique et social ensuite, et enfin le statut de Bruxelles, sur lequel Flamands et francophones ont des vues absolument opposées.

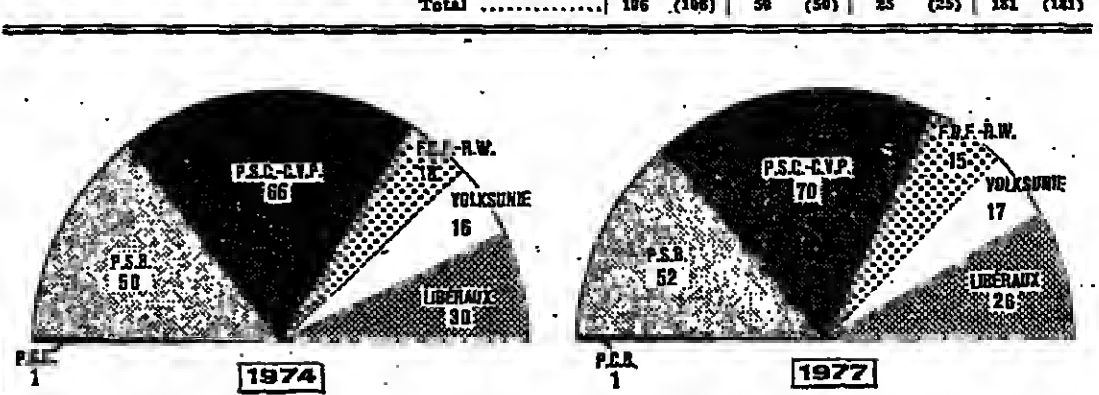
M. Tindemans n'entend progresser qu'avec une très grande prudence et s'en est rendu compte.

dence et s'en est rendu compte. On ne peut pas régler, rien n'est réglé. On semble, jusqu'à présent, être d'accord sur la création de trois régions. Chaque région disposerait d'une Assemblée législative qui aurait le pouvoir de voter des ordonnances en attendant que les lois. Les trois assemblées éliraient chacune, à la majorité absolue, un représentant devant elles, mais rien n'a été décidé quant aux compétences de ces exécutifs et de ces Assemblées.

P. de V.

LA COMPOSITION DU SENAT

	Elus directs	Elus provinciaux	Cooptés	Total
Sociaux-chrétiens	39 (37)	21 (19)	18 (18)	78 (64)
Socialistes	32 (29)	12 (13)	7 (7)	51 (49)
Libéraux	16 (16)	5 (5)	4 (4)	25 (25)
Volksunie	10 (10)	5 (5)	2 (2)	17 (17)
F.D.F.-Rassemblement wallon	8 (7)	5 (5)	2 (2)	15 (14)
Communistes	1 (1)	—	—	1 (1)
Total	106 (106)	56 (56)	25 (25)	187 (187)



A travers le monde

Taiwan

LES ETATS-UNIS n'ont pas l'intention de changer leur ambassadeur à Taipei, et ils insistent depuis 1975 pour que le représentant de l'île de Taïwan à Washington reste le même, car ils craignent qu'un mouvement diplomatique soit interprété comme un geste inacceptable par Pékin. — (A.F.P.)

L'ambassadeur américain à Taïwan, M. Leonard Unger, est en poste depuis plus de trois ans. Quant à l'ambassadeur de Taïwan à Washington, M. James Shen, il représente son pays dans la capitale américaine depuis 1971. En 1975, le 1976 son gouvernement a demandé au vain à accréder son successeur. M. Shen n'a pas été reçu par un secrétaire d'Etat américain depuis 1973. — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

APRES PLUSIEURS MOIS DE PROCES, le dramaturge Pavel Kohout, l'un des principaux intellectuels tchécoslovaques, a été contraint, mercredi 11 mai, de quitter son appartement de Prague. Le dramaturge était le plus proche voisin du chef de l'Etat et du P.C. tchécoslovaque, M. Gustav Husak. Il habitait dans une aile du palais Schwarzenberg où se trouve également l'ambassade de Suisse, face au château de Prague, sur un site historique d'où l'on domine toute la capitale. — (A.F.P.)

Pays-Bas

AU COURS DU PROCES INTENTÉ A PIETER MEN-TEN pour les crimes de guerre qu'il est accusé d'avoir commis en Pologne en 1941 (le Monde du 10 mai), trois témoins ont formellement identifié le collectionneur de tableaux comme l'un des auteurs des exécutions sommaires de civils polonais mentionnées dans l'acte d'accusation. La Haute Cour néerlandaise, d'autre part, doit statuer le 14 juin sur le pouvoir en cassation introduit par Pieter Menten contre la prolongation de sa détention préventive. — (A.F.P.)

République

LE PORTE AFRIKAANS BREYTEN BREYTENSCH, qui purge une peine de neuf ans de détention pour « complicité », va de nouveau être traduit en justice, a annoncé, mardi 10 mai, M. James Kruger, ministre sud-africain de la justice, sans préciser les charges qui pèsent sur lui ni la date de son second procès.

LE REVIREMENT D'UNE PARTIE DES ELECTEURS blancs anglophones, d'ordinaire favorables à l'opposition, a assuré, mercredi 11 mai, une victoire éclatante à M. P. W. Botha, ministre des affaires étrangères, lors d'une élection législative partielle à West-End (Johannesburg). Son seul concurrent, M. Jackie Nel, du Herengte Nasionale Partel (H.N.P.), obtint, d'une section d'extrême droite du parti au pouvoir, n'a obtenu que 632 voix face aux 9 126 de M. Botha. Le résultat obtenu par M. Botha constitue un record absolu en Afrique du Sud. — (Corresp.)

Territoire

LE CONSEIL DE GOUVERNEMENT du Territoire français des Afars et des Issas, présidé par M. Abdallah Kamil, a démissionné mercredi 11 mai, comme prévu. La nouvelle Chambre des députés élue dimanche dernier se réunira vendredi 13 mai pour élire un nouveau gouvernement local. D'autre part, le cours d'un grand meeting de « solidarité avec le peuple de Djibouti », mardi à Mogadiscio, M. S. Y. Barre, le président de la République, a déclaré : « Le peuple somali a toujours soutenu activement la lutte de ses frères de Djibouti ». Il a remercié le gouvernement français d'avoir respecté ses engagements concernant l'indépendance de Djibouti, ajoutant qu'il espérait que la France tiendrait ses promesses jusqu'au bout. — (A.F.P.)

Choisissez des meubles agréables à vivre

Au Salon des Ensembliers de la Foire de Paris, venez retrouver le sérieux et la qualité des meubles d'autrefois. Contemporains ou de style, les meubles exposés ici ont un point commun :

FOIRE DE PARIS

Salon des Ensembliers

30 avril-15 mai 10h à 19h-Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

Ils ont été créés et fabriqués par des professionnels exigeants, qui ont gardé le goût du travail bien fait. Le Salon des Ensembliers est à la Foire de Versailles. Profitez-en pour venir choisir ou simplement admirer des meubles agréables à vivre.

FOIRE DE PARIS
COMPARER POUR MIEUX CHOISIR

La Boutique du Brési



présente sa nouvelle collection de canapés et fauteuils en cuir

43, avenue de Friedland - Paris

Jah... (signature)

EUROPE

Belgique

Œuvre pour la formation du cabinet Tindemans

Le roi Baudouin a reçu mardi les membres du cabinet Tindemans en formation. Le roi a reçu les membres du cabinet Tindemans en formation. Le roi a reçu les membres du cabinet Tindemans en formation.

COMPOSITION DU SENAT

Parti	Sièges
Libéraux	18
Chrétiens	18
Socialistes	18
Communistes	18
Autres	18



1977

le monde

Taiwan

Le principe — essentiel à ses yeux — est posé. M. Cossiga pense en effet que les trois phénomènes qui occupent à long terme la communauté internationale sont : la criminalité, le terrorisme et la subversion. Ils ne sont pas séparés.

Pakistan

De même que les désordres dans la rue sont liés au terrorisme, celui-ci n'hésite pas à se mettre en rapport avec les criminels parce qu'il a besoin de moyens.

Pays-Bas

Du premier phénomène, le ministre a déjà parlé puisque les enlèvements de personnes ont été le plus souvent l'aspect le plus spectaculaire de la criminalité.

Tchécoslovaquie

C'est une déception grave, qui pose des problèmes d'ordre moral. Mais la pensée que le Parlement de mon pays devrait l'adopter. En contrepartie, l'Etat devrait faire davantage tout son possible pour

Italie

Aucun pays d'Europe ne peut se désintéresser de notre lutte contre la criminalité nous déclare le ministre de l'intérieur, M. Francesco Cossiga

La défense de l'ordre public est, plus que jamais, à l'ordre du jour en Italie. Avec l'économie, elle constitue le principal sujet de discussion des partis politiques qui cherchent à établir un programme de gouvernement. Ce n'est pas un hasard si le ministre le plus en vue du cabinet Andreotti est désormais celui de l'intérieur, M. Francesco Cossiga. Au cours d'un entretien à Rome avec notre

correspondant, il a insisté sur le caractère européen de la criminalité et du terrorisme, estimant qu'aucun pays de la C.E.E. n'était à l'abri de ces agressions « à l'italienne ».

De notre correspondant

exclusivement italiens. A la prochaine réunion des ministres de l'intérieur de la C.E.E., l'italien l'attendra de nos collègues sur les conséquences que peut avoir, ici ou là, la volonté des terroristes de « déstabiliser » une situation nationale.

« D'autre part, aucune nation européenne ne doit imaginer qu'une « civilisation » aussi lucrative que les enlèvements, par exemple, n'est pas exportable. C'est d'ailleurs déjà fait si l'on pense à la France ».

« J'entends proposer à mes homologues européens une lutte commune au niveau des polices, de l'extradition éventuelle et du renvoi de l'argent volé. Compte tenu du montant de certaines rançons (deux à trois milliards de francs), il est évident qu'une partie de cet argent est recueillie hors de nos frontières. Les « Mafias » ne sont limitées en Italie, avec drogue et contrebande.

Sans doute ont-ils appris chez nous la technique de l'enlèvement. Bref, aucun pays européen ne peut se désintéresser aujourd'hui de la lutte contre la criminalité et le terrorisme qui est menée chez le voisin. »

violents qu'on ne sait pas lesotter, quand, sur ces cinq cents, cinq tirant des coups de feu et tuent des policiers, à qui la faute ? Les 20 000 n'ont porté-ils pas la responsabilité ?

Traité phénomène, le terrorisme : « Est-ce une stratégie de la tension ?

« Cela ne fait pas de doute », répond M. Cossiga. De gauche ou de droite ?

« Je dirai que cela ne m'intéresse pas beaucoup, l'objectif étant de déstabiliser le pays. Dernièrement, le terrorisme de droite a reçu des coups assez durs, alors qu'il était prédominant. Désormais, ce sont les activités de l'extrême gauche (brigades rouges, nouveau armé prolétarien, lutte armée pour le communisme, etc.) qui dominent ».

Est-ce un cerveau unique qui les dirige ?

Une gamme de ripostes

Que propose le ministre pour résoudre ces problèmes ?

« Avant tout, explique-t-il, les forces politiques et sociales doivent bien prendre conscience du lien étroit qui existe entre les délinquances, formes de désordre, de terrorisme, de criminalité. Une solution des problèmes est liée à la capacité de reprise économique de notre pays, au développement démocratique et politique. Mais cette mobilisation ne suffit pas. Il faut se donner les moyens d'agir. »

Ne désirent pas anticiper sur les mesures qui sont soumises aux partis, M. Cossiga se contente d'indiquer quelques pistes. Et il en profite pour rappeler l'une de ses déclarations sur l'usage des armes par la police qui fit beaucoup de bruit le mois dernier.

« Un seul qualificatif, si l'on peut dire, a été fait dans les affrontements de rue. Ce ne sont pas des affrontements physiques avec les forces de l'ordre, mais des affrontements de rue, sur elles. Que faire ? Je ne peux accepter que la seule réponse soit de tirer sur les manifestants. On provoque des tragédies. Il faut donc introduire une gamme de ripostes qui impliquent des nouvelles techniques, comme les autos blindées et l'utilisation, par exemple, de balles en caoutchouc. Nous nous trouvons devant de véritables tactiques de guérilla urbaine auxquelles il faut répondre par des moyens appropriés. »

Le ministre cite d'autre part le cas des prisons où les évasions se multiplient.

« J'ai une formation de juriste et je sais qu'une norme doit s'adapter à la situation. Quand on autorise un détenu, ayant encore cinq années de peine à purger, à assister à un mariage et à participer au banquet, il y a quelque chose qui ne va pas. »

Faisant par ailleurs allusion au proche des brigades rouges qui n'a pu se tenir à Turin parce que les jurés avaient été menacés de mort, le ministre affirme :

« Si on ne peut former des jurés populaires, il leur faut un juge de remplacement. De même pour le détenu : nous ne pouvons accepter passivement que la technique employée en République fédérale allemande par la bande à Baader-Meinhof bloque les progrès. »

Le pouvoir en place n'avait-il pas intérêt — notamment à Bologne, ville rouge par excellence — à laisser faire les étudiants, « autonomes » dans la mesure où ceux-ci s'attaquaient au premier lieu au parti communiste ? M. Cossiga n'est guère ému par ce genre de remarques.

« Je vous répondrai une seule chose : quand nous avons présenté un projet de loi prévoyant certaines procédures spéciales, interdisant la possession d'armes ainsi que le port de casques par les manifestants, ce sont les socialistes et les communistes qui l'ont refusé. A Bologne, c'est moi qui ai envoyé les blindés. C'est moi qui ai demandé la fermeture de l'université. Et qui a rétabli l'ordre, sinon l'Etat ? »

ROBERT SOLE

Turquie

La gauche et la droite se rejettent la responsabilité des sanglants incidents du 1^{er} mai

De notre correspondant

Ankara. — Après les sanglants incidents du 1^{er} mai à Istanbul, un calme relatif est revenu en Turquie. M. Ecevit, chef du parti républicain, principale formation de l'opposition, a pu tenir au cours du dernier week-end, sans qu'il y ait la moindre émeute, plusieurs réunions électorales à Izmir, à Antalya et aux alentours d'Isparta, ville natale et fief électoral du premier ministre.

M. Demirel, M. Ecevit en a profité pour mettre en cause indirectement l'organisation de la sécurité de l'Etat, la MIT, qui, selon lui, est impliquée dans les incidents d'Istanbul.

La presse souligne à ce propos que, là où des mesures de sécurité appropriées sont effectivement prises par les autorités locales, l'ordre est strictement respecté. C'est ainsi que des foules importantes se sont déplacées pour participer aux meetings électoraux du P.R.P., notamment à Izmir, où M. Ecevit a pris la parole devant près de cent mille personnes.

Cependant, la série d'assassinats politiques continue, et on déplore chaque jour une ou plusieurs victimes de règlement de compte entre clans rivaux. Le bilan s'élève à cent onze morts depuis le 1^{er} janvier, selon le très sérieux quotidien Cumhuriyet.

La gauche et la droite s'accusent mutuellement d'être responsables du carnage d'Istanbul. La police avait, le 1^{er} mai dernier, arrêté plus de quatre cents personnes sur la place Taksim.

Le chef du gouvernement, M. Demirel, et ses amis de la droite sont catégoriques : ce sont les communistes qui ont voulu transformer la place de Taksim en « place Rouge ». Le chef du Parti de la justice estime que M. Ecevit et ses amis syndicalistes sont responsables d'incidents d'Istanbul. Selon la presse pro-gouvernementale, les dirigeants de la DISK doivent répondre de ces massacres du 1^{er} mai. Un vœu auquel se joignent curieusement les dirigeants de la centrale ouvrière rivale Turk-Is, organisation pro-patronale.

« Le piège »

Pour le dirigeant de la DISK, M. Turkler, il s'agit d'un complot ourdi par le C.I.A. et mis en œuvre par les mafias, complot dont le but serait d'empêcher l'arrivée au pouvoir du parti républicain. M. Ecevit, quant à lui, laissait entendre samedi 7 mai à Izmir que le complot de Taksim visait à éloigner le peuple de son parti. En outre, il a clairement suggéré, sans la mettre nommément en cause, que la MIT, organisation de sécurité de l'Etat, était en passe de devenir un Etat dans l'Etat et qu'il incomberait au gouvernement « de la contrôler et non de l'utiliser ».

Mme Borthen, chef du parti ouvrier, affirme de son côté que la classe ouvrière est étrangère à tout extrémisme ou gauchisme, et elle rend responsables des incidents le grand capital et le gouvernement, et elle accuse la DISK et le parti républicain d'être tombés « dans le piège ».

ARTUN UNSAL

Prévoir une bonne literie

EPEDA

c'est bien...

...la choisir chez

CAPÉLOU

c'est mieux !

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE

METZ - CENTRE VIEUX

TEL. 257.45.35

PARIS XIX

IMMENSE GARDE-MEUBLES

BAILLY

148, AV. DU MAINE

75014 PARIS

567.43.00

Laos Paris

Mercedes-Benz

Concessionnaire exclusif

Service commercial : 96, av. de Suffren

Après-vente : 15, rue du Laos 75015 Paris

567.79.20

ROBERT SOLE

RENTREE 77

choisir un cours privé

Un nouveau centre de documentation fournit gratuitement aux parents les renseignements et études de dossier en vue de la scolarisation efficace de leurs enfants dans l'enseignement privé.

Paris-Orient-Scolaire

P.O.S., 61, rue de Valenciennes

Paris-8 - Tél. : 522.94.10

VIVRE EN URSS

Les séjours d'adultes - ce type de séjours a pour particularité d'assurer la rencontre permanente de deux jeunes amis.

Accueil : le centre hôtelier est situé au bord du lac ZASEVSKOYE près de MINSK.

activités : visite de la ville, de musée, d'entreprise, rencontres, débats avec des responsables politiques, scientifiques, et culturels, visite de Moscou, Minsk, Gdansk, Leningrad, etc., excursions sportives.

du 14 au 31 juillet 1.540 F

du 1^{er} au 13 août 1.640 F

Ces prix comprennent le transport, la pension complète, les activités prévues.

Loisirs et vacances de la jeunesse

4 et 8, rue Chateaubriand

75010 PARIS - 203.20.50

3, place Paul Painlevé

75005 PARIS - 329.50.57

A retourner pour une documentation gratuite

Nom

Adresse

Date Postal

Association loi 1901 agréée par le conseil national général de tourisme n° 65017 Information, aux adhérents.

présente sa nouvelle collection de canapés et fauteuils en cuir

VIVEZ CHEZ VOUS ET FAITES VOUS SERVIR COMME A L'HOTEL

La "Résidence Club de Neuilly" est une innovation dans l'immobilier. Nous la réservons à ceux qui, toute leur vie, ont été habitués à la qualité et en ont gardé le goût. Nous leur offrons en effet l'opportunité d'acquiescer à la fois un appartement de très grand confort avec balcon sur avenue ou sur jardin, parking privé, cave, etc., et de bénéficier en même temps de multiples services : personnel d'accueil pour la réception, service de restauration en salle à manger ou en appartement, standard téléphonique, secrétariat, service d'assistance médicale avec infirmières, aide ménagère.

La Résidence Club de Neuilly met également à la disposition des résidents d'élégants salons de réception, petits salons et salles de bridge. La Résidence Club de Neuilly est une formule d'avenir. Et d'ores et déjà, une valeur sûre.

RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule, 92200 Neuilly. Livraison 4^e trimestre 78.

Réalisation

soiap et **Sogéprom**

Commercialisation

D.FEAU appartements

132, bd Haussmann, 75008 Paris

Tél. 261.80.40

Bon à découper et à retourner à D. FEAU 132, boulevard Haussmann 75008 Paris, pour recevoir une documentation complète sur la Résidence Club de Neuilly.

Nom

Adresse

Tél.

L.M.

PATRONS

SAVEZ-VOUS CE QUE VOUS COUTE L'INFLATION ?

Si vous renseignez-vous immédiatement sur la Comptabilité Indexée, vous saurez qu'elle tient compte des indices de prix, pour vous donner le Taux réel de la Rentabilité des Capitaux investis dans votre Entreprise. Ce taux vous est indispensable pour pratiquer une Gestion saine.

En période d'inflation, la Comptabilité « à partie double » affiche des bénéfices surfaits ou, au contraire, des pertes fictives.

Voici les chiffres obtenus par une application, en France, Exercice 1973 :

Comptabilité « à partie double » : Bénéfice FICTIF avant impôt 10 000
Impôt payé, 50 % (imp. volée) 5 000
Bénéfice FICTIF après impôt 5 000

Comptabilité Indexée : Rés. réel av. imp. - Déficit... 20 000
Impôt dû : néant
Impôt indûment perçu... 5 000
Rés. réel après impôt. Déficit 25 000

Il est urgent que les applications se multiplient rapidement. La Documentation qui enseigne la Comptabilité Indexée « pour titre - SORTIR DE L'INFLATION ». Elle se compose actuellement de 3 Dossiers, format 21 x 27, comportant au total environ 58 pages imprimées. Je l'envoie par poste tous pays moyennant versement à l'avance d'une participation d'au moins 100 francs français.

Emile KRIEG
7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS
Compte Postal 1030-11 Paris

REGARDS SUR

N° 3

92 PAGES SUR LE PARTI SOCIALISTE

97 portraits contrastés de ses dirigeants connus, méconnus, mal connus ou... inconnus

Le point sur les tendances et les... courants

LE P.S. ET L'ÉCONOMIE
LES SYNDICATS
LE PATRONAT
LE P.C.F.
L'ARGENT
LES INSTITUTIONS
L'ARMÉE
L'ÉDUCATION
L'ÉGLISE
ETC.

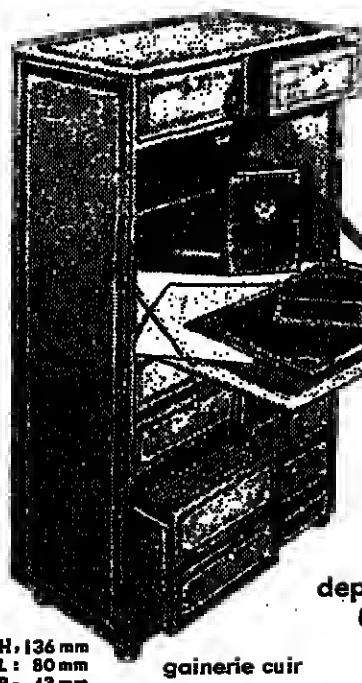
Ce qu'ils en pensent : de la Ligue communiste aux frères Sanguinetti

ÉVÈNEMENT

La gauche électorale en 1973 (P.C./P.S./P.S.U./E.G.) et 1974 (Mitterrand 2^e tour) par circonscription
L'analyse prospective des législatives de 1978
circonscription par circonscription

CHALMETTE Cadeaux :

la garniture de bureau



- cartonnier
- tiroirs
- livre d'or
- écritoire
- semainier-agenda ELRIGE
- dessus cuir de votre table
- impression de textes ou d'initiales
- classement de vos dossiers
- toutes réalisations depuis le meuble à 4 cases (cartonniers ou tiroirs)

le meuble de rangement aussi à votre convenance (téléphone, disques, HI-FI, T.V., dossiers suspendus)

CHALMETTE

PARIS
17, Bd Malesherbes, 75008
Tél. 265-10-69
55, Bd Raspail, 75006
Tél. 548-45-23
BRUXELLES
247, Galarie Porte Louise
Tél. (02) 11-44-23

POLITIQUE

Réconcilier les Français et leur administration

II. — Restaurer le contrôle parlementaire

par JACQUES CHIRAC

Parmi les mesures les plus urgentes qui permettraient de réconcilier les Français et leur administration, c'est la réforme du ministère des Finances qui s'impose, c'est-à-dire qu'il faut toucher à ses pouvoirs comme à ses structures (la Monda du 12 mai).

Lutter contre le pouvoir administratif, c'est aussi renforcer le contrôle de l'administration. De même que seul le pouvoir arrête le pouvoir, seul le contrôle peut « arrêter » l'administration, c'est-à-dire donner cette garantie essentielle que ses agents appliquent effectivement les directives des pouvoirs constitutionnels en agissant dans le respect des lois et règlements.

Chacun sait, à cet égard, la part prise par le juge, et plus spécialement par le juge administratif, dans le contrôle de l'administration. De même le médiateur, en dépit d'une loi initiale bien timide, apporte sa contribution à cette œuvre. Mais cela ne doit pas faire perdre de vue l'importance fondamentale qui s'attache au contrôle parlementaire.

Dans le souci d'affermir le contrôle parlementaire de l'administration, je voudrais ne proposer ici, dans un premier temps, que des mesures pratiques pouvant être mises en place rapidement. Et cela dans cinq domaines.

1) La création d'un *office* destiné à contrôler les choix techniques des administrations. Le Parlement doit pouvoir disposer d'une information complète sur les choix qui engagent l'avenir du pays et modifient notre environnement, tant lorsqu'il légifère que lorsqu'il contrôle l'action gouvernementale. Le dialogue ne peut être fondé que sur un Parlement mis à même d'exercer effectivement sa mission par la disposition des moyens nécessaires. C'est dans ce sens que je propose par le groupe parlementaire du R.P.R. la création d'un office pour l'évaluation des options technologiques.

2) La révision des services publics. Il était classique de présenter la discussion budgétaire comme le moyen par excellence pour contrôler l'action de l'ensemble de l'administration. N'aurait-il pas été utile de modifier cette action, il lui suffisait de refuser le vote des crédits correspondants. Chacun sait combien cette attitude est devenue fallacieuse. Le vote de la loi de finances laisse en dehors de toute discussion les services votés (87 % du budget général de 1977), le pouvoir du Parlement ne s'exerce, en fait, que sur les seules mesures nouvelles, c'est-à-dire, compte tenu des engagements pris par ailleurs, sur une fraction infime des crédits soumis à son approbation.

Le budget est ainsi devenu, au nom de la continuité de l'action de l'Etat, la garantie de toutes les dépenses, y compris celles des services conservateurs. Est-il normal que les choses restent ainsi en l'état sans n'être jamais remises en cause ?

Il faut rendre à la discussion budgétaire sa fonction de contrôle de l'action de l'administration. Chaque année, et ceci dès la proposition de loi de finances, le groupe parlementaire du R.P.R. déposera une proposition de loi organique modifiant les articles 37, 38 et 41 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 sur les lois de finances.

3) Les mesures d'application des lois. Il n'est malheureusement pas rare de voir l'administration opposer des forces juridiques ne prenant pas en compte les besoins de l'application des lois votées par le Parlement. Cette situation ne doit plus pouvoir se produire.

Lorsque j'avais la responsabilité de la conduite du gouvernement, j'avais tenté d'améliorer cette situation, et le président de l'Assemblée nationale avait bien voulu souligner les progrès importants accomplis alors. Mais c'est un effort sans cesse renouvelé, qui est nécessaire pour triompher de l'inertie, volontaire ou non, de l'administration.

En ce sens, plusieurs mesures pourraient être prises : en ce qui concerne la publication des décrets d'application des lois, nous suggérons que, à l'ouverture de la deuxième session suivant celle au cours de laquelle des dispositions législatives ont été adoptées, le président de l'Assemblée adresse au premier ministre un état des textes réglementaires publiés et de ceux qui ne le sont pas. Cet état et la réponse du premier ministre feront l'objet d'une publication dans les documents parlementaires.

— à l'égard des dispositions réglementaires qui déformeraient le contenu des lois, il existe un contrôle juridique efficace, celui du juge administratif. Mais il s'agit d'un contrôle a posteriori, qui ne permet pas de prévenir les déformations. C'est pourquoi nous proposons que, à l'ouverture de la deuxième session, le président de l'Assemblée adresse au premier ministre un état des textes réglementaires publiés et de ceux qui ne le sont pas. Cet état et la réponse du premier ministre feront l'objet d'une publication dans les documents parlementaires.

leur publication, c'est-à-dire à un moment où le recours pour excès de pouvoir ne peut plus être intenté.

Nous pensons qu'il appartient à chaque parlementaire de veiller lui aussi au respect de la loi, et que, à ce titre, il doit être possible à tout député et à tout sénateur de former devant le juge administratif un recours pour excès de pouvoir contre une mesure réglementaire d'application des lois sans qu'on puisse lui opposer l'absence d'intérêt direct à agir. Le juge statuerait selon une procédure d'urgence. Il doit être admis qu'en France tout parlementaire a intérêt à défendre la loi.

4) L'information des commissions parlementaires. Chacun sait le rôle important que peuvent jouer les commissions en ce qui concerne le contrôle de l'administration. Toutefois, elles sont souvent gênées par l'interdiction qui leur est faite d'entendre, sans l'accord du ministre, les hauts fonctionnaires. Il devrait pouvoir être passé outre au refus du ministre par décision conjointe du président de l'Assemblée concernée et du président de la commission intéressée. Le fonctionnaire bénéficierait, par ailleurs, de l'impunité à raison des propos tenus lors de son audition.

5) La réhabilitation du droit de pétition. Le droit de pétition, c'est-à-dire le droit qui permet à un citoyen de s'adresser directement à ses représentants élus est très largement tombé en désuétude. Il est donc vivement souhaitable d'entreprendre une vaste campagne d'information auprès du public tout en repensant complètement la procédure de l'examen parlementaire des pétitions.

Ainsi rénové, le droit de pétition pourrait jouer un rôle singulièrement important dans le contrôle de l'administration.

Mais quelle que soit l'efficacité de tous les contrôles ainsi organisés, l'idéal restera, bien sûr, de promouvoir au maximum la collaboration entre l'administration et les administrés.

Assurer la participation des citoyens

Rapprocher l'administration des administrés, c'est enfin changer profondément l'esprit qui doit régner dans l'administration. L'affaire est d'autant plus délicate qu'aucun texte n'a le pouvoir de la faire. Et cependant on serait tenté de dire que c'est un préalable de la réforme.

Ce dont a d'abord besoin le citoyen c'est d'une gestion quotidienne sérieuse. Cet objectif sera d'autant plus facilement atteint que les ministères se comporteront en véritables supérieurs hiérarchiques de leur administration. Chacun connaît l'aspect ambivalent des fonctions ministérielles, le ministre étant tout à la fois un homme politique, en tant que membre du gouvernement, mais aussi le chef d'une administration. On a eu trop souvent le sentiment que le premier aspect l'emportait sur le second.

C'est l'état d'esprit des fonctionnaires lorsqu'ils régissent les affaires des citoyens. A l'heure actuelle, tout se passe comme si, de manière plus ou moins consciente, l'administration examinait le dossier en se demandant ce qu'elle pourrait en tirer.

Dans le maquis législatif et réglementaire actuel, il est rare que cette quête reste « infructueuse ». C'est exactement l'inverse qui devrait se produire. Les activités des citoyens doivent être considérées comme licites jusqu'à la preuve qu'elles ne le sont pas. La demande de l'administré ne doit être partie que lorsqu'il est évident qu'un texte s'oppose expressément à son admission. Ce qui implique que, chaque fois qu'il y a un refus, le texte conduisant à une telle décision soit mentionné clairement afin de permettre une discussion utile. Plus généralement, il faudrait obliger l'administration à motiver toutes ses décisions.

Le citoyen ne doit pas seulement avoir le droit de réclamer, il doit aussi avoir le droit de proposer. Celles-ci peuvent se regrouper autour de trois idées.

Ouvrir l'administration aux citoyens

Nous avons la chance d'avoir une administration ouverte selon des règles démocratiques. Cela doit être bien évidemment maintenu et un effort important doit être fait, notamment dans les modalités de recrutement de la haute administration, pour que celle-ci soit davantage ouverte à des candidats issus de tous les milieux sociaux. La nouveauté sera, on l'a vu, dans les rapports à établir avec les citoyens. Quelles initiatives ne nécessitent pas de gros moyens pourraient être permises. On en citera quelques-unes à titre d'exemples :

1) Au niveau de chaque administration centrale, nous proposons qu'un bureau des administrés soit créé. Animé par un fonctionnaire de rang élevé et rattaché directement au ministre, il serait, en quelque sorte, le médiateur entre les administrés et les services extérieurs. Il assurerait que des réponses satisfaisantes sont apportées par les services et pourrait à la lumière de ces expériences, proposer toute réforme d'ordre général.

2) Dans chaque des départements nous suggérons la création, comme cela a été fait au niveau central, d'un comité d'usagers informant l'administration locale des besoins des usagers. Il pourrait être consulté par le préfet sur toute une série de questions ayant une incidence directe pour le public : mise à l'enquête de certains projets, réforme d'une procédure, etc.

3) Enfin, nous voudrions que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

4) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

5) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

6) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

7) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

8) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

9) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

10) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

Simplifier et rendre compréhensible la règle de droit

Le corps des règles qui ordonnent la vie en société n'est plus compréhensible par les citoyens et le formule selon laquelle « nul n'est censé ignorer la loi » n'a jamais été aussi intolérable.

Par exemple, un texte aussi important que la loi du 31 décembre 1976 réformant l'urbanisme est, même pour un bon spécialiste de ces questions, d'une lecture particulièrement ardue ne serait-ce que par le fait que certains des articles du code de l'urbanisme qu'elle modifie avaient vu leur numérotation changée par la loi du 31 décembre 1975 sur la politique foncière. Comment

dire le droit quant les citoyens sont individuellement, soit collectivement, d'adresser au Parlement une requête en vue d'attirer son attention sur une situation ou une question particulière, est lié à notre plus ancienne tradition républicaine. Affirmé par la Constitution de 1791, il a depuis été repris presque constamment. Il découlait actuellement de l'article 4 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. Cet article reprenait l'interdiction d'apporter des pétitions à la barre des Assemblées et prévoit que les règlements des deux Assemblées fixeront les conditions dans lesquelles les pétitions peuvent être présentées.

Ce moyen qui permet au citoyen de s'adresser directement à ses représentants élus est très largement tombé en désuétude. Il est donc vivement souhaitable d'entreprendre une vaste campagne d'information auprès du public tout en repensant complètement la procédure de l'examen parlementaire des pétitions.

Ainsi rénové, le droit de pétition pourrait jouer un rôle singulièrement important dans le contrôle de l'administration.

Mais quelle que soit l'efficacité de tous les contrôles ainsi organisés, l'idéal restera, bien sûr, de promouvoir au maximum la collaboration entre l'administration et les administrés.

Le citoyen ne doit pas seulement avoir le droit de réclamer, il doit aussi avoir le droit de proposer. Celles-ci peuvent se regrouper autour de trois idées.

1) Au niveau de chaque administration centrale, nous proposons qu'un bureau des administrés soit créé. Animé par un fonctionnaire de rang élevé et rattaché directement au ministre, il serait, en quelque sorte, le médiateur entre les administrés et les services extérieurs. Il assurerait que des réponses satisfaisantes sont apportées par les services et pourrait à la lumière de ces expériences, proposer toute réforme d'ordre général.

2) Dans chaque des départements nous suggérons la création, comme cela a été fait au niveau central, d'un comité d'usagers informant l'administration locale des besoins des usagers. Il pourrait être consulté par le préfet sur toute une série de questions ayant une incidence directe pour le public : mise à l'enquête de certains projets, réforme d'une procédure, etc.

3) Enfin, nous voudrions que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

4) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

5) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

6) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

7) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

8) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

9) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

10) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

11) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

12) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

13) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

14) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

15) Nous voudrions également que, dans chaque département, soit créée une commission de l'administration locale, chargée de veiller à ce que l'administration locale ne soit pas déformée par des mesures d'application des lois.

tombées en désuétude, inutiles ou tout simplement fausses, doivent être purement et simplement abrogées. Les autres dispositions légales et réglementaires doivent être réunies en des « codes » soigneusement tenus à jour, à l'exemple de ce qui vient d'être fait avec le code des communes ou le code de l'expropriation. Ce serait une erreur de croire que ces codifications peuvent abandonner tout langage technique, la précision dans la prescription ne pouvant être atteinte qu'à travers un minimum de technique. Mais l'on a, de ce fait, l'obligation d'expliquer ces réglementations à l'usage du public. Chaque codification ou chaque grande réforme législative devrait faire l'objet d'une fiche en analysant l'architecture générale et expliquant, dans un langage simple, l'essentiel des droits et des obligations qui en découlent pour les citoyens. C'est toute une pédagogie de l'information de l'administré qu'il convient d'inventer.

Abolir certains privilèges de l'administration

Rapprocher l'administration de l'administré, c'est encore supprimer toute une série de causes d'incompréhension. Certains privilèges de l'administration en matière judiciaire doivent être supprimés. On n'en citera qu'un seul, mais il est significatif. Contrairement à ses pouvoirs normaux, l'autorité judiciaire ne peut pas déclencher l'action pénale en matière fiscale. Seul le ministre des finances le peut. Cela n'est pas normal et peut conduire à de graves inégalités de traitement. Bien plus, le seul fait qu'en cette matière l'administration puisse être suspectée d'agir de façon inégale est inacceptable.

Au terme de cette analyse, une constatation s'impose : il ne s'agit pas de défaire l'Etat. Bien au contraire, il convient de tout entreprendre pour qu'il ne se décompose pas. Nous sommes donc ceux qui savent, pour l'avoir appris à l'école de la République, que l'Etat doit être fort et respecté, afin que les citoyens puissent jouir de la liberté qui leur est offerte.

Ce qui nous apparaît, c'est que pour être fort, l'Etat doit accomplir une triple évolution :

— Il faut, tout d'abord qu'il accepte de se concentrer et d'aller à l'essentiel, en rendant aux individus, comme aux entreprises et collectivités locales, leurs responsabilités ;

— Il faut aussi qu'il rééquilibre à l'intérieur de lui-même, en cassant l'attitude féodale de certaines administrations par rapport à d'autres, en renforçant le pouvoir de contrôle du Parlement en assurant la plénitude des compétences de l'autorité judiciaire ;

— Il convient enfin, que l'administration s'ouvre et plie pour aux citoyens pour que cesse le temps de la suspicion, de la crainte ou de l'ignorance.

C'est un changement profond des attitudes, nous ne l'imposons pas de l'extérieur par une volonté bureaucratique. Il naîtra de l'intérieur, par le sentiment de chaque Français de comprendre son Etat.

Il faut convaincre les citoyens que l'Etat, c'est eux.

FIN

Préparation à l'entrée en Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE
selon norme, mise au point scientifique
en septembre ou année préparatoire
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly
722.94.94 ou 745.08.19

CIRCUITS CHOCS

PARIS
• L'INDE EN LIBERTÉ
En train de lire, 6000 km
à votre choix 20j. 3.740 F
• LE TRIANGLE D'OR
Programme bilingue,
« le triangle du Koumintang »
15j. 3.750 F
• TOUR COMPLET DE THAILANDE
Bangkok, les Capitaux
Royales et les minorités
éthniques 21j. 4.350 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
pour recevoir gratuitement
notre brochure

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____

Le communiqué officiel

Le communiqué officiel est un document qui sert à informer le public sur les décisions prises par les autorités gouvernementales. Il est généralement rédigé par le ministère de l'Intérieur ou par le ministère de la Justice. Le communiqué officiel est un document qui sert à informer le public sur les décisions prises par les autorités gouvernementales. Il est généralement rédigé par le ministère de l'Intérieur ou par le ministère de la Justice. Le communiqué officiel est un document qui sert à informer le public sur les décisions prises par les autorités gouvernementales. Il est généralement rédigé par le ministère de l'Intérieur ou par le ministère de la Justice.

la et leur administration contrôle parlementaire

QUEST CHIMES

... (text continues with various news snippets and headlines) ...

Preparation à l'examen

Médecin

... (text continues) ...

CIRCUIT CHOC

... (text continues) ...

ALLIANCE EUROPEENNE

... (text continues) ...

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 11 mai, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● POLLUTION DE LA MÉDITERRANÉE

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, ainsi que deux protocoles signés à Barcelone le 16 février 1976. La convention prévoit une série d'engagements généraux de la part des États, notamment dans le domaine de la surveillance continue de la pollution, de la coopération scientifique et technologique, de la responsabilité et de la répartition des dommages. Les protocoles annexés à la convention concernent la prévention de la pollution marine due aux opérations d'immersion et la coopération entre les États riverains en cas de pollution accidentelle.

● COOPÉRATION FRANCO-ESPAGNOLE

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Espagne relatifs au statut fiscal et douanier des établissements culturels et de tourisme situés à Madrid le 28 février 1974. Il complète le régime d'exemptions fiscales prévues pour les institutions culturelles françaises en Espagne et espagnoles en France par l'échange de lettres signé à Madrid le 7 février 1968.

● LA FRANCE ET LA ROUMANIE

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Roumanie sur l'encouragement de la coopération économique et technique réciproque des investissements, signée à Paris le 16 décembre 1976. Cette convention vise à stimuler le développement de la coopération économique entre les deux pays par un apport mutuel de capitaux et de techniques. Elle prévoit, en particulier, favoriser la création en Roumanie de sociétés mixtes de production et de services. Les bénéfices de la convention sont étendus aux investissements effectués avant son entrée en vigueur.

● DEUX ACCORDS MARITIMES

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord maritime entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République arabe d'Égypte, signé à Paris le 15 juillet 1975.

Cet accord renforce l'intégralité des activités maritimes, construction et réparation navales, développement économique des côtes de commerce, aménagements et organisation portuaires, transport maritime et formation du personnel dans tous ces domaines. En matière de transport maritime, l'accord prévoit une coopération étroite des autorités administratives et des armements des deux pays en vue d'optimiser les échanges maritimes entre les deux pays. Il prévoit le traitement de la nation la plus favorisée en matière de facilités douanières et portuaires et d'activités annexes au transport, pour les navires et l'activité de transport des entreprises. L'accord couvre le trafic entre les ports des deux pays, ainsi que le trafic effectué à partir des ports d'un de ces pays vers les ports des pays tiers. Une commission mixte suivra l'application de l'accord.

● TAXE PROFESSIONNELLE

Le gouvernement a adopté un projet de loi aménageant la taxe professionnelle qui est le résultat de la concertation engagée entre le gouvernement et le Parlement. Il tient compte de la situation des entreprises, notamment en ce qui concerne l'emploi, et s'inscrit dans le cadre de la politique économique et financière du gouvernement. Comme en 1976, la taxe professionnelle pour 1977 ne pourra dépasser un montant égal à 1,7 fois la potence de 1976, en chiffre brut, et sera calculée sur la base de recettes résultant de la révision des budgets locaux. Les contribuables de l'impôt ont droit à un abattement de 5 % sur la base de la potence de 1976, dont le produit servira à financer les pertes de recettes résultant de la révision des budgets locaux. Enfin, deux mesures sont destinées à encourager l'emploi : l'une permet aux artisans de conserver, pendant un an, l'abattement de 5 % de la potence de 1976, même s'ils dépassent en 1977 le seuil de trois salariés ; l'autre consiste à réduire de 10 % la base de la taxe pour les entreprises qui auront augmenté le nombre de leurs salariés de plus de 5 % au cours de l'année 1977 et le 31 octobre 1977, par rapport à la même période de 1976.

prises, notamment en ce qui concerne l'emploi, et s'inscrit dans le cadre de la politique économique et financière du gouvernement.

Comme en 1976, la taxe professionnelle pour 1977 ne pourra dépasser un montant égal à 1,7 fois la potence de 1976, en chiffre brut, et sera calculée sur la base de recettes résultant de la révision des budgets locaux.

Enfin, deux mesures sont destinées à encourager l'emploi : l'une permet aux artisans de conserver, pendant un an, l'abattement de 5 % de la potence de 1976, même s'ils dépassent en 1977 le seuil de trois salariés ; l'autre consiste à réduire de 10 % la base de la taxe pour les entreprises qui auront augmenté le nombre de leurs salariés de plus de 5 % au cours de l'année 1977 et le 31 octobre 1977, par rapport à la même période de 1976.

● L'EMPLOI DES JEUNES

Le conseil a adopté un projet de loi portant diverses mesures exceptionnelles pour favoriser l'emploi des jeunes à la rentrée 1977. Ce projet est l'application de la déclaration politique générale faite par le premier ministre devant le Parlement. Il est destiné à encourager l'embauche des jeunes, à développer l'apprentissage et à offrir des perspectives d'avenir à tous les jeunes qui le souhaitent. La possibilité d'acquiescer une formation professionnelle complémentaire.

En vue d'encourager l'embauche, l'État prendra en charge, jusqu'au 30 juin 1978, les cotisations patronales de sécurité sociale des jeunes de moins de vingt-cinq ans issus depuis moins d'un an du système scolaire ou universitaire, de l'apprentissage d'un cycle de formation ou du service national. Cette prise en charge sera applicable aux recrutements intervenus entre la date d'application de la loi et le 31 décembre 1977. Ces dispositions sont applicables aux contrats d'emploi dont la durée est, par ailleurs, maintenue.

Nu. pourront bénéficier de cette prise en charge, les jeunes qui auront été embauchés, à compter du 1^{er} mai 1977, pour raison économique, et ceux qui auront rejoint le niveau moyen des cotisations patronales de sécurité sociale pour les jeunes.

En second lieu, en vue de favoriser le développement de l'apprentissage en cours des prochains mois, l'État prendra à sa charge le paiement des cotisations patronales de sécurité sociale pour les apprentis qui seront recrutés avant le 31 décembre 1977. Cette exonération sera valable pendant toute la durée de l'apprentissage, dans la limite de deux ans, dans tous les secteurs. Le concours financier sera maintenu aux maîtres d'apprentissage pendant cette période.

Enfin, des dispositions sont prises en vue d'offrir à tous les jeunes qui le souhaitent la possibilité d'acquiescer une formation professionnelle, sous la forme, soit de stages dans des centres agréés de formation, soit de stages effectués en entreprises.

Les instances seront considérées, dans tous les cas, comme des stagiaires de la formation professionnelle et seront rémunérées comme tels à 50 % du SMIC (414 F par mois pour les stagiaires de moins de dix-huit ans).

Afin de contribuer au financement de ces entreprises, les entreprises adhérentes à la taxe d'apprentissage devront acquiescer, à partir du 1^{er} septembre 1977, une cotisation égale à 0,1 % du montant des salaires versés annuellement.

Les entreprises seront appelées à participer de façon active au soutien de la formation professionnelle des jeunes. A cet effet, et à titre exceptionnel en 1977, elles devront consacrer 0,2 % des salaires, le montant devant être imputé sur la participation obligatoire des employeurs à la formation professionnelle continue. Elles pourront acquiescer de cette obligation en participant aux dépenses de formation dans l'entreprise ou en finançant des actions de formation organisées par des centres conventionnés ou par des fonds d'investissement.

Le solde éventuel devra être versé en trésorerie avant le 15 décembre 1977. Enfin, les jeunes pourront bénéficier, s'ils sont embauchés à l'étranger par une entreprise française ou par la filiale d'une entreprise française, de la prime de mobilité des jeunes, qui, actuellement, ne peut être versée que pour un déplacement sur la territoire national.

Les dispositions du projet de loi applicables à cette partie du programme gouvernemental en faveur de l'emploi, qui comporte, par ailleurs, une augmentation du volume des équipements publics engagés en 1977, l'ouverture temporaire aux travailleurs de moins de soixante-cinq ans d'un régime de pré-retraite, une aide aux travail-

leurs, immigrants privés d'emploi qui désirent se réinsérer dans leur pays d'origine, l'accès au contrat d'emploi-formation pour les jeunes les moins et les veuves, le recrutement de vingt mille vacataires dans le secteur public et des facilités nouvelles offertes au secteur de l'artisanat.

M. Lecat, porte-parole de l'Élysée, a indiqué que la présidence de la République avait insisté pour que ces dispositions soient mises en place dès la rentrée et que des mesures soient prises pour éviter les retards apportés par l'administration à l'application des décisions du Parlement et qui aboutissent parfois à empêcher cette application. M. Giscard d'Estaing a invité les ministres et les secrétaires d'État présents (MM. Strolin et Legendre et Mme Mitterrand) à se rendre sur place pour vérifier l'application de ces mesures. Il a indiqué que les activités du gouvernement ne seraient pas suspendues pendant l'été et que le conseil des ministres procèderait, au cours du mois de juillet, à un examen de la situation de l'emploi.

● LA COOPÉRATION FRANCO-IRANIENNE

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, coprésident français de la Commission mixte franco-iranienne pour la coopération économique, a rendu compte des travaux de la quatrième session de cette commission, qui a eu lieu du 2 au 4 mai à Téhéran. Cette réunion a permis de progresser très significativement dans la réalisation de plusieurs importants projets industriels et d'investissement, qui avaient fait l'objet d'accords de principe lors de la visite du président de la République en Iran. En particulier, la construction de deux centrales nucléaires devrait pouvoir être engagée à bref délai, les deux parties étant d'accord sur les modalités financières. La coopération décidée pour la construction du métro de Téhéran, de lignes de chemin de fer, d'usines, de développement favorablement et devrait pouvoir être prochainement dans le veld des réalisations.

● LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le président de la République a reçu, à l'Élysée, les membres de la conférence de Londres, qui a réuni au plus haut niveau les responsables politiques des principaux pays industrialisés.

Cette conférence a permis de constater la convergence des analyses des chefs d'État et de gouvernement sur les causes et les manifestations des déséquilibres économiques mondiaux. Elle a permis de constater que l'inflation, loin de diminuer le chômage, en a été une des causes principales, et a insisté sur la nécessité de lutter avec une égale détermination contre l'inflation et pour l'emploi, en particulier celui des jeunes. Le président de la République a souligné que les orientations de la politique économique française, récemment précisées, sont en conformité avec cette analyse.

La conférence a confirmé le refus du protectionnisme par les pays participants, mais a souligné la nécessité d'éviter les perturbations qu'entraîne sur certains marchés l'évolution des structures industrielles mondiales. Le président de la République a indiqué que le gouvernement français veillerait à une application vigilante de cette résolution.

Les chefs d'État et de gouvernement ont estimé qu'il importait de conduire des politiques économiques d'énergie et de développer l'énergie nucléaire, sans accroître les risques de prolifération.

Ils ont accordé une attention particulière à l'aide aux pays en développement et exprimé leur volonté d'assurer le succès de la conférence sur la coopération économique internationale. A cette fin, ils ont approuvé la création d'un fonds commun pour les matières premières, ainsi que la négociation d'accords de produits. Le président de la République a souligné la contribution ainsi apportée à la conclusion qu'il juge indispensable du dialogue Nord-Sud.

La conférence de Londres, a déclaré le président de la République, manifeste la volonté de coopération des pays industrialisés et la confiance dans l'aptitude de leurs régimes économiques à sortir de la crise qui pèse sur le monde industriel.

Le président de la République a d'autre part rendu compte au conseil des ministres de l'entretien qu'il a eu, à l'occasion de sa mission de Londres, avec le président Carter. Ce premier contact, débarrassé de tout formalisme inutile et dont il a souligné la qualité humaine et la simplicité, a donné lieu à un échange de vues direct et amical sur les principaux aspects de la situation internationale et des relations franco-américaines.

Le président de la République a déclaré : « Le président Carter exprime bien entendu le point de vue des États-Unis, comme l'exprime celui de la France. Le dialogue entre la France et les États-Unis, qui se prolongera par celui que j'aurai en juin avec le comte Brezhnev, apporte une contribution majeure à la solution des grands problèmes mondiaux. »

(Lire page 3.)

POLITIQUE

travaux des conséquences de ce scrutin et relatif à l'accès à la souveraineté internationale du nouvel État sans soumettre à l'examen d'un prochain conseil des ministres.

● LA COOPÉRATION FRANCO-IRANIENNE

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, coprésident français de la Commission mixte franco-iranienne pour la coopération économique, a rendu compte des travaux de la quatrième session de cette commission, qui a eu lieu du 2 au 4 mai à Téhéran.

Cette réunion a permis de progresser très significativement dans la réalisation de plusieurs importants projets industriels et d'investissement, qui avaient fait l'objet d'accords de principe lors de la visite du président de la République en Iran.

En particulier, la construction de deux centrales nucléaires devrait pouvoir être engagée à bref délai, les deux parties étant d'accord sur les modalités financières. La coopération décidée pour la construction du métro de Téhéran, de lignes de chemin de fer, d'usines, de développement favorablement et devrait pouvoir être prochainement dans le veld des réalisations.

La France a réaffirmé, à cette occasion, l'intérêt qu'elle porte à la conclusion d'un accord satisfaisant entre la Communauté économique européenne et l'Iran, qui assurera la stabilité économique de son soutien. Une convention franco-iranienne sur l'arbitrage, applicable aux différends relatifs aux entreprises françaises et iraniennes, a été signée. Cet accord doit faciliter le développement des opérations commerciales entre les deux pays.

M. Ponsard a été reçu par S.M.I. le shah d'Iran et par le premier ministre du gouvernement iranien.

● LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le président de la République a reçu, à l'Élysée, les membres de la conférence de Londres, qui a réuni au plus haut niveau les responsables politiques des principaux pays industrialisés.

Cette conférence a permis de constater la convergence des analyses des chefs d'État et de gouvernement sur les causes et les manifestations des déséquilibres économiques mondiaux. Elle a permis de constater que l'inflation, loin de diminuer le chômage, en a été une des causes principales, et a insisté sur la nécessité de lutter avec une égale détermination contre l'inflation et pour l'emploi, en particulier celui des jeunes.

Le président de la République a souligné que les orientations de la politique économique française, récemment précisées, sont en conformité avec cette analyse.

La conférence a confirmé le refus du protectionnisme par les pays participants, mais a souligné la nécessité d'éviter les perturbations qu'entraîne sur certains marchés l'évolution des structures industrielles mondiales. Le président de la République a indiqué que le gouvernement français veillerait à une application vigilante de cette résolution.

Les chefs d'État et de gouvernement ont estimé qu'il importait de conduire des politiques économiques d'énergie et de développer l'énergie nucléaire, sans accroître les risques de prolifération.

Ils ont accordé une attention particulière à l'aide aux pays en développement et exprimé leur volonté d'assurer le succès de la conférence sur la coopération économique internationale. A cette fin, ils ont approuvé la création d'un fonds commun pour les matières premières, ainsi que la négociation d'accords de produits. Le président de la République a souligné la contribution ainsi apportée à la conclusion qu'il juge indispensable du dialogue Nord-Sud.

La conférence de Londres, a déclaré le président de la République, manifeste la volonté de coopération des pays industrialisés et la confiance dans l'aptitude de leurs régimes économiques à sortir de la crise qui pèse sur le monde industriel.

Le président de la République a d'autre part rendu compte au conseil des ministres de l'entretien qu'il a eu, à l'occasion de sa mission de Londres, avec le président Carter. Ce premier contact, débarrassé de tout formalisme inutile et dont il a souligné la qualité humaine et la simplicité, a donné lieu à un échange de vues direct et amical sur les principaux aspects de la situation internationale et des relations franco-américaines.

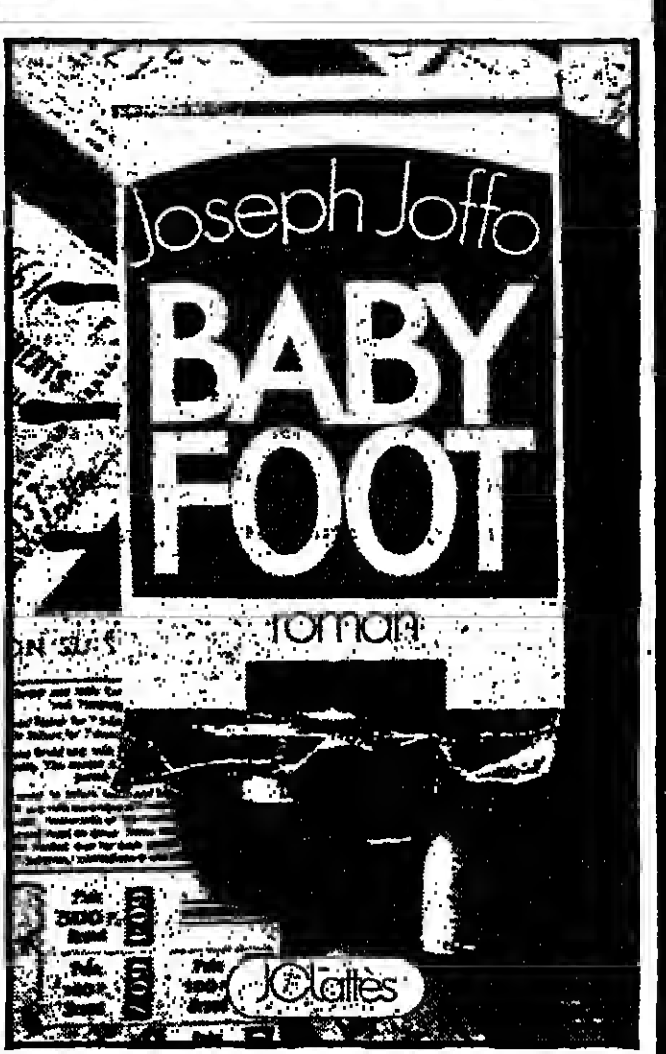
Le président de la République a déclaré : « Le président Carter exprime bien entendu le point de vue des États-Unis, comme l'exprime celui de la France. Le dialogue entre la France et les États-Unis, qui se prolongera par celui que j'aurai en juin avec le comte Brezhnev, apporte une contribution majeure à la solution des grands problèmes mondiaux. »

(Lire page 3.)

Dans le Paris de la libération et de l'après-guerre, une adolescence éclatante de vie...

Le nouveau

JOFFO



BABY-FOOT

"La suite de
UN SAC DE BILLES

émotion,
espièglerie et charme"
L'EXPRESS

5 millions
de Français ont lu
LE SAC DE BILLES,
et déjà la presse réserve
le même accueil
à la suite de ce succès
mondial.



CONVERSATIONNEL OU
BATCH ? 50 OU BIEN 300
MÉGABYTES ?

MAXI OU
MINI ?

VIRUEL OU
RÉEL ? COBOL
OU FORTRAN ?

PRIME !

PRIME ?
TOUTES LES RÉPONSES

PRIME LE SPÉCIALISTE DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

POLITIQUE

L'INSTITUTION DU BILAN SOCIAL A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

MM. Sudreau (Réf.) et Caille (R.P.R.) regrettent l'attentisme du gouvernement devant la réforme de l'entreprise

Mercredi 11 mai, sous la présidence de M. NUNGESSER (R.P.R.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise. Près de mille cinq cents entreprises et quatre millions trois cent mille salariés sont concernés par ce texte.

Avant de présenter son rapport, M. CAILLE (R.P.R.) rend hommage au travail accompli sur ce texte par M. SIMON-LORIERE, récemment décédé. Puis il déclare : « Le bilan social, qui figure parmi les suggestions du rapport Sudreau, s'intègre dans le processus de réforme de l'entreprise. Il constitue une innovation positive dans le domaine de l'information et de la transformation des mentalités. Il permettra, en effet, de les entreprises de plus de 750 salariés, de regrouper en un document chiffré l'ensemble des informations nombreuses et dispersées qui doivent actuellement être saisies au comité d'entreprise. Il donnera donc une efficacité nouvelle à

une politique de concertation. » Hier, observe-t-il, le bon gestionnaire était celui qui savait ; aujourd'hui, c'est celui qui fait savoir.

En conclusion, il considère que, malgré la conjoncture économique actuelle, ce texte constitue une initiative heureuse, bien que tardive. Il ne touche pas les problèmes prioritaires mais doit permettre d'améliorer les relations de travail dans l'entreprise. M. CALVEZ, rapporteur du Conseil économique et social, indique que le projet d'avis a été adopté par 86 voix contre 8 et 63 abstentions. Il rappelle les attitudes des divers groupes professionnels (vote contre des P.M.E. ; abstentions des entreprises privées, de la C.G.T. de la C.F.D.T. et de la F.O. ; vote positif de la C.F.T.C. et de la C.G.O.) puis évoque les problèmes soulevés par le sens d'application de la loi. Il indique que le Conseil s'est arrêté au chiffre de 300 salariés et a souhaité étendre l'obligation de présenter un bilan social aux secteurs public et para-public.

M. BEULLAC : un vrai droit de contrôle pour les salariés
M. BEULLAC, ministre du travail, observe que « si le sort des sans-emploi doit être le souci quotidien du gouvernement, ce dernier se doit également d'assurer le sort des entreprises et des salariés. » Le bilan social, précise le ministre, devrait être à la fois un document rétrospectif de la situation des trois dernières années, fournissant un langage commun aux partenaires sociaux, descriptif, par son aspect chiffré

et objectif, et récapitulatif, car il ne se substitue à aucun des documents déjà distribués au comité d'entreprise, mais regroupe leur contenu. Ainsi conçu, il ne modifierait pas la répartition des pouvoirs au sein de l'entreprise, mais doit aider les partenaires à mieux assumer leur rôle respectif. Il devrait faciliter le contrôle des salariés sur la gestion de l'entreprise, favoriser une meilleure discussion des problèmes

tenants sociaux et non pas un objet d'affrontement et de confrontation. Dans la discussion générale, M. SUDREAU (réf., Loire-et-Cher) rappelle qu'il y a un an, pour la première fois, le débat sur la réforme de l'entreprise. Évoquant le rapport qu'il avait présenté en février 1976, il déclare : « Notre message a été perçu. En France, le rapport a été tiré à plus de cent cinquante mille exemplaires et a suscité la participation de trente-cinq ouvrages. À l'étranger, outre les nombreuses traductions, il a été réimprimé et a été pris en compte, en Grande-Bretagne et, récemment, aux États-Unis. » Le député se demande toutefois pourquoi des mesures n'ont pas été prises plus rapidement afin d'appliquer les propositions du rapport, notamment celles qui concernent les P.M.E. Les entreprises en difficulté ont des statuts nouveaux.

Opinion partagée par M. CAILLE (R.P.R., Rhône), qui s'exprime, cette fois, à titre personnel, pour soutenir l'urgence d'une véritable réforme de l'entreprise. Il insiste notamment sur les implications politiques d'un tel débat et plaide une nouvelle fois en faveur de la participation. « Cette loi, troisième vote entre la socialisation et le marxisme », M. PIGNON (P.S., Pas-de-Calais) souligne « l'écrit qui sera la déclaration d'intention du gouvernement de ce qu'il fait ». Il estime qu'il serait logique d'appliquer la loi aux entreprises employant au moins cinquante salariés, ce qui exclurait les services de l'État et aux collectivités locales. « En limitant le champ d'application, observe-t-il, nous prenons peu de risques, mais nous enlevons au projet tout caractère novateur. »

« Modeste, projet modeste », ce projet constitue pour M. ZEILLER (insc. Rhin) « une petite loi dans l'histoire sociale de ce pays ». Il regrette cependant « l'extrême discrétion » du gouvernement quand il s'agit de tracer des perspectives globales en matière de réforme de l'entreprise.

« Un gadget »
« Le parti communiste cherche à prolonger la durée au sein des entreprises et dans le pays », note cependant que ce groupe s'abstient dans le vote final selon dans l'histoire sociale de ce pays. Il regrette cependant « l'extrême discrétion » du gouvernement quand il s'agit de tracer des perspectives globales en matière de réforme de l'entreprise.

En séance de nuit, sous la présidence de M. ANDRIEU (P.C.), l'Assemblée aborde la discussion des articles. À l'article L. 438-1 du code du travail, elle adopte un amendement du rapporteur précisant que le champ d'application du bilan social concerne également les divers organismes qui relèvent de la législation sur les comités d'entreprises. S'engage ensuite un long débat sur l'effectif des salariés en-dehors duquel le bilan social devient obligatoire. M. GAILLARD (P.C.) propose de l'abaisser à cinquante ; M. CAILLE, de le placer à trois cents ; M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie) estime qu'il « faut d'urgence qu'on crée de nouvelles obligations à des chefs d'entreprise qui ont déjà des difficultés considérables ». Il indique que son groupe votera la suppression de l'obligation de présenter des sanctions pénales en cas de non-présentation du bilan social. Pour M. BERTHELOT (P.C., Seine-Saint-Denis), ce projet, bien qu'il soit « un gadget », a l'avantage de développer la collaboration des classes, l'opération de séduction, mais on ne voit pas où sont les transformations sociales, alors que la situation des travailleurs se détériore sous les effets du plan Barre. S'il s'agit de promouvoir leur participation à la marche des entreprises, nous serions d'accord. Mais il n'en est rien. « Votre projet, conclut-il, est sans portée pratique pour les salariés. Ainsi le groupe communiste s'abstient-il dans le vote final. »

Pour M. GANTIER (R.I., Paris), « si nous aurons été question de s'opposer à un texte qui permettrait de mieux connaître la progression sociale accomplie par nos entreprises, et même de la quantifier », il estime toutefois que la réforme doit être introduite progressivement, en tenant compte des circonstances. »

« Répondant » aux orateurs, M. BEULLAC relève la critique de M. Berthelot (« Cela va faciliter la collaboration des classes »). Il y voit la confirmation que

cinquante salariés. Opinion partagée par M. SCHOLOSSING (réf.). Finalement, l'Assemblée rejette les amendements.

À l'article L. 438-2, l'Assemblée adopte, contre l'avis du gouvernement, un amendement de M. GANTIER limitant le contenu du bilan social aux informations concernant l'exercice écoulé. À l'article L. 438-3, l'Assemblée adopte un amendement de M. BOLO prévoyant que la liste des informations figurant dans le bilan social doit être fixée par décret en Conseil d'État et non par simple arrêté. Elle rejette également des amendements du rapporteur permettant l'élaboration de listes d'informations différentes selon qu'il s'agit d'un bilan social d'entreprise ou d'établissement et d'une modification de l'ordre et de la teneur de ces informations en fonction de la taille de l'entreprise ou de l'établissement.

À l'article L. 438-5, l'Assemblée adopte un amendement de M. GANTIER supprimant la communication du projet de bilan social aux délégués syndicaux. Il en va de même d'un amendement du rapporteur prévoyant la mise à la disposition de tout salarié de la liste de la demande du bilan social. À cette occasion, le ministre indique qu'il a invité les

dirigeants du C.N.F.P. et des P.M.E. à faciliter l'expression directe des salariés sur leurs conditions de travail.

L'article 2 étend les peines correctionnelles pour entrave au fonctionnement du comité d'entreprise au cas de non-présentation du bilan social. La commission en propose la suppression, car elle estime que les sanctions « abusives ». M. BEULLAC s'y oppose. L'Assemblée repousse la suppression. Sur proposition de M. BOLO elle précise toutefois que toute infraction à la loi ne pourra faire l'objet de sanctions administratives, hormis le cas de refus de présentation du bilan social au comité d'entreprise ou d'établissement.

À l'article 3, qui prévoit des dispositions transitoires, l'Assemblée adopte un amendement de M. GANTIER précisant que le premier bilan social portera sur l'exercice correspondant au premier exercice financier qui suivra la publication des décrets précisant le contenu du bilan social. La présentation du premier bilan social serait donc repoussée de 1978 à 1979.

L'ensemble du projet, ainsi modifié, est adopté par l'Assemblée, l'opposition s'abstenant.

PATRICK FRANCES.

Avant la fin de la session parlementaire
LE GOUVERNEMENT VA DÉPOSER UN PROJET DE LOI CONCERNANT LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

M. Beullac, ministre du travail, a annoncé, mercredi 11 mai, que, conformément à l'une des orientations de la commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise, un projet de loi comportant une centaine d'articles sera soumis avant la fin de cette session au Parlement sur le problème des entreprises en difficultés.

Au ministère, on indique qu'en matière de la manipulation des entreprises, il s'agit de faire face à de nombreuses entreprises, la procédure de suspension provisoire des poursuites est appelée à connaître un développement important. Cette procédure devrait faciliter la mise en œuvre de mesures accablées de redressement sous contrôle judiciaire. A cet effet, la loi du 13 juillet 1967, relative au régime judiciaire et à la liquidation des biens sera amendée, et le statut des syndics et des administrateurs judiciaires sera réformé.

Le ministre a, d'autre part, indiqué qu'il avait envoyé au patronat une recommandation pour que les entreprises en difficulté soient traitées avec la même rigueur que les entreprises en santé. M. GAILLARD (P.C., Paris) a, par chaque salarié des problèmes concernant ses conditions de travail.

Dans sa réponse, M. Ceyrac, président du C.N.F.P., a indiqué que l'expression des salariés dans les entreprises et les problèmes de la loi de 1967, à l'ordre du jour des prochaines assemblées patronales, il s'agit là, a ajouté M. Beullac, d'une révolution profonde, mais que la loi d'État est en cours d'élaboration. « Pour que ce droit à l'expression individuelle soit généralisé »,

LE R.P.R. ET LES R.I. SE PENCHENT SUR LES PROBLÈMES DES RAPATRIÉS

M. Mario Bérard, député du Var, député national du R.P.R., pour les problèmes des rapatriés, a reçu jeudi 12 mai, à 9 h 30, à la tour Montparnasse, une délégation d'une trentaine de personnes représentant les différents associations de rapatriés d'Afrique du Nord. Cette prise de contact, qui s'inscrit dans la stratégie électorale mise au point par le R.P.R. afin de répondre aux revendications de l'ensemble des catégories socio-professionnelles françaises, pourrait se traduire prochainement par le dépôt d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des rapatriés. Par ailleurs, M. Jean-Pierre Soisson, futur secrétaire général de la Fédération nationale des rapatriés indépendants, a déclaré, mercredi 11 mai, qu'il fallait « profondément modifier » la loi de juillet 1970, modifiée en 1974, sur l'indemnisation des rapatriés.

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a fait cette déclaration après avoir connaissance des conclusions d'une commission de travail sur les problèmes des rapatriés constituée au sein de la Fédération nationale des R.I. sous la présidence d'un député méridional, M. Willy Di Meglio. « Les travaux de cette commission sont clairs, a précisé M. J.-P. Soisson, et je retiens, pour ma part, le principe de l'indemnisation des rapatriés, qui devra être mis en application dans la concertation avec les associations intéressées. » Le futur secrétaire général des R.I. est également favorable aux entretiens qu'a eus avec les représentants des associations de rapatriés M. Jacques Domini, secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé par le président de la République d'être « l'interlocuteur des rapatriés et des Français musulmans ».

scrutin, cette liste ayant recueilli moins de suffrages au second tour qu'au premier. — (Corresp.)

● M. Maurice Doublet nous fait savoir qu'il a démissionné de tous ses mandats d'administrateur de sociétés privées à compter du 1^{er} avril, date à laquelle il a été nommé directeur du cabinet du maire de Paris. Cette mise en point fait suite aux déclarations de M. Barre, qui s'inquiétait de savoir si l'ancien préfet avait conservé ou non ses mandats (le Monde du 21 avril 1977).

Publicité

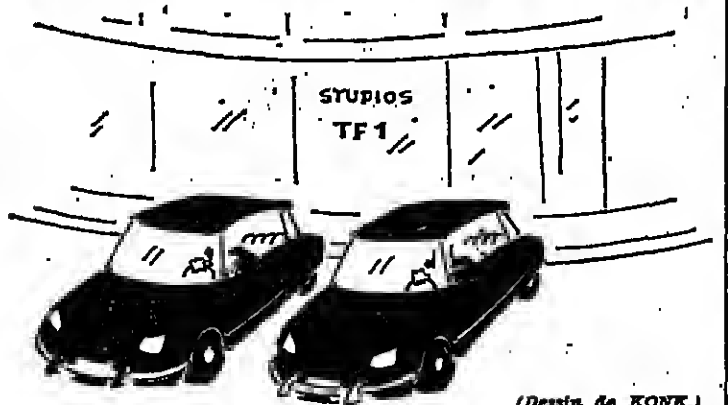
ALERTE AUX FAUX BILLETS

Le « Money's Detector » met en évidence la différence entre le « VRAI » et le « FAUX » billet. Le filigrane du vrai billet reste parfaitement neutre, alors que le faux billet fait ressortir l'image filigranée. Ce principe reste le même pour toutes les monnaies filigranées. Le « Money's Detector » permet également de détecter la falsification par correcteur liquide sur tous documents commerciaux, administratifs et officiels (chèque, carte d'identité, passeport, etc.).

Pour démonstration : SEPRI - 6, rue Alfred-Roll 75017 PARIS Tél. 764.92.49/93.24/93.81

Des antagonistes « gênés aux entournures »

(Suite de la première page.) Ce titre et cette lourde charge lui ont de nouveau été confiés au début de la semaine, par le chef de l'État, mais si M. Lecanuet, Stasi et Stürm en sont bien d'accord, il n'en va pas de même ailleurs. L'objection fondamentale du R.P.R. étant bien connue, on enregistre que M. Soisson, nouveau secrétaire général des rapatriés indépendants, proclame sans plus tarder sa volonté d'assurer à la F.N.R.I.



(Dessin de KONE.)

une « liberté de manœuvre totale » vis-à-vis du pouvoir. Voilà de sérieux atouts offerts à M. Mitterrand, mais il se trouve que si le chef du gouvernement n'a pas la possibilité de s'appuyer en « leader de la gauche » sur le premier secrétaire du parti socialiste peut difficilement parler en tant que « leader de l'opposition » en raison des dernières initiatives du parti communiste. Le P.C.F. n'a jamais accepté de reconnaître comme seul patron de la gauche une l'ancien candidat à l'Élysée, et il est à la fois compréhensible qu'il répugne aujourd'hui comme hier à s'incliner devant lui, et qu'il affirme sa « personnalité » face à un P.S. dont l'épanouissement électoral l'inquiète. Il n'en reste pas moins que les prises de position communistes de mardi et de mercredi

« chiffrage » du programme commun de gouvernement, puis revirement à l'égard de la force nucléaire française ont revigoré et puissamment réjoui tout à la fois la droite, les gaullistes, le centre, les socialistes antimunitaristes (M. Hintermann a parlé de « torpillage » du P.S. par le P.C.F.), M. Barre et placé M. Mitterrand en posture délicate.

On bien le député de la Nièvre se désolidariser du P.C.F., et on lui jetait, une fois de plus, à la face, la manque de cohésion, profonde, sur des sujets essentiels, d'une « coalition sociale - communiste », qui prétend gouverner si le corps électoral l'y invite. On bien il se proclame le leader de ses partenaires, et on lui faisait grief de souscrire à des promesses quel- que peu démagogiques.

Le P.S. a pris prudemment ses distances en précisant, mercredi, que les analyses du P.C. ne l'engageaient point et n'étaient pas celles de la gauche tout entière, mais comment convaincre non seulement M. Barre mais l'« opinion » que l'on peut prendre ses distances sans s'éloigner ? Question fondamentale qu'un débat télévisé, à approfondir fut-il, ne pouvait suffire à trancher.

RAYMOND BARRILLON.

du 5 mai au 15 juillet 1977, partez au volant de votre

Alfa Romeo pour 786 f.

6 rue Duplex 75015 Paris
Tél. : 566.09.09

vous livre dans la semaine votre

ALFA SUD LUXE

5 vitesses - 7 CV - Traction avant - 4 portes
Consommation sur route 6,4 l aux 100 km
à la vitesse stabilisée de 90 km/heure.

Location longue durée - 48 loyers de 786 F.
(sous réserve de l'acceptation du dossier et du maintien des barèmes en vigueur à ce jour)

AVANT
Convollis

Aux
vos problè
Tous ne

NATIONALE

Devant la réforme de l'entreprise

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

A la veille de l'ouverture des assises, en ne savait pas encore véritablement laquelle des liturgies radicales allait commander le déroulement des événements : allait-on assister à des affrontements violents (on a vu des chaises voler et des tribunes prises d'assaut lors de « cérémonies » antérieures) ou suivrait-on l'une de ces grandes messes

Patrick France

LE R.P.R. ET LES LI SE PENCHENT SUR LES PROBLÈMES DES RAPATRIÉS

Avant la fin de la session parlementaire, le gouvernement va déposer un projet de loi concernant les rapatriés en difficulté.

Bernard, député national du R.P.R., a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

Le 77^e congrès du parti radical s'ouvrira samedi 14 mai à la Maison de la chimie, à Paris.

S'il devient difficile d'évaluer le nombre d'adhérents réels du parti radical, il est, en revanche, évident que l'étiquette, la raison sociale du radicalisme, a conservé tout son attrait pour les responsables politiques. En tout cas, tout se passe comme si ce qu'il reste du plus vieux parti de la République était encore jugé digne du plus haut intérêt par les stratèges de la majorité, riche de quelques mystérieux adhérents avec les profondeurs de l'âme politique française. Bref, un parti de plus en plus petit mais énormément gros de possibilités électorales.

D'où la sollicitude, l'intérêt insistant dont se sentent entourés depuis quelques semaines les cadres radicaux, qu'ils soient provinciaux ou parisiens. La question qui leur est posée est simple : où iront-ils, où ira leur parti au lendemain de ce congrès ? Plus près de M. Giscard d'Estaing ou plus près de M. Chirac ?

M. Servan-Schreiber : il ne reste que quelques mois pour faire ce qui n'a pas été fait en trois ans

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a adressé aux délégués des fédérations radicales une déclaration intitulée « Les Français ont droit à un vrai choix ». Dans ce texte, l'ancien ministre analyse les divers handicaps dont souffrent notre pays et qui doivent donner lieu à des réformes urgentes. Il explique les raisons pour lesquelles il a refusé de voter la confiance au gouvernement, et renoncé à la mission qui lui avait été confiée. Il affirme aussi : « La tâche des responsables de notre génération est un effort de prise de conscience, de propositions, de constructions, qui ne peut en aucun cas — ici je serai formel — être remplacé par une dénonciation, qu'elle soit et appuie sur les inconvénients et les dangers du programme commun ».

« Il reste le temps d'agir », souligne M. Servan-Schreiber, qui a ajouté : « Devant les nécessités impérieuses de l'époque et les aspirations évidentes des Français, j'ai repris ma liberté pour mener au grand jour, devant l'opinion publique, avec tous ceux qui veulent se dévouer à ce même combat, la lutte non pas pour dîner à notre pays une liberté rêvée, mais tout simplement pour lui offrir un choix réel. (...) »

Il reste, c'est vrai, quelques mois seulement pour faire ce qui a été tenté depuis trois ans. De toute ma conviction, je considère que c'est possible. J'ai la foi la plus entière dans ce qui peut être réalisé si l'on fait appel à l'intelligence et à la confiance de nos concitoyens ».

L'ancien président du parti radical conclut : « Face aux Lorrains qui n'ont eu, face aux radicaux qui ont forgé avec nous une doctrine moderne d'action,

AVANT LE CONGRÈS DU PARTI RADICAL

Convoitises pour une maison vide

Bien que s'étant disséminés du premier ministre et lui ayant refusé sa confiance, M. Servan-Schreiber n'en a pas pour autant déserté le camp de M. Giscard d'Estaing. Et c'est bien les couleurs du président de la République qu'il portera lors des prochaines assises.

L'ombre de M. Chirac

Le candidat probable est M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ancien et récent radical, pulvérisé du parti en 1968 et réinscrit, en avril dernier. Mercredi, M. Edgar Faure a fait savoir qu'il n'annoncerait sa décision définitive qu'au cours des débats du congrès. Mais il était encore considéré comme « partant » quelques jours avant l'ouverture des travaux. On croit, du côté de M. Servan-Schreiber (et le député de Meurthe-et-Moselle lui-même ne manque aucune occasion de le répéter), que le président de l'Assemblée nationale, en fait, pour le compte de M. Jacques Chirac, se livre à une manœuvre de dernière minute. Il semble bien que cela soit vrai. A ceci près toutefois, que le candidat en question n'a cette allégeance (il préfère parler de son « ascendant » personnel sur Jacques Chirac). A ceci près également que la plus puissante motivation de M. Edgar Faure est sans doute Edgar Faure lui-même.

Le candidat probable est M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ancien et récent radical, pulvérisé du parti en 1968 et réinscrit, en avril dernier. Mercredi, M. Edgar Faure a fait savoir qu'il n'annoncerait sa décision définitive qu'au cours des débats du congrès. Mais il était encore considéré comme « partant » quelques jours avant l'ouverture des travaux. On croit, du côté de M. Servan-Schreiber (et le député de Meurthe-et-Moselle lui-même ne manque aucune occasion de le répéter), que le président de l'Assemblée nationale, en fait, pour le compte de M. Jacques Chirac, se livre à une manœuvre de dernière minute. Il semble bien que cela soit vrai. A ceci près toutefois, que le candidat en question n'a cette allégeance (il préfère parler de son « ascendant » personnel sur Jacques Chirac). A ceci près également que la plus puissante motivation de M. Edgar Faure est sans doute Edgar Faure lui-même.

Le candidat probable est M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ancien et récent radical, pulvérisé du parti en 1968 et réinscrit, en avril dernier. Mercredi, M. Edgar Faure a fait savoir qu'il n'annoncerait sa décision définitive qu'au cours des débats du congrès. Mais il était encore considéré comme « partant » quelques jours avant l'ouverture des travaux. On croit, du côté de M. Servan-Schreiber (et le député de Meurthe-et-Moselle lui-même ne manque aucune occasion de le répéter), que le président de l'Assemblée nationale, en fait, pour le compte de M. Jacques Chirac, se livre à une manœuvre de dernière minute. Il semble bien que cela soit vrai. A ceci près toutefois, que le candidat en question n'a cette allégeance (il préfère parler de son « ascendant » personnel sur Jacques Chirac). A ceci près également que la plus puissante motivation de M. Edgar Faure est sans doute Edgar Faure lui-même.

Le candidat probable est M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ancien et récent radical, pulvérisé du parti en 1968 et réinscrit, en avril dernier. Mercredi, M. Edgar Faure a fait savoir qu'il n'annoncerait sa décision définitive qu'au cours des débats du congrès. Mais il était encore considéré comme « partant » quelques jours avant l'ouverture des travaux. On croit, du côté de M. Servan-Schreiber (et le député de Meurthe-et-Moselle lui-même ne manque aucune occasion de le répéter), que le président de l'Assemblée nationale, en fait, pour le compte de M. Jacques Chirac, se livre à une manœuvre de dernière minute. Il semble bien que cela soit vrai. A ceci près toutefois, que le candidat en question n'a cette allégeance (il préfère parler de son « ascendant » personnel sur Jacques Chirac). A ceci près également que la plus puissante motivation de M. Edgar Faure est sans doute Edgar Faure lui-même.

Le candidat probable est M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, ancien et récent radical, pulvérisé du parti en 1968 et réinscrit, en avril dernier. Mercredi, M. Edgar Faure a fait savoir qu'il n'annoncerait sa décision définitive qu'au cours des débats du congrès. Mais il était encore considéré comme « partant » quelques jours avant l'ouverture des travaux. On croit, du côté de M. Servan-Schreiber (et le député de Meurthe-et-Moselle lui-même ne manque aucune occasion de le répéter), que le président de l'Assemblée nationale, en fait, pour le compte de M. Jacques Chirac, se livre à une manœuvre de dernière minute. Il semble bien que cela soit vrai. A ceci près toutefois, que le candidat en question n'a cette allégeance (il préfère parler de son « ascendant » personnel sur Jacques Chirac). A ceci près également que la plus puissante motivation de M. Edgar Faure est sans doute Edgar Faure lui-même.

CHARLIE HEBDO
LE JOURNAL PRÉFÉRÉ DE MESRINE

J'ai pris un abonnement à PERPÈTE

Peiser

PARTOUT, Tous les Jours 4F50

EN BREF...

ALERTE AUX FAUX BILLET

Les faux billets de 100 francs sont en circulation. Les autorités appellent à la vigilance.

Aux pays du pétrole, vos problèmes sont particuliers. Tous nos vols sont directs.



Au départ de Roissy-Charles de Gaulle, Air France vous propose le réseau le plus complet pour les pays du pétrole. 23 vols par semaine pour 7 destinations : Abu Dhabi, Bagdad, Doha, Djeddah, Doha, Dubaï, Koweït. Pour vous faire gagner du temps, tous ces vols sont directs. Et maintenant, sur certains d'entre eux, vous voyagez en Airbus.

Avec Air France, l'Orient est encore plus proche.

AIR FRANCE
L'Orient plus proche.

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

LE P.S. : une évaluation unilatérale ne peut nous engager.

Le bureau exécutif du parti socialiste a adopté, mercredi 11 mai, à l'unanimité, la déclaration suivante :

« Le parti communiste vient de publier dans le journal l'Humanité ce qu'il présente comme une enquête chiffrée des résultats de l'application du programme commun de gouvernement en 1976. »

« Le parti socialiste observe que les calculs avancés correspondent aux estimations et aux propositions du seul parti communiste français. Le parti socialiste formulera en temps utile ses propres propositions devant ses parlementaires. Il pense, en outre, que toute estimation de ce genre ne saurait être prise comme base de travail si elle ne comporte pas la présentation des effets de la politique mise en œuvre sur les prix et sur la balance des paiements. »

« Une évaluation unilatérale ne peut naturellement engager le parti socialiste. Elle peut tout juste créer un trouble dans l'opinion publique. Il est nécessaire, pour la bonne qualité de l'actualisation du programme commun, que la discussion s'engage sur d'autres bases. »

LE P.C.F. : les communistes n'ont pas deux langages.

M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., écrit dans l'éditorial de l'Humanité du 12 mai :

« Si l'on fait gagner des élections pour que le chômage, l'inflation, la misère, continuent de faire la vie dure à des millions de travailleurs, alors vraiment ce ne serait pas la peine d'assumer de changer de gouvernement. »

« Les communistes sont prêts à assumer toutes leurs responsabilités gouvernementales en disant la vérité, mais pour appliquer une politique nouvelle. (...) »

« C'est d'un mouvement tout à fait naturel et afin d'aller à la constitution du rassemblement majoritaire contre la domination du grand capital, que nous avons publié les comptes qui prouvent que la situation des travailleurs peut s'améliorer en même temps que celle du pays. »

« Chez les communistes, ce n'est pas un défaut, c'est une caractéristique : ils n'ont pas deux langages, l'un quand ils sont dans l'opposition et l'autre quand ils sont au gouvernement. Ils disent aujourd'hui, dans tous les domaines, ce qu'ils feront demain. »

LES RADICAUX DE GAUCHE : les trois partis devront réaliser un chiffrage commun.

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a indiqué, mercredi 11 mai :

« Ayant pris connaissance des chiffres avancés par le parti communiste et présentés par l'Humanité comme une évaluation « du programme commun mis à jour », le bureau constate qu'en fait ces chiffres s'appliquent non au programme commun mis à jour par les trois partis signataires, mais aux propositions faites par le seul parti communiste que celui-ci chiffre sous sa responsabilité. Le bureau du M.R.G. considère qu'il appartient aux représentants des trois partis de rendre publique, au vu des propositions retenues, une évaluation des dépenses et des recettes qui exprimerait l'accord des formations signataires du programme commun. »

« M. Giscard d'Estaing a pris l'initiative, mercredi 11 mai, avec une délégation de journalistes de l'Assemblée nationale, de se rendre à la présidence de la République, et dirigée par M. Jacques Domenegeux, président du Conseil pour le développement du français en Louisiane. »

M. SÉGUY : la C.G.T. n'a pas à participer aux discussions.

Ce n'est pas le rôle de la C.G.T. de participer aux négociations sur le programme commun, a déclaré M. Georges Séguy, mercredi 11 mai, en rendant compte des travaux du comité confédéral. « La C.G.T. n'a pas vocation à participer à un gouvernement de gauche », a-t-il ajouté, « on tendance à faire accroître l'idée que la C.G.T., ayant soutenu le programme commun, l'a fait sien complètement. La C.G.T. a son propre programme dont les objectifs et le contenu sont bien au-delà du programme commun. »

M. Séguy, qui a une nouvelle fois précisé que la C.G.T. était prête à négocier avec un gouvernement de gauche « à partir de son propre programme mais en tenant compte des convergences entre celui-ci et celui de la gauche », a indiqué que les travaux du comité confédéral avaient duré plus longtemps que prévu et que les discussions avaient été « fort animées » en raison de l'importance des interventions sur l'avenir politique, sur les projets de la gauche, ainsi que sur la démocratisation des entreprises et le rôle des travailleurs. « Si existe une grande confiance et même une grande certitude sur l'arrivée de la gauche au pouvoir, il nous a semblé qu'au sein de nos organisations, il n'y avait pas encore une prise de conscience suffisante sur les responsabilités qui vont en découler. » Le C.G.N. a décidé de ne pas conclure sur ce sujet : un projet de document va être élaboré et examiné à l'automne prochain. En outre, le prochain congrès de la C.G.T. — prévu en 1978 — aura lieu en novembre à Grenoble.

Interrogé sur les critiques de M. Bergeron à l'égard de la C.G.T., M. Séguy, qui s'est à nouveau félicité de la participation à la grève de P.O., a déclaré : « En affirmant une telle mauvaise humeur à l'égard de la C.G.T. et de la C.F.D.T., M. Bergeron donne l'impression qu'il nous a rejoints dans la grève à son corps défendant. Mais il n'est pas question pour la C.G.T. de tomber dans le piège d'un débat stérile qui altérerait l'action unitaire du 24 mai. »

« M. Hintermann, secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates, estime qu'il révélerait dans l'Humanité le coût énorme du programme commun », à quelques heures du débat entre le premier secrétaire du P.S. et le premier ministre, le parti communiste « torpille », M. François Mitterrand. « Cela donne, poursuit-il, un avant-goût de ce qui se passerait si l'alliance socialiste-communiste l'emportait en 1978. »

Avant le congrès du P.S.

M. SARRE : l'unité du parti doit se faire à Nantes.

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERES (la minorité du parti socialiste), a déclaré, mercredi 11 mai, dans une interview à l'A.P.P. :

« Les divergences politiques qui existent entre la majorité et la minorité du P.S. sont sans doute toutes surmontables. Il ne s'agit pas de faire comme si elles n'existaient pas, mais de les résoudre par un débat politique suffisamment approfondi. Cela est possible, selon nous, dès le comité directeur du 7 mai, pour peu que le débat ait été suffisamment préparé et que la majorité du P.S. en ait eu la volonté. »

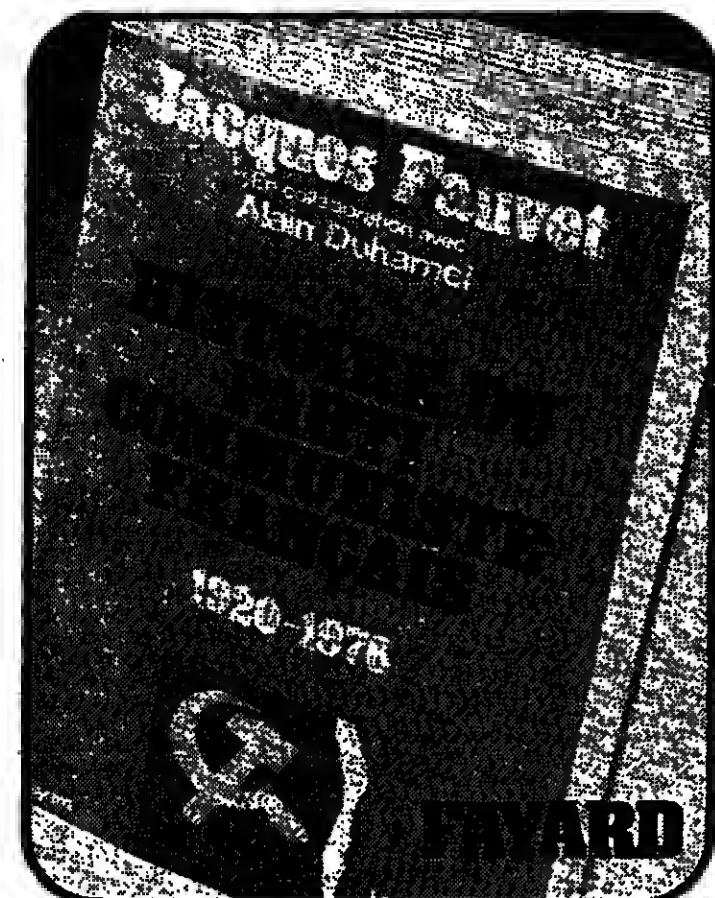
« C'est, nous l'espérons, partie remise. L'unité du P.S. doit se faire à Nantes sur une ligne politique claire et sur les moyens de la mettre en œuvre en commun (...). »

« Le CERES s'est toujours considéré comme l'échafaudage de la construction du parti socialiste sur une ligne d'union de la gauche et de rupture avec le capitalisme. Les énormes progrès qui ont été réalisés doivent-ils dissimuler ce qui reste à faire ? »

(Publiette)

pièdes larges et GRANDS 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser (ou large) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-43-92.



Dans les 8 BHV.

Tondre, ramasser, rouler, tracter, mettez-les à l'ouvrage.



- Robustes, puissantes, rapides, ces tondeuses veillent au bien-être de vos pelouses. En douceur.
1. Négamatic USP 50, moteur B & S, 8 CV, 4 T, démarrage électrique, 4 vitesses AV, 1 vitesse AR, largeur de coupe 65 cm, 5500F-4400F
 2. Négamatic USP 40 auto-porteur, moteur B & S, 8 CV, 4 T, largeur de coupe 76 cm, variateur de vitesse, inverseur de marche, 3800F-3100F
 3. Tondeuse BA 20, 3,5 CV, 2 T, largeur de coupe 40 cm, avec bac récupérateur, 785F-630F
 4. Négamatic US 15, 3,5 CV, 4 T, moteur B & S, démarrage vertical, largeur de coupe 51 cm, bac récupérateur arrière, 1295F-1030F
 5. Négamatic Tornado, moteur B & S, 3,5 CV, 4 T, largeur de coupe 40 cm, hauteur de coupe réglable, avec bac récupérateur, jusqu'à épaisseur des tiges. Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins, 980F-760F

Service après-vente assuré :
- garantie un an pièces et main-d'œuvre contre tout vice de fabrication.
- enlèvement possible à domicile.
Station-service de pièces détachées,
13 rue de la Vexerie, 75004 PARIS.

Jusqu'au 28 mai
-20%
sur ces tondeuses

Pour être sûr de bien choisir.

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

M. Kanapa : l'armement nucléaire est actuellement le seul moyen de dissuasion réel

La panoplie actuellement en service

● ARMÉE DE L'AIR.

MARINE

Le quatrième, l'indomptable, est doté de seize missiles M-20 de 3 000 km de portée à ogive thermonucléaire MR-60 mégatonnique. Un cinquième, le Tonnant, entrera en service en 1979. En 1983-1984 devraient être prêts les missiles à ogives multiples M.R.V.

Pas d'augmentation de budget

• Le niveau atteint actuellement en y incluant la construction du système sous-marin lance-engins programmés, peut être considéré comme constituant ce seuil. Les Mirage-IV ne seront pas remplacés au terme de leur vie.

• Ce qui caractérise notre politique en la matière, c'est que la France démocratique considérera le seuil minimum tel que nous venons de la définir comme un seuil maximum.

Des satellites d'observation

Il va également de soi que toute forme de « défense européenne commune » doit être exclusive. Non seulement une telle orientation ne ferait qu'aggraver l'actuelle insertion de la France dans la stratégie atlantique, mais

M. GEORGES MARCHAIS : nous n'avons rien à renier de notre lutte contre l'armement atomique

« Aujourd'hui, non seulement cet armement existe, mais, étant donné la priorité absolue qui lui a été accordée, il est devenu le seul moyen efficace de défense dont le pays dispose et disposera pour un temps. Dans ces conditions — aujourd'hui — la décision d'y renoncer équivaldrait à renoncer à toute véritable défense du pays. Elle serait interprétée

Concluant que cette politique de défense du P.C.F. est « une novation dont on ne peut se cacher l'importance », M. Kanapa estime : « Puisque l'actualisation du programme commun est à l'ordre du jour dans la perspective des prochaines échéances politiques, il est souhaitable que nous ayons au-dessus les échanges de vues nécessaires avec le P.S. et les radicaux de gauche. »

**ous n'avons rien à renier
l'armement atomique**

« Quelle est la signification profonde de notre décision ? Nous voulons simplement qu'aucune puissance, demain, ne puisse avoir le moindre doute sur notre volonté de défendre, par tous les moyens en notre disposition, la souveraineté de notre pays, l'intégrité de son territoire, la sécurité du travail pacifique de son peuple. Et, pour cela, il n'est pas besoin que l'arme nucléaire dépasse le stade de développement actuellement établi », a affirmé le secrétaire général du P.C.F.

Plus près du gaullisme que du P.S.

(Suite de la première page.)

Au nom de l'indépendance

Ce qui veut dire, en clair, pour prendre quelques exemples simples, que la France doit cesser d'être abonnée aux informations de défense aérienne et à la détection fournies par l'OTAN et qu'elle doit obtenir de ses éventuels satellites d'observation les moyens d'une stratégie antirusses (opposée à l'actuelle stratégie anti-états) et les renseignements sur la situation internationale, que lui livrent, aujourd'hui, au compte-gouttes les Américains.

Dans le passé, des responsables gaullistes — notamment M. Michel Debré — n'avaient pas hésité à présenter, de leur côté, des propositions semblables, qui sonnaient dans la logique de l'idée exprimée par le général Allieret, chef d'état-major de l'armée, et du président de Charles de Gaulle, et reprise, du reste, par le P.C.F. selon laquelle la stratégie nucléaire, au sens strict du terme, n'est pas la base d'une défense « totale » armée. Mais à la différence d'un général de Gaulle, les communistes ont estimé que le rôle de l'Etat puisse avoir le monopole de la décision d'emploi. Ils

M. MESSMER (R.P.R.) : ce ralliement des communistes est bon pour la France.

Dans un débat organisé, mardi 30, par le P.C.F., au 11, rue de la République, à Montre-Carzo, M. Ballot (P.C.F.) a expliqué : « La maintenance de la force armée signifie la possibilité d'élucider les problèmes politiques et techniques ».

Après avoir trouvé « très importante » cette nouvelle décision de M. Charles Hernu (P.S.), il a insisté sur le fait qu'il ne faut pas entendre que le parti socialiste pourrait aboutir à des « déductions proches du P.C. lors d'une convention nationale sur les problèmes de défense qui se tiendrait après le congrès de la gauche ». Le programme commun pourrait être revu sur ce point précis.

« Ce ralliement des communistes et je pense aussi des socialistes à l'armement nucléaire est bon pour la France », a commenté M. Pierre Messmer. (R.P.R.)

« Pour la première fois depuis trente ans, la France se trouve en situation de réaliser une unité sur ce sujet essentiel de notre défense qui est l'armement nucléaire. Et puisque cet armement nucléaire est un armement de dissuasion, il est évident que la dissuasion est beaucoup plus forte lorsqu'elle s'appuie sur une opinion quasiment unanime. C'est pourquoi, à l'heure où un homme même aussi remarquable que le général de Gaulle et sa seule opinion divise... »

Abordant les problèmes de la sécurité collective, M. Balliot déclare : « Le traité de sécurité collective pour toute l'Europe n'a pas encore été conclu. Nous sommes pour une défense tous azimuts. C'est un changement par rapport à la stratégie actuelle, où seuls l'O.R.S.S. et les pays socialistes sont considérés comme des ennemis potentiels. Quant à savoir si l'impérialisme américain est toujours l'ennemi, cela dépend

Enfin, M.M. Baillot et Hernu ont été prudents sur la durée du service militaire, évaluée à six mois dans le programme commun.

« La question mérite une étude approfondie », a dit M. Baillot. D'nombreux chefs militaires critiquent la disposition du programme commun sur ce point, estimant cette période trop courte. Nous réfléchissons sur ce point.

suggèrent qu'il soit assisté d'un conseil politique et militaire associé à une décision collective, au sein duquel seraient représentés entre autres les partis de la coalition gouvernementale.

Renoncer aux progrès scientifiques qui peuvent servir la paupérisation nucléaire de la France ? Le parti radical, estime le P.C.F., refuse les moyens de l'indépendance. Certes, il n'est pas question, apparemment, de quitter l'Alliance atlantique puisque le programme commun ne le prévoit pas. Mais le comité central du P.C.F. déclare clairement, sans doute à l'adresse de ses alliés socialistes, qu'il faut savoir tirer toutes les conséquences de la conclusion de l'armistice nucléaire au service exclusif de l'indépendance nationale.

C'est la raison pour laquelle le P.C.F. rejette toute velléité de partager quel que ce soit de la défense française avec des états-majors occidentaux, et qu'il écarte catégoriquement toute amorce d'une défense européenne commune.

Un double refus

La dialectique du comité central appliquée à la stratégie militaire, devrait embarrasser ceux des socialistes qui ne cachent pas leurs inclinations eurocentristes, voire les tendances antisémitiques. C'est ce que M. Robert Antonicelli, secrétaire national de l'ASV, aux affaires internationales, a fait suggérer, lors du comité directeur de novembre dernier, qu'un gouvernement socialiste ne saurait maintenir les liens actuels avec les alliés atlantiques en matière de logistique, d'observation ou de télécommunications, étant même en mesure de leur proposer, à cet niveau des plans de renouveau, entre armées classiques européennes, ou celles d'échanges technologiques ou stratégiques, entre la France et l'Union soviétique. On dans le domaine négatif.

M. Charles Hernu, de son côté, avait conclu que « l'indépendance n'était pas l'autarcie ni la neutralité, mais une liberté pour la France, peut-être demain pour l'Europe ».

Au concept d'une défense nationale élargie et d'un ensemble atomique qui peut être utilisé à des fins régionales en Europe, tel que certains responsables du P.S. l'avaient imaginé il y a six mois encore, il est clair désormais que le P.C.F. oppose la rigueur de l'indépendance et une stratégie sans adversaire privé.

A ces divergences qui touchent aux fondements d'une politique de défense s'ajoute un désaccord sur l'estimation des dépenses militaires annuelles. Les chiffrés officiels du ministère de l'Etat, présent du budget, annoncent, en 1964, une augmentation, réforme, en profondeur, du système de défense n'est envisagée. Le budget de la défense prévoit pas moins de 5 % du produit national brut au bénéfice des crédits de la défense. Le P.C.F. estime que le budget de la défense croît pourtant « sans tenir à l'encontre de la loi de la guerre » à dire de 3 %. Autant avouer toutes de suite — comme, du reste, M. Kanapa le reconnaît sans y croire — que la politique de défense donnée à d'autres investissements nationaux et que la modernisation des forces armées françaises, dans ces conditions, toutes choses égales d'ailleurs, nouvelles, des jours meilleurs.

JACQUES ISNARD.

● Deux bâtiments de la marine soviétique, l'escorbut *Eskadra Goulche*, portant la marque de l'armini de la flotte Egorov, commandant la flotte du Nord, et le bâtiment-école *Smolni*, feront une escale de courtisole à Cherbourg du 24 au 26 mai. Ils seront accompagnés de deux bâtiments de l'escadre de l'Atlantique, l'escorbut *Eskadra Duperré*, portant la marque du vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle, commandant l'escadre de l'Atlantique, et la frégate *travailleurs* *Duguesne*, portant une escale de courtisole à Mourmansk, du 1^{er} au 6 juin.

● *L'escadre des avions Transall, qui a transporté du matériel militaire marocain au Zaïre, a été citée à l'ordre de l'armée de l'air, mercredi 11 mai, au cours d'une prise d'armes sur la base aérienne d'Orléans-Bricey, en présence du ministre de la défense. M. Yvon Bourges, qui a remis à son commandant, le lieutenant-colonel Duvivier, les insignes d'officier dans l'ordre national du mérite. La médaille de l'aéronautique a été épinglée sur le drapier de l'escadrille.*

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article de Maurice Delarue sur la réunion de l'OTAN (*le Monde* du 12 mai), il fallait lire à propos de la réponse de M. de Guiringaud à l'invitation de président Carter à tenir un « sommet » atlantique à Washington l'année prochain : « Ceci n'engage pas la France sur le niveau de sa représentation » et non « Ceci n'engage que la France sur le niveau de sa représentation ».

**Le programme commun
prescrivait la renonciation
à la force de frappe nucléaire stratégique**

Conclu le 27 juin 1972 entre le P.C.F. et le P.S., le programme commun de gouvernement indique, dans un court chapitre consacré au désarmement et à la défense, les quelques principes suivants :

« **Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ; renouveau, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique avec la souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette renouveau ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire :**

» ● Arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires.

» ● Cessation de toute
vente d'armes et matériels de
guerre aux gouvernements

colonialistes, racistes ou fascistes (Afrique du Sud, Portugal, Espagne, Grèce).

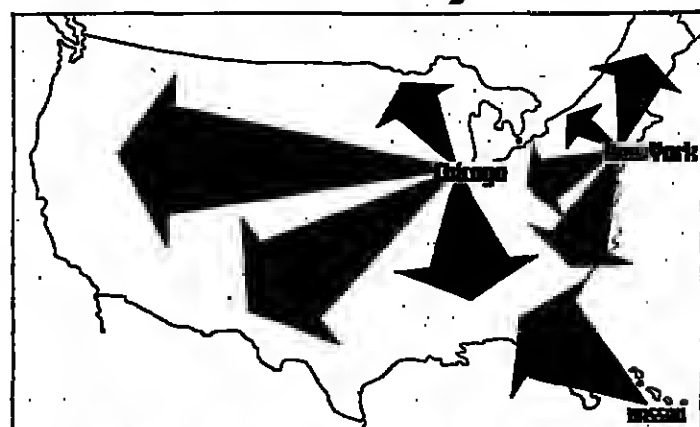
» **● Stricte réglementation des ventes éventuelles d'armement à l'étranger.**

curité de la France en tenant compte de l'état actuel du continent européen, le gouvernement fondera sa politique de défense nationale tout à la fois sur la recherche de la sécurité collective et du désarmement, le respect de ses alliances et une réorganisation des forces armées fran-

» Tout en refusant de réintégrer l'OTAN, la France ne s'interditra pas de conclure, si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non agression. Dans la mesure où un système de sécurité collective européen l'impliquerait, des forces de l'armée française pourront y concourir.

» Dans le cadre de ses tâches de défense nationale, le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit. »

quelle que soit votre destination aux Etats Unis,



LOFTLEIDIR a une solution pour vous

LOFTLEIDIR, compagnie régulière, propose depuis plus de 25 ans, le transport avion le plus économique sur l'Atlantique Nord, à l'entière satisfaction de ses usagers.

Quelle que soit votre destination finale aux Etats-Unis, vous pourrez utiliser New York ou Chicago comme point de transit vers la ville de votre choix.

- vols quotidiens New York aller-retour F.1.895 (*)
- 3 fois par sem. Chicago aller-retour F.2.340 (*)

Ces tarifs, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

LOFTLEIDIR tient également à votre disposition toute une gamme de tarifs particulièrement intéressants pour de courts séjours (tarif excursion 13 jours sans minimum de séjour) ou de très long séjours (billet valable 1 an).

Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi :

- des forfaits New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 2090 comprenant

l'aller/retour Luxembourg / New York + séjour à l'hôtel Century Paramount (lic. 345 A)

• du "TOUR AUTO 77" avec 1 voiture

AVIS en vrai kilomètre illimité + un choix parmi les 800 hôtels des Chânes Travelodge, Holiday Inn, ou Howard Johnson's...

• des escales touristiques en Islande (l'île à nulle autre pareille) où vous pourrez séjourner lors de votre voyage transatlantique.

(*) tarif excursion 14/46 jours valable jusqu'au 30 juin.

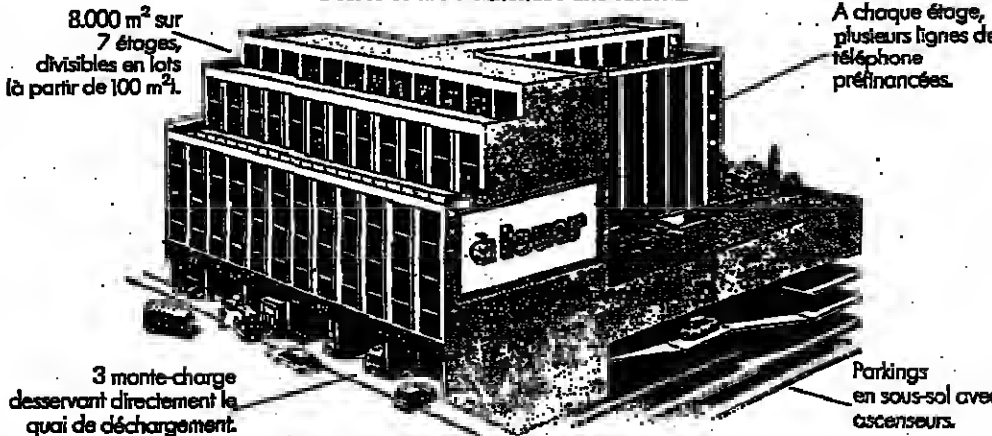
Pour tout renseignement et documentation, adresser ce coupon à

LOFTLEIDIR ICELANDIC
32, rue du 4-Septembre
75002 Paris
Tél. 073.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre
06000 Nice
Tél. 88.73.41

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

Des entrepôts, des ateliers, des locaux commerciaux, au choix. (immédiatement disponibles)

Voici le premier immeuble que nous avons conçu pour vos besoins. Il est situé à Paris même, dans le 13^e arrondissement, à quelques minutes du boulevard périphérique et des gares SNCF. C'est le centre d'activités Paris-Tolbiac.



8.000 m² sur 7 étages, divisibles en lots à partir de 100 m².

A chaque étage, plusieurs lignes de téléphone préfabriquées.

3 monte-charge desservant directement le quai de déchargement.

Parkings en sous-sol avec ascenseurs.

Centre d'activités Paris-Tolbiac - 65-71, rue Albert - Paris 13^e. Métro : Tolbiac et Porte d'Ivry - Tél. 583.95.73. Visites sur place de 14 h à 18 h et sur rendez-vous.

FONCIERE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 144, rue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. 509.68.96

LES NOUVELLES SOURCES

LA COURSE AU NUCLEAIRE

III. — Les Britanniques trottent mais les Allemands galopent

par XAVIER WEEGER et MARC AMBROISE-RENDU

Les principaux pays du monde sont aujourd'hui lancés dans la course à l'énergie nucléaire, et l'industrie atomique mondiale reste, pour quelques temps encore, sous la domination américaine. Aux Etats-Unis, cependant, le rythme de construction des centrales a considérablement fléchi, notamment pour des raisons économiques liées à la montée de la contestation écologique. Et l'industrie attend encore les garanties gouvernementales qui devraient lui permettre de repartir de l'avant (le Monde des 11 et 12 mai).

La Grande-Bretagne est une des premières puissances nucléaires du monde. Elle a, dans la bouche d'un spécialiste britannique des questions nucléaires, cette affirmation peut surprendre. Le Royaume-Uni, ces dernières années, est resté largement à l'écart des puissances de l'« activité nucléaire » : pas de contestation écologique, bruyante, pas d'exportations impressionnantes ou contestées, comme celles de l'industrie française en Afrique du Sud ou au Pakistan, ou de l'Allemagne fédérale au Brésil.

C'est que cette puissance nucléaire (33 réacteurs, 5380 MW) semble avoir été jusqu'ici satisfaite, même si, recourant pour environ 13 % à la fission atomique, l'électricité britannique est encore aujourd'hui une des plus « nucléaires » du monde.

Rejet du particularisme britannique ? Contre vents et marées, le Royaume-Uni est, avec le Canada, l'un des rares pays développés à avoir jusqu'ici échappé à la tentation de s'aligner, comme la France l'a fait dans les années 60, sur la technique américaine.

En octobre 1966, la première grande centrale au monde à produire de l'électricité est britannique : installée à Calder-Hall, d'une puissance électrique de 200 MW, elle réunit quatre réacteurs du type « graphite-gaz », très voisins de ceux développés peu après dans la filière française.

Mais les arguments qui ont empêché l'adhésion du gouvernement

français, et lui ont fait adopter les techniques américaines à eau légère, n'ont pas en effet empêché l'essai d'une nouvelle filière, utilisant l'eau lourde (Steam Generating Heavy Water Reactor - S.G.H.W.R.), et proche de la filière canadienne CANDU. En dépit du succès technique d'un réacteur de 100 MW, cette filière est aujourd'hui pratiquement écartée.

L'effort a été poursuivi, en revanche, sur la filière britannique, et a conduit à la mise au point de l'Advanced Gas-cooled Reactor (A.G.R.), qui utilise de l'uranium enrichi à 5 % au lieu de l'uranium naturel : cinq réacteurs de ce type (deux fonctionnent déjà) sont en cours d'achèvement.

Mais cette intense activité industrielle ne doit pas faire illusion : elle cache, pour l'avenir, des carnets de commande désespérément vides, et c'est avec une certaine amertume que certains responsables font remarquer qu'il n'y a pas eu de centrale commandée depuis 1971.

C'est que la situation énergétique et économique a bien changé depuis dix ans : toutes les prévisions de consommation, en raison notamment de la crise économique qui a durement frappé le Royaume-Uni, sont devenues de plus en plus pessimistes — sur lesquelles on s'était appuyé en cours d'achèvement — ont conduit à une constatation : pour les responsables des deux compagnies publiques d'électricité, le Central Electricity Generating Board, et le South of Scotland Electricity Board, la capacité électrique installée est supérieure de 40 % aux besoins !

La découverte des gisements de gaz et de pétrole de la mer du Nord a complètement brouillé les cartes. Et, comme dans bien d'autres pays industrialisés (Allemagne fédérale et surtout Etats-Unis), on regarde d'un oeil nouveau les immenses réserves domestiques en charbon, qui pourraient durer plus de deux cents ans au rythme actuel d'extraction de 125 millions de tonnes par an.

Le fléau du département de l'énergie

On comprend alors le fléau qui frappe le département de l'énergie pour ce qui concerne le recours au nucléaire : au mieux, espère-t-on, en 1980, recourir à la fission pour produire 30 milliards de kilowatts (30 MWe) contre 11 MWe en 1975. Et la « fourchette » pour 1995 (25 à 45 MWe) fait même apparaître, dans son hypothèse basse, la possibilité d'une baisse de la production d'énergie nucléaire, c'est-à-dire l'arrêt total de tout nouveau programme nucléaire : c'est donc sans scrupules que les Amis de la Terre britannique peuvent réclamer l'arrêt de toute construction de nouvelle centrale.

Tel n'est cependant pas l'avis général de la population, dont un récent sondage, publié par la revue *New Society*, fait apparaître que 49 % est favorable à la construction de nouvelles centrales (32 % lui sont opposés : 19 % sans opinion). Ce n'est pas non plus, bien sûr, l'opinion de l'industrie nucléaire. Celle-ci n'a d'ailleurs pas le temps de s'interroger : un rapport de la très sérieuse et très officielle commission royale sur la pollution de l'environnement, rendu public en

septembre dernier, est plutôt favorable au développement de l'énergie nucléaire « classique ». Et, dans les milieux officiels, on tient pour plausible la passation, dans les trois ou quatre prochaines années, d'un contrat pour de nouvelles commandes, de sorte que pour éviter de démolir l'industrie nucléaire.

L'heure est aujourd'hui à la réflexion. Réflexion sur les développements du programme classique : l'usine construite de centrales, Nuclear Power Company (N.P.C.), effectue actuellement une étude comparative sur les différents filières de réacteurs, qui doit être terminée au début de l'été prochain. Cette étude devrait, en particulier, éclairer les pouvoirs publics sur un éventuel abandon de la filière britannique pour la filière américaine à eau pressurisée (P.W.R.), peut-être plus facile à « placer » à l'exportation.

Réflexion également sur le nucléaire de la seconde génération, et en particulier les succès qu'il a connus : la construction de la centrale de Bénédictine-Wesphalie, tandis que son collègue de l'intérieur estime qu'il faut faire une pause dans le nucléaire, le ministre fédéral de l'Environnement, M. Maihofer, qui pense qu'il faut faire une pause jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution au problème de l'énergie, dit des combustibles traités.

Est-il pour autant possible de ralentir le programme nucléaire ? Le chancelier Schmidt, le ministre

L'Allemagne fédérale n'en est pas pourtant à construire ses premières centrales nucléaires : elle possède déjà un « parc » installé de douze réacteurs de 6740 MW (soit le double de la capacité française), et deux nouveaux réacteurs sont en cours de type BWR (à eau bouillante) et de 1800 MW de puissance totale doivent démarrer au cours de cette année.

Jusqu'en 1965, pour des considérations politiques compréhensibles, la République fédérale d'Allemagne a été « interdite d'atome ». Mais dès la levée de cette interdiction — levée due au domaine civil — elle met les bouchées doubles, bien que, désormais, fidèle au libéralisme économique et au fédéralisme, elle ne juge plus utile de se doter d'un organisme central de recherches nucléaires comparable au C.E.A. français ou à l'A.E.A. britannique. Dès 1966, une série de plans quinquennaux — le quatrième, 1972-1977, est en cours — tendent à essayer de réduire la dépendance énergétique du pays vis-à-vis des pays tiers d'où il importe 50 % de ses besoins. Et la gouvernement fédéral crée un ministère de l'énergie nucléaire, devenu plus tard ministère de la recherche et de la technologie, lequel finance une part des recherches.

L'industrie allemande de l'atome se caractérise cependant par le dynamisme des entrepreneurs, qui ont su tirer parti de l'opposition affirmée des Américains qui mènent la danse, A.E.C., Telefunken et Siemens,

prennent respectivement des licences auprès de General Electric (filiale à eau pressurisée — « valet ») et de Westinghouse (filiale à eau pressurisée : P.W.R.). Ces deux sociétés fondent, en 1969, une filiale commune, Kraftwerke Union, qui emploie plus de douze mille personnes. Suivant le protocole des difficultés financières, A.E.G. se retire au début de 1977 et laisse Siemens maître du jeu.

K.W.U. est aujourd'hui le troisième constructeur mondial de centrales nucléaires, le premier en Europe, grâce à une politique favorisée d'exportations : en 1972, l'industrie allemande avait déjà vendu des réacteurs en Argentine, aux Pays-Bas et en Autriche. En octobre 1974, la chancellerie Schmidt signe à Moscou un accord prévoyant la vente à l'Union soviétique d'une centrale que K.W.U. aurait construite à Kaliningrad. L'U.R.S.S. aurait payé « en nature » — en courant électrique qui aurait transité vers Berlin-Ouest par la Pologne et la R.D.A. — les Etats-Unis y mettent leur veto.

Enfin, cette politique d'exportations à outrance trouve son point culminant avec le « marché nucléaire du siècle » que la R.F.A. conclut en juin 1975 avec le Brésil, et qui prévoit la livraison par K.W.U. de huit centrales, d'une usine d'enrichissement et d'une installation de retraitement. Ce contrat sera très vraisemblablement honoré, en dépit de l'opposition affirmée des Américains pour ce qui concerne sa partie de retraitement.

40 milliards de francs de commandes

An total, avec ces contrats et d'autres (Iran par exemple), le groupe allemand a actuellement en poche pour près de 40 milliards de francs de commandes.

An développement foudroyant, et commercialement agressif de l'industrie électronique relative, pond cependant, depuis 1975, une contestation non moins agressive. Alors que rien ne l'avait laissé prévoir, elle démarre en février 1975 sur le site de Wyhl (Bade-Wurtemberg) dans la vallée du Rhin. Avec l'aide des Français et des Suisses, les comités d'environnement et les vignerons occupent le site, les policiers et — événement incroyable dans cette Allemagne où l'on respecte l'autorité — réoccupent le chantier et s'y maintiennent pendant deux mois, chaque village des environs assurant un tour de garde. Les manifestants n'évacuent qu'avec la garantie que les travaux seront stoppés jusqu'à la fin de l'été prochain.

En novembre 1976, c'est à Brokdorf, près de Hambourg (Schleswig-Holstein), que se porte le chantier et s'y maintiennent pendant deux mois, chaque village des environs assurant un tour de garde. Les manifestants n'évacuent qu'avec la garantie que les travaux seront stoppés jusqu'à la fin de l'été prochain.

Les prévisions ruinées

Les opposants sont cependant moins isolés aujourd'hui. Après avoir été nettement dépassés par les événements, les partis ne peuvent plus se désintéresser de la contestation : à Brokdorf, la fédération locale du parti social-démocrate, les jeunes socialistes et les jeunes démocrates (proches des libéraux) ont appelé à manifester.

Même le pouvoir politique commence à prêter l'oreille : « Les citoyens doivent être consultés », affirme le ministre du Travail de Rhénanie-Wesphalie, tandis que son collègue de l'intérieur estime qu'il faut faire une pause dans le nucléaire, le ministre fédéral de l'Environnement, M. Maihofer, qui pense qu'il faut faire une pause jusqu'à ce qu'on ait trouvé une solution au problème de l'énergie, dit des combustibles traités.

Est-il pour autant possible de ralentir le programme nucléaire ? Le chancelier Schmidt, le ministre

la contestation. Huit mille manifestants sont une nouvelle fois victimes de brutalités policières. Un mois plus tard, le tribunal administratif de Kiel ordonne de stopper les travaux à Brokdorf jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante ait été trouvée pour les déchets radioactifs.

En février 1977, quinze mille personnes manifestent contre un projet de centrale à Groinde (Basse-Saxe). Le même mois, le tribunal administratif de Friedland, après avoir transporté sur le site et avoir organisé des auditions publiques (« hearings » à l'américaine) — procédure unique en R.F.A. — l'annule la construction de la centrale de Wyhl qu'il considère comme insuffisamment sûre.

La contestation, qui s'exprime encore, en mars, contre le projet d'usine de retraitement à Gorleben (Basse-Saxe), s'appuie sur deux éléments : les comités de citoyens — Bürgerinitiativen — très actifs dans le domaine de l'environnement, et des groupes politiques maoïstes, souvent violents.

Les prévisions ruinées

Le fédéral de la recherche, M. Maihofer, et le ministre fédéral de l'Environnement, M. Friedrichs, sont convaincus du contraire.

Pourtant, les prévisions de ces dernières années ont pratiquement été ruinées par des problèmes financiers, et surtout par la contestation antinucléaire. Les décisions des tribunaux. En 1974, le ministre de l'Industrie prévoyait pour 1985 quarante réacteurs de 45 000 MW installés ; dès novembre 1976, M. Friedrichs ne comptait plus que sur trente-cinq réacteurs et 35 000 MW.

Ce qui n'empêche pas le gouvernement fédéral, suivi d'ailleurs d'un sondage publié en février dernier par *Der Spiegel* — par plus de la moitié de la population, de voir dans le nucléaire la seule solution pour demain ; plus même, le développement des surréacteurs et le recours au retraitement ont, dans l'esprit du gouvernement, des options irréversibles (3). Rien des indices montrent cependant que le temps des incertitudes est venu : le S.P.D. ne vient-il pas, à l'instar des gouvernements américains et suédois, d'entamer une réflexion sur la politique énergétique ?

Prochain article :

LA SUÈDE FAIT LA PAUSE

FOIRE DE PARIS Comparer pour mieux choisir

**Dernière nocturne
demain soir
jusqu'à 22h30**

Les bulldozers à l'œuvre

Assurément, à l'est du Rhin, à quelques centaines de kilomètres du pittoresque siège londonien de Friends of the Earth Limited, le sentiment est tout autre : l'ennemi n'est pas pour demain, il est là : les bulldozers sont, ici et là, à l'œuvre derrière des rangées de barbelés bien gardés.

ENERGIE
Libres opinions
LA PIERRE PHILOSOPHALE

Centre de culture
psychologique

NOUVELLES SOURCES D'ÉNERGIE

U NUCLEAIRE

Les Allemands galopent

Libres opinions

LA PIERRE PHILOSOPHALE

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

Il est sans doute regrettable que la conférence « au sommet » des pays industrialisés et la conférence sur les développements et applications de l'énergie nucléaire aient été concomitantes. L'annonce de la remarquable mise au point par notre Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) d'un procédé nouveau d'enrichissement de l'uranium qui s'inscrirait tout naturellement dans le cadre des travaux de la réunion de Salzbourg a été, de ce fait, une coïncidence politique, et sa divulgation a même été présentée comme destinée à marquer les entretiens de Londres.

Que n'eût-on pu en effet !

La France avait résolu le problème de la séparation entre l'atome pacifique et l'atome militaire ; grâce à la technique nouvelle, il eût été désormais impossible de fabriquer du combustible utilisable dans les armes nucléaires. Le danger de prolifération de celles-ci serait définitivement éliminé pour peu que les pays dont l'ambition est seulement de résoudre leur problème énergétique adoptent le procédé français. Et, conclusion politique, à Londres, l'atout maître était passé des mains du président des Etats-Unis en celles de M. Giscard d'Estaing !

A croire que le C.E.A. avait trouvé la version moderne de la pierre philosophale !

L'inconvénient d'une telle présentation réside dans les déceptions et déillusions qu'elle entraîne le retour à la réalité.

Où a-t-on pu, au reste, trouver le thème de tous ces rêves ? Pas dans la communication officielle en tout cas, qui, avec précision et sobriété, dit que ce nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium « a l'avantage de permettre la production d'uranium faiblement enrichi, propre à l'alimentation des centrales nucléaires, sans pouvoir être utilisé en pratique pour celle d'uranium hautement enrichi employé pour les armes ».

Ce qui signifie très exactement que, à l'inverse des procédés de diffusion gazeuse et de centrifugation, le technique chimique ne permet pas, par répétition de l'opération, d'obtenir de l'uranium enrichi jusqu'à la teneur de 90 % nécessaire pour la fabrication des bombes. Et c'est là bien certainement une propriété remarquable. Mais l'uranium même faiblement enrichi à 3 % est l'élément des réacteurs du plutonium, lequel est lui aussi un des matériaux servant à faire des bombes atomiques. Celles des Mirage-IV, premier élément constitutif de notre force de dissuasion, sont des engins au plutonium.

Par conséquent, les réacteurs dans lesquels sera utilisé de l'uranium enrichi par notre procédé fourniront, comme les autres, ce même plutonium.

Il est même permis de craindre que ce procédé, loin de résoudre le problème de la prolifération, ne le pose dans des termes nouveaux et qui ne seront pas nécessairement moins difficiles à résoudre que les autres. Tout l'uranium enrichi exporté pour des centrales fournissant de l'énergie est actuellement produit dans des usines du type Pierrelatte, c'est-à-dire des ensembles d'une extrême complexité qui n'existent qu'aux Etats-Unis, en Union soviétique, en Grande-Bretagne et en France. Outre le caractère de ce procédé, un de ses inconvénients est de consommer d'énormes quantités d'énergie électrique. C'est dire que le nombre de pays susceptibles de se doter d'usines de ce genre est nécessairement tenu de rester très restreint et que les fournisseurs peuvent subordonner leurs livraisons à la satisfaction des exigences du contrôle.

Mais, si notre nouvelle technique permet d'obtenir du combustible enrichi pour centrales nucléaires par un procédé plus simple et consommant beaucoup moins d'énergie, cela signifie que la production de plutonium serait rendue plus facile pour un plus grand nombre de pays.

En termes d'application militaire, ce procédé ne permettrait pas Hiroshima, mais il rendrait plus facile Nagasaki (1). L'avantage n'est pas décisif.

Est-il possible dès lors de ne voir cette affaire que sous le seul aspect d'une solution au problème des pays à court d'énergie ? C'est peu probable, et il nous semble que, bien loin de régler le cas de conscience des pays les plus avancés, il pose sur nos épaules une responsabilité nouvelle et accrue. Et l'on félicitera M. André Giraud, administrateur général du C.E.A., d'avoir souligné que nous ne saurions pas le porter seuls. Il est d'ores et déjà évident que l'éventuelle diffusion de ce procédé imposera une rigueur accrue dans le refus de vendre des usines de retraitement des combustibles nucléaires (décidé le 16 décembre dernier) qui servent justement à l'extraction du plutonium. Un complément indispensable devra être le refus d'exporter des surrégénérateurs. Que notre pays, dont le développement économique et le niveau de vie sont menacés par la disette d'énergie, continue, avec ses partenaires allemands et italiens, son programme de surrégénérateurs, il y a là un impératif absolu. Mais il ne serait pas compréhensible que des préoccupations d'ordre économique, si respectables soient-elles, nous conduisent à exporter des usines qui sont potentiellement les plus proliférantes.

La bouffée d'optimisme avec laquelle la nouvelle de notre percée technologique a été accueillie est sans doute le signe d'un soulagement répondant à la récente prise de conscience de nos responsabilités qui a été traduite par la création du Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure.

Mais un événement scientifique ou technologique ne peut à lui seul résoudre un problème où se trouvent étroitement confondus avantages et périls, considérations d'urgence et tensions économiques et ces fruits « isotopiques » de l'arbre de la science que sont le bien et le mal.

Le siècle dernier croyait que la science nous apporterait, avec le bonheur, la réponse à nos interrogations métaphysiques. Aujourd'hui, les écologistes pensent qu'elle menace de ruiner notre environnement et met en cause le maintien de la vie sur cette planète.

La science et sa filie la technologie sont neutres. Seul engage l'usage qu'on en fait. Nous n'échapperons pas à nos responsabilités par l'appétition d'un gadget, si merveilleux soit-il. C'est sur le plan de la morale en politique que repose le problème de la prolifération nucléaire. On ne l'en fera pas descendre.

(*) Membre du Comité de l'énergie atomique (1952-1964), ancien président de l'Organisation européenne de recherches nucléaires.

(1) Hiroshima fut détruit par une bombe à l'uranium-235, Nagasaki par une bombe au plutonium.

Tout doux la fumée.

Silk cut. Langue douce.

GALLAHUE LONDON - BELFAST

Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX^e siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les matériaux employés, l'isolation phonique,

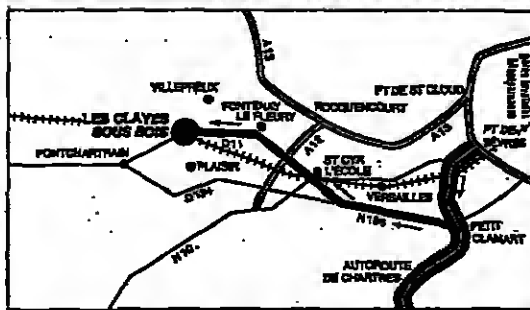
les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi. Venez visiter l'appartement témoin.

MORNAY CRILLON

Bureau de vente : 15, bd Bourdon - 75004 PARIS
ouvert le lundi de 14 h 30 à 19 h et les jeudi, vendredi, samedi, et dimanche de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Tél. 277.43.55.

CORI
Boulevard Bourdon - 75004 PARIS
Tél. : 307.32.64

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur MORNAY-CRILLON.
NOM _____ Prénom _____
Adresse _____ Profession _____



bureau de vente et maisons modèles
ouverts tous les jours (sauf mardi et mercredi)
de 10 à 12 h 30 et de 14 à 18 h 30
rue Henri Prou 78340 Les Clayes sous Bois
tél 055 30 84 et 54 84

Bell France
groupe Bellway
2000 maisons par an
construites dans le monde

nom _____
adresse _____
désire recevoir une documentation détaillée sur la Castellera

24 maisons dans le parc du château des clayes sous bois

- un site privilégié et classé avec des arbres séculaires, un château et ses deux tourelles
- dans ce parc, un jardin engazonné qui sera le vôtre, où vous pourrez composer votre rocaille ou votre "mixed border"
- des maisons de 5 et 6 pièces, toutes avec un grand sous-sol, conçues dans une architecture traditionnelle. les toitures sont en tuiles vieilles, les murs recouverts d'un crépi clair, les fenêtres et bow-window à petits carreaux à la française et les volets en bois
- vous pourrez choisir les couleurs de vos papiers peints, moquettes et carrelages
- votre intérieur sera pratique, avec des penderies et placards pour tout ranger
- confortable, les salles d'eau sont entièrement équipées
- douillet, votre température d'ambiance sera réglée avec souplesse par thermostats.
- la qualité de l'installation électrique, du chauffage et de l'isolation thermique est garantie par le label confort total électrique de promotelec

prix fermes et définitifs
livraison juillet 1977

FOIRE DE PARIS
Comptez pour mieux choisir
Dernière nocturne
demain soir
jusqu'à 22h30

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du "Monde", 5, r. des Lilas, PARIS-IX.
1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 6747.

MONSIEUR
Il n'est jamais trop tôt, ni trop tard pour commencer
UNE AUTRE MANIÈRE DE VIVRE
« Un lieu » et « des moyens » au
CENTRE DE CULTURE PSYCHOSOMATIQUE
Détente - Relaxation - Activité
Contrôle de la respiration
RITA TOFF
Albert-Léon MEYER
Pour entretenir de contact en d'information, prenez rendez-vous à 263-26-28
3, rue d'Anjou - 75008 Paris

JUSTICE

DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Le commissaire du gouvernement demande l'annulation de l'autorisation de licenciement des ouvriers du « Parisien libéré »

Une soixantaine de travailleurs licenciés étaient venus entendre le récit de vicissitudes qu'ils ne connaissent que trop bien : le 24 mars 1975 la Société du Petit Parisien et d'édition demandait une première fois des licenciements en invoquant des motifs économiques. Le 15 avril 1975, l'inspection du travail signalait son refus d'accéder à cette demande de licenciement collectif. Deux jours plus tard, la Société du Petit Parisien et d'édition adressait au ministre du travail un recours au hiérarchique et lui représentait « la situation financière précaire de la société ». Le ministre sollicitait de la direction départementale un rapport. Il lui faisait savoir le 3 juin 1975 : « Je vous prie de réformer la décision de refus de licenciement » du 15 avril. Le même jour, le directeur départemental du travail annonçait au P.-D.E. de la Société du Petit Parisien et d'édition que, « après nouvel examen, il ne s'opposait pas aux licenciements demandés ».

Le licenciement avait-il des motifs « réels et sérieux » ? Les défenseurs du Syndicat expriment leurs doutes. Peut-on sérieusement soutenir, d'un côté, d'un côté, que la Société du Petit Parisien et d'édition était tout à coup « mise à genoux » par le retrait de 70 % des commandes de la Société du Parisien libéré ? D'un autre côté, il oppose celui d'un groupe de sociétés soumis à la volonté unique et toute-puissante de feu Emilian Amaury.

« Ce qui est vrai, admet M. Henry, c'est la révolution technique amorcée en 1968-1970 avec la photocomposition et le tirage offset (...). M. Amaury pense à cela ; nous ne le lui reprochons pas. Nous n'avons jamais voulu faire une opposition retardataire à un progrès peut-être pénible, mais dont nous ne contestons pas qu'il est inévitable. » Alors ? Les accords des mois de juillet et septembre 1976, les divers accords d'entreprise signés depuis dans la presse parisienne étaient des lors la voie naturelle. Pourquoi ne s'y est-on pas engagé au Parisien libéré ? « Nous nous

Le tribunal administratif de Paris a examiné, mercredi 11 mai, la requête du Syndicat général du Livre et des industries connexes de la région parisienne et de trois ouvriers de la Société du « Petit Parisien » et d'édition, tendant à l'annulation de l'autorisation de licenciement de deux cent trente-trois employés de cette société, accordée le 2 juin 1975 par la

Le rôle de l'Etat

Les dispositions légales classiques prises pour limiter la faculté de résiliation unilatérale du contrat de travail par l'employeur, expose M. Lyon-Caen, et le renforcement du contrôle direct de l'administration sur l'emploi qui résulte de la loi du 3 janvier 1975 auraient dû constituer autant de garde-fous.

Tout semble tourner autour de l'application de cette loi du 3 janvier 1975 — le commissaire du gouvernement, M. Michel Massiot, y insiste à son tour dans ses conclusions, — qui soumet à autorisation préalable tout licenciement collectif pour motifs économiques et toute embauche dans l'année qui suit un tel licenciement. Cette loi, indique M. Lyon-Caen, « oblige l'administration à faire dans l'intérêt général la balance des coûts et des avantages, la mesure des licenciements envisagés ».

que les difficultés invoquées sont un « mensonge ». A preuve les ressources énormes que le Parisien libéré a employées pour faire face à sa restructuration-éclair, et qui prouve qu'il avait les moyens d'assumer une mutation progressive et négociée. Matériellement inexact, le motif économique est aussi, pour M. Lyon-Caen, juridiquement infondé : « La réalité est que le directeur du groupe voulait se débarrasser de la convention collective. Parce que la loi est la loi, il n'a pas trouvé d'autre moyen que de se débarrasser du personnel pour embaucher du personnel qui ne soit lié par rien. (...) Il s'agit d'une vaste opération de fraude à la loi (...) ».

RÉFÉRÉ POUR LE LIVRE DE Mme SIGNORET

Sur l'initiative de Mme Simone Signoret et des Editions du Seuil, M. Georges Kiejman a demandé, ce jeudi 12 mai, à M. Jean Regnaud, vice-président du tribunal de Paris, saisi par un référé d'urgence à huit heures, que Radio-France soit déclarée acquiescente de l'enregistrement d'une émission diffusée mardi 10 mai et durant laquelle Mme Simone Signoret a été accusée de n'être pas l'auteur de son livre, la Nostalgie n'est plus ce qu'elle était, paru aux Editions du Seuil.

direction départementale du travail après avis du ministère du travail. « Pourquoi avons-nous abdicé au drame du Parisien libéré ? » Cette question de M. Marc Henry, défenseur, avec M. Armand Lyon-Caen, du Syndicat, résume la portée et l'étendue d'un débat tourné vers la réponse à donner à une autre question : comment en sortir ?

annuler l'autorisation de licenciement, soutient M. Lyon-Caen. A supposer qu'il y ait le moindre doute, ajoute-t-il, le tribunal peut considérer que la décision initiale de refuser le licenciement était créatrice de droits pour les intéressés, que son retrait n'était donc possible qu'en cas d'illégalité, et qu'à défaut c'était le retrait lui-même (la décision du 2 juin) qui était illégal. « L'Etat a fait à la mission qui est la sienne, conclut le défenseur du Syndicat, du livre, cela appelle votre censure. » A ces arguments, M. Jean-Paul Calot, résolu à envisager les choses avec le plus grand pragmatisme, arguait au contraire de la légalité de la décision du 2 juin pour contester la légalité du refus de licenciement du 15 avril.

LES MARCHANDS DE SABLE

Les condamnés à mort de l'Oklahoma ont appris une bonne nouvelle en ouvrant leur journal l'autre matin : désormais, ils ne passeront plus obligatoirement par la chaise électrique ou le peloton d'exécution. Ils pourront être exécutés au moyen d'une injection massive de barbituriques.

La restructuration d'une entreprise lui apparaissait un motif valable en soi de licenciement économique. Il ne devait y avoir, selon lui, sur ce terrain qu'un constat de fait et pas de jugement de valeur. Pour justifier les difficultés économiques du groupe du Parisien libéré, M. Calot invoque « les graves difficultés internes de la direction de titres provinciaux imprimés à Paris et de diverses grèves » (notamment celle du mois de novembre 1974).

REFÉRENDUM POUR LE LIVRE DE Mme SIGNORET

Le décret date du 5 mai 1975 ; le directeur du travail avait donc compétence pour agir comme il l'a fait le 12 juin 1975. En avait-il le droit ? M. Massiot mentionne la jurisprudence récente du Conseil d'Etat, qui recommande d'étendre au personnel non protégé (cas des ouvriers du Parisien libéré) la conception qui rend créatif de droits pour l'intéressé le refus de licenciement. Ainsi, c'est illégalement que le directeur départemental du travail a rapporté la décision de l'inspecteur du travail dans la mesure où elle était légale.

Estimant que « la société du Parisien libéré a décidé de cesser de faire travailler la Société du

Petit Parisien et d'édition pour supprimer des éditions régionales et l'édition grand format », que « cette volonté se manifestait dans le cadre d'un conflit et que la fermeture constituait un moyen de pression », enfin que « la société du Petit Parisien et d'édition n'a pas suffisamment justifié sa décision de licenciement », M. Massiot demande l'annulation de la décision du 2 juin 1975 du directeur départemental du travail d'autoriser les licenciements.

Le jugement a été mis en délibéré.

MICHEL KAJMAN.

LES MARCHANDS DE SABLE

Les condamnés à mort de l'Oklahoma ont appris une bonne nouvelle en ouvrant leur journal l'autre matin : désormais, ils ne passeront plus obligatoirement par la chaise électrique ou le peloton d'exécution. Ils pourront être exécutés au moyen d'une injection massive de barbituriques.

« Depuis des milliers d'années, l'humanité n'a cessé de progresser : au départ, on exécutait avec des pierres ou des bâtons ; puis vinrent le fer, le feu, la corde, la poutre et l'électricité, apportant des améliorations successives à la qualité de la mort. »

Mais le barbiturique constitue un sommet : grâce à lui, les tiges soulagent ne condamnent plus à mort, mais au sommeil éternel. Quant à tous ces mauvais gosses de l'Oklahoma condamnés à mort, ils ne seront plus livrés au bourreau, mais à une blanche infirmière qui se penchera sur eux, l'ultime sermone à la main.

BERNARD CHAPUIS.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur licitation au Palais de Justice à Paris, LUNDI 6 JUIN 1977 à 14 h.

EN TRENTE-DEUX LOTS

UN IMMEUBLE DIVISÉ EN COPROPRIÉTÉ

Comprend :

7 BOUTIQUES - 1 LOCAL COMMERCIAL

19 APPARTEMENTS (dont 3 libres)

5 EMPLACEMENTS DE VOITURE

sus à PARIS (6°)

3, RUE JACOB - 10-12 RUE DE L'ÉCHAUDÉ

1, R. DE FURSTENBERG et 3, R. CARDINALE

1^{er} lot : une BOUTIQUE, arrière-boutique, 2 pièces, cave, M. à P. 60.000 F

2nd lot : une BOUTIQUE, deux pièces, cave, M. à P. 53.000 F

3rd lot : une BOUTIQUE, deux pièces, cave, M. à P. 114.000 F

4th lot : une BOUTIQUE, deux pièces, M. à P. 33.000 F

5th lot : une BOUTIQUE sur la rue Jacob, M. à P. 22.000 F

6th lot : un LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée M. à P. 18.000 F

7th lot : un GRAND APP. 1^{er} et 2nd étages, cave, M. à P. 168.000 F

8th lot : un APPART. 1^{er} et 2nd étages, cave, M. à P. 168.000 F

9th lot : un APPARTEMENT 1^{er} et 2nd étages, cave, M. à P. 43.000 F

10th lot : un APPARTEMENT 1^{er} et 2nd étages, cave, M. à P. 30.000 F

11th lot : un APPARTEMENT 1^{er} et 2nd étages, cave, M. à P. 200.000 F

12th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 150.000 F

13th lot : un APPARTEMENT 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

14th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

15th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

16th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

17th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

18th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

19th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

20th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

21th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

22th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

23th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

24th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

25th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

26th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

27th lot : une PIÈCE cuis. pot. po. ent. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 19.000 F

28th lot : ENPLACEMENT DE PARKING, M. à P. 15.000 F ch. lot.

29th lot : un APPART. 2nd et 3rd étages, cave, M. à P. 40.000 F

Pour tous renseignements, s'adresser à :

M^e Jean NOUËL, Avocat poursuivant, 26, boulevard Raspail, PARIS-7^e - Téléphone : 544-10-32.

M^e de CHASSEMEYER, Avocat, 20, rue de la Bienfaisance, PARIS-8^e.

M^e TOUTY, Avocat, 13, rue d'Argenson, PARIS-17^e.

Sur les lieux pour visiter, les mardi 24, vendredi 27, mardi 31 mai, vendredi 3 juin, de 10 à 20 h et le samedi 4 juin de 10 à 12 h et 14 à 16 h.

VENTE au PALAIS DE JUSTICE à PARIS, le JEUDI 2 JUIN 1977, à 14 heures

LOCAUX COMMERCIAUX et CAFE à BAGNOLET

(Seine-Saint-Denis)

69, RUE ANATOLE-FRANCE

LIBRES DE LOCATION et d'OCCUPATION - MISE A PRIX : 150.000 F

M^e Yves TOUBAILE, avocat, avenue F. Paris, 48, rue de Châteauneuf.

M^e Antoine CHEVRIER, syndic à Paris, 16, rue de l'Abbaye-de-l'Épée

VENTE au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 26 MAI 1977, à 14 heures

IMMEUBLE - PARIS (4°)

19, RUE DES LOMBARDS

M. à Px 847.000 F S'adr. M^e LAFON, 75, boulevard de la Chapelle, Malesherbes, Paris (8°) ; M^e ACHARD, av. Paris-19^e.

17, rue Paraday ; M^e RACCAT, av. Paris (8°), 27, rue Pigeure

VENTE au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 2 JUIN 1977, à 14 h

UN APPARTEMENT 5 P.P. A PARIS (14°)

1, RUE DES SUISSES - 185 - 197, RUE D'ALÉSIA

au 1^{er} étage, Bât. A, escal. 4, CAFE au 3rd sous-sol.

2 emplacements de parking au 2nd sous-sol.

M. à prix : 197.000 F S'adr. M^e BRICOUT, avoc. 14, rue d'Anjou ; M^e SALLAZ, bâtie à Paris, 12, rue Bayen ; tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil, Sur les lieux pour visiter.

ADJUDICATION, Chambre des Notaires de PARIS, Mardi 31 mai, 14 h. 30

APPARTEMENT 4 PIÈCES PRINCIP. - LIBRE

25-27, BOULEVARD RICHARD-LENOIR - PARIS (11°)

4^e étage - 103 m² + balcon 10,50 m² - 2 PARKINGS

Cuisine équipée, séjour, s. de bains, cabinet, toilette, penderie, débarras en sous-sol, 2 mètres autorisations réglementaires ; et la copropriété de 230/1.000 de parties communes générales de l'immeuble, 16, rue Carnot et 17 et 19 rue André-Morisset, LIBRE LOCATION et OCCUPATION.

MISE A PRIX : 580.000 FRANCS

Conservation pour acquiescer : 85.000 F (chèques certifiés).

S.C.P. MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT et LIEVRE, 14, rue des Pyramides, Paris (17^e) TEL : 200-31-12.

VISITES : 18 mai de 10 à 12 h ; 23 et 25 mai de 14 à 16 heures.

VENTE en la forme des SAISIES IMMOB. au PALAIS DE JUSTICE à PARIS le JEUDI 26 MAI 1977, à 14 heures

UN TERRAIN

formant le surplus d'un immeuble à André-Morisset (17-19), rue André-Morisset et 17-19, rue André-Morisset, dont le règlement de copropriété (LOT n° 101) donne droit à la jouissance exclusive du terrain donnant sur la rue André-Morisset, sur lequel sont édifiés : un petit bâtiment à gauche, d'un simple rez-de-chaussée, comp. salle à manger, cuisine et chambre ; un petit bâtiment au fond, d'un simple rez-de-chaussée, comp. cuisine, salle à manger, chambre, débarras et w.c. ; et un jardin devant et autour des bâtiments ; ET LE DROIT de transformer les bâtiments existants ou de les démolir et d'en reconstruire d'autres, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives ; et d'acquiescer le sous-sol de ce lot, sous réserve de l'obtention des mêmes autorisations réglementaires ; et la copropriété de 230/1.000 de parties communes générales de l'immeuble, 16, rue Carnot et 17 et 19 rue André-Morisset, LIBRE LOCATION et OCCUPATION.

MISE A PRIX : 160.000 FRANCS

S'adr. pour ts. renseignements : M^e Huguette AMBROISE-JOUVION et André de SÈZAI, avocats, 9, rue Godefroid, Paris (6^e), tél. : 238-70-91 et 633-17-83 ; M^e Serge PINON, liquidateur-syndic près le Tribunal de Commerce de Paris, 16, rue de l'Abbaye-de-l'Épée, Paris (8^e) ; et à tous avocats près des Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE s/ Publiée, Judic. au Palais de Justice d'Evry, rue des Mâchères, le MARDI 24 MAI à 14 heures

LOT 1^{er} : UNE MAISON à JUVISY-S.-ORGE (91)

45, rue de Blazy, 45, rue de Blazy, Supert. totale : 348 m². MISE A PRIX : 14.000 FRANCS

LOT 2nd : UNE MAISON à JUVISY-S.-ORGE (91)

5, av. Cour-de-France, Supert. totale : 493 m². MISE A PRIX : 18.000 FRANCS

LOT 3rd : UN PAVILLON à JUVISY-S.-ORGE (91)

19, rue J.-J.-Rousseau, Supert. totale : 496 m². MISE A PRIX : 30.000 FRANCS

LOT 4th : UN TERRAIN de 488 m²

23 et 27, rue de Blazy et 29, rue Jean-J.-Rousseau, MISE A PRIX : 10.000 FRANCS

BAISSE DE MISE A PRIX POSSIBLE DE MOITIE. - CLAUSE PARTICULIERE : CONCERNANT l'état des constructions édifiées sur les immeubles obj. de la présente vente, il est expressément indiqué ainsi, au adjudicataire éventuel que le synd. M^e CARON, poursuivi, la vente, et son avoc. point, déclinant ses responsabilités quant à l'état, bon, mauvais ou vétuste des construct. qui peuvent être édifiés sur les immeubles. Les renseignements au titre des désignés, devant être exprimés vérifiés par les amateurs éventuels avant l'adjudication, et ne pouvant en aucun cas servir pr. justifier d'un recours quelconque après la vente. Pr. renseignements s'adr. : M^e AKOUN et TRUKILLO, avoc. (tél. 498-14-16 et 498-30-36) au Trib. de Grande Inst. d'Evry pr. consulter le cahier des charges

RE. M^e BOUT, not., 89200 Avallon, (89) 34-04-31 - A voir à l'habitable

LE MANOIR

DE BRAZEV-EN-MORVAN (21)

XXII^e s. XVII^e (15 m. c.-E. Saulieu), comp. : 9 pièces, 2 cuis., 2 s. de ba. cab. de toil. douche, w.c., tout conf. vue dégagée - Cour, communs, jardin. Végét. et pré en tout 5 ha.

LA MAISON YVONNE DE BREMOND D'ARS

recherche pour collectionneurs

tous beaux meubles du XVIII^e Siècle, tapisserie, orfèvrerie, tableaux

Achat de succession complète

30, FAUBOURG SAINT-HONORE

PARIS 8^e - 235.11.03

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A BOBIGNY le mardi 7 juin 1977, à 14 heures

sur Conversion de Soie Immobilière en Vente Volontaire

EN UN LOT

UN ENSEMBLE IMMOBILIER A AUBERVILLIERS

(93 SEINE-SAINT-DENIS)

8 à 19, rue Henri-Barbuse

1, 3 et 5, rue Boudin

13 à 37, rue de l'Union

2 à 10, rue des Cités et rue Emile-Raynaud, sans numéro, rue des Postes, sans numéro, rue Henri-Barbuse

COMPOSE

D'UN TERRAIN d'une CONTENANCE CADASTRALE de 14.578 m²

sur lequel est édifié

UN IMMEUBLE de 35 étages à us. de BUREAUX

MISE à PRIX : 100.000.000 de francs

S'ADRESSER POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

M^e LYONNET DU MOUTIER, avoc. 102, rue de Rivoli à Paris (1^{er}) ; M^e Robert CHAIN, avoc. 18, av. Rapp à Paris (7^e) ; M^e Jacques-Marie GARNIER, 77, bd Saint-Germain à Paris (5^e) ; ou l'Ordre des Crées du Tribunal de Grande Instance de Bobigny, Cité Administrative, avenue Paul-Vaillant-Couturier, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter

Avant les 1000

POINT DE VUE

Droit, logement social

Pour cette année, l'Amérique c'est une 1000

Avant les « États généraux de la justice quotidienne »

Sur l'initiative du Syndicat de la magistrature, deux journées sont consacrées les 14 et 15 mai aux « États généraux de la justice quotidienne ». De nombreux syndicats et associations soutiennent cette initiative, notamment la

C.G.T., la C.F.D.T., l'Union fédérale des consommateurs, la Confédération nationale des locataires, etc. Ces États généraux doivent avoir lieu 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007-Paris.

De nombreuses réunions préparatoires ont été organisées, notamment une à Lille le 10 mai, de 28 avril de manière à éclairer les débats qui porteront respectivement sur la justice quotidienne pénale, la consommation et

le logement. Sur ces thèmes, on lira le point de vue de deux magistrats qui ont très largement contribué à l'élaboration des travaux ainsi qu'un reportage sur la tutelle aux prestations sociales.

POINT DE VUE

Droit, logement social et pouvoirs

TRADITIONNELLEMENT le droit régit les rapports entre propriétaires et locataires. Si un propriétaire avait à se plaindre de locataires, mauvais payeurs, il saisissait le tribunal, condamnant le locataire, déclarait le bail résilié et ordonnait l'expulsion. Il ne restait plus au propriétaire qu'à trouver un bon locataire en remplacement et au locataire à trouver...

C'était peut-être une procédure violente que cette procédure judiciaire, mais elle avait au moins l'avantage d'être claire : seul le droit de propriété était la protection des tribunaux, le droit des personnes à avoir un logement, le droit des parents à pouvoir garder leurs enfants auprès d'eux sous le toit familial, n'existaient que tant que le locataire et les charges étaient régulièrement payés.

Mais la clarté du mécanisme et du choix qu'il entérinait était difficilement conciliable avec l'image de notre société de progrès. À partir du moment où l'État se mêlait de construire des logements dits sociaux, il fallait bien trouver quelques assouplissements à la règle pour faire croire à la réalité d'une politique sociale de logement. Il n'était pas question d'offrir des logements, dont le loyer soit trop bas : la faiblesse des subventions d'État, jointe au fait que les offices d'H.L.M. sont gérés selon la même rationalité capitaliste que n'importe quelle entreprise privée, le fait qu'il ne soit donc en conséquence pas possible pour un office public d'H.L.M. de tourner à perte font qu'aujourd'hui, si on inclut le logement social dans le budget familial, ce celui du logement privé.

Il a donc fallu que les offices publics d'H.L.M., puissantes administrations, trouvent d'autres voies pour remplir leur rôle d'organismes de logements sociaux. Il s'agissait en quelque sorte de permettre aux familles les plus défavorisées que leurs ressources n'autorisent pas à se payer un logement social d'y accéder malgré tout, sans risquer toutefois de mettre en péril la gestion des organismes de logement.

La procédure de tutelle

C'est à nouveau vers les tribunaux que les organismes de logement se sont tournés pour trouver une solution. D'autre part, ils ont continué à s'adresser au juge d'instance pour obtenir un jugement d'expulsion qui, même non exécuté, constitue un bon moyen de pression sur le locataire ; d'autre part, pour obtenir le paiement du loyer, ils ont recours à la procédure de tutelle aux allocations familiales. Si certains locataires ne paient pas leur loyer, c'est parce que leur budget est mal géré. Or, dans ce budget, entrent dans la plupart des cas, et pour une part non négligeable, les allocations familiales. Ces allocations versées dans l'intérêt des enfants doivent, selon l'éthique officielle, être utilisées dans leur intérêt. Pour y veiller dans les cas où des doutes sont possibles, le juge des enfants a la possibilité de nommer un tuteur aux allocations familiales qui sera chargé de jouer un rôle pédagogique auprès des parents de manière que ceux-ci utilisent les allocations à bon escient. N'est-il pas dans l'intérêt des enfants d'avoir un logement ?

Les organismes de logement ont rapidement pris l'habitude

par DIDIER MARSHALL et DANIEL LECRUBIER (*)

tout d'abord d'inciter les familles à obtenir une tutelle pour régler les problèmes de loyer et ne pas être expulsés, puis avec le temps d'exiger pour les familles les plus fragiles, financièrement qu'une mesure de tutelle soit prise avant même qu'un logement soit octroyé en garantie du paiement des loyers. Peu importe alors que le loyer soit complètement disproportionné par rapport aux possibilités financières du locataire, le tuteur veillera à son règlement, même si cela doit être au détriment de la satisfaction d'autres besoins (nourriture, éducation, santé).

Peu importe également que la procédure de tutelle soit complètement détournée de son esprit, l'aspect pédagogique envers la famille étant le pas à l'idée que l'organisme de logement doit toujours pouvoir recourir aux loyers quelles que soient les ressources du locataire.

On voit que dans un tel processus l'intervention judiciaire s'est faite en deux temps, le juge civil prononçant l'expulsion, le juge social ordonnant une mesure de tutelle aux allocations familiales pour éviter l'expulsion. De mauvais payeur, le locataire est devenu un cas social.

Deux facteurs sont cependant venus successivement gêner le recours à cette procédure :

— La résistance d'un certain nombre de juges des enfants qui, prenant conscience du rôle qu'on leur faisait jouer, ont parfois refusé d'ordonner des mesures de tutelle, arguant du fait que rien ne pouvait être reproché aux parents, si ce n'est de n'avoir pas réussi à gérer l'ingérable, qu'en conséquence aucune mesure éducative ne s'imposait ; les résultats du recours au judiciaire sont donc devenus plus hypothétiques ;

— La crise économique et les répercussions graves qu'elle a sur le budget, de nombreuses familles occupant des logements sociaux, ont fait que la procédure d'expulsion, que les propriétaires continuaient malgré tout d'exercer devant le juge d'instance, est devenue dangereuse politiquement. Dangereuse par ce qu'elle fait émerger au niveau des tribunaux la gravité de la crise et de ses répercussions sur les familles. Or le tribunal est un lieu où le débat est public et contradictoire, où les gens peuvent en principe s'expliquer et se défendre, et le pouvoir ne serait plus en mesure de supporter que les familles de chômeurs (un million) viennent aujourd'hui dans un lieu public raconter leur misère. Dangereuse et inutile également, car il serait d'ores et déjà impossible politiquement d'expulser purement et simplement tous ceux qui devraient l'être puisqu'ils ne peuvent plus payer leur loyer.

Ainsi les pouvoirs publics ont-ils compris qu'il n'était plus opportun de recourir à la traditionnelle voie judiciaire. Qu'un contrat mieux valait l'éviter, qu'il était actuellement plus souhaitable d'éviter les conflits et les problèmes dans l'outil que de les laisser émerger ; le pouvoir a compris qu'il lui fallait trouver d'autres voies pour préserver le droit de propriété privée, qui est une de ses assises fondamentales, et empêcher dans le même temps la foule défavorisée de devenir une foule de mécontents.

Deux moyens nouveaux ont été inventés :

— Le premier dans le temps fut la conversion du système d'aide à la pierre en système

d'aide à la personne. Ainsi l'aide de l'État ne consista plus désormais à participer au financement de la construction (système qui avait au moins l'avantage de pouvoir servir, en principe, à contrôler les choix en matière de construction), mais se manifesta sous forme d'aide aux familles aux ressources trop faibles pour pouvoir faire face à des loyers trop élevés.

Par ce biais, à défaut de faire un effort dans la gestion des logements, l'État va pouvoir gérer une large partie de la population. Celle-ci sera contrôlée, puisqu'il faudra bien s'enquêter sur la famille avant d'accorder ou refuser l'aide, et même normalisée, puisque toujours menacée de se faire retirer l'aide si elle ne paie pas la fraction de loyer laissée à sa charge. En outre, dans la mesure où cette aide sera versée directement par l'État à l'organisme propriétaire, les logements vont échapper davantage encore au contrôle de leurs bénéficiaires, les habitants. Enfin, en période de crise économique, le nombre des bénéficiaires, les conditions d'attribution et le taux de l'aide sont autant de paramètres qui permettront à l'État de réguler un système économique qui marche mal. Voilà, comment, sous couvert de politique sociale, on fait de la gestion :

— Le second moyen imaginé vient de l'être par le secrétariat d'État au logement et commence tout juste à entrer en place. Il consiste à tenter de régler le problème des loyers impayés pour éviter d'aller jusqu'à la phase judiciaire. Pour cela, on crée une commission de pré-contentieux rassemblant la direction des H.L.M., le directeur de l'action sanitaire et sociale, le directeur de la Caisse d'allocations familiales, qui se pencheront sur les cas difficiles et essaieront de trouver une solution, c'est-à-dire de résoudre les problèmes grâce à des subventions sociales et à l'introduction d'un travailleur social dans la famille. Les administrations auront réglé le problème avant même qu'il ne s'exerce ; l'organisme propriétaire gardera son locataire, le locataire aura son logement. Non, parce qu'il a un droit au logement, mais parce qu'il est devenu un assisté social.

Des contre-pouvoirs

Les travailleurs sociaux vont-ils accepter cette politique qui, au-delà de leur rôle d'auxiliaire des huissiers et des organismes propriétaires, fait d'eux les meilleurs agents de régulation sociale de l'État ?

Le droit ne va-t-il plus être qu'une image immuable, hors du réel, inaccessible pour le citoyen et que seules les administrations pourront à leur gré manipuler comme un épouvantail ?

La société libérale a engendré un vaste secteur étatique du logement sans avoir réellement engagé le débat politique. Ainsi elle contrôle et gère toute une partie de la population. Un pouvoir socialiste amplifierait-il ce phénomène de gestion et de non-droit, ou, en posant clairement le principe d'un logement socialisé et d'un droit au logement, serait-il conduit à imaginer les contre-pouvoirs individuels ou politiques qui restitueraient effectivement aux gens leurs lieux de vie quotidienne ?

(*) M. Marshall, juge d'instance, et M. Locrubier, juge des enfants, appartiennent tous deux au Syndicat de la magistrature.

REGARDS

OU LE JUGE DEVIENT CHEF DE FAMILLE

La pauvreté sous tutelle

« Non, nous n'avons plus de dettes. M. Bertrand a tout arrangé. Mais nous devons payer tous les six mois l'échéance pour la maison. Ils ne veulent pas que nous les payions tous les mois. Alors nous avons peur de ne pas avoir mis assez d'argent de côté le jour de l'échéance et d'avoir encore des dettes. C'est pour cela que nous nous sommes dit que si M. le juge pouvait nous redonner la tutelle, ce serait des difficultés ».

« Oui mon mari et moi nous voudrions la renouvellement de la tutelle. Pour nous laisser le temps de nous remettre en route. Le salaire de mon mari est de 1700 F. Le montant des allocations ? Je ne sais pas. C'est M. Bertrand qui s'en occupe. Le loyer fait 350 F. On a une grosse dette pour laquelle on donne 600 F par mois. Et puis le dette, c'est l'E.D.F., c'est M. Bertrand qui s'en occupe. Je voudrais travailler. Bien sûr il faudra donner 1000 F par mois à la nourrice pour garder mes deux enfants. Il restera 600 F. C'est toujours ça. Mais pour ne pas avoir de problèmes, il faudrait continuer la tutelle avec M. Bertrand ».

Ces conversations ont pour cadre le palais de justice d'une petite ville provinciale. Les premiers interlocuteurs ont dépassé le quarantaine, et la suivante

n'a pas vingt ans. Mais la désolée est la même. « Monsieur le juge », c'est le juge des enfants. « Monsieur Bertrand », c'est le tuteur. La « tutelle », c'est la tutelle aux prestations sociales.

Une mesure dont l'application s'éloigne souvent de l'esprit du texte qui la définit, l'article 551 du code de la Sécurité sociale : « Dans le cas où les enfants donnent droit aux prestations familiales sont élevés dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses, ou lorsque le montant des prestations n'est pas employé dans l'intérêt des enfants, le juge des enfants peut ordonner que les prestations soient, en tout ou en partie, versées non au chef de famille, mais à une personne physique ou morale qualifiée, dite tuteur aux prestations sociales. » La tutelle doit alors affecter les prestations aux besoins des enfants et « exercer auprès des parents une action éducative en vue de la réadaptation complète de la famille ».

Or cette protection des enfants contre les parents n'est plus le motif le plus fréquent des décisions de tutelle, dont le caractère de sanction disparaît. Aujourd'hui, ce sont les parents qui viennent ensemble demander au juge de bénéficier du « droit » à la tutelle.

La solution-miracle

Car le tuteur apparaît aux yeux de nombreuses familles démunies comme la solution miracle à bien des problèmes. Grâce à elle on évite qu'une signature imprudente sur un bon de commande d'une collection de livres, d'une chaîne haute fidélité ou de tout autre objet n'entraîne, par suite d'un retard de paiements, une saisie. On évite surtout l'expulsion du logement en cas de dettes de loyer.

En effet, pour les créanciers, cette formule est un mode de recouvrement à la fois économique, pratique et indépendant de la stabilité de l'emploi du débiteur, comme de son salaire (les allocations familiales représentant souvent une part considérable, voire l'essentiel des ressources). Aussi suspendront-ils volontiers leurs poursuites, et une tutelle est prononcée par le juge, assurée que le tuteur prélèvera régulièrement une partie des allocations familiales pour les rembourser.

Ils le font naturellement souvent savoir aux familles qui, trop heureuses d'apercevoir une trêve à leurs ennuis, se précipitent chez le juge. Celui-ci peut difficilement refuser ce moyen d'éviter une saisie mobilière, une expulsion, ou le placement des enfants à l'aide sociale, même s'il considère la tutelle comme une saisie détournée des allocations familiales au bénéfice des créanciers. Le système marche si bien que, même lorsqu'un créancier n'a pas la bonté d'âme de signaler son existence à une famille déitrice, elle a de fortes chances de se le voir recommander par une autre famille. La publicité de bouche à oreille sur les vertus de la tutelle va ainsi bon train dans les H.L.M.

Cette-ci est tellement entrée

dans les mœurs que certains offices d'H.L.M. exigent avant d'accorder un logement à une « famille à problèmes », qu'une tutelle soit prononcée, comme c'est d'ailleurs le cas d'une formalité banale, du même ordre que la présentation d'une fiche d'état civil, pour s'assurer du bon paiement du loyer.

Le « délégué à la tutelle », homme ou femme « travailleur social », le plus souvent attaché à l'UDAF (Union départementale des allocations familiales), arrive ainsi dans la famille avec l'outil de celui qui arrange tout. À raison d'une moyenne de deux visites par mois dans chacune des quelque quarante familles dont il a la charge, il s'efforce à la fois d'éloigner les menaces de saisie et d'expulsion en négociant le règlement des dettes, de défendre dans de nombreux domaines les intérêts de la famille et d'organiser son budget. Travail délicat et de longue haleine qui nécessite des connaissances pratiques variées et surtout beaucoup de psychologie.

Le risque est alors grand de voir le tuteur prendre la place du chef de famille et les parents s'installer dans une situation d'assésés. Les relations varient, notamment suivant la personnalité de chacun des quelque huit cents « délégués à la tutelle ».

Ceux que nous avons rencontrés à l'UNAF de Paris affirment la nécessité de favoriser leur action éducative pour permettre à la famille de se passer d'eux le plus rapidement possible.

Mais d'autres tuteurs s'installent dans « leurs » familles pour de longues années. Certains transforment encore les prestations sociales en « bons », donnant droit, pour chaque fa-

milie, à une quantité précise de pain, beurre, viande, huile, etc., à retirer chez des commerçants déditiés. On comprend que l'apprentissage de la conduite du budget familial ne fasse guère de progrès dans ces conditions et que les rapports des tuteurs concluent souvent à la nécessité de renouveler la mesure. « Cette famille a progressé, mais ne semble pas encore capable de retrouver son autonomie », Mme F... dépense sans compter et s'endette périodiquement. Il faudrait qu'elle comprime la nécessité de ne pas tant acheter à crédit. Etant donné les nouvelles dettes et le manque de stabilité de la famille, nous sollicitons le renouvellement de la mesure de tutelle aux prestations familiales pour continuer à améliorer l'habitat et poursuivre une action éducative auprès des enfants ».

Pas de « consommation » pour tous

Comment distinguer dans de telles demandes de renouvellement le désir du tuteur de continuer à protéger une famille, à laquelle il est attaché, de la persistance réelle des difficultés de cette famille qui la rendent incapable de manipuler correctement l'argent dans une société où celui-ci a un rôle aussi primordial ? Car des dettes importantes sont souvent révélatrices d'autres problèmes que celui d'une simple incapacité technique à gérer son budget : faiblesse des ressources bien sûr, mais aussi éducation médiocre, difficultés professionnelles, alcoolisme, mécontentement, etc. Il arrive d'ailleurs que l'intervention d'un tuteur ait faussé la conscience et précipité un divorce.

Le tuteur juge aussi d'imposer son échelle de valeurs dans la répartition du budget familial, même lorsque celui-ci est largement débordé avec les intérêts. Comment dans cette gestion de la pénurie déterminer ce qui est utile ou pas ? Est-il plus « raisonnable » de se priver d'une fête que de se « serrer la ceinture » encore un peu plus après la fête ? Doit-on éviter d'un budget modeste l'erreur de ce que l'on considère comme une mauvaise dépense ou préférer l'expérience que cette erreur donnera ? Et surtout, comment inciter une famille à se défendre elle-même, en renonçant à sa passivité et à la facilité que représente la tutelle, quand certaines ne touchent pas des allocations auxquelles elles ont droit, tout simplement parce qu'elles sont « incapables » de remplir et de renvoyer les formulaires ?

Tuteurs, juges et familles se débattent comme ils le peuvent dans ces contradictions, reflètes dans celles d'une société qui n'est pas de « consommation » pour tous. Chaque jour, la châtaine transforme quelques familles, « sur le fil du rasoir », en débiteurs qui vont, par la tutelle, devenir, comme les familles à « inadéquation chronique », des assistés.

MICHEL SIDHOM.

Pour cette année, l'Amérique c'est une idée.



ALLEZ ET REVEZ POUR 1.850 F.

Aller aux États-Unis, c'est une idée qui ne coûte pas cher avec les vols V.A.R.A. (vols avec réservation à l'avance). Vous décidez de la date de votre départ 45 jours avant. Les départs en juillet-août ont lieu toutes les semaines pour des séjours de 2, 3 ou 4 semaines. Pour New York par exemple, vous payez 1.850 F aller-retour. Ce prix comprend la taxe d'aéroport et l'assurance annulation.

Alors, si pour vous l'Amérique c'est une idée, décidez-vous sans tarder. Votre agent de voyages vous donnera tous les renseignements complémentaires. Allez le voir.

Découvrez l'Amérique : elle n'est pas celle que vous croyez.

OFFICE DU TOURISME DES ÉTATS-UNIS.



RELIGION

La formation religieuse des adultes exige une diversification plus poussée

Le succès remporté auprès des catholiques par les différents centres de formation à l'intelligence de la foi conduisent ses promoteurs à s'interroger sur

l'opportunité de modifier certaines méthodes, de s'adapter aux besoins qui se font jour et de s'adresser à un public plus large.

La catéchèse pour adultes désignant approfondir leur foi ou se préparer à assurer divers services d'Eglise est une idée relativement récente, l'enseignement de la théologie ou de l'exégèse étant pratiquement réservé autrefois aux futurs clercs, et le catéchisme proprement dit aux enfants. Il n'y a plus aujourd'hui de chape de garde. Les femmes par exemple sont les plus portées à enrichir leur bagage religieux. La vulgarisation des méthodes de formation continue dans le domaine professionnel a incité les croyants à mettre leur foi à jour quel que soit leur âge.

Il n'est pas jusqu'aux incroyants ou aux mal-croyants qui se posent des questions, n'ont envie d'approfondir le phénomène religieux. C'est ainsi que l'Eglise pourrait envisager de créer des cours ou des sessions à l'intention de cette tranche de la population jusqu'ici négligée et de plus en plus importante. En outre, on se demande si l'enseignement dispensé actuellement ne devrait pas être moins universitaire et faire davantage appel à l'art, à la symbolique et au corps.

Des étudiants

aux personnes âgées

Un secteur est insuffisamment exploité : celui des étudiants. Sous le nom d'Université Paris-CIEP (33, rue Linné, 75009 Paris, Tél. : 587-37-50) va s'instaurer « une information sur la foi et sur les moyens d'expression ». Trois points seront explorés : la Bible, la théologie, l'histoire (une soirée par semaine et un samedi par mois).

Enfin, à l'intention des personnes âgées, un groupe dit « Troisième Âge » va s'occuper des animateurs travaillant dans

ce secteur et des jeunes retraités. (Responsables : le Père Gandilère, 8, rue de la Ville-Évêque, 75008 Paris, et le Père Régine de Charlat, 19, rue de Valenciennes, 75007 Paris ; tél. : 236-21-20 et 232-70-70).

Un voyage au long cours

Tous ces centres présentent, à des degrés divers, un triple intérêt. D'abord, ils rendent service à leurs usagers, au départ sous-alimentés religieusement parlant et qui entendent combler le fossé entre leur culture profane et leurs connaissances doctrinales. A l'heure où le moindre militant politique accepte de suivre des cours de formation et de recyclage, il est capital pour l'avenir du christianisme que les baptisés puissent, eux aussi, rendre compte de leur foi.

D'autre part, dans la mesure où ces organismes ne succombent pas à la tentation du didactisme et du formalisme, ils font office de véritables « laboratoires » de la foi, où se prépare, à partir des préoccupations et de la mentalité de la base, une « décolonisation » de la théologie et de la doctrine élaborées voici des siècles par des spécialistes plus ou moins coupés de la vie laïque et en fonction de philosophies qui n'ont plus cours.

Enfin, grâce aux contacts suivis des enseignants avec les étudiants, les premiers découvrent un nouveau langage de la foi et la manière d'exprimer les vérités religieuses ainsi renouvelées dans la culture contemporaine marquée par les sciences humaines, la science tout court et par la technique. C'est un voyage au long cours dont on ne saurait faire l'économie si l'on entend assurer la pérennité du christianisme.

Pour tous renseignements sur l'ensemble de ces centres, on peut s'adresser à la mère Gervaise, 8, rue de la Ville-Évêque, 75008 Paris. H. F.

LA RENCONTRE EUROPÉENNE DES CATÉCHUMÉNATS A LYON

L'Eglise a besoin de l'aiguillon des incroyants pour se convertir

De notre envoyé spécial

Lyon. — « Qui évangélise l'autre ? ». C'est à se le demander lorsque des incroyants viennent dans les centres de catéchuménats de l'Eglise catholique pour exprimer leur curiosité, leur projet et leur embarras à l'égard de la communauté chrétienne. Telle est peut-être l'idée sous-jacente de la rencontre européenne des catéchuménats, qui a lieu, à Lyon, du 7 au 9 mai, avec la participation d'une quarantaine de personnes venues d'une dizaine de pays. Le Canada était représenté, ainsi que l'Espagne, dont l'apport s'est montré particulièrement enrichissant. Des anglicans aussi étaient là, pleins d'humour et de réalisme ; ils se sont révélés de plain-pied avec les préoccupations des catholiques en dépit d'accents différemment placés.

Le problème est apparemment simple, mais il soulève en pratique des montagnes de difficultés. M. X. (on l'appelle Y.), longtemps indifférent aux questions religieuses, a envie de s'informer et envisage de franchir le Rubicon, c'est-à-dire de recevoir le baptême. Il frappe à la porte de l'Eglise, quand il en trouve une à sa mesure. Convient-il de l'admettre ? On pourrait le penser. En fait, ce serait sûrement le déconcerter et le dérouter, tant il est vrai que le chrétien de vieille souche n'est guère apte à écouter et à comprendre les problèmes de ceux qui n'ont pas été élevés dans le sillon. Ce hiatus, que s'efforce de combler le Service national du catéchuménat — instance officielle de l'Eglise, née en France en 1935, c'est-à-dire le premier en Europe — s'efforce de le combler. Au début, il s'agissait seulement d'assurer l'instruction religieuse

de personnes voulant se faire baptiser. Peu à peu, cette mission s'est élargie. Partant du fait que 10 à 20 % seulement des convertis persévéraient, on se rendit compte de l'insuffisance d'un simple service d'accueil. Depuis 1969 — cette date n'est pas un hasard — on entreprend de constituer des communautés sur mesure pour les théophiles. Le visage de l'institution s'en trouve radicalement modifié. Plus de quatre cents communautés catéchuménales regroupent en total trois mille cinq cents adhérents environ se sont formés : 42 % d'hommes, 49 % de femmes et 9 % de jeunes de plus de quinze ans. L'origine sociale de ces communautés a de quoi étonner : 56 % des membres viennent du monde ouvrier, 34 % des milieux indépendants et 10 % du monde rural. En 1976, on comptait quelque neuf cents catéchuménats proprement dits, dont soixante-dix Africains, soixante Vietnamiens et quelques Juifs (1).

Par vocation, le service du catéchuménat se trouve en contact permanent avec les incroyants, ou tout au moins avec cette marge des incroyants qui ont envie de jeter une passerelle avec les chrétiens. Le catéchuménat n'est plus, comme au début, la porte d'entrée à l'intérieur de la « forteresse » Eglise, mais le laboratoire où l'on s'efforce d'opérer des « germinations » plus ou moins réussies. Dans une Eglise dont les effectifs vont en s'amenuisant, il est un de ces lieux privilégiés où l'on constate aujourd'hui que la foi agit encore comme un aimant sur nos contemporains mal à l'aise dans un monde moderne qui oblitère les questions fondamentales de l'homme. Pour que le regard se face, le catéchuménat représente un avenir pour l'Eglise.

Ses leaders sont des gens fervents et heureux : la « bonne humeur » et l'optimisme qui régnaient à Lyon en sont une preuve. Ils ont pourtant une situation extrêmement délicate. Les chrétiens de tradition ne les comprennent pas toujours, et parfois même la hiérarchie leur

reproche de ne pas se montrer suffisamment solidaires de l'Eglise institutionnelle. Comment le pourraient-ils, eux qui sont aux avant-postes et qui souffrent plus que quiconque des pesanteurs de l'Eglise ? A qui la faute, par exemple, si le type d'évêque qu'ils préfèrent est Mgr Jobé, évêque d'Orléans, plutôt que l'alle « droite » de l'épiscopat français ? Cette renaissance de l'Eglise à laquelle travaillent nos gens succède le catéchuménat fournit ample matière à réflexion. Pour employer une expression périmée, une Eglise qui ne serait plus capable de « passer aux herbes » courrait à sa perte. Les incroyants peuvent seuls apporter au christianisme le sang nouveau dont il a besoin. Les hommes d'Eglise préoccupés par la problématique culturelle des incroyants sont les plus indispensables des apôtres. Ils contribuent au renouvellement de la présentation de la foi à l'approfondissement de son contenu et à la redécouverte de la nécessité de proportionner les exigences de la religion aux possibilités des convertis (catholiques, protestants, orthodoxes, morales existentielles, etc.). Il n'est pas besoin pour devenir chrétien de tout mener de front.

En bref, le catéchuménat met en œuvre les intuitions de Vatican II et considère le monde dit profane comme la meilleure chance de la foi. Si l'Eglise a reçu pour mission de transformer le monde, le monde lui aussi, à sa manière, est un agent de transformation pour l'Eglise. Songe-t-on assez au profit que l'Eglise au cours des siècles a tiré des ébranlements révolutionnaires ?

Le « discernement » n'est pas à sens unique. Les chrétiens savent par expérience que ce sont souvent les incroyants qui posent aux hommes de foi les questions les plus pertinentes et qui ont gardé la nostalgie la plus authentique des valeurs de l'Evangile.

« Qui évangélise l'autre ? » Cette question ne semble paradoxale qu'à ceux qui n'ont pas vécu l'aventure de la foi, ni couronné des non-chrétiens. Avant longtemps, le travail souterrain du catéchuménat passera la rampe. Les bavures dont on a pu, à tort ou à raison, lui faire grief, n'empêcheront pas ce service de l'Eglise conciliaire de poser publiquement le problème crucial de la transmission et de la purification du message chrétien, et de prouver une fois encore que l'orthodoxie n'est rien sans l'orthopraxie.

Pour être elle-même, autrement dit pour se convertir, l'Eglise a besoin de l'aiguillon des incroyants.

HENRI FESQUET.

* Service national du catéchuménat français, 4, avenue Varin, Paris (9).

habitez au bord de la Seine...



vivez face à Paris...



à BELLERIVE, à gauche du pont de Neuilly



invitez vos amis...



et offrez leur la vue

Cherchez cette situation exceptionnelle qui vous permettra de recevoir vos amis dans un grand appartement, bien plus grand que ceux que vous proposez le 16^e arrondissement ou Neuilly pour le même prix.

A Bellerive, vos amis viendront facilement. Il leur suffit de passer le Pont de Neuilly et de louer leur voiture, sans problèmes. Bellerive : une résidence dans la grande tradition Manera et Tiffen.

Appartements modèles tous les jours (sauf mercredi) de 10 h 30 à 19 h ; dimanche de 14 h à 19 h.

BELLERIVE

34, quai National - Puteaux/Bogatelle 7764115
MANERA SA TEL : 72.72.77
JOHN ARTHUR TIPPEN TEL : 765.04.66

(Publicité)
Fabrique nord italienne matières plastiques vend installations complètes machines allemandes sous-ride de premier choix et italiennes pour estampes à chaud avec moules et équipements pour la fabrication articles cadeaux avec placement sur les marchés allemand, français, hollandais et belge. Occasion très intéressante et rare.
Ecrire à : CASSETTA 5/C S.P.L. - 10100 TORINO (ITALIE).

VOITURES D'EXPORTATION T.T.
SEDAX 3, rue Scheffer, 75016 Paris
727.64.64 + 553.28.51 +
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
Toutes marques étrangères
Finition-exportation
Faible kilométrage
Garantie usine
Toutes possibilités de crédit-leasing
EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

PROTÉGEZ-VOUS ÉLECTRONIQUEMENT CONTRE LE VOL
toutes les 3 minutes un cambriolage est commis en France
Nous offrons :
• Une gamme complète adaptée à chaque cas.
• Des spécialistes rompus aux dernières techniques de la protection électronique.
• Un service après-vente efficace.
PARIS-SUD SÉCURITÉ
4, rue Oscar-Roty - 75015 Paris - Tél. : 533.69.09

Je désire, sans engagement de ma part, recevoir une information sur les différents systèmes de protection électronique.
BON A DÉCOUPER à envoyer à l'adresse ci-dessus.
Nom _____
Adresse _____

Le Monde

La révolution

Un plaidoyer pour l'âge

Miró

Ceci est la couleur de mes rêves

Entretien avec Georges Rufford

Le Monde DES LIVRES

La révolution impossible

● **Bernard - Henry Lévy, jeune philosophe, dénonce « la Barbarie à visage humain », et tire sur toutes les gauches à boulets noirs. Philippe Sollers applaudit.**

Il n'y a en définitive que deux sortes de penseurs : l'optimiste et le pessimiste. Comme le rappelle récemment Vladimir Boukharine, le pessimisme est celui qui trouve que rien ne peut aller plus mal. À quel optimiste répond : « Mais si, mais si. » Au-delà des théories, on retrouve ce partage, aujourd'hui, comme hier. Peu de textes, par exemple, sont ici et maintenant autant d'actualité que celui de Bernard-Henry Lévy. En 1988, Baudelaire y demandait l'inscription, dans les droits de l'homme du dix-neuvième siècle, du droit de se contredire et de celui de s'en aller. C'était le temps de l'avenir de la science, du positivisme triomphant et du Progrès, pendant que Nerval se pendait dans l'ombre. Où en sommes-nous vers la fin du vingtième siècle ? Voici un livre qui va faire scandale.

En fait, une bonne dose d'insolence et de courage pour s'en prendre à ces temps-ci aux « compétents du progrès » et tenter de « penser jusqu'au bout le pessimisme en histoire ». Ne nous laissons pas égarer par les slogans électoraux : si un homme de gauche dit ses quatre vérités à la gauche et dénonce sa « passion du leurre et de l'ignorance », c'est qu'il est, en train de glisser à droite.

Et que peut-on dire de ces anciens « socialistes » qui découvrent le « mal radical » et qui, au lieu de rejoindre la bonne pensée de toujours, poussent l'esprit de révolte jusqu'à invoquer Artaud et Bataille et à mettre en cause non seulement le marxisme mais, à travers lui, les Lumières, la Raison, l'Évangile des deux derniers siècles ? N'est-ce pas insupportable ? N'y a-t-il pas là les symptômes du retour des ténébreuses spiritualistes, chrétiennes, mystiques, bref, tout ce que nous, esprits éclairés, avons appris à combattre, à réfuter, à mépriser ? Pourtant, c'est ainsi.

Glucksmann, Lardreau, Jambon, maintenant Bernard-Henry Lévy : le courant existe, il s'exprime. Il vient de trouver dans la Barbarie à visage humain son manifeste clair, percutant, ramassé. Philosophes, actionnaires du concept, hommes politiques, militants, universitaires, vont devoir compter avec cette interpellation passionnée. Que dit Bernard-Henry Lévy ? Que « le fascisme et le stalinisme auront sans doute pour l'âge moderne la même importance historique qu'à l'âge classique l'ébranlement de 1789 ». Et toute la question est là, insistante, allongée, ouïe ou non, nous résoudre à prendre l'horreur de front et à en tirer les conséquences ? L'optimiste répond : voyons, ce sont des écarts, des extrapolations, des déviations, des perversions momentanées. L'avenir est quand même à nous, pas de défaitisme. C'est ce que Lévy appelle la « sainte famille du marxisme bonhomme et du gauchisme gaillard ». À quel le pessimiste, l'homme de la vérité, répond : c'est votre raison, votre raison à tout prix, qui, de nos jours, est irrationnelle ; c'est votre lumière égale en un contraire et vos volontarismes aveugles qui sont mensongers. Autre chose est à penser de l'histoire des sociétés et de la notion même de la société. Autre chose en termes de lucidité par rapport au pouvoir. Autre chose enfin sur le drame de l'espèce elle-même.

Un plaidoyer pour l'âge de pierre

● **Un anthropologue américain, Marshall Sahlins, réhabilite la civilisation du « chasseur ».**

DANS son *Economie de l'âge de pierre* (titre anglais de l'ouvrage original, plus expressif que ne l'est le titre de la traduction française), l'anthropologue américain Marshall Sahlins

à tort, dit-il. On a trop longtemps, selon lui, fait l'éloge exclusif du néolithique, autrement dit de l'avènement de l'agriculture, au détriment de l'ancien régime : celui des chasseurs-mois de pierres taillées.

Paradoxalement, les peuples « primitifs », antérieurs à l'agriculture, pour autant qu'on les



lins se livre d'abord à une attaque en règle contre le néolithique et à une remise en valeur, posthume, du paléolithique. Période décriée

connaisse en Europe, par la pré-histoire paléolithique, et en Australie ou Amérique, par les récits des voyageurs et des anthropologues, font penser à cet étrange système qui connaît la vogue parmi les sectes françaises d'avant guerre : l'obédience.

Les chasseurs et pasteurs de jadis, tels qu'on a pu les étudier encore présents en Amérique, en Afrique ou en Australie, ont des outils dont la matière première est facile à trouver : pierre, peau, bois, os. Ils travaillent seulement quatre ou cinq heures par jour. Ils consacrent le reste de la journée à des occupations intellectuelles, telles que religion, fêtes, visites, siestes. D'innombrables déplacements migratoires et de transhumance leur interdisent de s'encombrer de ces possessions inutiles (aliments stockés, meubles, etc.) qui envahissent notre existence de sédentaires. Ces



(Dessin de PLANTO.)

Nouveautés

EDGAR MORIN entame une réflexion encyclopédique sur la nature de la connaissance et la connaissance de la nature en publiant le premier tome d'un travail monumental : *Le Méthode* (Seuil).

LE DERNIER BODARD : ni autobiographie ni récit de guerre, la Vallée des roses est le roman d'une ambition : celle d'une jeune fille qui se prénomme Y et rêve de devenir la femme de l'empereur régnant (Grasset).

DANS LA SERIE DES REEDITIONS DE KNUT HAMSUN, un beau roman désespéré : *Victoire* (Calmann-Lévy).

SADE fait l'objet d'un numéro spécial de la revue *Obliques* (textes de Jean-Pierre Faye, Alain Robbe-Grillet, Philippe Sollers, Roland Barthes, Pierre de Mandiargues, et des inédits de Sade).

EMMANUEL LE ROY LADURIE. (Lire la suite page 22.)

PHILIPPE SOLLERS. (Lire la suite page 24.)

Jack London au bord du ring

● **Sur la boxe, le coup d'œil d'un professionnel et le point de vue d'un moraliste.**

POURSUIVANT la réédition des œuvres de Jack London (1), Francis Lacassin a en l'excellente idée de rassembler en un seul volume les différents textes, nouvelles et articles, consacrés par son auteur à la boxe. Mais pourquoi, dans les traductions, tant de coquilles (il est vrai qu'on ne saurait assez se protéger sur un ring...) et, dans la préface, si peu de discrétion ? « Au-delà de l'actualité, au-delà de la littérature, Jack London n'a réussi à intégrer la boxe à la lutte des classes ! » Il se peut qu'il y ait là un certain sourire et comme un rappel péroratoire de la célèbre formule de Malraux sur *Sémaphore*. Reste que l'on chercherait en vain Marx et Lénine dans les arènes, réelles ou fictives, où nous entraîne London. Celui, en revanche, que l'on y retrouve à tous coups, c'est Darwin. Non que London ignore de quelles misères sociales se nourrit la boxe et crève les boxeurs. Mais à bien compris qu'il y avait, dans

ce qui n'est plus aujourd'hui qu'une annexe tristement bouffonne du show-business, beaucoup plus à comprendre. Et qui dérangera les belles âmes, sans doute, et les militants proprement dits ? Pourquoi les hommes se battent-ils ? Pourquoi les hommes vont-ils assister à des combats ? Dans la série d'articles qu'il consacre aux préparatifs de la grande rencontre de 1910 entre Johnson et Jeffries, London n'hésite pas à poser ces questions, et à y répondre. Et il fait mieux encore, ou pis : il se demande d'où vient entre deux boxeurs également proportionnés, également entraînés, la supériorité que l'un, s'il se rencontre, ne manquera pas de manifester sur l'autre. La réponse, ici encore, tout dépend de la « vigueur propre à l'individu », c'est-à-dire de cette qualité proprement musculaire qui fait que nous sommes capables de produire plus ou moins d'énergie. Une affaire, en somme, de plus ou moins grande « brutalité ».

Des boxeurs, donc des brutes. Mais cette brutalité peut très bien aller de pair avec le goût de la littérature et la courtoisie envers les femmes. Dans la *Brute des cavernes*, petit récit totalement délaissé, parce que très évidemment de compensation ou de revanche, Jack London se rêve sous les espèces d'un jeune Harlowe. Pat Glendon, lecteur passionné des *Sonnets* de Shes-

peare et amoureux respectueux d'une jeune fille du meilleur monde : après avoir rosé au passage le champion du monde, il s'empêchera, tel chez Auguste, son mythe prédestiné, de nettoyer les écuries déjà fort puantes de la boxe.

Plus après, et beaucoup plus passionnantes, les trois autres nouvelles encore que le *Jeu du ring* ne soit pas loin de céder, mélo en plus, à la même angélisation. A chaque fois, pièce maîtresse, un combat, et à chaque fois, pour le mettre en scène, autant d'efficacité qu'un Arvidson dans *Rocky*. Maniée avec la compétence d'un professionnel de la boxe et la virtuosité d'un expert en suspense, la caméra de London nous place au plus près des boxeurs scrutant leurs muscles, jouant leurs coups. L'enfer, dans les poignets, nous jette avec eux le jeu mortel de la volonté de vivre. Et tantôt nous gagnons, comme ce petit Mexicain blafard, excité par la foule. Et tantôt nous perdons, comme ce vieux ringard aux



(Dessin d'URBIO)

articulations déformées à qui il n'a manqué, pour assener le punch décisif, qu'une simple tranchée de bifteck, celle-là même pour laquelle il était venu combattre.

JACQUES BERSANI.
* HISTOIRES DE LA BOXE, de Jack London, recueillies et présentées par Francis Lacassin, coll. 19-18 - 116 p. 256 p., 16,50 F.

Miró

Ceci est la couleur de mes rêves

Entretiens avec Georges Raillard

Enfin Miró parle, dans le secret de son atelier, et raconte 85 ans d'avant-garde, de combats, de succès...

Coll. Traversée du Siècle dirigée par J. Lacouture. 224 pages 42 F.

SEUIL

PROTÉGEZ-VOUS ELECTRONIQUEMENT CONTRE LE VOL

PARIS-ODD SECURITE

UNE REFERENCE POUR LE PRESENT une époque - son histoire

collection C.F.D.T.



Prix :
55 F.

format 175x240 - 224 pages - 200 illustrations

Pour recevoir ce volume, retournez ce bon à Montholon Services - 26, rue de Montholon - 75439 Paris Cédex 09, avec un titre de paiement de 55 F.

NOM :

Adresse :



"Livre brûlant, livre douloureux. Arrêtons-nous sur cet ouvrage tellement différent de ce que la lecture offre habituellement."

FRANCE-SOIR

Une parfaite rigueur de l'écriture."

LE FIGARO

"Roman du cœur et souvent roman des larmes, roman de la mesure, de l'inexprimé, mais aussi de la révolte qui jaillit, qui dévore, qui submerge et qui étouffe."

ELLE

C'est bouleversant."

LE POINT

ALBIN MICHEL

La clef de votre bibliothèque :

35 000 événements !

de 5 000 avant J.C. à fin 1976

49 F.

Sachez tout ce qui s'est passé à 1 date précise grâce à une lecture synoptique sur 4 colonnes : Histoire - Littérature - Arts - Sciences.

Découvrez en 1 minute ce que vous cherchez grâce à l'index de fin d'ouvrage.

éditions de **La Courtille**

Distributeur exclusif en librairie ODEON - DIFFUSION

L'école des mémés

Le troisième âge fait son entrée en force dans la vie éditoriale. Après *Mémé Sarrère*, le *Mémé Denis* et autres anciennes *Démousses du téléphone* (J.-P. Delarge), voici que paraît *Marthe, les mains pleines de terre* (Belfond), inspiré à Jean-Claude Loiseau par l'émission de télévision qu'il lui avait consacrée. Marthe, paysanne du Maine, a soixante-dix-huit ans. Elle est largement devenue par *Augustine Rouvière, Cécile*, dont Raymond-Anna Rey retraça l'histoire, chez J.-P. Delarge et qui, elle, a quatre-vingt-quatre ans. A quand les centenaire ?

Une chose étonne, dans cette légitime prise de parole d'un peuple silencieux. Si l'on excepte Gaston Lucas, serrurier, dont Adolphe Blazquez avait recueilli les confidences pour la collection « Terre humaine », les femmes sont les principales bénéficiaires ou instrumentes de cette émancipation... littérale.

Vivent-elles plus longtemps ? Ont-elles plus de mémoire ? Ou parlent-elles plus aisément ?

En tout cas, voilà une activité, à la fois agréable et rentable, qui peut faire école pour rompre l'ennui et le désœuvrement de la retraite.

Les retrouvailles de Nogent

Depuis 1974, la Foire du livre de format poche de Nogent-sur-Meuse n'avait plus eu lieu. La revêtit. Ce sera le 15 mai, de 11 heures à 19 heures. Fini le temps des barbaques ou du chapiteau de cirque. La Foire, cette année, a trouvé des bénévoles dignes d'elle : le fameux pavillon Ballard, unique rescapé des Halles de Paris et dont Nogent entend faire son monument historique. Ce sera désolé, mais heureux. Pour cette première, M. Roland Nungesser, maire R.P.R., a invité M. Alain Peyrefitte. L'académicien évidemment, et non point le garde des sceaux, ministre de la Justice R.R.P. D'ailleurs, M. Alain Peyrefitte n'est-il pas lui-même en « poche » avec *Quand la Chine s'éveillera*, en attendant de réclamer avec le *Mai français*.

vient de paraître

Nouvelles

ANDRÉ DHOTEL : *Un soir*. — Onze nouvelles du savoureux conteur ardennais d'histoire, à mi-chemin du réalisme et du féérique, prix Fémina 1975 pour *Le pays où l'on n'arrive jamais*. (Gallimard, 240 p., 59 F.)

Littérature étrangère

DACIA MARAINI : *Femme en guerre*. — Le journal de la libération d'une femme italienne (du Sud) par l'auteur, née à Florence en 1906, de *Teresa la solista*. Traduit de l'italien par Michèle Jussieu. (Éditions des Femmes, 412 p., 47 F.)

Critique

ROGER IKOR : *Molère doublé*. — L'auteur des *Essais molériens* se penche sur la figure qui separe en deux l'œuvre de Molère : celui cour, l'aristocrate, celui jardin, l'artisan. En vrai et ne pas l'être entièrement. (P.U.F., « L'Érudition », 340 p., 52 F.)

Poésie

HENRI GOUGAUD : *Souvenirs inviolables*. — Poèmes et chansons de l'auteur de *Département et territoires d'outre-mer*, recueil de nouvelles primées par le jury du Goncourt de la nouvelle, également spécialiste de science-fiction et de langue d'oïl, interprète de ses chansons. (Éditions Japane, 13, avenue Théodore de Banville, Mont-Louis, 150 p., 35 F.)

Histoire

VICTOR SERGE et LEON TROTSKY : *La dette contre la dette*. — Texte 1935-1939 présenté par Michel Dreyfus. A travers leurs lettres, leurs articles, l'histoire d'un désaccord croissant, achevé en rupture, entre ces deux partisans inébranlables de la révolution socialiste, tous deux européens, chemins opposés au socialisme. (Maspero, « Bibliothèque sociale », 270 p., 49 F.) A rapprocher, dans la petite collection Maspero, la *réédition*, dans une traduction revue et corrigée de Francis-François Trépoux, de *L'assassinat de Kérenski*, de Léon Trotsky, écrit en 1918 au cours des négociations de Brest-Litovsk. (160 p., 12 F.)

FRANÇOIS BROCHE : *L'Assassinat du chancelier Dollfus*. — Un récit du crime du 25 juillet 1934 et de ses mobiles quatre ans avant l'Anschlus. (Bibliothèque de la « Crises politiques », 221 p., 39 F.)

GORDON THOMAS et MAX MORGAN-WILLIS : *Le Jour du Général*. — Les deux auteurs du *Voyage des daimons* ont recueilli, au cours de deux années d'enquête, l'histoire de Gueimela, le 26 avril 1937, ce premier bombardement massif d'une ville accompagnée de la destruction de la population civile qui devait annoncer « la guerre totale ». Trad. de l'anglais par Marianne Véron. (Pierre Belfond, 305 p., 49 F.)

PAUL BERNETTEL : *Les Rois de la Soirée*. — L'Afrique du Sud en

question. Le 16 juin 1976, la police sud-africaine traita sur une manifestation pacifique d'écoliers à Soweto, banlieue noire de Johannesburg, marquée des distinctions d'enfants. Paul Bernettel, journaliste camerounais, reconstruit ce forfait et en analyse les données avec l'aide de Dominique Le Goff, journaliste français qui a enquêté sur place. (Stock, « Les grands sujets », 315 p., 58 F.)

Politique

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT : *Les Septennats interrompus*. — Confidences du général de Gaulle et de Georges Pompidou, l'auteur, journaliste et écrivain, apporte sur les septennats monachiques de général des révélations inattendues et dresse de son successeur un portrait nouveau et nuancé. (Robert Laffont, 300 p., 39 F.)

Essais

FRANÇOIS DE NEGRONI : *Les Colonies de vacances*. — Portrait du coopérateur français dans le monde. Après la France noble, en 1974, un pamphlet sur les coopérateurs, nostalgiques d'un « *maître* », impuissants révolutionnaires ou « *placés* », à la parole inattendue. (Edi. Hallier, 300 p., 35 F.)

Documents

Les *Requis* sont bien beaux. — Correspondance de guerre d'un rural (1914-1917) préfacé par Robert Mandron, recueillie et annotée par Paul Raybaud, André-François Victor est né à La Roque-sur-Vair, en 1890. Il a vingt-quatre ans lorsque la guerre éclate. Il arrive sur le front en août 1914. Début octobre, il est fait prisonnier. Il le restera trente-

en bref

● AU COURS DE SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, qui s'est tenue récemment au Puy International d'accueil de la ville de Paris, l'Union des écrivains a procédé à l'élection de son comité de fonctionnement pour l'année 1977. Ont été élus : Simone Balazard, Adolphe Blazquez, Alexandre Bost, Catherine Claude, Marie Cardinal, Gérard Cléry, Maurice Cury, Juliette Darie, José Féron, Eugène Gallier, Raymond Jean, Monique Mont, Jacqueline Rebot, et Christian Rondet. Le bureau, désigné au cours de la même séance, se compose de Gérard Cléry, Eugène Gallier et Jacqueline Rebot.

en poche

Citizen Kane mexicain

LA MORT D'ARTEMIO CRUZ, de Carlos Fuentes. Traduit de l'espagnol par Robert Marvat. Gallimard, Folio, 402 p., 12,30 F.

« *Nous avons traversé le fleuve à cheval*. » Comme Kane du film d'Orson Welles, un grand banquier, et effrayé mexicain agonise au terme d'une vie bien remplie, et il répète, en écho au célèbre *Rosebud*, cette phrase sibylline, dont le sens s'éclaire peu à peu à la lumière de retour en arrière successifs. La *Mort d'Artemio Cruz*, le troisième roman de Carlos Fuentes, est d'abord un long panorama, intérieur et extérieur, sur « le destin, les rêves et le coucher » d'un « *self-made man* » dont la vie se confond avec celle du Mexique du vingtième siècle. Comme Kane, Artemio Cruz a eu lieu profit des bouleversements de la révolution de 1910 — durant laquelle il s'est battu avec vaillance — pour construire un immense empire financier. « *Self-made man* » une épouse appartenait à l'aristocratie, réalisateur un palais somptueux, adopter une attitude politique tranchement répressive et collaborer ouvertement avec les intérêts nord-américains. La *Mort d'Artemio Cruz* est le roman de la révolution trahie, du mythe sacré par la rapacité. C'est aussi, à travers une conscience douloureuse, représentative d'un destin collectif, un long poème halluciné sur la quête haletante de l'identité, sur le temps perpétuellement recréé et épuisé, sur l'impossible remontrée aux sources de la pureté primordiale, quand le « *fleuve* » des compromissions et de la violence a été dérivé et franchi.

CLAUDE FELL

● PARMI LES AUTRES RÉÉDITIONS : *La Cousine Bette*, de Balzac (introduction, biographie, notes d'André Loran, professeur à l'université de Haute-Bretagne. Garnier-Flammion 506 p., 9,50 F.) ; *Une vie*, de Meupassant (préface d'Armand Lanoux. Presses-Pocket, 254 p., 6 F.) ; *Les Pensées* de Pascal (édition présentée, établie et annotée par Michel Le Guern, professeur à l'université Lyon-II. Folio. Deux volumes de 340 et 434 p., 5,75 et 10,30 F.)

la vie littéraire

La poésie française en U.R.S.S.

Les Editions Belles Lettres, de Moscou, publient dans leur collection « Bibliothèque de littérature universelle » une anthologie intitulée *La Poésie du vingtième siècle en Europe occidentale*. Comprend aussi la Grèce et la Turquie, ce volume de 846 pages en conserve 170 à la France, alors que l'Angleterre se voit attribuer 70 pages, l'Allemagne 50, l'Italie 70, l'Espagne 40. Le choix des poètes français a été effectué par Maurice Vaksman, qui est, avec Michel Koudinov, l'un des principaux traducteurs.

Le tirage initial de cette anthologie est de 303 000 exemplaires. Elle coûte 2 roubles et 13 kopecks, soit 10 francs.

Le point des recherches

Qui s'intéresse aux préférences culinaires d'un philosophe, ou à l'adéquation d'un politologue ? C'est pourtant, en cartonnant à peine, ce que nous offrent de nombreux livres d'entretiens parus ces derniers temps.

Dirigée par Antoine Gallien, la collection « Dialogues », chez Flammarion, rompt avec cette biographomanie. Interrogés sans complaisance par des journalistes ou des chercheurs, des théoriciens majeurs y font le point sur l'évolution de leurs recherches, ses difficultés, ses prolongements, voire ses impasses. En un langage clair et incisif, Noam Ghomsky, dans le premier volume paru, répond aux questions de Mitsou Ronat sur son action politique aux États-Unis et sur le développement de la grammaire générative.

Dans les prochains mois, Gilles Deleuze avec Claire Parnet, Michel Serres avec Pierre Dumayet, Pierre Klossowski avec Jean-Maurice Monnoyer et Roman Jakobson avec Krystyna Pomorska poursuivront ces dialogues destinés aux non-spécialistes comme aux initiés. A suivre.

Chers collègues...

Chers collègues, avant de porter un jugement trop sévère sur cet ouvrage, parce que votre nom n'y figure pas, attendez le suite. Volonté qui a le mérite de la franchise. Cette phrase figure dans l'avant-propos de l'excellent choix de textes rassemblés par Madeleine Grawitz, professeur à Paris I, sous le titre *Méthodes des sciences sociales* (Ed. Dalloz, coll. « Textes et Commentaires », 416 p., 11, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05).

De la logique à la linguistique, en passant notamment par la sociologie, l'ethnologie et la psychanalyse, ce volume regroupe plus de cent cinquante textes, signés d'auteurs classiques (Locke, Kant, Husserl, Marx) ou contemporains (Althusser, Aron, Baladier, Jekson, etc.) relatifs à la méthodologie des sciences humaines. Comme tel, il devrait donc rendre de grands services aux étudiants. Quant aux « chers collègues », l'auteur les console : « Le second volume sur le langage de la recherche et les techniques vous sera peut-être plus favorable ! ». L'espérance fait vivre.

Une lettre ouverte de Gérard Hof

Gérard Hof, auteur du livre *Je ne serai plus psychiatre* (Ed. Stock), adresse par l'intermédiaire des éditions Barbare une « *Lettre ouverte au docteur Hutter, médecin-directeur à l'hôpital-prison de Wittlich (R.F.A.)* ».

Emprisonné en Allemagne pour avoir utilisé un faux carnet d'auto-chèques, connu comme militant révolutionnaire, Gérard Hof relate son expérience de cobaye dans l'univers carcéral de Wittlich dirigé par le docteur Hutter. « A Wittlich, écrit-il, on perd jusqu'au souvenir d'autre chose que d'un univers où le *crucifix* et le *mépris* sont les seuls sentiments ». Adressée à celui qu'il accuse notamment d'être un essaim, cette lettre ouverte constitue, dans sa précision, un témoignage écorchant sur la « torture propre » dans les prisons allemandes.

trois mois avant de décider à l'infirmerie du camp. (Fayard, 235 p., 49 F.)

Sciences humaines

ROGER BASITTE : *Art et société*. — Un recueil posthume du grand ethnologue mort en 1974, regroupant des articles sur la sociologie de l'art. Préface de Jean Durigaud. (Payot, coll. « Bibliothèque scientifique », 216 p., 52 F.)

SENTENT, au Centre Georges-Pompidou, plateau Beaubourg, du 10 au 30 mai, une exposition sur la collection « Contre-Histoire », dont André Rinaldi, vient de prendre la direction. Cette collection présente, dans des éditions de luxe, des textes de qualité de René Weil, Philippe Soupault, Athanasia Yampouki, Jean Malrieu, etc.

● LE QUATRIÈME CONGRÈS DE LA SCIENCE FICTION FRANÇAISE aura lieu à Limoges, du 16 au 22 mai, sous l'égide d'auteurs français (André Breton, Caillet, Duménil, Jarry...) et étrangers (Bruner, Frank...). participeront aux rencontres prévues dans les librairies et lycées. Des films, des pièces de théâtre, des concerts complèteront la manifestation. (Rencontres : Daniel Fondanèche, R.P. 8, 97801 Limoges, Cédex.)

● LE NOUVEAU COMMERCE présente, dans son numéro de printemps, des textes d'André Dalmass, « *L'écriture nomade* », de Georges Perros, « *Notes de Résistance* », d'Emmanuel Lévinas, « *Questions et réponses* », et de Gérard Weil, « *Une œuvre orale* », première étude sur Danielo Barrera. (Nouvelles quater Latin, 78, boulevard Saint-Michel, Paris.)

● DES RENCONTRES PORTUGAISES auront lieu les 28 et 29 mai, à Rodas, organisées par l'Association des écrivains du Rouergue. Au programme : un débat sur les revues de poésie et un dialogue avec Jean Joubert (7, rue de Saunhar, 12000 Rodas).

● L'ASSOCIATION DES AMIS DE JACQUES RIVIÈRE ET ALAIN-FOURNIER organise les 28 et 29 mai un « voyage en pays d'Alain-Fournier sur les traces d'Augustin Maupas ». Renseignements : M. rue Arthur-Petit, 75228 Viroflay. Tél. : 928-48-47.

● LE GRAND PRIX FRANÇAIS 1977 DES GUIDES TOURISTIQUES a été décerné à « Vacances et week-ends à la ferme », de Michel Smith et Roger Picotier (Ed. André Belfond).

● NOTRE COLLABORATEUR EMMANUEL LE ROY LAUREN a reçu le grand prix Victor-Capus de l'Académie des Jeux floraux de Toulouse pour l'ensemble de son œuvre. Cette récompense, d'une valeur de 5 000 F., est réservée traditionnellement à un écrivain d'origine occitane — on doit l'œuvre couronnée l'occitan — (cf. « *Montauban, village occitan* ») et qui a enrichi la vie spirituelle et intellectuelle de notre temps.

Albertine et Marg

Albertine et Marg

la traversée d'Hele

la traversée d'Hele

l'inconscient

l'inconscient

COMMERCE

COMMERCE

Albertine et Marguerite

★ Jean Freustlé, vu par J.-P. Cagnat.

Une dévorante

Avec Frédéric Rey, nous descendons aux enfers, en l'occurrence un asile de vieillards où Marguerite, quatre-vingt-un

L'étrange traversée d'Hélène Cixous

voici la détermination que vous perceviez justement : mettre fin à la passe mortelle de la femme : et, pour cela, la raconter sans merci, ni pour lui ni pour elle.

● La raconter une fois pour toutes?

— Il est grand temps de ne
plus tourner autour de l'ennemi de
intérieur, ennemi qui vient du
dehors et que la femme recueille
en son sein. Il est temps de lut-
ter contre la machination des
rapports de force entre hommes
et femme, rapports qui assignent
entomologiquement à la femme
la place de la culpabilité lors-
qu'elle livre son corps et son
âme à la femme qui se mortifie.
La femme paie le fait d'en sa-
voir trop long sur l'insuffisance
masculin. Sommée par le « tu
me tueras point », elle entend
la parole de l'homme : « Tu
me tueras point et tu te tueras, »

« L'inconscient
parle à ce rythme »

● *Angst met donc en scène la condamnation de la femme à la privation de soi, à une forme de folie ?*

— La femme reçoit la mort au lieu même où elle pouvait attendre la vie. Elle s'affole de la loi qui se déguise en amour. Elle s'affole du retourcement par lequel elle est coupable de se trouver là où s'épronve le manque. La faute, la défection de l'autre retombent sur elle. Et

LE NOUVEAU
COMMERCE

CAHIER 36/37 - PRINTEMPS 1977

GÉRARD MACÉ - Une sœur orale
La première étude sur l'œuvre de DANIELLE SARRERA

EMMANUEL LÉVINAS

Questions et réponses

ANDRÉ DALMAS
l'écriture romaine

CHARLOTTE CALMIS
Gaia

GEORGES PERROS
Notes de résistance

CLAUDE VIVIEN
Deteriora sequor

LOUIS COUTORAT
La logique et la philosophie contemporaine

En librairie : 28 F. Abonn. : 90 F. N.O.L. - 78, bd St-Michel, 75006 Paris.

La stratégie de l'escargot

EXEMPLAIREMENT consciencieux, ce fonctionnaire, ponctuel dans son retard, qui consigne tout et n'oublie rien, est une émanation de l'ordre le plus strict et de la rigueur systématique. Méfiez-vous jusqu'à l'obsession, il n'a qu'un cul qui dans sa vie : anéantir les cinq millions de rats qui rongent la ville. De cet animal, il saut tout, il a tout lu : les traités les plus savants, les livres les plus anciens, les journaux les plus récents sur des fiches. Tout est classé. Tout est numéroté. Sa tête est pleine de dossiers, de tirelirs et de formules. Tout est en ordre, ses souvenirs comme les mots qu'il utilise. Il vit seul, et à la saine de la discipline. Il sait ce qu'il veut, ce qu'il aime, ci ce qu'il déteste. Il a le hurreur de la nostalgie, des miroirs et de la pluie. Sous la lumière, ça elle partube sous l'angle, l'angoisse. Il a une haut point de vue, l'air d'un sergent de l'espace. Un drôle d'animal qui lui répugne et lui donne la nausée. Il le guettie, le poursuit avec ses bavures et sa glu. Il le narque. Un pou comme le musique qu'il déteste, ça elle lui donne des migraines et remet en question sa solitude, son bonheur : « Je vis seul. Je ne suis pas aimé. Quel bonheur d'être seul ! »

Cet homme ne fait pas de politique, il laisse ça pour les professionnels. Lui, il essaie de « coller à la réalité politique et sociale de la cité qu' (il) protège de la voracité des rats ». Celo dit, il est vigilant et soupconne les conducteurs d'autobus de semer la confusion, et dans il se met des mots à l'usage politique qu'il utilise. Il les efface de ses papiers où il note tout, y compris ses émois.

Les cités de la médiocrité

Barricade est un mol exploit. A raturer. « Après ruer, dit-il, le subversion est un virus, comme la puce du rat est un vecteur du je peste. »

Il est touchant, ce citoyen qui a donné sa vie pour le travail, un homme rigide et sec, un homme qui a horreur du lyrisme. Ce n'est pas être prétentieux - fonctionnaire exemplaire et érudité dans les manuels scolaires -. Mais ce roc d' solitude et de rigueur, qui repousse les femmes et se contente de pollutions nocturnes et de pratiques solitaires, va succomber à la stratégie d' « un vulgaire escargot claquant dans la pluie ». Personne ne peut l'aider pour se débarrasser de cette phobie qui le mine et perturbe ses plans de dérisation, pas même encore. Il est victime d' une défection politique en direct. Pas même, mais, qui n'est plus là, mais dont le souvenir est devenu infamie.

Victime d'une consécration, il finit par exécuter l'escargot et se constitue préonnier.

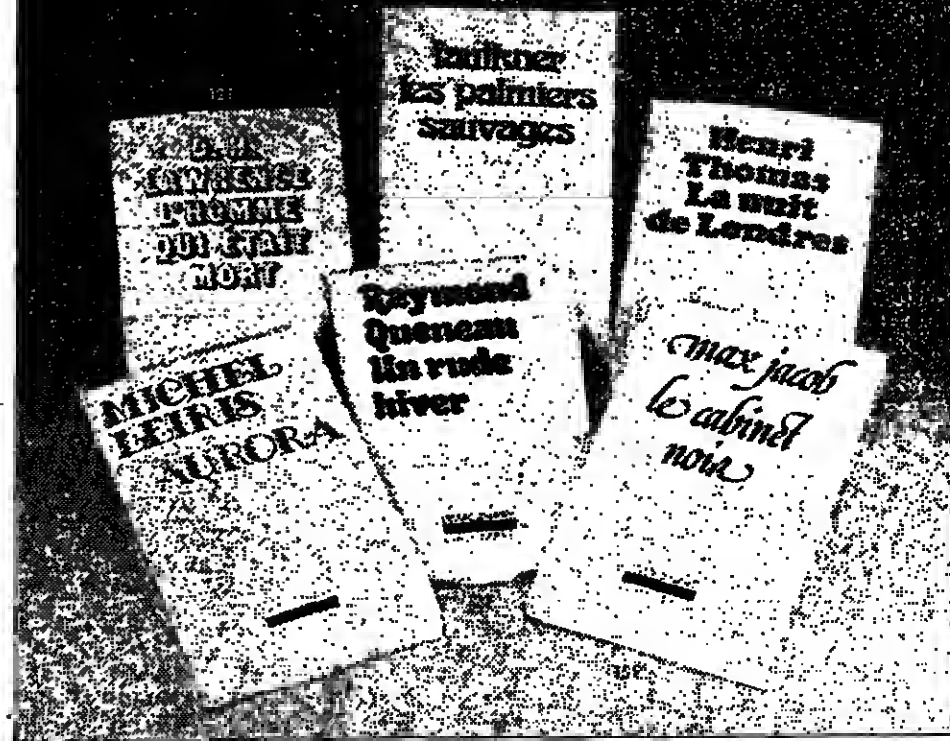
Telle est le fable que raconte Raehid Boudjedra dans un style aisé, nerveux, précis. Une fable peut-être trop claire. Mais, grâce à une écriture hétéclante, la transparence agit sur le quotidien et interroge une réalité que seul le fantasme peut mettre en erise. Boudjedra est l'un des rares écrivains mégrébins qui écrivent des romans, c'est-à-dire des fictions structurées, bien charpentées avec en plus le soufflé d'un imaginaire chargé de le culture arabe populaire.

Cette leble nous concerne tous, car ce bureaucrate manique, elgri et misanthrope, nous le retrouvons un peu partout dens les cités de le « médiocrité ».

* « L'ESCARGOT ENTETE », de Rachid Boudjedra ; Oenoï ; 172 pages ; 38 francs.

L'IMAGINAIRE

**UNE NOUVELLE
COLLECTION LITTÉRAIRE
DE GRANDE DIFFUSION**



Il existe aux Editions Gallimard de nombreux ouvrages français et étrangers de grande qualité littéraire et importants par la réputation acquise aujourd'hui par leurs auteurs.

ont résisté aux modes. En avance sur leur époque, ils paraissent maintenant très contemporains. Ces textes, pour la plupart, sont mal connus du public. En les réunissant dans une même collection et en leur assurant une grande diffusion, **L'Imaginaire**

veut donner un second souffle à ces textes et les rendre accessibles à un plus large public.

L'IMAGINAIRE
GALLIMARD

« Le Temps des amours », de Marcel Pagnol

(Suite de la page 19.)

Le milieu scolaire se caractérisait, en 1950 comme en 1905, par une confiance apparentement sans faille des enseignants dans la morale ambiante, et chez les élèves, par l'obsession d'y échapper à force de ruse.

TRADUCTIONS recopiées au doigt, impasses aux examens, faux certificats, imitation des signatures paternelles : presque tout le Temps des amours nous parle de tricherie.

Mais la tricherie selon Pagnol n'est jamais qu'un jeu de surface. Il arrive que ses héros la cultivent pour le seul plaisir, en sachant qu'elle coûte plus d'effort que le respect des règles, et pour moins de profit. C'est la jouissance méridionale de la fraude pour la fraude, histoire de tester à tout hasard la naïveté du voisin, même non-parisien. On se souvient de la réplique célèbre de la trilogie : « Si on ne peut plus tricher avec les amis, ça n'est plus la peine de jouer aux cartes ! »

Le mensonge dit provançal n'a pas d'autre objet : simplifier l'arrangement du réel afin d'en dégager la vérité poétique, de changer les personnes en personnages, et la banalité quotidienne en épopée, ou du moins en anecdotes. Les belles histoires arrivent à qui sait les raconter. C'est affaire de mise

en scène, de coups de pouce. Comme pour les colères. Sénèque en a menti qui y voyait des bouffées de folie vraie — *turia brevis*. Les meilleures sont au contraire les plus feintes et les plus déclamées. Les acteurs naissent bien que ce qu'ils jouent, disait Kean. L'homme de Pagnol est toujours plus ou moins le comédien de lui-même, et renvoie tout ou tard à Raimu.

Crapulerie mineure, au damurant. Sous leurs malices, l'honnêteté resta foncière. Elles permettaient de masquer les attendrissements ou les faiblesses, de garder la face et l'auto-

par Bertrand Poirot-Delpech

rit. Chez l'enfant, elles aident à voir parents et maîtres dégringoler du surhumain à l'humain, l'absolu chuter dans le relatif.

Il existe un charme commun aux dessilements d'enfants du Midi. On le trouvait, par exemple, dans les souvenirs d'André Roussin, la Boîte à couleurs (Albin Michel, 1974). Le Temps des amours donne une nouvelle occasion de chercher d'où vient ce charme.

Il se pourrait que la région influe moins que l'école très

particulière du théâtre, où tout effet, sous peine de rater, doit être à la fois économe et compréhensible par le cœur seul. Pagnol était aussi passionné de langage que nos chercheurs d'aujourd'hui — peut-être. Il recopait sur son cahier d'écolier les mots « manivelle » ou « damasquiné » écrits par son père au tableau noir, pour la volupté d'associer leurs sons et leurs sens ; mais au lieu d'exprimer cette passion en fantasmagories sans ponctuation ou en traités opaques, comme il est de règle maintenant, il la soumettait, en homme de scène, à la loi du naturel.

Ce n'est pas un hasard si ses meilleures observations prennent la forme de dialogues. « Où es-tu copié ce poème ? Dans ma tête », « La preuve que Dieu est ami des joueurs de boules, c'est que les feuilles des platanes sont proportionnées à la force du soleil... » ; « Ces amoureux s'embrassent trop, ce n'est plus de la vraie amour, ça tourne mal... »

Certaines répliques atteignent à la luminosité mollesque. « Vous êtes un peu venue ? », demanda la timide à son amie. Il y a dans cet « un peu » le grand art des mots essés forts pour passer inaperçus et se couler un jour, éigne auprès d'université, dans une dictée de certificat d'études.

★ LE TEMPS DES AMOURS, de Marcel Pagnol, Julliard, 324 pages, 39 F.

romans

UNE BRETAGNE RÉINVENTÉE

● Chez Le Quintrec, le réalisme et le mythe font bon ménage.

On peut écrire sur la Bretagne de trois façons : comme Eliza ou Québécois en post-naturaliste, comme Paul Kérouac en protestataire, comme Guillelmo ou Le Quintrec en poète. Cette dernière est la plus exaltante car elle vise à concilier le réel et le mythe. S'il est un poète direct dans ses poèmes, Charles Le Quintrec est, paradoxalement, plus mystérieux et plus turbulent dans ses romans. Nous le savons en particulier depuis le *Dieu des chevaux*, le *Chemin noir* et la *Ville en loques*, les meilleurs de ses six récits romanesques. Le septième, le *Château d'amour*, est d'un élan et d'un lyrisme encore plus prononcés.

Jean-Martial, le narrateur, est un adolescent du côté de Plescop, pendant l'occupation. Sa famille de paysans et d'artisans pauvres accueille une tante malade : la coutume et l'hospitalité le veulent, même si les maigres ressources n'y suffisent pas. Déjà Jean-Martial doit faire la part des choses : le pain quotidien et le départ — ne fût-il qu'interdit — vers Jernissien où il est attendu. Etudier, travailler, rêver ? Jean-Martial ne choisit pas ; il cumule, et sait admirablement conjuguer le vrai avec l'inventable. Plein et plein à la fois, il connaît un amour furieux avec la petite Elisabeth. Survient Yvonnig ar Bot, prophète et charlatan, maître d'honneur d'honnêtes et poivres, polichinelle et saint. Il s'installe provisoirement chez les parents de Jean-

Martial, et lui tourne bientôt la tête : il faut que le garçon se prépare à la construction d'une sorte de « château d'amour » — d'où le titre du livre — qui, par définition, sera le siège de son idéal, en demeurant immatériel. Pour mieux assumer sa terre, il faut se griser de son essence divine et diabolique. Le meilleur moyen d'y arriver, c'est de devenir un barde, donc d'apprendre à chanter le mystère breton. Les périples de Jean-Martial et Yvonnig ar Bot ne le mènent pas loin : un coin de forêt, la lande, un ruisseau à quelques lieues. Ils suffisent au dépaysement et permettent à l'âme de se meubler d'images folles.

Quand Jean-Martial revient chez lui, entre deux escapades extatiques, il s'entend dire qu'un travail manuel est le seul qui puisse l'aider dans l'existence. Lui, il sait très bien qu'il faut continuer ses études : du moins, des études de magie. La réalité fait place à des vérités insaisissables, qu'Yvonnig ar Bot énonce le plus simplement du monde et que, dans son apprentissage de la chanson libératrice, Jean-Martial trouve de moins en moins surprenantes : « Prends un arbre, Jean-Martial. Mets-le au milieu de ta vie. Un arbre porte davantage que Dieu. »

Jean-Martial sera barde. Cette initiation, si simple, si chaste, s'accomplit en un langage où tout est sursis. Un livre d'une étonnante poésie, mais aussi d'une poésie qu'on devine collective.

ALAIN BOSQUET.

★ LE CHÂTEAU D'AMOUR, de Charles Le Quintrec, Albin Michel, 272 pages, 35 F.

Une littérature en rafales

● L'épopée des « saigneurs » de caoutchouc en Amazonie.

DANS la forêt, il faut toujours manger, autrement on meurt. Comme un chien. Il n'y a rien de plus mort que mourir. Des clous, il y a belle lurette que le narrateur n'en a pas vu un. Les clous ne poussent pas en Amazonie, et ce sont d'autres périls qui guettent le « seringueiro ».

Lol, dans ces tropiques de couleurs, de rumeurs, de parfums obéissants, le danger est partout. Dehors et dedans. Dedans, c'est la folie, le vertige, qui mordent rageusement : « Je vais casser la forêt, je vais tout casser. » Il y a aussi la solitude du sexe que la chaleur-fournaise fouaille, provoque. Il y a des sommets agités, traversés par les corps nus des belles filles de Rio défilantes pour une « roulotte de forêt ».

Comme on se délivre d'un cauchemar

Et, dans cette forêt à laquelle on colle, comme à un ventre de prostituée, l'homme broyé l'aventurier parti, sans doute, la tête farcie de rêves glorieux, depuis Rio-Fors en 1942 pour la « glorieuse épopée » du caoutchouc, va suer sang et eau, courant de

« saignée » en « saignée » abruti d'alcool, de fatigue, de cris d'oiseaux étouffants, de mouches, de souvenirs glauques tel celui d'un « vieux » qui trébuchait un gros bouquin, les *Trésors d'art de Sienne*, avant de mourir misérablement.

Il y a tant de détails concrets, tant de puissance descriptive dans ce récit qu'on se dit qu'Yves Bougaran a dû être, en son temps, « seringueiro ». Mais le récit réduit à ses seules anecdotes, pour aussi passionnant qu'il apparaisse, n'aurait sans doute pas suffi à donner à ce livre sa touffeur, son poids de végétation proliférante et sauvage. L'auteur écrit comme on se délivre d'un cauchemar de cadavres enterrés à l'intérieur. Il écrit en rafales. Une espèce de phrase unique, coupée de points de suspension, déroute ses anneaux de serpent et de foudre, crache ses sucs et ses lumières voraces, et cette longue phrase martelée, claquante comme une hampe, bariolée comme un perroquet, avale littéralement le lecteur.

★ LA SAIGNÉE, d'Yves Bougaran, Éditions de l'Archipel, 208 pages, 25 F.

société

Un plaidoyer pour l'âge de pierre

(Suite de la page 19.)

An fond de tout cela, il y a un certain concept de la production. Le M.P.D. est fondé sur la production pour les substances familiales (même médiatisée par l'échange ou par le troc) ; il ne repose pas, en quoi il se différencie une fois de plus du capitalisme, sur une activité pour la vente, prise comme fin en soi. Dans les cas primitifs, le M.P.D. fonctionne grâce aux dons mutuels, et non point par le commerce moderne. Ce système de cadeaux réciproques opère et réussit fort bien en période normale. Mais les famines le mettent de fonctionner, dans la mesure où elles renforcent l'égoïsme temporaire de chaque maisonnée.

rit. En d'autres termes, plus on est d'adultes nombreux dans l'unité familiale, moins chacun travaille ; et plus les loists sont importants.

Le M.P.D. est fondé sur la production pour les substances familiales (même médiatisée par l'échange ou par le troc) ; il ne repose pas, en quoi il se différencie une fois de plus du capitalisme, sur une activité pour la vente, prise comme fin en soi. Dans les cas primitifs, le M.P.D. fonctionne grâce aux dons mutuels, et non point par le commerce moderne. Ce système de cadeaux réciproques opère et réussit fort bien en période normale. Mais les famines le mettent de fonctionner, dans la mesure où elles renforcent l'égoïsme temporaire de chaque maisonnée.

Qu'est-ce qu'un roi ?

L'ouvrage se livre ensuite à des considérations sur le pouvoir, au sein du mode de production

domestique. Un roi, dans une société de type M.P.D. (Afrique, Océanie...), c'est parfois quelqu'un qui prend, qui prélève de lourds tributs en nature sur les populations qui lui sont soumises. Mais ce peut être aussi, dans le cas de l'homme fort, on du *big man* océanien, un personnage qui donne et dont le pouvoir s'affirme à travers les cadeaux dont il accable (en se ruinant lui-même !) ses fidèles et ses sujets. Notre Louis XIV, de ce point de vue, était ambivalent : il extrayait l'impôt de la sueur de ses vingt millions de Français ; et puis il redistribuait les pensions les plus dorées aux lignages nobles réunis par ses soins dans le château de Versailles. Louis XIV représentait donc une sorte de compromis entre les rois d'Afrique, d'une part, et les *big men* des archipels du Pacifique, d'autre part.

J'ai été moins convaincu par l'ultime étude de Sahlin sur les formes du commerce primitif : elles sont complètement différentes, pense l'anthropologue

américain, de nos conceptions de la valeur et de l'échange. Est-ce la faute à la traduction de ce livre, généralement fort bonne, mais peut-être obscure sur ce point particulier ? Ou bien suis-je victime de mes préjugés d'historien ? Je suis habitué à voir, moi, les premières courbes des prix du blé, celles du quatorzième siècle, un système d'offre et de demande qui n'est pas si différent du nôtre. N'importe. On lira ce livre pour deux cents ou deux cent cinquante premières pages, fascinantes (il y a quatre cents pages au total).

Voici quelque temps qu'on n'avait pas vu paraître, sur le théâtre de l'anthropologie générale, un ouvrage tellement net, rafraîchissant, important. Tout bien réfléchi, je n'ai rien lu depuis, dans ce domaine, depuis les derniers grands livres de Claude Lévi-Strauss.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ L'ÂGE DE PIERRE, AGE D'ABONDANCE, de Marshall Sahlins, traduit de l'anglais par Tina Jolas, Gallimard, 416 p., 95 F.

La jurisprudence des professeurs

● L'enseignement du droit est-il au-dessus de tout soupçon ? La question et la réponse sont politiques.

« Et la société, dit-il, la loi... » En fait, la loi est le droit : évidence perdue de vue, tant le « droit » est devenu, pour Marx et Engels, dans la *Critique du programme de Gotha* et d'*Idées*, « l'idée de droit, l'idée de l'État. Dans le cas ordinaire, la chose est placée la tête en bas... ». L'essentiel du propos est, on le pressent, de dénoncer le grand renfermement du droit sur lui-même, sa coupure du monde : « Les notions de droit sont toujours présentées et traitées dans les faits en dehors d'un contexte social précis... ».

Principaux responsables de ce splendide isolement : les professeurs, qui ont pleinement réussi à faire de leur discipline cet « en-soi » et ce « pour-soi » qui tend vers la perfection à mesure qu'il progresse dans l'abstraction. Nouvelle trahison des clercs, qui rend suspect l'enseignement de nos facultés : ainsi, l'introduction au droit n'occupe-t-elle que quelques pages dans le cours de droit civil de première année.

Pour Michel Mialle, l'objectif est clair : il s'agit d'évaluer que le futur juriste ne s'interroge sur sa propre démarche. C'est pour quoi tout sera entrepris pour qu'il soit, le plus rapidement possible, pris au piège de la « technologie juridique » : on le familiarisera très tôt avec la vocabulaire et la technique, la loi et le règlement, la coutume et

la jurisprudence, matériaux élémentaires du futur assemblage — grand legs ou logos juridique... Et les portes entrouvertes vers l'ailleurs seront aussi promptement refermées : le droit comparé sombrera dans un euro-juridisme satisfait, pour ne pas dire un euro-juridisme triomphant, tandis que l'histoire des idées politiques ou des institutions contribuera à donner une conscience aux docteurs de la loi. « Tout ça passe comme si l'histoire était le lieu d'une métamorphose progressive qui, de l'âme de l'humanité à nos jours, déroulerait un fil ininterrompu... ». Sécurisante tradition.

La division du savoir

La critique développée par Michel Mialle est certes excessive, mais la question posée est fondamentale : l'abstraction juridique, la création d'un corps de doctrine autonome, abstrait, sont à l'origine d'une dissociation croissante entre la culture juridique pratique. Cette division du savoir, entre l'utile et l'agréable, porte en elle les origines d'une tragédie : le glissement progressif de l'État de droit vers l'État de fait. Le droit n'est pas neutre : il est engagé dans le combat de la liberté et de l'égalité. En quelques phrases admirables, Rousseau le rappelait déjà :

« J'ouvre les livres de droit et de morale ; j'écoute les savants et les jurisconsultes ; et pénétré de leurs discours instructifs, je déplore les misères de la nature. J'admire la paix et la justice établies par l'ordre civil, je déplore la sagesse des institutions pu-

bliques et me console d'être homme en me voyant citoyen. Bien instruit de mes devoirs et de mon bonheur, je ferme le livre, sors de la classe, et regarde autour de moi : je vois des peuples infortunés, gémissant sous un joug de fer, le genre humain égaré par une poignée d'oppressés, une foule offensée, opprimée de peine et de faim, dont la riche doit en paix le sang et les larmes et partant le fort armé contre le faible du redoutable pouvoir des lois... »

En poursuivant cette démarche, l'ouvrage de Michel Mialle, à la fois provocant et rationnel dans sa progression, stimule la réflexion et porte loin le fil. Il ouvre des portes, fait entrer de l'air. Et si le droit devenait un nouveau terrain d'aventures propice au libre cours de la « pensée sauvage » ?

DANIEL JANICOT.

★ UNE INTRODUCTION CRITIQUE AU DROIT, de Michel Mialle, Éditions de l'Archipel, coll. « Textes à l'appui », 388 pages, 30 F.



Marseille et la Provence en dialogue avec la poésie d'avant-garde du monde entier de Tokyo à San Francisco et de Londres à Prague. Dock's N° 5 - 30 F. Le Moulin de Ventabren 13122 Ventabren Division : CHIRON 40, rue de Seine - 75006 Paris

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC A L'ÉCOUTE DE LONDRES Textes et explications en Français Abonnement 12 N° par an, F. 40 Spécimen gratuit sur demande à ÉDITIONS DISQUES SCSM 8, rue de Serri - 75008 PARIS

English and American books NOUVEAU QUARTIER LATIN des milliers de livres de poche étrangers

78, boulevard Saint-Michel (6^e) — 326-42-70

lettres étrangères

pour une tradition

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

la modernité

Marcel Pagnol

lettres étrangères

Agnon, entre la tradition et la modernité

Des nouvelles inédites du prix Nobel de littérature disparu en 1970.

AGNON est né en Galicie, en 1888, la plus orientale, la plus juive des provinces de l'ancienne Austro-Hongrie. Il quitte au début du siècle la bourgade chagallienne de sa famille et s'en va en Palestine, alors ottomane. Il y reste quatre ans, de 1909 à 1913 et participe à la construction de Tel-Aviv, dans les dunes désertiques d'un Proche-Orient encore somnolent (1). Puis, rentra en Europe et s'installa comme écrivain notament dans les publications en langue yiddish de Berlin et de Varsovie.

Cependant la nostalgie de la terre éternellement promise et perpétuellement refusée est trop lancinante. Comme Singer, Agnon, témoin lucide de la désagrégation du ghetto, hanté, à juste titre, par le pressentiment d'un proche cataclysme (2), quitte l'Europe chancelante sur les fondements fragiles du traité de Versailles. En 1924, il s'installe définitivement à Jérusalem.

Le mandat britannique remplace l'autorité de la Sublime Porte jusqu'en 1947, année de la création de l'Etat juif. Malgré le bruit et la fureur de l'histoire, la lumière diaphane, suavement florentine, continue à baigner la ville trois fois sainte. L'œuvre

d'Agnon, oscillant entre l'omnipotence et la réalité, entre l'atemporalité et l'événement, s'en trouve imprégnée. Loin des neiges polonaises et des traditions du chertil (3), l'écrivain, dont la mémoire pourtant reste fidèle, abandonne le yiddish, patois d'un exil douloureux et obstiné l'hébreu, langue de la nation jeune qui se forge, outil sacré, millénaire et contemporain. L'œuvre d'Agnon portera donc la double empreinte de la tradition et de la modernité.

Surréalisme et vieilles légendes hassidiques

Agnon est surtout un très grand conteur. Ne s'était-il pas fait connaître en France, par ses inoubliables proses sur Jérusalem (4), bien avant que le prix Nobel de littérature ne vienne consacrer, en 1966, l'ensemble de sa création ? Les nouvelles qui nous sont proposées aujourd'hui ont été groupées intelligemment par la présentatrice, sans souci de chronologie, selon leur seule source d'inspiration.

- (1) *Le Chien Balak*, roman, Albin-Michel.
- (2) *L'Écho de passage*, roman, Albin-Michel.
- (3) *Bourgade juive d'Europe orientale*.
- (4) *Contes de Jérusalem*, Albin-Michel.



Portrait de JULEM.

Souvenirs d'enfance et éloge de la charité (*Le Foulard*), vieille légende hassidique (*La Légende du Scribe*), étrange histoire de vampire où les thèmes bibliques se mêlent à un folklore romantique allemand (*La Dame et le Colporteur*), enfin un conte fantastique (*Le Chertil*), où l'espace et le temps se trouvent abolis par l'intrusion insolite du sacré dans la vie quotidienne — on pense à *Ellade* — tels sont les sujets des récits qui nous viennent de la mythologie du village juif traditionnel de l'Europe orientale.

D'autres nouvelles reflètent la fascination qu'exercent sur Agnon les tendances littéraires plus modernes, le surréalisme surtout. Les rapports de l'être profond avec la réalité « visible » sont analysés avec beaucoup d'humour dans *Le Visage* et son image inquiétante description de l'univers onirique où vivants et morts se rencontrent dans la Lettre, nouvelle où la satire de l'inégalité sociale, dans la vie israélienne, est également présente. Dans *La Maison du père* et dans *Une mielle entière* le désarroi de l'homme seul devant les contradictions diaboliquement malicieuses de l'existence, atteint une dimension kafkaïenne.

De ces proses envoûtantes, les tentes consacrées à la mésaventure du couple, sont, sans doute, les plus douloureuses. « Il est défendu de vivre avec sa femme, si on se dispute avec elle. Un mariage sans amour n'est pas un mariage... », pense Hartman, le héros du récit intitulé *Métamorphose*. Dans les *Abandonnés*, la méditation de l'auteur sur les couples désemparés rejoint celle de ses anciens maîtres, les sages des bourgades polonaises : « Nos rabbins — que leur mémoire soit bénie — ont dit : « Quand un homme répudie sa première femme, même l'autel verse sur lui des larmes. » La séparation a souvent un caractère plus définitif que la mort.

Centralement aux surréalistes on a raconté, la démarche d'Agnon ne débouche jamais sur la réalité d'un monde régi par l'absurde. La Tradition et la Loi sont présentes pour restituer à l'individu une cohérence, une rigueur dont la sévérité peut paraître parfois, rébarbative. Heureusement, la tendresse est là, d'autant plus attachante qu'elle est subversive et discrète.

EDGAR REICHMANN.
DE 3-7. AGNON, traduit de l'hébreu par M.-R. Lebaut. Albin-Michel, 258 p., 39 F.

histoire

PRAGUE : 1948

François Fejtó démonte un coup d'Etat célèbre et toujours d'actualité.

EN 1948, quelques jours d'une crise gouvernementale savamment mise au point par les communistes tchécoslovaques leur livraient l'intégralité du pouvoir qu'ils partageaient jusqu'alors avec des socialistes et des modérés. Ce fameux coup de Prague s'inscrivait dans pas seulement la guerre froide, en même temps qu'il affirmait la domination soviétique en Europe orientale. Pendant plus d'un

quart de siècle, son souvenir pesa comme un cauchemar sur les démocraties occidentales, où il creusa un infranchissable fossé entre l'extrême gauche et les autres partis politiques.

Auteur d'une célèbre et désormais classique *Histoire des démocraties populaires*, François Fejtó consacre à l'événement un ouvrage dense, riche, très documenté. Il expose clairement que, à l'inverse d'une opinion très répandue, l'armée russe ne stationnait plus dans le pays quand la crise débuta. Elle n'y revint qu'en 1968. Toutefois, la présence invisible de Joseph Staline derrière Klement Gottwald, secrétaire général du P.C., valait plusieurs divisions.

Le soutien moral et politique de l'U.R.S.S., de vagues menaces d'intervention militaire, offrirent à ses amis d'importants atouts. Leur machiavélisme triompha surtout d'adversaires médiocres, timides, incapables de prévenir et d'agir. L'usure physique et intellectuelle du président de la République Edouard Benes contribua, elle aussi, au succès de ce coup d'Etat furtif, étrange et irréaliste « révolution à huis clos », pour reprendre une excellente expression de l'auteur. Les Occidentaux, singulièrement l'Amérique, portent une responsabilité capitale dans la conclusion d'une épreuve de force dont ils ne comprennent le sens qu'à la dernière minute.

François Fejtó démêle l'enchevêtrement des partis, des manœuvres apparentes ou sous-terraines avec une parfaite connaissance du sujet, et beaucoup de dextérité. Son portrait du général Svoboda, pour la période dont il traite, éclaire le rôle du même personnage vingt ans plus tard, lors de la liquidation du « socialisme à visage humain ». Dans une Europe toujours incertaine de son avenir, les événements survenus à Prague en 1948 gardent une brillante actualité.

GILBERT COMTE.

★ LE COUP DE PRAGUE, de François Fejtó. Le Seuil, coll. « L'Univers historique », 233 p., 55 F.

Jan Hus l'intrépide curé bohémien

L'épopée d'une grande hérésie.

« WYCLIF engendra Hus, Hus engendra Luther », psalmodiaient les catholiques au schisme albige, quand le titan de Wittenberg

lança contre la papauté les coups mortels dont elle ne se remit jamais. A cent trois ans de distance, l'actuel du moine saxon répéta par bien des points celle de l'humble mais intrépide curé bohémien, brûlé vif à Constance en 1415 : même protestation morale contre les abus de l'Eglise, lancée par un de ses fils ; même lutte contre les indulgences, l'orgueil, le luxe, la corruption ecclésiastique ; mêmes appels à la Bible ; mêmes vœux d'un retour aux mœurs pures de la chrétienté primitive.



GARY CLAIR DE FEMME

roman
Un chant d'amour profond célébrant le couple.

GALLIMARD

Une science aimable

En nos temps de mollesse et de facilité, peu d'hommes soupçonnent quel héroïsme il fallut à ces premiers réformateurs de la discipline religieuse, quand la confusion du spirituel et du temporel ne leur laissait le choix qu'entre la soumission et le bûcher. De nos jours, le combat au bord du gouffre d'un Sakharov, d'un Pliouchine, d'un Boukovsky, celui des intellectuels tchécoslovaques, en donnent seuls une image. M. Richard Friedenthal traite cette épopée de la grande hérésie hussite en histoire classique, avec portraits et tableaux d'époque, de mœurs, fresques hautes en couleur, enchaînement des causes et des effets soigneusement remaniés, enfilés, expliqués. Nul génie, mais beaucoup de science ; une science aimable, sans pédanterie ni prétentions.

L'auteur avoue ses quatre-vingt-un ans sans complexe. Son tradition pleine de verve, l'humour qu'il glisse dans les chapitres les plus graves, incitent pourtant le lecteur à croire qu'il découvre une jeune plume. Le talent n'a pas d'âge.

G. C.

★ JEAN HUS, HÉRÉTIQUE ET REBELLE, de Richard Friedenthal. Calmann-Lévy, 258 p., 57 F.

Jeune femme, diplômée de l'Institut National de Documentation (Conservatoire des Arts et Métiers), ancienne élève de l'Ecole du Louvre, 3 ans d'expérience via professionnelle, rech. de préférence à mi-temps, poste de DOCUMENTALISTE ou de LECTRICE chez Editeur.

Tél. 498-54-94.

Une nouvelle revue en collection de poche

LIBRE

politique - anthropologie - philosophie

Maintenant C. Lefort

Chine : Plus jamais d'empereur
C. Cadart

Hongrie 56 : Quelle révolution ?
C. Castoriadis, C. Lefort, M. Luciani

Archéologie de la violence
P. Clastres

Deux époques de la folie
G. Swain

Sade et Fourier
S. Debout

pbp n° 315

Parution : 2 fois par an
Comité de rédaction :
Miguel Abensour
Cornelius Castoriadis
Pierre Clastres - Marcel Gauchet
Claude Lefort - Maurice Luciani

PAYOT

106, Boulevard Saint-Germain
75006 PARIS

Le regard de Jünger

PARMI tous les écrivains allemands, Ernst Jünger a la chance d'être, chez nous, l'un des plus régulièrement (et des mieux) traduits. Il vient d'ailleurs de recevoir le Grand Aigle d'or de la ville de Nice.

Composé, une fois de plus, à partir de plusieurs recueils parus en Allemagne entre 1960 et 1975, *Graffiti Frontalières* constitue, il est vrai, beaucoup moins la révélation d'un aspect encore inconnu du talent de l'auteur des *Chasses subtiles* et de *l'Essai sur l'homme et sur le temps* qu'une suite de variations en miroir sur les thèmes qui lui sont depuis longtemps familiers : réflexion sur des lectures, des particularités linguistiques, considérations sur l'alternance des saisons, la différence entre le savant et l'ami, comptes rendus de rêves...

S'il e pris la précaution de feuilleter le livre au hasard, et de se laisser surprendre, au gré des rencontres inattendues, sans le lire d'un bout à l'autre, le lecteur habituel de Jünger éviterait la déception. Au fil de ces pages, il retrouvera, en effet, ce regard inimitable que l'auteur sait poser sur les objets apparemment les plus anodins, pour en extraire des secrets qui sentent ceux de notre condition humaine.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

★ GRAFFITI FRONTALIÈRES, de Ernst Jünger. Traduit de l'allemand par Henri Flard, Christian Bourgois, 328 p., 59 F.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

FAUT-IL AVOIR PEUR DES TESTS ?

Les tests font peur. Leur érotisme inquiète. Leurs verdicts effraient. Après une période d'euphorie « scientifique » est survenu le temps du soupçon.

On accuse à présent les tests de mettre sur le compte de la psychologie ce qui n'est que le constat des inégalités sociales. D'un côté les « doués », ceux qui sont « bien dans leur peau », c'est-à-dire les maîtres. De l'autre les « débilés », les « caractériels », c'est-à-dire les exploités. Mais surtout, on reproche aux tests de mettre leur pseudo-science au service de la répression administrative. Les tests serviraient à désigner aux pouvoirs les « inadaptés » et les « déviants » à mettre à l'écart.

Cette réaction a été saine : elle a tempéré l'enthousiasme naïf des psychologues pour leurs instruments de mesure tout neufs. Elle a rappelé à ceux qui avaient tendance à l'oublier que chaque homme — y compris le psychologue — occupe dans la société une position qui est un élément déterminant de sa personnalité. Mais elle ne doit pas faire oublier les services que peuvent rendre les tests psychologiques.

Une enquête pour expliquer ce qui sont réellement les tests — surtout ceux destinés aux enfants — leur fonctionnement théorique, les principes de leur utilisation et le rôle de la psychologie sociale.

UNE SEMAINE A L'UNIVERSITE DE PARIS-TOLBIAC. — Une série d'installations, d'impressions brutes. Un tableau surprenant. C'est l'université vue du poutillier.

LA TRIBUNE DES LEGISLATIVES. — Le Monde de l'éducation lance un débat avec ses lecteurs sur la politique éducative dans la perspective des élections législatives de 1978, et propose huit thèmes de réflexion.

Egalement au sommaire :

Trop d'étudiants en médecine en Suisse. Le débat social dans la campagne électorale en Belgique. Le C.E.S. des Rousses dans la Jura. La période de l'adolescence dans les écoles normales. L'Institut économique et juridique de l'énergie à Grenoble. Les élus municipaux apprennent à leur métier. Les stagiaires du Muséum d'histoire naturelle. Les milliers de la radiologie. Que faire avec deux années de C.A.P. ? Comment trouver une colonie de vacances ?

« LE MONDE DE L'EDUCATION »

5, rue des Italiens - 75227 Paris Cedex 09.

Le numéro : 5 F - Abonnement (11 numéros par an), 50 F.



si vous aimez LES LIVRES
si vous ne savez plus où les acheter...
Pour vous installer
ULTRA RAPIDEMENT
à des prix IMBATTABLES
LA MAISON DES
BIBLIOTHEQUES

150 modèles vitrés
Étroits - Largés - Hauts - Profonds
Superposables - Juxtaposables
100 combinaisons d'assemblages
Spécialité de Rustique
Meubles contemporains et de style
Catalogue illustré gratuit

LA MAISON
DES BIBLIOTHEQUES
15014 PARIS 15, rue de la Chapelle 93
Tél. 633.73.33
Demandez gratuitement le catalogue

François Châtelet

Chronique des idées perdues

Collection « Les grands auteurs » dirigée par Claude Gleyman.

Stock

QUARTIER LATIN

Philosophie

LA RÉVOLUTION IMPOSSIBLE

(Suite de la page 19.)

Contrairement à ce que nous répète sans fin l'optimisme de gauche (tranquille on agit), il n'y a pas de nature à restaurer, de désir muselé, de langue dominée. Au commencement était l'Etat et la Loi, et non pas un âge d'or parvenu par la suite par une exploitation complétoise. Tant qu'il y aura de la société et de l'histoire des choses resteront en Etat (et la « fin de l'histoire » de Hegel reste pour nous une énigme pendant que la révolution s'identifie à l'impossible). L'ignorer, c'est se condamner à la plus futile et à la plus lourde des méconnaissances.

Un portrait cruel

D'où ce portrait cruel du « socialiste » : « Un socialiste n'oublie rien, ne regrette rien, ne rend rien : tous les incidents, les accidents de l'histoire sont immédiatement stockés dans une gigantesque mémoire, dont il se veut le gardien et l'archiviste vigilant. Il ignore ce qu'est une défaite, une vraie, une authentique défaite : il ne la pense jamais comme comme retard ou comme étape, comme ruse ou comme repli d'un mystérieux combat, dont les voles sont impénétrables, dont l'issue ne fait pas de doute. Il n'y a pas de Mai pour un socialiste qui ne soit l'ombre d'un Bien. Il n'y a pas de pas en arrière qui ne soit la rançon de deux victoires pas en avant. Ce portrait psychologique est plus vrai, plus parlant, que toute analyse politique. C'est la figure de la conscience malheureuse, quotidienne, socialisée, programmée, c'est-à-dire, désormais, tout le monde. Le progressiste, presque tout le monde, est à la fois « bourgeois », « biologiste », « médecin ». Il calcule sans fin l'heure où il va se passer quelque chose, même s'il ne se passe rien ; il croit que la maladie annonce la santé, que l'ancien va mécaniquement accoucher du nouveau, etc. Ainsi tourne le manège des corps et des têtes. Pendant que le capitalisme, que chacun s'attend à voir mourir mais qui renait chaque jour comme système absolu, devient un régulateur de mort impérieuse, nuit productive et reproductrice inlassable, désert réaménagé, perfection d'une répétition élargie et surcontrôlée.

C'est pourquoi cette autre vérité désagréable apparaît de plus en plus : il n'y a pas de réelle différence entre la pensée technocratique, celle du « désir » et le socialisme. Il y a, au contraire, dans tous ces cas, un même effet de dégradation, de religion laïcisée. Pensées du « il faut » : il faut du Progrès, il faut de la Jouissance, il faut du Même dans l'Égalité. Pourquoi cet « il faut » ? Parce que. Parce que quoi ? Parce que, sans quel, ce serait le désespoir, le vertige, la peur du néant, du vide. Ce qui est interdit, c'est donc, sans cesse, le pessimisme libérateur, sain, et peut-être simplement ce qu'on pourrait appeler l'hu-

mour transcendant. Le « il faut » du Capital est appuyé par le « nous devons » socialiste. Et notre horizon planétaire voit ainsi surgir « une étrange strême dont le corps sera le Capital et la tête marxiste ». Un capital prolétarien, dans la mesure où le prolétariat, classe introuvable, aurait en chemin non pas aboli mais avalé les autres classes plus leurs chaînes. Le totalitarisme serait ainsi en expansion continue : plus il y a socialisation et plus il y a servitude volontaire, terrorisée, intérieure. Si le mal du lien social est radical (ce que, par parenthèse, ont pensé les mystiques de tous les temps, et le « maillème » en France, la crise mystique de la religion marxiste) ; si la barbarie n'est pas dérivée mais « spontanée », alors, en effet, le fascisme et le stalinisme sont des signes annonciateurs d'un totalitarisme renforcé à visage technocratique, sexuel ou révolutionnaire. Et ce mouvement, ô paradoxe ! ô scandale !, vient bien des « Lumières » elles-mêmes. Qu'est-ce que le Goulag ? — ne craint pas d'écrire Bernard-Henri Lévy : les Lumières moins la tolérance.

Le « Dante de notre temps »

Le socialisme n'est pas l'alternative du capitalisme, mais sa forme, mais sa réussite, voire tout simplement son contraire. La barbarie à visage humain est d'abord une reprise et un approfondissement de l'analyse du fait totalitaire comme fait moderne. Nouveau en ceci qu'il implique pour la première fois une crise radicale du sacré, d'où procède l'effacement des conventions (la confusion-cumulation des pouvoirs dans une incarnation « homogène », néo-meurtrière, l'Etat totalitaire est le premier qui ne divise plus pour régner. La lumière universelle débouche en plus sur une parole obligatoire, sur la violation permanente du privé comme du secret. « A quand la Constitution qui fera du droit au secret un « droit de l'homme » imprescriptible » ? Il y a plus d'un siècle, donc, Baudelaire demandait le droit de se contredire et celui de s'en aller : nous en sommes encore à réclamer la libre circulation des hommes et, plus modestement, des idées, et de plus à constater l'obligation qui nous est faite plus que jamais de parler, d'avouer, d'être lisibles, transparents, explicables. La prise de corps et de discours, la prise mentale dont nous sommes l'objet pour nous-mêmes s'est, par conséquent aggravée à travers les génocides, les camps, les asiles psychiatriques. La société comme telle est donc une recommandation de suicide pour toute différence irréductible. « Van Gogh suicidé de la société », écrivait Artaud. Et Freud : « La société est fondée sur un crime commis en commun. Étranges découvertes que nous préférons laisser dormir jusqu'à ce que des charniers, quelques instants, nous réveillent.

Nous sommes de plus en plus nombreux à dire, parce que le réel irréfutable nous y contraint, que le rationalisme et sa pointe systématique, le marxisme, fonctionnent comme la religion de notre temps. Bernard-Henri Lévy a eu simplement l'idée d'en emprunter la démonstration à Marx lui-même Remplaçons « religion » par « marxisme » dans la définition que donne Marx de la religion, et nous obtenons le détournement suivant, saisissant de vérité : « Le marxisme est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point

d'honneur spirituel, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa raison générale de consolation et de justification. La lutte contre le marxisme est donc par ricochet la lutte contre ce monde dont le marxisme est l'ordonne spirituel. La lutte marxiste est à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. Le marxisme est le soupçon de la créature vocable, l'âme d'un monde sans âme, de même qu'il est l'esprit d'un monde sans esprit. Il est l'opium du peuple. » Comme Marx n'était pas marxiste, nul doute que sa barbe nous approuve en secret de dire cela aujourd'hui face aux différentes versions « socialistes », de l'U.R.S.S. à la Chine, face aussi aux tonnes de dissertations qui se publient sans cesse. Et nul doute non plus que le philistin d'aujourd'hui, comme le bourgeois d'hier, trouvera cela peu sérieux, voire inadmissible.

Ce qui est diablement sérieux, en revanche, c'est l'enfer. L'enfer fasciste sur lequel, en profondeur, tout reste à dire : l'enfer du Goulag écrit par celui que Bernard-Henri Lévy n'a pas peur (et il a raison) d'appeler le « Dante de notre temps ». Soljenitsyne. En avons-nous entendu des réserves plus ou moins raisonnables en embarras sur Soljenitsyne ? Est-il gênant cet écrivain en exil qui ne se contente pas de témoigner d'une « déviation » mais qui donne à la vérité la force de son écriture acharnée à restituer une mémoire que la barbarie à maison humaine avait cru pouvoir faire taire à jamais. Je suis de ceux que la lecture de Soljenitsyne a lentement, profondément transformés : c'est un devoir de le dire. Je m'étonne tous les jours (mais de moins en moins) de réifier à quel point nos contemporains ont évité le choc interne de ces phrases. Comme celles de Poe en 1836 ? D'Artaud en 1930 ? D'un Inconnu, peut-être, déjà parmi nous ?

Et maintenant ? Demain ?

C'est-à-dire l'irréfutable (nécessaire) depuis 66 ? Bernard-Henri Lévy a raison, je pense, de rappeler que 68 a été le commencement, à quelques exceptions importantes près, d'un processus d'émancipation générale, capillaire, 68 voit, d'après lui, une diffusion organique et affaiblie du « marxisme » comme, antérieurement, du radical-socialisme. C'est l'air du temps. Une certaine façon de ne parler que des mêmes choses, tout le temps, et de la même façon.

Cet ennui irrespirable

C'est cet ennui de plus en plus compact, irrespirable, que chacun de retour en France, sent monter et coaguler. C'est cette atmosphère d'impasse surveillée contre laquelle, ces derniers temps, en Italie, les étudiants se révoltent. C'est cette passivité marquée des intellectuels. Le refus de cette impasse donne à la barbarie à visage humain son style (comme aux *Matrices Pensées* de Glucksmann, l'un des plus brillants philosophes français d'aujourd'hui) : quelque chose de fiévreux et de froid qui réconcilie, pour une fois, philosophie et littérature. Le premier grand style romantique depuis 68. L'intellectuel, dit Bernard-Henri Lévy ne pourra être désormais que « métaphysicien, artiste, moraliste ». N'oublions pas sur le point de trouver coupable une telle affirmation ? D'en, avoir honte ? La voie, donc : c'est la dissidence de notre temps, et elle est vieille et nouvelle comme toute résistance au Prince, qui prétend, grâce à notre démission, régner éternellement en ce monde. Je souligne le mot « artiste », sans lequel, à mon avis, les deux autres ne viennent plus rien dire. Je l'avais dit en commençant : il s'agit d'un livre scandaleux jusqu'au bout.

PHILIPPE SOLLERS.

★ LA BARBARIE À VISAGE HUMAIN, de Bernard-Henri Lévy, Grasset, 240 p., 39 F.

L'ambiguïté d'une morale

● Plus sartrien que Sartre, André Gora publie un texte achevé depuis plus de vingt ans. Mais ce n'est pas qu'un document historique.

ÉCRIT entre 1948 et 1956, ce volume d'André Gora a de quel déconcerter. Né d'un dialogue, d'une amitié constante avec Sartre, il se veut finalement la réponse à la question laissée ouverte à la fin de *l'Être et le Néant* : la possibilité d'une morale fondée sur son ontologie phénoménologique et correspondante à l'existentialisme. C'est donc peu dire qu'il s'agit d'un livre sartrien : dans le style même, le vocabulaire, on retrouve la présence constante des analyses du Sartre de l'époque. Aussi peut-on regretter qu'il n'ait rien fait pour scindiser tous ses développements.

Cette tentative pour fonder la morale à travers la description des choix, des possibilités, des situations qui la révèlent est une théorisation souvent excellente de tant d'analyses éparses et restées fragmentaires au fil de *l'Être et le Néant* et des *Chemins de la Liberté*, des essais de Simone de Beauvoir. Pour une morale de l'ambiguïté, de ces confrontations des Temps modernes entre les intellectuels et la politique, des divergences

entre Sartre et Merleau-Ponty. C'est donc l'horizon philosophique d'une génération tout entière de l'après-guerre, enthousiasmée par l'existentialisme, qui nous est restituée.

Par-delà l'intérêt historique de l'ouvrage, il y a aussi le « cas Gora ». Derrière l'abstraction des analyses se dessine une sensibilité, une vie, une angosse, une quête — celle-là même qu'il retrace dans *le Traître*, et qui nous touche infiniment. « En vertu de quoi l'existence révoltée veut-elle mieux que l'esclavage soumis, le joueur que l'apare, le rebelle sans cause que l'inquisiteur ? », demande Gora. Cette naïveté, cette générosité, sont sans doute ce qui rend l'ouvrage le plus intéressant. Ce volumineux traité est écrit comme un journal intime, visant moins à préciser la pensée de Sartre, comme le fera Francis Jeanson, qu'à trouver un sens à la vie. Rien n'est évident : le fait de vivre, d'avoir un corps, de rencontrer les autres, d'être né par hasard dans telle histoire et dans telle culture. C'est ce sentiment de fatalité, de contingence absolue qui guide l'entreprise. Gora s'est enfoncé dans l'ontologie existentielle de Sartre comme Roquentin dans les cafés, comme Mathieu tire les dernières balles contre les échecs de sa vie. Étrange génération pour qui la philosophie devait donner une réponse à la vie, au monde, à la mort, à la communication, au corps, à la morale, à la politique. Sans doute peut-on manifester

Nietzsche, lecteur de Dostoïevski

EN 1882, du temps de leur amitié passionnée, Lou Salomé avait-elle parlé à Nietzsche de Dostoïevski (que quinze ans plus tard elle fera lire à Rilke) ? On peut certes en rêver, mais rien ne permet de le croire. Il est, au contraire, probable que la jeune Russe n'a joué aucun rôle dans cette rencontre décisive que Nietzsche décrit ainsi à Franz Overbeck dans une lettre du 23 février 1887 : « Il y a quelques semaines encore, j'ignorais que le suis, qui ne lit aucun journal, ne connaissait rien de Dostoïevski, pas même son nom. Et voici que, dans une librairie, la main par hasard la main sur l'Esprit souterrain qui vient d'être traduit en français (...) La voix du sang (comment l'appeler autrement ?) se fit aussitôt entendre, et ma foi fut exaltée... » Dans une lettre à Peter Gast du 7 mars 1887, Nietzsche revient sur sa découverte, quel dans les mêmes termes, et qualifie l'Esprit souterrain de « trait de génie psychologique ».

De quand date cette révélation dans une librairie, sans doute nicoise ? Nietzsche ne le précise pas, mais André Schaeffer, dans son excellente édition des *Lettres à Peter Gast* (1), le situe en décembre 1886 : la préface de la réédition de *L'Aurore*, que Nietzsche envoie à son éditeur avant les fêtes de Noël 1886, est d'évidence marquée par la récente lecture du texte de Dostoïevski : « Dans ce livre on trouve au travail un être souterrain, de ceux qui ferment, qui sapent, qui minent... »

Dès lors et jusqu'à l'effondrement final, Nietzsche ne cessera pas d'évoquer Dostoïevski avec respect et enthousiasme. « Quelle délivrance que de lire Dostoïevski ! » est son leitmotiv. Dans une lettre du 12 mai 1887 à Malwida von Meysenbug, il se dit « emballé » par Dostoïevski, et le 20 octobre 1888, de Turin, il écrit à Georges Brandes : « Je vous crois sur parole quand vous me dites qu'on peut renaitre à la vie en Russie ; je compte parmi les meilleurs moyens de me soulager tout livre russe, en premier lieu ceux de Dostoïevski (traduits en français, pas en allemand, sur son nom de chef). » Quelques semaines plus tard, il avait saisi en Dostoïevski « le seul psychologue » dont il ait eu « quelque chose à apprendre » (le Crépuscule des Idées, s. 45).

Nous savons qu'entre l'Esprit souterrain, Nietzsche avait lu les *Souvenirs de la maison des morts*, ainsi qu'*Humbles et Offensés*. Aujourd'hui, grâce aux textes inédits qui figurent dans les *Fragmentes posthumes* des trois premiers mois de 1888, nous avons la preuve qu'il a lu, en traduction française, les *Posaïdes*, et qu'il en a même copié des pages entières dans son carnet. Le plus étonnant est que Nietzsche, lecteur compulsif, est tout de suite allé à l'essentiel : l'enthousiasme mystique de Kirilov les négations froides de Stavroguine, le stérilisme de Chabov, les thèses préliminaires de Chigalov, le tentation de l'Anchérist. Et, recevant la lettre qu'écrivait son suicide Stavroguine écrit à Dacha, Nietzsche a-t-il pensé à Lou Salomé, à la seule femme qui aurait pu le tenir par la main, et qui, moins fidèle que Dacha, l'a trahi ? Ces citations de Dostoïevski, par Nietzsche, sont assurément un des apports les plus captivants et bouleversants de ce tome XIII des œuvres philosophiques complètes.

Nietzsche et l'amour des enfants, Nietzsche se jetant au cou de l'âne de Turin, Nietzsche et l'échec apparent de sa « mission », c'est moins à Stavroguine qu'il ressemble qu'au prince Mychkin. Jaspars note justement que lorsque Nietzsche traite le Christ d'« idiot », c'est au sens où Dostoïevski appelle ainsi Mychkin. Peut-être la leçon suivante des *Fragmentes posthumes* nous donnerait-elle la certitude que Nietzsche a, en effet, lu *l'Idiot*. Dès à présent, avec ce qui nous savons touchant les *Posaïdes*, une nouvelle lecture de l'*Antéchrist* et d'*Ecce homo* s'impose.

GABRIEL MATZNEFF.

(1) Editions de Rocher, 1958.

★ FRAGMENTES POSTHUMES (automne 1887-mars 1888), de Friedrich Nietzsche, traduit de l'allemand par Pierre Klossowski et Henri-Alexis Bonet, Ed. Gallimard, 452 p., 75 F.

vient de paraître en librairie

ARGILE

cahiers trimestriels de poésie

directeur : CLAUDE ESTEBAN

XII

HENRI MICHAUX

Glasnost

OSSIP MANDELSTAM

Entretien sur Dante

PASCAL QUIGNARD

Technique

JEAN DAIVE

Écriture poétique

JEAN FRÉMON

L'esprit de l'eau

EMMANUEL HOCQUARD

Act

avec des dessins de

PIERRE TAL-COAT

128 pages - 8 illustrations

le numéro 30 F

l'abonnement annuel : 90 F

MAECHT ÉDITEUR

15 rue de Toléance, 75008 Paris

le n°3 est en vente en kiosque 8 F

Le premier magazine d'art et de culture contemporains

Donald Karshan

Les MJC ont la parole

José Valverde

Musique contemporaine...

Renseignements : Baubourg - Pont des Arts

Abonnements : 28, boulevard Poissonnière

75009 PARIS Tél. : 770.42.32

UNE LIBRAIRIE À DOMICILE

inter-livres

Commandez tous vos livres par

ou par

« Vous recevrez tous les livres disponibles chez les éditeurs dans les plus brefs délais par poste ou courrier. Vous les paierez même cher 10 % sur prix conseillé (seul livres de moins de 30 F et livres techniques). Vous les paierez plus tard sur facture mensuelle à l'Éclair de nuit 6 F jusqu'à 100 F, 10 F de 100 à 200 F, 15 F de 200 à 300 F, 20 F de 300 à 400 F, 25 F de 400 à 500 F, 30 F de 500 à 600 F, 35 F de 600 à 700 F, 40 F de 700 à 800 F, 45 F de 800 à 900 F, 50 F de 900 à 1000 F. Provisoire de 50 % pour toute première commande de + de 200 F. 38-40 av. des Gobelins - 75013 PARIS - Tél. 535.08.46 »

le dossier complet de l'énergie

par MARCEAU FELDEN

380 pages, 45 francs

ANDRÉ LESON

10, rue de l'Épave, Paris 6

Pour les enseignants, les éditeurs, les écrivains, les secrétaires et les professionnels du livre et de la presse

LA PONCTUATION

Art et Finesse

par Jean-Pierre COLLIGNON

correction au journal le Monde

volume de 96 pages : 18,00 F

2,75 F tr. env. (France métro.)

Commandes à adresser :

à J.-P. COLLIGNON,

28, av. P. Soliman - 75013 PARIS

PARU

cette semaine

ACTIONS THÉMATIQUES

PROGRAMMÉES

SCIENCES HUMAINES

N° 17

SIX ÉTUDES DE CAS

D'INNOVATIONS

TECHNIQUES

Procédés de construction de

logements (procédés Caux

et Irémond), appareils

médicaux (analyseurs à

distillation liquide et auto-

graphes), matériels de trans-

port (véhicule électrique et

le train grande vitesse).

Responsables : P. CHESNIN

A. NICOLIN.

21 x 29,7/114 p./Br

ISBN 2-222-02080-9

25 F

catalogue CS gratuit sur demande

Editions du CNRS

15 rue de Toléance, 75008 Paris

Tél. 535.92.25 - C.C.P. 9501-93 Paris

quinzaine de la pléiade

du 3 au 17 Mai 1977

GALLIMARD

Nietzsche, lecteur de Dostoïevski

[illegible]

125.41 MATN.

Alone inside

le dossier
complet
de l'énergie

4/5

UNCLASSIFIED

er livres

**Edition
du CNR**

Le Hameau de la Lubiane/Vence

dans un parc de 5.000 m² avec une rivière :
5 petits immeubles de 3 étages du studio au 5 pièces
habitable 3ème trimestre 77

- Cuisine équipée
- Chauffage électrique individuel
- Crédit possible
- Excellent placement locatif

Bureau de vente sur place :
Chemin de St Colombe
ou
D.L.C. 82, la Croisette
Cannes - 06
Tél. (93) 99.25.81/99.35.16

A FONTAINEBLEAU, pour construire certains petits immeubles on se sert encore de la pierre de taille et de l'ardoise. Comme autrefois.

Pour conserver à Fontainebleau son cachet et son style, certains promoteurs n'hésitent pas à utiliser les matériaux d'autrefois : l'ardoise et même la pierre de taille. Ainsi, de petits immeubles viennent se nicher dans le centre même de la calme cité sans altérer son charme.

Ce souci de qualité se retrouve dans les finitions intérieures et aide à réaliser un mariage heureux entre la tradition d'hier et le confort d'aujourd'hui.

A 500 mètres de la Forêt et du parc du Château, la Résidence du Carmel est un bon exemple de modernisation raisonnée.

Deux des quatre petits immeubles de 3 étages qui la composent sont achevés et les deux autres la seront prochainement.

Pour ceux qui veulent prendre un peu de recul vis-à-vis de Paris, très proche cependant par le train ou l'autoroute du Sud, pour ceux qui sont sensibles au charme de la Nature et des souvenirs de notre

Histoire, Fontainebleau sera toujours un site bâti ; et certains n'hésitent pas à ajouter : un excellent placement !

Pourquoi ne vous laissez-vous pas tenter, vous aussi, par le charme discret de Fontainebleau ?

Serge VERY.

à Fontainebleau
la Résidence du Carmel

Dans 4 petits immeubles bien construits et bien situés, il reste quelques studios et appartements à prix fermes et définitifs.

Visitez l'appartement témoin :
de 14 h. 30 à 18 h. 30
(sauf mercredi)

Le samedi et le dimanche
de 10 h. 30 à 12 h. 30
et de 14 h. 30 à 18 h. 30
5, bd du Général-Ledoux
Fontainebleau
Tél. : 422-42-36

Bon à envoyer à FINERCO,
19, rue de la Michodière
75002 Paris Tél. : 742.45.69
Je désire recevoir
votre documentation gratuite

Nom _____
Adresse _____

MONDIAL MOQUETTE
LES PRIX - LE CHOIX - LE STOCK

**VIENT DE RECEVOIR
POUR LA 1^{ère} FOIS**

OFFRE LIMITÉE AU STOCK

2000 TAPIS D'ORIENT

TAPIS RUSSES, CHINOIS, PERSANS, ROUMAINS, ETC...

VOUS POURREZ CHOISIR VOTRE TAPIS PARMI DE MULTIPLES MODELES (dimensions, etc...)

Une offre exceptionnelle qu'il faut saisir de suite

**TOUT LE STOCK EN VENTE
40, QUAI D'AUSTERLITZ
exclusivement**

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

DÉBAT Quel avenir pour les entreprises publiques ? LES CHEMINS DE FER ALLEMANDS ENVISAGENT DE FERMER LE QUART DE LEUR RÉSEAU VOYAGEURS

D'un bord à l'autre du Rhin, les entreprises publiques de transport — et singulièrement les sociétés de chemins de fer — donnent quelques soucis à leurs gouvernements.

Si les affaires de la compagnie Lufthansa (R.F.A.) sont florissantes, en revanche, les

comptes des chemins de fer fédéraux laissent apparaître, chaque année, un déficit chronique. Pour tenter de le résorber, le ministre des transports vient de dresser un nouveau plan d'assainissement de cette société nationale qui survit grâce aux subventions de l'Etat.

Bonn. — A part les chemins de fer allemands — la Deutsche Bundesbahn (D.B.) — l'Etat fédéral ne possède ou ne gère directement aucune grande société de transport. Il est, cependant, le principal actionnaire — avec près de 75 % du capital — de la compagnie aérienne Lufthansa.

De notre correspondant

L'Etat fédéral est supérieur à ce déficit, car l'Etat prend à sa charge les coûts de certains tarifs sociaux, consentis par les chemins de fer. La subvention passerait donc, dans le même temps, à 7 milliards de deutschemarks.

Les causes de cette situation sont connues. Depuis quelques années, les Allemands ont délaissé le train pour d'autres moyens de transport. Si, au début des années 50, 40 % des personnes qui voyageaient utilisaient le chemin de fer, il n'y en avait plus que 30 % l'an dernier. En 1950, le train transportait plus de la moitié des marchandises, en 1976, sa part était tombée au-dessous de 30 %.

Les chemins de fer allemands ont fait porter, depuis quelque temps, leurs efforts sur la clientèle aisée en donnant la priorité aux trains rapides de première classe « Inter-city », qui, les jours ouvrables, relient, toutes les deux heures, les grandes villes allemandes entre elles. Ainsi, entre Hambourg et Cologne, l'« Inter-city », le plus rapide — il roule à une vitesse moyenne de 115 kilomètres à l'heure — met environ une heure de moins qu'un express, pour parcourir les 472 kilomètres qui séparent les deux cités.

Dans les « Inter-city », moyennant un supplément de 10 deutschemarks (21 francs), le voyageur bénéficie d'un grand confort, de la climatisation ; il a à sa disposition une volière-restaurant, « quelle », que soit l'heure de la journée, un secrétaire et la possibilité de téléphoner où il veut.

Il n'en reste pas moins que les chemins de fer allemands ont réalisé des investissements d'une utilité contestable. Pour le somme de 7,5 millions de deutschemarks, ils ont acquis trois locomotives électriques rapides. Celles-ci circulent entre Brême et Munich, sur une ligne peu fréquentée ; elles font des points de 200 kilomètres à l'heure, mais ne « gagnent » que... une minute et demie sur sept heures et vingt-deux minutes de trajet par rapport aux « Inter-city » ordinaires.

Le train-restaurant, en Allemagne fédérale, un moyen de transport relativement cher : 12 pennes à 12 kilomètres en seconde classe (25,2 centimes) et 20 pennes en première classe (42 centimes). En France, le tarif de base kilométrique est, respectivement, de 17,9 centimes et de 26,8 centimes.

On ferme...

Aussi, vient-il de proposer un plan de réformes qui a été approuvé, la semaine dernière, par le conseil des ministres. Ces propositions ne sont pas nouvelles : il s'agit de fermer des lignes, de supprimer des emplois et de gérer plus économiquement les investissements s'élevant, chaque année à 4 milliards de deutschemarks, soit environ trois fois plus que ceux de la firme automobile Volkswagen.

Ce plan vise à résorber, d'ici à 1985, le déficit qui était, l'année dernière, de 4 milliards de deutschemarks. Les subventions versées par

Depuis 1971, les tarifs de voyageurs ont augmenté de 40 % et les tarifs de marchandises de 80 %. Sur les grandes lignes, les dépenses couvrent les recettes à 90 % et, sur les lignes de banlieue, à 25 % seulement. Les dépenses de personnel représentent 90 % des coûts d'exploitation.

M. Gschelidte réussira-t-il à ôter presque tous ses prédécesseurs — échoué ? Il propose la fermeture — au moins en zone urbaine — à partir de l'année prochaine, de 6 000 kilomètres de lignes ouvertes au trafic des voyageurs sur les 23 500 existantes.

Des économies importantes

Les difficultés vont commencer quand les responsables devront choisir les lignes à fermer. La participation des Länder rendue obligatoire par la structure fédérale du pays ne facilitera pas la prise des décisions. Ces fermetures permettront une économie de 500 millions de deutschemarks par an, soit un cinquième des intérêts payés par les chemins de fer allemands pour leurs emprunts.

Les fermetures de lignes ouvertes au trafic des marchandises n'interviendront qu'à partir de 1981 et toucheront 3 000 kilomètres sur les 28 000 existants. L'économie ainsi réalisée s'élèvera à 30 millions de deutschemarks par an.

La rationalisation de l'entretien et de l'exploitation des infrastructures, le réformisme de la gestion du personnel, la réduction des coûts administratifs, devraient également produire des économies.

Le ministre envisage aussi une diminution des effectifs, mais il a promis aux syndicats qu'il n'y aurait pas de licenciements. On laissera jouer les « fluctuations naturelles », qui, espère-t-on, permettront de réduire de 375 000 à 315 000 le nombre des cheministes, d'ici à 1981.

Pour améliorer la gestion de l'entreprise, M. Gschelidte veut porter de quatre à dix le nombre des membres du conseil d'administration. A l'un de ces dix nouveaux responsables sera confiée une mission précise : « La rationalisation et les réformes de structures ». Le ministre veut, enfin, attirer à la direction des chemins de fer allemands des « managers » du secteur privé pour en finir avec le règne des hauts fonctionnaires. Jusqu'à maintenant, peu de candidats sur les rangs.

DANIEL VERNET.

550 F.

à "Evolution",
on a tout compris.
(même les charges dans le prix du m².)

Lorsqu'on a l'expérience de l'Uffi dans le domaine de l'immobilier de bureaux, on sait exactement quels sont les vrais problèmes, et les solutions possibles. "Evolution" est une excellente solution.

"Evolution" est à Paris, dans le 19^e arrondissement. Le prix de location annuel est de 550 F H.T. le m² (charges comprises). Vous y trouverez de vrais bureaux, dotés d'origine, et tous les services que l'on peut attendre d'un immeuble de bureaux de la dernière génération (installation téléphonique complète, restaurant d'entreprise, parking...) 2700 m² sont à louer, divisibles à partir de 150 m².

522.12.00

UFI UNION FONCIÈRE ET FINANCIÈRE
37, RUE DE ROMA / 75008

APRÈS LA

France et British Airway

Une bataille, pas l

ASRONA

Le Club et l'A

ne sont pas invités au X

les jardins de Gergovie

STUDIOS 5 PIECES

CEFFICO

31.83.98

EQUIPEMENT

APRÈS LA DÉCISION DU JUGE FÉDÉRAL AMÉRICAIN

Air France et British Airways sont prêtes à exploiter Concorde sur New-York dès le 20 juin

Les députés réunis mercredi 11 mai après-midi à l'Assemblée nationale en séance publique ont été les premiers à apprendre la décision du juge fédéral américain, M. Milton Pollack, déclarant illégale l'attitude des autorités portuaires new-yorkaises qui refusent à Concorde le droit d'atterrir sur l'aéroport Kennedy.

C'est M. Robert Wagner, député R.P.R. des Yvelines, qui a fait part de cette nouvelle aux députés accourus à débattre du projet de loi sur le bilan social sur les entreprises. Il a été applaudi par les députés de la majorité, tandis que M. Roland Nungesser, président de séance, affirmait sa satisfaction.

Air France a aussitôt réagi en publiant le communiqué suivant :

Air France se félicite de la décision du juge Pollack confirmant la possibilité pour elle et pour British Airways de desservir New-York en Concorde pour une période d'expérimentation de seize mois. Elle annonce son intention

d'engager dans les délais les plus courts, compatibles avec les formalités requises par les autorités américaines, le premier vol de reconnaissance. Elle pense ouvrir la desserte régulière quotidienne de la liaison Paris-New-York-Paris le lundi 20 juin 1977. Les réservations pourront être prises à compter du 1^{er} juin.

British Airways a, de son côté, annoncé que ses Concorde desserviront Londres-New-York deux fois par semaine à partir du 20 juin.

Les deux compagnies, qui exploitent en commun, depuis le mois de mai 1976, le super-sonique entre l'Europe et Washington, font donc comme si l'aéroport de New-York leur était désormais ouvert. Les choses ne sont pas si simples.

Le juge Pollack a rendu, mercredi, non un jugement mais une décision. Les avocats d'Air France et de British Airways vont maintenant faire connaître officiellement cette décision aux autorités portuaires new-yorkaises. Ces dernières auront dix jours pour préparer leur

« riposte ». Comme elles l'ont annoncé dès mercredi soir, elles feront appel auprès du juge Pollack. C'est ce dernier qui décidera si cet appel est recevable et s'il est suspensif. Suspensif, c'est-à-dire si Air France et British Airways sont ou non obligées d'attendre que la juridiction d'appel se soit prononcée avant d'exploiter Concorde sur New-York.

Reste enfin, au-delà, les recours qui peuvent être adressés soit par les autorités portuaires new-yorkaises, soit par les associations écologistes auprès de la Cour suprême.

Concrètement, on confirme à Paris que dans les prochains jours Air France et British Airways vont faire « comme si » la décision du juge Pollack était définitive et entreprendre des démarches techniques, juridiques, administratives auprès de l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) pour préparer les mesures permises, ultérieurement, l'atterrissage de Concorde à New-York.

L'administration américaine a, pour sa part,

rappelé qu'elle n'a jamais été en faveur de l'atterrissage de Concorde à New-York pour une période d'essai de seize mois. Le secrétaire américain aux transports, M. Brock Adams, a déclaré à ce propos : « Nous examinerons les termes et les conditions de la décision du juge Pollack pour déterminer quel effet elle aura, si elle en a, sur la politique précédemment affirmée du département des transports. »

La première conclusion heureuse des innombrables péripéties américaines de Concorde ne doit pas faire oublier que le super-sonique franco-britannique n'est admis sur le territoire des États-Unis qu'à titre provisoire. L'autorisation qui a été donnée en mai 1976 à Concorde de se poser sur l'aéroport fédéral de Washington-Dulles ne l'a été que pour une période d'expérimentation de seize mois. Un prioritaire du ministre américain des transports a précisé mercredi soir qu'aucune décision sur une prorogation éventuelle de cette période d'essai n'avait encore été prise.

Une bataille, pas la guerre...

New-York. — Mettant fin à un long suspense, le juge fédéral du Southern District of New-York, M. Milton Pollack, a tranché, mercredi 11 mai, en faveur de Concorde. Il a déclaré, dans le litige qui opposait Air France et British Airways aux autorités portuaires de New-York (PONYA) d'interdire la suprématie de la législation fédérale, ni plus ni moins. Il a déclaré nulle et non avenue la décision prise par la PONYA d'interdire à Concorde l'atterrissage. Kennedy qui faisait ainsi l'un des points de l'avis favorable donné en février 1976 par l'ancien secrétaire d'Etat aux transports, M. William Coleman, au terme d'un « procès public ».

De notre correspondant

M. Pollack a déclaré : « La décision des autorités portuaires de New-York d'interdire la venue de Concorde est tout à fait incompatible avec la décision fédérale à ce propos, et doit être révoquée en vertu de la clause de la Constitution ayant trait à la suprématie. » Il a ajouté : « Le commerce de l'air est régi par le fédéral aviation act de 1958. Cette loi est explicite et ne permet aucun doute quant à l'autorité exclusive du pouvoir de décision concernant l'atterrissage de Concorde à Kennedy. »

Selon la loi américaine, la décision du juge et son application sont deux choses séparées. M. Pollack a pris, mercredi, une décision relative à un point de droit constitutionnel. Les plaigments, Air France et la British Airways, doivent à présent — dans un délai de dix jours — soumettre à la Cour un « projet d'ordre » visant à faire appliquer dans la pratique cette décision. Il appartiendra alors au juge Pollack d'entériner ou non cette « injonction ». C'est après cette démarche que les autorités portuaires de New-York feront appel de la décision du juge. Elles demanderont vraisemblablement à celui-ci de prendre une « décision suspensive » qui empêcherait Concorde d'atterrir à Kennedy tant que la Cour d'appel n'aurait pas statué à son tour.

Sur les seize Concorde de série construits ou en construction (en France et en Grande-Bretagne), neuf ont été vendus : quatre à Air France et cinq à British Airways. Sept exemplaires, au total, sont donc en attente de clients. L'un, le Japon et la République populaire de Chine n'ont pas, à ce jour, manifesté leurs options en commandes fermes. Le programme approuvé par le gouvernement français et le gouvernement britannique de production de seize appareils, permet de maintenir les chaînes de fabrication en activité jusqu'en 1978. Mais cet objectif est atteint au prix d'un étalement dans le temps de la sortie des avions de série et après l'adoption de mesures conservatoires pour préserver l'outil industriel dans l'attente d'une nouvelle ouverture — hypothétique — du marché.

Cependant, les dépenses pour achever la construction des seize exemplaires lancés en fabrication sont estimées à 1 650 millions de francs en 1977 et 1978 par la Société

Sur seize appareils en construction : neuf vendus

Sur les seize Concorde de série construits ou en construction (en France et en Grande-Bretagne), neuf ont été vendus : quatre à Air France et cinq à British Airways. Sept exemplaires, au total, sont donc en attente de clients. L'un, le Japon et la République populaire de Chine n'ont pas, à ce jour, manifesté leurs options en commandes fermes. Le programme approuvé par le gouvernement français et le gouvernement britannique de production de seize appareils, permet de maintenir les chaînes de fabrication en activité jusqu'en 1978. Mais cet objectif est atteint au prix d'un étalement dans le temps de la sortie des avions de série et après l'adoption de mesures conservatoires pour préserver l'outil industriel dans l'attente d'une nouvelle ouverture — hypothétique — du marché.

Cependant, les dépenses pour achever la construction des seize exemplaires lancés en fabrication sont estimées à 1 650 millions de francs en 1977 et 1978 par la Société

LES DOUZE

Le sort de Concorde à New-York est entre les mains des douze commissaires du Port of New-York and New-Jersey Authority (PONYA). Les membres de ce Board que préside M. Robert Wagner, sont nommés pour quatre ans par les gouvernements des États de New-York et du New-Jersey.

Six commissaires représentent le New-York : Joseph Cullman, cinquante-cinq ans, président de Philip Morris, démocrate ; Lewis Glickman, directeur de Lehman Bros., démocrate ; James G. Remutt, senior vice-président de Bankers Trust, républicain ; William J. Roman, cinquante-quatre ans, administrateur de sociétés, républicain ; Howard Shuman, avocat du Syndicat maritime de l'Union démocrate ; R. F. Wagner, cinquante-sept ans, avocat, démocrate ; et Robert C. Quinn, cinquante ans, ancien maire de New-York, républicain.

Six commissaires représentent l'État du New-Jersey : Mrs Jane S. Englehard, environ cinquante ans, femme du président de Englehard Industries, démocrate ; Milton A. Gilbert, cinquante-cinq ans, avocat en retraite, républicain ; James C. Kellog III, cinquante-quatre ans, agent de change, senior partner du Spears Leads and Kellog ; Allan Sagner, cinquante ans, directeur du département des transports de l'État du New-Jersey, démocrate ; William P. Stulman, quarante-huit ans, président de la First National State Bank of New-Jersey, républicain ; et Victor Yanofski, cinquante-trois ans, pasteur, directeur du collège Saint Peter de Jersey-City, démocrate.

Ces douze commissaires sont assistés de trois conseillers techniques du PONYA : Isaac Dorf, directeur général, Kuhn, directeur des opérations, et Cesar P. Fetterlin, aviation director.

Le juge Pollack fera-t-il droit à la demande des autorités portuaires ? Nouveau suspense. Son indépendance est connue. Il n'a pas caché au cours d'une récente audience, son courroux vis-à-vis des autorités portuaires : « Comment, avait-il déclaré, le Concorde peut-il être jugé équitablement si on ne lui permet pas de joindre ses preuves ? »

D'un autre côté, les groupes écologistes, opposés à l'appareil franco-britannique, ont annoncé que, si besoin était, ils porteraient l'affaire jusque devant la Cour suprême et qu'ils ne déposeraient pas les armes. Les riverains de Kennedy Airport ont fait connaître leur décision d'organiser des manifestations à New-York et sur l'aéroport pour exprimer leur « opposition irréductible » à Concorde. Le gouverneur de l'État de New-York, M. Hugh Carey, a enfin déclaré que « l'atterrissage et le décollage de Concorde à Kennedy à l'heure actuelle pourraient avoir des conséquences graves ».

Bref, Concorde a, le 11 mai, gagné une bataille juridique importante qu'il n'a pas emporté. Il y a six mois tout était la timidité des gouvernements français et britannique qui ont longtemps hésité à recourir aux moyens juridiques, préférant jouer la carte diplomatique. Il n'a pas, s'en faut, gagné la guerre. Il lui reste à franchir plusieurs obstacles — politiques, juridiques, techniques — de taille avant de voir assurer son destin sur l'Atlantique nord.

LOUIS WIZNITZER.

Reactions

Le R.P.R. — « Le Rassemblement pour la République, qui n'a cessé — et tout récemment encore, par la voix de Jacques Chirac — de déclarer : « Concorde, en raison de son importance pour notre indépendance technique, salue avec joie la décision du juge fédéral. »

LES SYNDICATS. — M. Pallu, secrétaire de la section C.G.T. de l'aéronautique, a déclaré : « Cette décision positive devrait permettre le lancement d'une nouvelle tranche de fabrication de Concorde au-delà du numéro 16 et l'étude d'une version améliorée du super-sonique. » Selon M. Loubet, responsable de la section C.F.D.T. : « Cette étape favorable ne doit pas dissimuler les incertitudes de l'aéronautique française. »

LES OPPOSANTS BRITANNIQUES. — M. Richard Wiggs, responsable anglais du projet anti-Concorde, a déclaré : « Deux fois, il est dit que Concorde est une erreur. Mais nous savons que c'est une erreur de jugement. »

Sur seize appareils en construction : neuf vendus

Sur les seize Concorde de série construits ou en construction (en France et en Grande-Bretagne), neuf ont été vendus : quatre à Air France et cinq à British Airways. Sept exemplaires, au total, sont donc en attente de clients. L'un, le Japon et la République populaire de Chine n'ont pas, à ce jour, manifesté leurs options en commandes fermes. Le programme approuvé par le gouvernement français et le gouvernement britannique de production de seize appareils, permet de maintenir les chaînes de fabrication en activité jusqu'en 1978. Mais cet objectif est atteint au prix d'un étalement dans le temps de la sortie des avions de série et après l'adoption de mesures conservatoires pour préserver l'outil industriel dans l'attente d'une nouvelle ouverture — hypothétique — du marché.

Cependant, les dépenses pour achever la construction des seize exemplaires lancés en fabrication sont estimées à 1 650 millions de francs en 1977 et 1978 par la Société

AÉRONAUTIQUE

Le Chili et l'Afrique du Sud ne sont pas invités au XXXII^e Salon du Bourget

Le XXXII^e Salon international de l'Aéronautique et de l'Espace, qui ouvre ses portes au Bourget, du 3 au 12 juin, renouera avec les présentations en vol d'avions civils et militaires, alors que le président du Salon — en 1975 — avait interrompu cette tradition après l'accident du super-sonique soviétique Tupolev-144. En juin 1975, à Cosmopolis, l'Union soviétique avait annoncé, mardi 10 mai à Paris, M. Serge Dassault, commissaire général des salons internationaux de l'Aéronautique et de l'Espace, après avoir toutefois indiqué que resteraient interdits les évolutions acrobatiques d'appareils militaires, des avions rapides à basse altitude.

Selon M. Dassault, six cent vingt-sept exposants ont, d'ores et déjà, confirmé officiellement leur participation. Ce total de 26 % du nombre des appareils exposés.

Parmi les nouveautés de ce XXXII^e Salon, on peut citer les avions-cargos américains YC-14 et YC-15 de Boeing et de McDonnell-Douglas, l'avion de combat F-17 de Northrop, les avions de transport soviétiques Ilyouchine-96, Yak-42 et le super-sonique Tupolev-144 modifié, le chasseur-bombardier Kfir israélien, le Hawk britannique, le Tornado-MRCA à hélice variable et des appareils brésiliens et argentins. La France présentera, pour la première fois, le triporteur de liaison et d'affaires Falcon-50, une maquette grandeur nature du nouvel avion de combat Mirage-2000 de l'armée de l'air, l'hélicoptère Eurocopter à usage civil et une maquette grandeur nature du premier satellite d'observation de la Terre dessiné par le CNES.

Le commissaire général du Salon a précisé que la République d'Afrique du Sud et le Chili ne figureront pas parmi les invités officiels étrangers du gouvernement français, ces deux pays étant l'objet d'embargos sur la livraison de matériels aéronautiques jugés offensifs (nos dernières éditions).

P.T.T.

DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT DÉNONCENT LA DÉGRADATION DU SERVICE PUBLIC

L'association générale de huit mille chefs d'établissement des postes et télécommunications vient d'exprimer, à la fin de la semaine dernière, son mécontentement et son désaccord avec le gouvernement français, qui donne la priorité à des projets bancaires, industriels, ou le versement de subventions directes par le budget de l'Etat.

L'étalement dans le temps constaté dans la sortie des avions de série s'accompagne de la dégradation des services de l'Etat. Le service public, amorcé, dès le fin du VI^e Plan d'équipement civil, dans l'activité des bureaux d'études industrielles, a subi, depuis, une dégradation constante. L'association des chefs d'établissement des bureaux d'études de la SNIAS, notamment, a très fortement diminué depuis que les avions Concorde et

loupe d'orme

vernis et ronce de noyer

retour au bois chez Francoise HISBERGUES et des prix sympathiques pour les tables basses, glissantes et petites tables. Exemple : table basse 120 x 50, toute d'orme verni, 395 F.

Un étonnant choix de lampes et de suspensions toutes modernes. Meubles Hi-Fi. Cadeaux. Lignes de mariage.

FRANCINE HISBERGUES

183, rue Saint-Honoré - 75008 PARIS

Lundi et S.J., 10-19 h., sauf dim.

les jardins de Gergovie

XIV^e METRO PLAISANCE

73 RUE DE GERGOVIE

petit immeuble de haute qualité donnant sur grand jardin

STUDIOS à 5 PIECES

PRIX FERME ET DEFINITIF - LIVRAISON 3^e TRIM. 77

Réalisation FONCIMMO FN

Renseignements et vente :

GEFICO 924.83.96

Visite appartement témoin tous les après-midi

TEL: 542.67.13

A Port-Saint-Laurent, le nouveau port de la Côte d'Azur, des studios de qualité pour les amoureux de la mer et du confort.

Si vous aimez la mer, ne cherchez pas plus loin. Venez aux Résidences Européennes, quatre petits immeubles s'élevant dans un parc perpendiculaire au nouveau Port-Saint-Laurent qui sera inauguré le 9 Juillet et rendra St-Laurent-du-Var encore plus attractif. Découvrez cette charmante petite ville, aux portes de Nice. L'accès en est aisé par la route, l'aviation, le train.

Les Résidences Européennes, d'où la vue s'étend dès les rez-de-jardin sur la Baie des Anges, ont été conçues avec amour en partant du principe qu'une résidence secondaire ne doit pas être une HLM de bord de mer. On y retrouve le confort et même le luxe auxquels on est habitué. Aussi l'architecture est-elle très recherchée : sols en marbre, salles de bains et cuisines aménagées (four, plaques chauffantes, réfrigérateur de grandes marques), climatisation efficace. Quant aux boies couissantes, elles s'effacent entièrement dans les murs...

Les studios, les 2-pièces sont aussi bien conçus que les quelques appartements plus vastes.

Faites un bon placement, car on louera facilement pour vous quand vous n'occupez pas votre studio.

Venez voir l'appartement-témoin : Résidence Européennes, route du Bord de Mer St-Laurent-du-Var. Tél : (93) 31 55 12.

Documentation en écriture à IPRIM, av. Jean-Jaurès, 06170 - Cros-de-Cagnes. Tél : (93) 31 04 21.

Nom

Adresse

M 2

SPECTACLES

Cinéma

Apprendre à filmer

Au terme d'une semaine de projections au studio Gaiende par le département cinéma de l'université de Vincennes, semaine particulièrement suivie et au cours de laquelle furent présentés notamment quarante-sept films, longs ou courts, d'une durée variant entre une et quatre-vingt-cinq minutes, les enseignants de ce département organisaient un débat public sur les fins et moyens de l'enseignement du cinéma et de l'audio-visuel en général dans notre pays.

A tour de rôle, des responsables de divers secteurs du cinéma à Vincennes prirent la parole pour mieux dégager l'originalité du travail accompli dans des conditions matérielles précaires au moment où leur existence même est menacée par suite du transfert prévu pour 1978 de l'enseignement de l'audio-visuel à Marne-la-Vallée. Les écoles de cinéma — l'IDHEC, la école Louis-Lumière (ancien Vaugirard) — participent au débat.

Non sans courage, les enseignants du département cinéma ont pris l'écueil sur des problèmes de fond qui dépassent ceux de la simple survie : qui est habilité à dispenser cet enseignement ? Comment l'insérer dans les structures scolaires et universitaires ? Quelle fonction lui est impartie, face à deux institutions naturellement enclines à servir le pouvoir, quel qu'il soit : l'université et le cinéma ?

Des questions immédiates ont été soulevées, comme l'exécution de Vincennes des projets visant à établir un doctorat de troisième cycle sur le cinéma, le rôle des charges de cours dans l'enseignement permanent du

cinéma à l'université. Louis Daquin, directeur de l'IDHEC, a apporté des précisions sur son fonctionnement : un budget de 5 millions de francs pour soixante-dix étudiants contre soixante mille francs seulement pour trois mille étudiants à Vincennes. La disproportion est énorme, même si l'IDHEC ne poursuit pas les mêmes buts et regrette toujours de ne pas relever de l'éducation nationale, au contraire de Vincennes.

« Ayant moi-même quelques connaissances en histoire, accessoirement en géographie et en économie (1), a expliqué le ministre, je me fais une trop haute idée de cette discipline pour consacrer quelle qu'une part à d'autres fins que la culture de l'esprit et à la formation du sens critique. C'est précisément pour cela que je ne puis épargner toute déformation (2). Ce que je demande, c'est le maintien de la tradition française d'un enseignement critique, objectif, scientifique et technique, que ceux qui travaillent à la déformation... »

Parmi les nombreux étudiants présents au studio Gaiende, certains ont reproché à Vincennes de former des futurs chômeurs, d'autres, venus d'ailleurs, ont relevé son importance comme un des rares endroits en France et dans le monde, d'accès facile, où on rencontre des étudiants venus de partout, où on apprend à travailler avec des moyens limités, où on apprend à s'adapter à un monde où les nobles dans l'enseignement officiel : 16 mm et super-8.

Par-delà le refus de se perdre dans la « scientificité » universitaire, l'insistance sur le rôle du cinéma et de l'audio-visuel dans notre société — mais l'audio-visuel ne peut être une simple courroie de transmission — le département cinéma de l'université de Vincennes rappelle l'ancien de la bataille qui se livre aujourd'hui : quel enseignement dispenser, dans telle université, au service de quel cinéma ? Tout se tient. Vincennes nous demande si plus ni moins de remettre radicalement en question nos connaissances, notre perception de la réalité à travers l'audio-visuel, cinéma inclus. Les idées sont claires. Qui voudra bien écouter ces doléances ?

LOUIS MARCÔRELLES.

PRESSE

Par voie d'huissier

M. MARCEL DASSAULT A TENTÉ D'EMPÊCHER LA PUBLICATION D'UN ARTICLE DANS «L'EXPANSION»

Le numéro de l'Expansion du mois de mai publie une enquête de M. Bernard Lalanne intitulée « Le système Dassault ». A cette occasion, la rédaction a reçu une lettre de M. Jean Boissonnat — qui dirige M. Jean Boissonnat — a reçu par voie d'huissier, la veille de la publication de l'article, une sommation dans laquelle M. Boissonnat lui demandait de retirer le texte.

A la requête de M. Marcel Dassault, M. Robert Sochard, huissier, relève que, à la suite d'une interview de M. Dassault, M. Boissonnat s'est vu contraint de publier le texte de l'interview que les phrases attribuées à ce dernier, et lesquelles, à une près, il lui a donné son accord (sic).

M. Bernard Lalanne ayant interrogé par ailleurs plusieurs personnes pour faire son enquête, M. Dassault a demandé à l'Expansion de lui soumettre la rédaction définitive de l'article avant la parution. Devant le refus qui a été opposé au célèbre constructeur d'avions, la sommation faite à M. Jean-Louis Servan-Schreiber, directeur de la publication, précise qu'en cas où M. Dassault relèverait le motif des propos tendancieux et diffamatoires dans ledit article le moment, il se verrait dans l'obligation d'user (1) des droits que lui réservent en la matière les dispositions de la législation sur la presse.

M. Marcel Dassault, qui est aussi rédacteur en chef de l'hebdomadaire Jours de France, paraît donc décidé, par une méthode sans précédent, à user d'une forme nouvelle de censure.

ÉDUCATION

La « politisation » des établissements scolaires

M. Haby modère ses propos sur l'enseignement de l'histoire de la philosophie et de l'économie

M. René Haby, ministre de l'éducation, a fait une mise au point à l'Assemblée nationale, le mercredi 10 mai, sur ses déclarations concernant notamment l'enseignement de l'histoire, de la philosophie et de l'économie (le Monde du 12 mai).

« Ayant moi-même quelques connaissances en histoire, accessoirement en géographie et en économie (1), a expliqué le ministre, je me fais une trop haute idée de cette discipline pour consacrer quelle qu'une part à d'autres fins que la culture de l'esprit et à la formation du sens critique. C'est précisément pour cela que je ne puis épargner toute déformation (2). Ce que je demande, c'est le maintien de la tradition française d'un enseignement critique, objectif, scientifique et technique, que ceux qui travaillent à la déformation... »

De nouvelles réactions

LE GROUPE PARLEMENTAIRE COMMUNISTE : « M. Haby l'acharne à mettre en œuvre une réforme qui rencontre une hostilité quasi générale. Cet entêtement débouche de plus en plus sur l'autoritarisme et de basses opérations de répression, comme celle qui consiste à accuser les enseignants communistes et socialistes de transiger l'école en tribune politique et dans un même mouvement à envisager une partition politique de l'école. »

LE GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI SOCIALISTE : « M. Haby l'acharne à mettre en œuvre une réforme qui rencontre une hostilité quasi générale. Cet entêtement débouche de plus en plus sur l'autoritarisme et de basses opérations de répression, comme celle qui consiste à accuser les enseignants communistes et socialistes de transiger l'école en tribune politique et dans un même mouvement à envisager une partition politique de l'école. »

LA C.F.D.T. ET SON SYNDICAT GÉNÉRAL DE L'ÉDUCATION : « M. Haby a entêté bien surabondamment l'avenir de l'école à la volonté politique du pouvoir, de la majorité du patron (1). Le ministre met gravement en cause la laïcité de l'école. »

LE SYNDICAT NATIONAL DES LYCÉES ET COLLÈGES (SNALC, C.G.C.) : « En revanche, est satisfait des déclarations du ministre et espère qu'elles se traduiront par des faits concrets. Le SNALC considère que la campagne actuelle oblige moralement le ministre à renoncer au principe d'autonomie des établissements, et de nombreux professeurs socialistes communistes (voilà) utiliser les nouvelles structures à des fins de propagande. »

(1) M.D.L.R. — M. Haby est accusé de gauchisme et a été professeur d'histoire au début de sa carrière.

L'avenir des instituts universitaires de technologie

Les établissements doivent se rapprocher du monde économique estime un groupe de travail

An cours de la dernière réunion des présidents d'université, jeudi 5 mai, Mme Sannier-Salé, secrétaire d'État aux universités, a invité celles-ci à s'engager dans la formation continue, et à définir elles-mêmes leur politique. Toutefois, elle a souligné qu'actuellement le gouvernement ne peut pas intervenir dans la formation continue, et a invité les universités à agir en faveur des demandeurs d'emploi en organisant des stages de mise à niveau en coopération avec les entreprises, et à s'engager dans la formation continue, et à définir elles-mêmes leur politique. Toutefois, elle a souligné qu'actuellement le gouvernement ne peut pas intervenir dans la formation continue, et a invité les universités à agir en faveur des demandeurs d'emploi en organisant des stages de mise à niveau en coopération avec les entreprises, et à s'engager dans la formation continue, et à définir elles-mêmes leur politique.

tailles branches d'I.U.T. et un rapprochement des établissements avec le monde économique. Il s'agit des départements de « carrières sociales » (que l'on voudrait étendre vers des professions paramédicales, où les débouchés restent encore nombreux) et des départements de « transport et logistique », qui n'existent qu'à quelques exemplaires. D'autre part, le groupe estime nécessaire de renforcer la liaison avec les milieux économiques. Les « personnalités extérieures » des conseils d'administration des I.U.T. devraient être choisies parmi des cadres ou des chefs d'entreprise susceptibles d'employer les diplômés d'I.U.T. Si un tiers des enseignements doit être assuré par des « professionnels », on pourrait inclure les stages en entreprise dans le calcul. Pour faciliter la participation des professionnels, le secrétariat d'État aux universités souhaite obtenir du ministre des finances l'autorisation pour les universités de passer des conventions avec les entreprises pour ces enseignements. En revanche, des « forfaits de déplacement » pourraient être prévus pour les membres de l'enseignement supérieur devant faire des cours dans des I.U.T. éloignées de l'université de rattachement.

(Publié)
Centre d'information sur l'homosexualité
Médecins, psychologues, étudiants et chercheurs, éducateurs, travailleurs sociaux, vous pouvez utiliser les services de notre association. Document contre 3 F en timbres. ALEPH, 71, rue de Bagnolet, 75020.

ANGLETERRE
Spécial étudiants
3 semaines 1340 F.
Log. et Repas
Audiobook : anglais général
212 h de cours par jour
Intensive drilling : cours de discussion rapide.
Anglais commercial : pré-diplôme British Chamber.
Activités variées, club privé, etc.
Séjours annuels pour étudiants de secondaire et adultes.
Documentation spécialisée.
British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8e
Tél. 260.18.34.
Fax 260.18.34.
Dés 10 heures

Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.
● Cours de langues généraux, intensifs et études très intensives
● Cours préparatoires aux examens ● Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais ● Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes ● Logements choisis avec grand soin.
Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG.
ACEG 33 Windermere Road, Beaconsfield, Angleterre, Tél. 29 21 28, Télec. 41438
ACEG Southdown Road, Chalfont St Giles, Angleterre, Tél. 8147 78 71, Télec. 52 522

MÉDECINE

Lors d'un débat sur l'éducation sanitaire au MÉDEC

Mme Veil est interpellée par des étudiants en grève

Mme Simone Veil a fait un exposé, mercredi 11 mai, sur l'éducation sanitaire au V^e Salon du médecin (MÉDEC), lors d'une manifestation organisée par le Quotidien du médecin. Quatre cents étudiants de médecine en grève présents dans la salle ont élargi le débat et présenté au ministre de la santé et de la Sécurité sociale leurs principales revendications : revalorisation financière des fonctions hospitalières, redéfinition du statut de l'étudiant en deuxième cycle, remise en cause du rapport Fougère. Ils avaient été deux mille environ à manifester l'après-midi, dans la rue des Saints-Pères au ministère de la santé et de la Sécurité sociale, sur l'initiative des comités de grève de six C.H.U. parisiens.

« Médecine libérale, médecine du capital », « Suppression du conseil de l'ordre », « Médecins mal formés, population mal soignée », étaient les slogans lancés mercredi soir dans l'atmosphère chargée du Palais des congrès. Les représentants des laboratoires médicaux, abondamment représentés au MÉDEC, ne voyaient certainement pas dans « cette mente de quelques dizaines de milliers de leurs interlocuteurs de demain. Les médecins présents, dignes, appliqués, et consciencieux n'ont pas tous compris, à en juger par leurs réactions, que le ministre de la santé accepte d'ouvrir le dialogue avec tous, y compris avec les représentants des étudiants qui ont pu entrer dans la salle après l'intervention personnelle de Mme Veil.

Le ministre a souligné tout d'abord l'intérêt qu'elle portait aux « pages » d'éducation sanitaire rendues par le comité d'éducation pour la santé, dont le budget a été multiplié par quatre en deux ans. Elle a estimé que des résultats appréciables avaient été obtenus lors de la campagne contre le tabac (le Monde du 11 mai), et a parlé des actions qui s'aboussissent à la campagne sur l'alimentation du nourrisson actuellement en cours. Le bon usage de la médecine et l'information des handicaps sont les principaux thèmes retenus. Un effort particulier portera désormais sur l'association des médecins à ce type d'information : selon le ministre de la santé, ils constituent un relais indispensable.

Si de nombreux participants ont souligné l'insuffisance des programmes universitaires portant sur la prévention, des critiques plus radicales ont été faites sur les campagnes déjà menées par un journaliste de Que choisir ? M. Cristiani. Faut-il utiliser, demanda ce représentant des consommateurs, pour ces informations les procédés publicitaires qui servent habituellement à vendre des lessives ou des appareils ménagers ? Il s'étonna aussi qu'on puisse en cette période de crise, consacrer le budget quotidien aux femmes enceintes sans tenir compte de leur situation financière. Il insista, enfin, Mme Veil sur l'importance des informations relatives à la contraception. Le ministre lui répondit que « la télévision

constitue un moyen d'agression trop brutal dans un domaine où les tabous sont nombreux et où l'individu se trouve tellement impliqué. »

Enfin, des revendications portant sur une revalorisation financière des fonctions hospitalières, le ministre de la santé insista sur la charge déjà considérable que représentent les études médicales pour la collectivité et déclara que seule la rémunération des gardes, actuellement de 0,80 francs de l'heure, lui semblait pouvoir être reconstruite. Aux étudiants qui lui reprochaient le caractère multibranche du projet Fougère, Mme Veil répondit qu'il s'agissait d'un projet trop nombreux dans dix ans et qu'il serait les premiers à se plaindre du doublement actuel des effectifs médicaux. Elle souligna aussi la contradiction à demander une meilleure formation, qui suppose plus de contacts avec le malade à l'hôpital, et à s'opposer à toute sélection, qui seule permet d'ajuster le nombre d'étudiants au nombre de lits formateurs disponibles.

Une question néanmoins resta sans réponse, celle d'un étudiant qui affirmait « ne représenter que lui-même » et qui demanda au ministre de la santé : « La médecine, nous savons que nous pourrions la faire gagner moins d'argent et être plus nombreux pour assurer les tâches de prévention. Faut-il nous laisser l'importance, et pratiquer une médecine de qualité ? »

NICOLAS BEAU.

Comment choisir une école en Suisse ?

Notre conseiller en éducation, M. Paul Mayer, vous donnera sans frais toutes les informations utiles sur les internats convenant le mieux aux besoins scolaires, au caractère et aux goûts de votre fils ou de votre fille.

Service de renseignements scolaires : TRANSWORLDIA, 2, rue du Vicar-Savoyard, Genève - Tél. (022) 44-15-65.

INSTITUT LE ROSENBERG CH-9000 ST-GALL SUISSE

Internat pour garçons et jeunes filles, cours de langue allemande, française, italienne sanctionnés par un diplôme de fin d'études. Section commerciale conduisant à un diplôme et à la maturité. Culture générale. Rentrée des classes en automne. Sports d'été et d'hiver. Climat vivifiant. Renseignements à la direction.

STAGES D'ANGLAIS en ANGLETERRE

OISE Oxford Intensive School of English
Enseignement individualisé, sérieux et profitable sans contact avec français. Logement dans des familles anglaises consciencieusement sélectionnées. Stages coupés pour étudiants, lycéens et adultes.
Documentation en France : O.I.S.E., 16, rue de Boulainvilliers, 15016 Paris. Tél. 523-84-82.

Parce qu'une... **GRANDES VACANCES**

LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLETERRE ÉCOSSE ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE

OSFB

préparer le B.E.P.C. ou le B.A.C. dans une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-41

Don pour une documentation complète et gratuite

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,00
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,20
CAPITAUX ou PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,00

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	36,00	38,00
Double insertion	36,00	43,00
"Placards encadrés"	40,00	45,00
L'AGENDA DU MONDE	28,00	30,00

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Très important Groupe Industriel
Multinational
recherche pour son Siège Français à PARIS un candidat ou une candidate
à haut potentiel pour lui confier un poste de

JURISTE CONFIRME

Ce poste est situé en position
n° 3 du Groupe Juridique de la
Société, groupe directement
rattaché à la Direction
Générale.
La nature des activités, le
niveau des responsabilités et la
représentativité de la fonction
justifient les exigences très
strictes requises pour faire acte
de candidature :
- Langue anglaise parfaitement
maîtrisée.
- Formation en France et aux
U.S.
- Doctorat en Droit et Diplôme
de l'Institut d'Etudes Politiques.
- Expérience professionnelle
diversifiée dont deux à trois
années dans une firme Anglo-
Saxonne et quatre années au
minimum dans le domaine du
Droit des Affaires.
- Désirant travailler et négocier
avec une Direction Europe, et

CADRE TECHNIQUE-COAL

Excellent vendeur,
3 ans d'expérience.
Habitué contacts haut niveau.
Diplôme d'ingénieur ou équivalent.
Anglais parlé et écrit.
Résidence R.P.
Spécialités : chimiques et
minérales d'adéquation
diverses industries.
Libre immédiate-ment.
CV, lettre, photo, 4 photos
R.P. 13 - 92233
Goussier-Val de la Seine
Tél. : 79-55-29.
Cabinet Expertise Comptable
1 COLLABORATEUR Compt. (2 ans expérience)
1 COLLABORATEUR Compt. (déb.)
(Résidence Nord 5-4-4-1)
Tél. : 875 ou 876 ou 877, délé.
Ecr. : 10, rue de la République, 75
10000 PARIS.
Compagnie d'Assurances
PARIS-12
recherche
DE SEINTE-MARIE
travaillant dans
Sécurité Sociale.
5 x 2. Av. de la République
Ecr. avec C.V. et photo
sous référence n° 1407,
31, bd. Saint-Nicolas
L.P. 75002 PARIS.
OMNIPROMOTION
118, av. de la République, 92 Courbevoie
recherche :
ANALYSTE PROGRAMMEUR
CONFIRME, niveau maîtrise In-
formatique sur mini-ordinateur
de gestion. Bonnes connaissances
comptables, gestion, base, etc.
Téléphone pour R.V. : 70-61-03
TRANSLUCIDE REBELLAIS
Juridique et technique
recherché par cabinet tracté,
pièce indépendante, travail à
domicile occasionnel (sauf
machine - Téléfax : 506-51-01)

Entreprise Travaux Publics et Bâtiment

C.A. 350 millions de francs

recherche
pour prendre la direction de l'ensemble des services
comptables du siège, des agences et des chan-
ciers étrangers.

CHEF COMPTABLE HAUT NIVEAU (EXPERIENCE COMPTABLE)

Expérience pratique confirmée dans la profession
préférable mais non déterminante.
Adressez C.V. très détaillé et prétentions à
N° 252 PUBLIQUES REUNIES
112, bd Voltaire, 75011 Paris qui transmettra.

Recherches

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent (ICAM, IDN...)

Expérience souhaitée, 5 ans industrie mécanique
ou électrotechnique.
- première affectation : Afrique du Nord.
- le poste exige un intérêt pour les problèmes de
formation (règles de projet éducatif et indus-
triels).
Les candidatures, accompagnées d'un curriculum
vital et d'une photo, doivent être adressées à :

quaternaire éducation

34, rue de Liège, 75006 PARIS.

MONT-PARNASSE

Il est recherché :

CADRE BANQUE CLASSE IV OU V

Portefeuille clients

pour encadrer plusieurs gradés et participer à la
mise en place de nouveaux moyens de gestion
lucrative.
Possibilité d'évolution de carrière.
Discret et réponse assurée.
- Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 9883
COFAX, 40, r. de Chabrol 75010 Paris qui transmettra.

EXPERT COMPTABLE (5 collaborateur) COLLABORATEURS

R.T.S. ou D.E.C.S. ou Expertise
pour AUDIT et organisation. Importants clients
PARIS. 4-5 ans expérience minimum.
M. GROSSETE, 107, avenue Foch,
91200 Fontenay-sous-Bois.
Tél. : 873-29-01 ou 44-59, matin 7 à 9 h. ou samedi.

3M FRANCE

Siège social CERGY-POINTEAISE

2 ANIMATEURS (TRICES) LANGUE AMERICAINE

(Temporaire 1 an minimum)

Excellente connaissance de la
langue américaine et ayant
une expérience commerciale.
Ce poste nécessite des qualités
d'animation et une forte moti-
vation de réussite.
Envoyer C.V. au service O.P.
boul. de FOS, 95000 CERGY.
A l'attention de M. Huin, sous
référence 12 H.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES

pour période d'été

200 AGENTS DE SURVEILLANCE

travail JOUR ou NUIT

Proposer contrats temporaires
de 300 jours à 6000 mois.
Nombreux avantages sociaux.
Envoyer C.V. et date d'indisponibilité à
HARRISON FRANCE
11, rue de Moscou, PARIS (9).

COMPAGNIE D'ASSURANCES Quartier Saint-Lazare

recherche immédiatement
pour son service
des sinistres

J. GENS - J. FILLES BAC ou NIVEAU

Formation assurée.

5 x 2. Av. de la République
Ecr. sous référence 2664
L.P. 75002 PARIS.
Recherches quartier Etoile
COLLABORATEURS
qualifiés, exp. souhaitée.
Libre immédiatement pour
poste à responsabilité
en cabinet expert-comptable
330-59-42 ou 330-19-72.

secrétaires

Dactylo

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

DACTYLO EXPERIMENTÉE

ayant la pratique

Adressez C.V. et prétentions
à 12, rue, CONTESTE PUBL.,
20, av. de l'Opéra, PARIS (17).

travail à domicile

Offre

DACTYLOS CHIFFRES
après 15 jours de formation
pour mal et bien. Se présenter CABI-
NET MASSON, 19, r. de la Soie,
75001 PARIS.

cours et leçons

Préparation au Baccalauréat
Cours de Mathématiques pour
niveau. - Tél. : 430-34-43.

enseignem.

COURS DE VACANCES
Toutes matières, de 1^{re} à 11^e.
PÉDAGOGIE MODERNE
75006 PARIS CEDEX 14

traductions

Demande
Nous traduisons angl., esp.,
ital., portug., russe, etc.
WAG. 34-17. - Vente-Lyon.

demandes d'emploi

Centre de Formation Professionnelle
pour Adultes cherche EMPLOIS pour

AIDES-COMPTABLES

Connaissant dactylo, disponibles immédiatement.
Tél. : 735-18-30, postes 83 ou 84.
POSSIBILITÉ PRIER EN CHARGE
PARTIELLE DU SALAIRE.

COUPLE (homme et femme) cherche direction

HOTEL-RESTAURANT
centre de la ville, travaux régionaux
Tél. : (01) 55-35-58

H. 28 ans, 60 ans, R.T.S., 5 x 2
chez un client. Travaux régionaux
cherche emploi étranger.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

Responsable Achat d'Espèces
Homme, 30 ans, libre 31/5
connaissant bien négociation
suivie de budget, facturation
cherche situation stable avec
responsabilités dans agence ou
chez annonceur.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

INGÉNIEUR A.M., 44 ans, libre
actif, 60 ans, R.T.S., 5 x 2
chez un client. Travaux régionaux
cherche emploi étranger.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

CHEF SERVICE
ADMINISTRATIF
Spécialiste Import, Transport,
Douane, cherche poste à haute
responsabilité.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

INGÉNIEUR DES VENTES
Ayant quelques années d'expé-
rience dans le domaine des industries
mécaniques.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

ENTREPRISE TRAVAUX
PUBLIS DE 17 années d'expé-
rience (Métro Dorval)
recherche d'urgence
pour renforcer son service clients

COMPTABLE QUALIFIÉ

(homme ou femme)
ayant quelques années d'expé-
rience dans le domaine des industries
mécaniques.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

ACHETEUR
Compagnie d'Assurances
Quartier Saint-Lazare
recherche immédiatement
pour son service
des sinistres

DOCTEUR EN DROIT

(Faculté de Lillebonne)

Parlant portugais, français, espagnol. Connaissant
des marchés du Brésil, Angola, Mozambique
et toutes anciennes colonies portugaises. Responsa-
bilité en France du service ordonnancement et
planification dans une entreprise cherchant
porte à l'extérieur. Déplacements possibles.
Ecr. à 148 r. de la République, Pub.
5, r. des Italiens, 75002 Paris-2.

LIBRE 1^{er} SEPTEMBRE

PUBLI-COMPTABLE COMPLET

30 ans - 5 ANS AGENCE
Expérience campagnes grand public et produits
industriels.
Connaissant bien achat d'espaces et fabrication
Violon d'Orléans - Relations Publiques.
Ecr. sous le numéro 948, 51e Monde à Publité,
5, rue des Italiens - 75002 PARIS-2, qui transmettra.

RÉGIE-PRESSE Petites Annonces

recherche pour

LE JOURNAL Le Monde UN ATTACHÉ COMMERCIAL

ayant :

- un tempérament vendeur,
- une bonne connaissance du marché immobilier,
- l'expérience de la vente d'espaces,
- 25 ans minimum.

Nous lui offrons :

- une rémunération comprenant 1 fixe + 1 commission,
- des frais de déplacement,
- une intégration rapide dans une équipe soudée.

Ecr. avec C.V. photo et prétentions à :

Daniel BARTHOLOMI, Régie-Presse / Le Monde
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de PRODUITS BIOMÉDICAUX

recherche

UN PHARMACIEN BIOLOGISTE ou DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR formation BIOLOGIQUE

MISSION :

Promouvoir des produits biomédicaux auprès
des hôpitaux et laboratoires d'analyses
médicales.

IL FAUT :

- une solide formation en biologie avec,
si possible, une expérience de labora-
toire ;
- posséder une voiture personnelle ;
- la connaissance de la langue allemande
est indispensable ;
- résidence région parisienne.

IL EST OFFERT :

- position cadre ;
- un stage de formation ;
- une situation active pouvant déboucher
rapidement sur poste de responsabilité,
avec animation d'un groupe de technico-
commerciaux ;
- une rémunération intéressante.

Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire actuel à
HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris,
réf. n° 40-182, qui transmettra.

emploi régionaux

Pour notre Usine de
NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON
(35 km de Nevers)
nous recherchons : UN

CONTROLEUR INTERNE

Vous êtes de formation H.E.C., E.S.E.C.
ou équivalent et une première expérience.
vous familiarisez avec la fonction d'Audit
en milieu industriel.

- La maîtrise des informations comptables et de
l'application des procédures, vous en avez bien
entendu la charge, mais nous attendons aussi
de vous des recommandations sur les moyens
à mettre en œuvre pour améliorer nos méthodes
de gestion.
- Contrôleur-Consultant interne. - Ce poste
sera une première étape de votre carrière dans
notre groupe, qui offre des possibilités de déve-
loppement tant en France qu'à l'étranger.
Si vous parlez couramment l'anglais, s'entendons :

ESSO CHIMIE

Service du Personnel, R.P. 37,
76300 NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON.

Et Enseignement Sup. Toutes
recrute Administratif contre-contrôle
Ent. Indus. 30e diplôme (a)
Université ou G.E.
niveau 3e cycle
Assurer gestion
des Emplois
Expérience indispensable.
Adr. C.V. détaillé, avant 18 mai
au n° 8771, 51e des Italiens, 75002 Paris-2.

Manufacture de papier
recherche URGENT
secrétariat de direction homme
H.E.C. ou équivalent, déstabilisé
Finaliser en Langue.
Ecr. à
Mme FRAISSE Interie,
usine des Carrières, R.P. 14,
9700 LODRON,
avec photo et C.V.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour la

RÉGION PARISIENNE UN INGÉNIEUR

Formation métallurgie ou électromécanique
pour assister le responsable « Formation » de
projets industriels à l'étranger.

Mission :

- à la définition de la politique de formation des
personnels des clients étrangers ;
- aux négociations avec les clients ;
- au suivi de l'exécution des contrats.

Expérience :

- avoir participé au démarrage d'un projet indus-
triel à l'étranger, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord ;
- posséder la pratique des contrats à l'exportation ;
- avoir une expérience de formation de personnels.

Profil :

- de solides qualités de rigueur, de méthode,
de persuasion sont indispensables ;
- le candidat devra nécessairement écrire et parler
l'anglais couramment.

NATIONALITÉ FRANÇAISE EXIGÉE

Ecr. avec C.V. et prétentions à n° 11789, Contesse
Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris, qui tr.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION FILIALE FRANÇAISE D'UNE MULTINATIONALE

recherche urgent

adjoint au directeur financier

- Il sera chargé de la tenue de comptabilité, de l'analyse
des bilans de bord hebdomadaires et mensuels et
participera à l'élaboration des prévisions financières à
court terme.
- Il assurera, d'un point de vue Directeur Financier dans les
diverses directions régionales à la tenue et à la pré-
vision budgétaires et sociales (salaires, etc.).
- Formation BECS ou équivalente. Connaissance de
l'anglais appréciée.
- 65000 F/an avec perspectives d'avenir.
- Localisation bureau Sud Paris. Vitesse souhaitée.
- Poste à pourvoir de suite.

Envoyer C.V. détaillé sans réf. 824-M,
Réponse et décision rapides.

guillon selection

23, AV. DE L'URV - 93350 LE RAINCY

URGENT BANQUE DE FINANCEMENT IMMOBILIER

recherche

POUR SA SUCCURSALE DE PARIS-DAUMESNIL ATTACHÉ COMMERCIAL TRÈS BON NIVEAU

Expérience bancaire souhaitée.

Vitales à Agences Immobilières et Constructeurs
de maisons individuelles.
Avantages sociaux - 14 mois 1/2.

Ecr. avec C.V. + photo + prétentions à :

ABICRAAT, 34, boulevard Haussmann, 75008 PARIS
(sous référence 07 314), qui transmettra.

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

pour gestion budgets marketing importants clients
internationaux. Formation grande école com-
merciale. Minimum 3 ans expérience Agence ou chef
de produits grande consommation.

Ecr. avec curriculum vitae et salaire souhaité à :

DIRECTEUR GENERAL
INTERMARCHÉ-FRANCE
32, avenue Charles-de-Gaulle,
92322 NEUILLY-SUR-SEINE

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont
été confiés.

Chapman & Co

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne La ligne 12
40,00 45,76
42,00 48,04
9,00 10,29
70,00 80,08

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Double insertion
"Placards encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne La ligne 12
28,00 32,03
34,00 38,89
38,00 43,47
40,00 45,76
28,00 32,03

REPRODUCTION INTERDITE

automobiles

automobiles

automobiles

automobiles

Du 25 avril au 25 mai

LE DEPARTEMENT OCCASION DES USINES CITROËN

vous propose un grand choix
de voitures
qui viennent d'être révisées
dans ses ateliers.

Il s'agit exclusivement de
- 100 DS ou ID toutes années
de 12.000 à 25.000 F
- 100 GS toutes années
de 9.000 à 22.000 F

Livraison immédiate. Crédit.
Garantie. Reprise.

DEPARTEMENT OCCASION DES USINES CITROËN
• 10, place Étienne Fernet 75015 Paris. Tél. 532.70.00.
• 50, boulevard Jean Jaurès 75019 Paris. Tél. 589.49.89.
• 59 bis, avenue Jean Jaurès 75019 Paris. Tél. 208.86.60.

vente

5 à 7 C.V.

COCCINELLE JEANS 75
Tél. 542-77-19, le soir.

8 à 11 C.V.

OPEL ASCONA BA 1935
Série 1200 cc. 1600 cc. 2000 cc.

URGENT - VENTES
RS 15 en très bon état

Peinture 2 tons : métal clair
et foncé, toit vernis, vitres
taillées, spoiler avant, poste
Voisin (4 places)

Pris 13.800 F - Tél. 675-20-30.

Vds HONDA CIVIC 1980, moins
d'un an, équipée boîte automa-
tique, poste radio stéréo avec
lecteur, carabènes, martins, etc.

Pris 12.500 F - Tél. 675-20-30.

Vds BMW 520. Excellent état.
Tél. 75-98-42-75.

BIROCCO 1576
Tél. 675-20-30.

TOYOTA Corolla 7 CV 75
AUSTIN 1050, 1600 cc. 75
16 bis Reilly - 345-14-42.

TOYOTA Corolla 7 CV 75
Tél. 675-20-30.

12 à 16 C.V.

MERCEDES 280 E
1974 - B.A. Stérisé,
surfactant, 1000 km, 22.
504 11 B. auto 75.
BMW 525 1974. Tél. 204-36-15.

MERCEDES 280 E
Boîte automatique, vitres teintées.
Garantie - Crédit - 707-12-40.

Mercedes Neuve

220 L, B.A., D.A.
sans PRIX CATALOGUE.
Tél. : 307-22-75.

VOITURES DE DIRECTION

604 1977

Drop cablé 9.000 km.
Cul. T.O. motorisé 13.000 km.
Cul. autom. T.O. motorisée.

PRIX TOUTES ANNÉES
GARANTIE TOTALE
55, avenue Gallieni (R.N. 4),
M. DREVILLE - 58-30-35.

7 de 16 C.V.

CARROZES Mustang 67-71.
PRIX TOUTES ANNÉES
GARANTIE TOTALE
55, avenue Gallieni (R.N. 4),
M. DREVILLE - 58-30-35.

Société changeant de direction
est chargée de réaliser contrats
d'achat de

B.M.W. 6 CYLINDRES

neuves 1977. Demandes
CONDITIONS SPÉCIALES
4 M. DANIEL, téléph. 609-91-35.

Part. vend. RANGE ROVER

juillet 74, 40.000 km., blanche,
excellente état, vitres teintées,
AIR CONDITION, grille pro-
tection radiat. huile + 4 pneus
clous. Prix 45.000 F. Tél. neu-
re bureau : 333-40-25.

PACER

novembre 75
Crédit, garantie - 345-02-24.

DE TOMASO

PANTHERA GTS 73-74

Etat neuf, garanti. K.L.E. 28-51.
ROLLS-ROYCE Phantom VI,
places, état exceptionnel.

MERCEDES 280, 1975, 1600 cc.,
4 places, cuir, radio, état neu-
f, 2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.
28, rue Claude-Terrasse (167).
Tél. 583.05.20. 167.

Mustang CAB très beau 73
1500 cc. 1600 cc. 2000 cc. 2500 cc.
480 SL 480 SL 480 SL 480 SL
280 SE 280 SE 280 SE 280 SE
2500 cc. 2500 cc. 2500 cc. 2500 cc.

Vds Jaguar Coupé XJ 12, 2000 cc.,
1974, 1600 km, 1600 km, 1600 km,
comme neuve. Tél. 491-21-02-02.

PACER 75 - 23.000 km.
75-13-23 - Neuf bureau.

Gar. ROYAL, Concess. Mercedes

30, rue de Paris, 14000 CAEN
MERCEDES coupé 320 SL 72,
grise métallique, inter. vitres
climat, radio, jantes spéciales,
Mercedes 180 SE 72 grise métal,
toutes options.
Jaguar 4.2 L. 1972, 2000 km, 2000 km,
Tél. 161-21-02-02.

Auto LUX

MERCEDES BENZ

neuves occasions
69, r. de Tolbiac Paris 13e
Tél. 583.05.20. 167.

Mustang CAB très beau 73
1500 cc. 1600 cc. 2000 cc. 2500 cc.
480 SL 480 SL 480 SL 480 SL
280 SE 280 SE 280 SE 280 SE
2500 cc. 2500 cc. 2500 cc. 2500 cc.

Vds Jaguar Coupé XJ 12, 2000 cc.,
1974, 1600 km, 1600 km, 1600 km,
comme neuve. Tél. 491-21-02-02.

PACER 75 - 23.000 km.
75-13-23 - Neuf bureau.

LANCIA

AUTOBIANCHI

Garantie 2 ans ou 50.000 km.
Tél. 336-23-35.

VOLVO

DAF

QUEST AUTOS

655-37-37

PAX MAZDA

vous livre sous 24 heures

SANS COMPTANT

et garantie 2 ans
133, r. de Rome-75, 754-74-83.

Automobiles

UNE GAMME

de 6 à 15 cv

APRÈS 16.000 F. + 1.000 F.
ESSAI DE TOUTES LES MODÈLES
G.B.S. 178 bis Voltaire
75011 PARIS
Tél. 700.26.63

Ford

crédit personnel 30 MOIS

neuf-occasion

ROCHEBRUNE

58 60 AV. PARMENTIER
75011 PARIS

805.29.02

AUTO-RACING

BRITISH-LEYLAND

VOIT. NEUVES DISPONIBLES

MINI - ALLEGRO - PRINCESS
LAND-ROVER - JAGUAR

4 bis, av. de la Courne-Paris,
4250 Juvigny-sur-Orne
Tél. 921-44-01/21-24-30

OCCASIONS

MARQUES ET PART.

DANS L'ÉTAT

Renault 4L 72

Renault 12 74

Renault 15 74

Renault 5 L 79

Renault 5 L 79

Chrysler 71

Chrysler DS break 23 73

Ford Escort 70

Peugeot 204 break 70

Peugeot 204 break 71

Volvo 164 71

utilitaires

Ormes Grilles de parc à tonner,
orientation totale, moteur Berliet.
Prix 35.000 F.
Tél. 330-37-57

SAVEMAN 624, 26 ton. av.
ou sans moteur, 33.000 km.
Tél. 150-35-97.

CONCESSIONNAIRES

EUROPAUTO
133, Av. G. Clemenceau
92. NANTERRE
204.24.69

Garage COLBERT
10, Rue de la Celle
78. Le CHESNAY
954.58.22

QUEST - PARISIEN

Garage Jean JAURES
63, Bd. Jean Jaurès
92. CLICHY
270.09.39

SOCIÉTÉ DU
Garage VALLEJO
119, 121, Av. J. Jaurès
95. ARGENTEUIL
982.57.62

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

appartements vente

appartements vente

Paris

11' PHILIPPE-AUGUSTE
57, Impasse Lamier, petit imm.
pièce de taille, tout électrique
studio, 2 et 3 pièces livrables
printemps 77, à partir de 4.200 F
le m². P. 101, 101, 101, 101, 101,
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

PRÈS CHAMPS-ÉLYSÉES
2 p., 45 m², asc., ch. central,
même état, asc. ch. central,
Protection livr. possible.
330.000 F - 330-37-57.

REPUBLIQUE

Victor Hugo
P. et 7' ét., splendide duplex,
100 m², 100 m², 100 m², 100 m²,
terrasse, box - 330-37-57.

METRO POISSONNIÈRE

Studio, 2 p., 45 m², asc., ch. central,
même état, asc. ch. central,
Protection livr. possible.
330.000 F - 330-37-57.

L'ORDONNATEUR

de la MAISON de L'IMMOBILIER
sélectionne gratuitement
l'appt que vous recherchez
parmi toutes les 1000
professionnelles F.N.A.I.M.
surveys

PARIS ET 120 KM AUTOUR

Consultation sur place ou tél.
pour correspondance :
questionnaire sur appt, 1000
de votre carte de visite.

LA MAISON DE L'IMMOBILIER

27 bis, av. de Villiers,
75017 PARIS. 757-22-02.

DANS PARIS MONCEAU

Imm. récent, gd stand, très
beau, 200 m², 200 m², 200 m²,
23 chbres, 2 s. de bains, cuis.,
office, chbre de serv., garage,
balcon, soleil, prix justifié.
647-47-42.

MARCHE DES NOTAIRES

80 CHAPPELLE, 4 Pces, 77 m²,
Crdit possible, C.F.P.
Tél. 593-51-12, M. BOLLEL

MARAI - BASTILLE

Imm. imminente, 1000 m²,
Loyer S.A. - 277-97-34

MAILLOU, récent sur Jardin

2 p., 45 m², 45 m², 45 m², 45 m²,
20.000 F - 225-52-98

MARCHE DES NOTAIRES

80 CHAPPELLE, 4 Pces, 77 m²,
Crdit possible, C.F.P.
Tél. 593-51-12, M. BOLLEL

AU PIED DE LA BUTTE

à rénover grand studio, cuis.,
w.c., cab. toil., dans bd imm.
calme, vendredi, sans. 14-10 h.
Tél. 225-42-45, 15, rue Paul-Lafont.

SAINT-GEROISE

Imm. imminente, 1000 m²,
Loyer S.A. - 277-97-34

SAINT-GEROISE

Imm. imminente, 1000 m²,
Loyer S.A. - 277-97-34

VILLA CHANÉE BOIS

LIV. FAC. 3 p., 45 m², 45 m², 45 m²,
STANO. 6 ASC. - 544-44-44.

TROCADÉRO

48, rue de Longchamp 1169
Imm. neuve, 1000 m², 1000 m²,
sur Jardin, 1000 m², 1000 m²,
STANOS, 3, 3 et 5 PIÈCES

Habitables immédiatement.
P. 101, 101, 101, 101, 101,
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

PRÈS AVENUE FOCH

2 p., 45 m², 45 m², 45 m², 45 m²,
STANO. 6 ASC. - 544-44-44.

SULLY-MORLAND

48, rue de Longchamp 1169
Imm. neuve, 1000 m², 1000 m²,
sur Jardin, 1000 m², 1000 m²,
STANOS, 3, 3 et 5 PIÈCES

Habitables immédiatement.
P. 101, 101, 101, 101, 101,
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

PL. DES VOSGES

Propriétaire ou petit immeuble
lucratif, 1000 m², 1000 m²,
23 et 34 p. et ch. asc.
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

13, PLACE DES VOSGES

Restaurateur de l'HOTEL
DE ROHAN-CHARTRE
APPT DE CHASSE
EXCEPTIONNELLE
DE 145 M² A 250 M²

Dans un cadre prestigieux avec
JARDIN INTÉRIEUR
A LA FRANÇAISE
Documentation et visites :
SOREM 227-14-45

VIII - PL. DE L'EUROPE

Dans immeuble pierre de taille
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE
4 étages, Asc. Soléil, Balcon
60 7 P., 200 m² ENVIRON
2 balcons, 1 s. de bain, w.c. et ch.
JOLIVET
POSS. PROF. LIBÉRALE
PRIX 1.200.000 F

Vendredi-samedi, de 14 à 19 h.
T. de LEMINGRAC (22-29-02)

ILE SAINT-LOUIS

Charmant 5 p.,
cuis., bain, asc. soléil,
calme, impeccable, DAN, 22-62.

MARAI

Joli studio 30 m²,
cuisine, bain, asc. soléil,
calme, impeccable, DAN, 22-62.

TERMINES-COURCELLES

Superbe 5 Pces tout confort
17' Part. vds studio 30 m²
entièrement équipé dans
immeuble neuf.

5.400 F le m² + parking
Tél. 567-23-40, 14 à 19 heures

Paris

5 2 P. ET STUDIOS
FACE FAC. 3 p., 45 m², 45 m², 45 m²,
STANO. 6 ASC. - 544-44-44.

MONTPARNASSE

5 pièces et conf. très calme
Tél. 540-04-09 (heures rapées).

AV. SEIGUR

Imm. récent,
Duplex 5 étages
199 m², 2 salles de bain,
chambre serv. parking,
TERRASSE, 174, bd Haussmann-7.
Tél. 723-42-55, le matin.

66-04-66 - 924-28-44

VOY. IMPRÉVISIBLE PARIS ET
JARDIN NOTRE-DAME

Dans très bel imm. P. de T.
Appt. 3 p., 75 m² et ch. central
entièrement rénové, 60 m²,
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

SAINT-MICHEL

Très DUPLEX 3-4 PIÈCES
Terrasse, jardin, calme,
14, rue de la Harpe, 14, 14, 14,
samedi 14 h à 19 h, 30.
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

MONTPARNASSE

Superbe 4 pièces 110 m² +
balcon + cave + parking,
812.000 F.

Sur place L.J.R. 14 à 19 h. 30.
4 A 6, RUE FERMAT
Tél. 766-15-14.

CARDINAL-LEMOINE

Dans bel imm. caract. rén. v.
P. 101, 101, 101, 101, 101,
Vds de l'appt 101, 14 h, 19 h,
S.A. LAMIER - 345-14-42.

29, RUE DES SAINTS-PÈRES

Part. vds 2 p., cuis., s. de b., w.c.,
40 m², 40 m², 40 m², 40 m²,
20.000 F. 3 p., 45 m², 45 m²,
Tél. 766-15-14.

PRÈS PLACE ITALIE

SÉJ., 1 CHBRE, 50 M2
Part. état, 12' ét., 100 m², parko
ent. 100 m², 100 m², 100 m²,
Tél. 766-15-14.

PROCHE ÉCOLE-MILITAIRE

STUDIO 45 m²
entièrement équipé dans
immeuble neuf.

5.400 F le m² + parking
Tél. 567-23-40, 14 à 19 heures

NEUILLY

3 p., 45 m², 45 m², 45 m², 45 m²,
STANO. 6 ASC. - 544-44-44.

NEUILLY MAIRIE

Imm. neuve, 1000 m², 1000 m²,
sur Jardin, 1000 m², 1000 m²,
STANOS, 3, 3 et 5 PIÈCES

LES CONGRÈS SYNDICAUX

LES POSTIERS C.F.D.T.

LA FÉDÉRATION PROPOSE D'ASSOCIER LES USAGERS A LA GESTION DES P.T.T.

Prenant la parole le 11 mai, à la Grande-Motte (Hérault), devant les délégués au congrès de la fédération C.F.D.T. des P.T.T., M. Edmond Maire s'est félicité de l'appel à la grève générale lancé par Force ouvrière pour le 24 mai. « F.O. est une force dont la base est compréhensible avec les milieux centraux », a déclaré M. Maire. Nous devons agir pour que l'alliance potentielle devienne la réalité. Même si M. André Bergeron n'a pas accepté, comme nous le lui proposons, l'organisation en commun de la journée du 24 mai, tout prouve qu'il y a quelque chose de changé dans ce pays. L'espoir a changé de camp, le combat change d'âme. »

Dans son rapport moral au congrès, M. Edmond Maire, secrétaire général de la fédération C.F.D.T. des P.T.T., a souligné la bonne santé de son organisation, qui approche quarante-sept mille adhérents, a-t-il affirmé, et qui a gagné 1,8 % de suffrages lors des élections professionnelles de mars.

M. Le Beller a rappelé les revendications que les innumérables grèves des P.T.T. ont permis de populariser, à savoir un salaire minimal de 2 300 F (actuellement 1 904 F), un éventail de salaires allant de 1 à 65, une durée hebdomadaire de travail de trente-cinq heures en cinq jours (actuellement elle va de trente-cinq heures à quarante et une heures), le samedi libre, la retraite à cinquante-cinq ans et la création de cinquante mille emplois supplémentaires. Mais la C.F.D.T. veut aller plus loin et entend dénoncer aussi le système hiérarchique en place en supprimant la notation.

Enfin, M. Le Beller a noté qu'avec l'arrivée de la gauche au pouvoir les P.T.T. ne seront pas nationalisés, mais à « socialiser », c'est-à-dire que la détermination des besoins et des choix ne sera plus réservée à une élite, mais sera l'œuvre de tous les représentants de l'administration, des travailleurs et des usagers.

Pour parvenir à ce résultat, la C.F.D.T. propose la création d'un conseil dans les établissements publics au moins une cinquantaine de membres. Ce conseil serait composé de représentants élus du personnel, de délégués syndicaux à titre consultatif, du chef d'établissement et des représentants des municipalités et des associations. Il émettrait un avis sur les conditions et l'organisation du travail, sur la discipline, l'avancement et le programme local d'investissement.

● M. Jean-Claude Achille, ancien directeur général du groupe, devrait être nommé le 3 mai président de l'Union des industries chimiques (U.I.C.). Il succéderait à M. Jacques Ribaut-Dumas, qui a renoncé à solliciter la prolongation de son mandat.

● Grève du personnel au sol U.T.A. — Commencée le 3 mai, le mouvement du personnel au sol U.T.A. se poursuit. Aucune négociation n'est engagée sur les revendications du personnel. Celui-ci réclame un salaire minimal de 2 800 francs au lieu de 2 197 francs et le remboursement intégral des indemnités kilométriques, à direction acceptée des augmentations de 100 francs forfaitaires de 3 centimes par kilomètre.

FORCE OUVRIÈRE

Majorité accrue pour M. Bergeron mais une opposition socialiste cherche à s'affirmer

Le congrès de Force ouvrière a adopté, mercredi 11 mai à Vichy, le rapport d'activité de M. André Bergeron, secrétaire général, par 19 019 mandats, soit 57,2 %, sur 21 800 suffrages exprimés, 1 807 voix contre (8,3 %) et 828 abstentions (4,2 %).

Le congrès a lancé un appel aux travailleurs les invitant à cesser le travail durant vingt-quatre heures, le 24 mai, « pour défendre la liberté de négociation des salaires et des conditions de travail, pour s'opposer aujourd'hui comme demain à la mise en œuvre de toute politique des revenus », comme cela avait été le cas en 1948. Dans les principales villes de France seront organisées des réunions spécifiquement Force ouvrière.

De notre envoyée spéciale

anarcho-syndicalistes et trotskistes — M.M. Hébert (Loire-Atlantique) et Lambert (Seine-Saint-Denis) — qui ont surtout voulu leurs coups et exercé leur verve en direction de ceux qu'ils appellent les néo-syndicalistes, les néo-socialistes et à l'extérieur de la centrale les « pseudo-révolutionnaires ». M. Joyeux (employés) s'est enflammé en reprochant à M. Bergeron de ne pas être assez tourné vers l'avenir, mais il lui a donné l'accolade en quittant la tribune.

L'opposition vient donc surtout des éléments qui plus ou moins ouvertement militent au parti socialiste. Leurs griefs envers M. Bergeron sont nombreux : modération excessive vis-à-vis du gouvernement et du patronat, dégradation de l'image de marque de Force ouvrière, anticomunisme exacerbé, refus d'action unitaire avec la C.G.T. et la C.F.D.T. et surtout, carence de projets pour la société de demain et absence de préparation à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Le courant socialiste

Cette contestation est jusqu'à présent diffuse. On ne rencontre pas de syndicats, sauf celui des typographes, qui dans sa totalité soit hostile à M. Bergeron. Il arrive que des mandats d'une organisation se dispersent dans des proportions variables en votes pour ou contre, par exemple, chez les fonctionnaires des finances, les postiers, les cheministes, les électriciens, les employés de banque et ceux des services publics, de l'enseignement, etc. L'opposition est parfois plus concentrée géographiquement, comme en Ile-de-France ou dans la région Rhône-Alpes.

La foi socialiste est un fil conducteur entre ces militants. Il semble bien qu'ils ignorent d'une fédération à l'autre. On ne perçoit donc pas de tendance ou de fraction organisée.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

JOURNÉE D'ACTION C.G.T.-C.F.D.T. LE 17 MAI DANS LA MÉTALLURGIE

Grève de vingt-quatre heures à Usinor

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie appellent l'ensemble des deux millions cinq cent mille salariés de cette branche à une « journée d'expression et d'action » qui doit constituer « un tremplin pour ceux qui se consacrent à la participation à la grève du 24 mai une dimension d'exception ». Aucune consigne particulière n'a été donnée aux responsables régionaux. Cette journée devrait être marquée par des débrayages, des départs de cabiers de revendications et pétitions.

La grève du 24 mai

LA C.G.T., LA C.F.D.T. ET LA FEN APPELLENT A UNE MANIFESTATION A PARIS

Les unions régionales parisiennes C.G.T. et C.F.D.T. et les sections départementales de la FEN, qui se sont réunies mercredi 11 mai, ont décidé d'organiser, le 24 mai, lors de la grève nationale interprofessionnelle, une manifestation à Paris, à 18 heures, de la Bastille à la gare de l'Est.

12 mai 1977.
Banco do Brasil
ouvre à Paris
sa deuxième agence
1, avenue de l'Opéra

BANCO DO BRASIL
49-51 avenue George V - tél 723 54 26 - 1 avenue de l'Opéra - tél 260 66 93

SOUCIEUX ? SURMENÉ ? Alors, DÉTENDEZ-VOUS !

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux hôtels de Paris à l'intérieur prestigieuse.

Relaxation totale, bain et massage personnalisés, détente aussi une séance de relaxation toute en douceur et en musique, méditation ou bain de soleil et de discrétion parfaite.

C'est la détente telle que la conçoit Claude Massard.

A découvrir de toute urgence et prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

INSTITUT CORPOREL CLAUDE MASSARD
Le merveilleux charme de la relaxation
6, rue de la Paix 75002 PARIS
Tél. 261.27.25 - 261.27.97

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
— MAROC : la réinsertion des juifs revenus d'Israël se sou-
lève pas de problèmes ma-
jeurs.
2. PROCHE-ORIENT
2. AMERIQUES
234. DIPLOMATIE
527. EUROPE
— ITALIE : une interview du
ministre de l'intérieur.
5212. POLITIQUE
— Réconcilier les Français et
leur administration (II),
par Jacques Chirac.
— Avant le congrès du parti
radical.
— La discussion sur le bilan
social à l'Assemblée na-
tionale.
13. DÉFENSE
- 14-15. LES NOUVELLES SOURCES
ÉNERGIE
— La course au nucléaire
(III), par Xavier Weeger et
Marc-Anbroise Renda.
LIBRES OPINIONS : « La
pièce philosophique », par
François de Ros.
- 16-17. JUSTICE
— Avant les « états généraux
de la justice » : Point de
vue : « Droit, logement
social et pouvoir », par
Didier Marchand et Daniel
Lacour.
- DEVANT LE TRIBUNAL DE
PARIS : la commission du
gouvernement demande l'as-
surance de l'autorité de la
justice.
18. RELIGION
— La rencontre européenne des
catholiques à Lyon : l'Eglise
a besoin de l'engagement
des croyants pour se
convertir.

LE MONDE DES LIVRES

Pages 19 à 20
LE FEUILLETON de B. Pol-
desch : « Le Temps des
sauvages », de Marcel Fogel.
PHILOSOPHIE : « La barbarie
à visage humain », de
B.-H. Lévy.
SOCIÉTÉ : Un plaidoyer pour
l'âge de pierre.
ROMANS : L'étrange traversée
d'Edouard Clouzot.
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE :
Agassi, ou la tradition et
la modernité.
HISTOIRE : France 1945.
ÉDITION : Le Festival de Nice.

27. SPORTS
— JUDO : Jean-Luc Rougé
champion d'Europe.
- 28-29. ÉQUIPEMENT
— TRANSPORTS : les chemins
de fer allemands envisagent
de fermer le quart de leur
réseau voyageurs.
- 30-33. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : les Folies bor-
gognes, de Roger Planchon ;
les « penses magiques »
d'Augusto Boal.
— CINÉMA : Touche pas à mon
copain, de Bernard Bouthier.
33. ÉDUCATION
— La « politisation » des é-
tudiants scolaires.
33. MÉDECINE
- 38 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
— Majorité accrue pour M. Ber-
geron au congrès de F.O.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (34 à 39)
Aujourd'hui (37) ; Carrefour (37)
« Journal officiel » (37) ; Co-
lette nationale, Loto, (37) ; Mé-
téo (37) ; Mots croisés (37)
Bourse (37).

COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
75, avenue des Ternes - 75017 PARIS
Renseignements : Tél. : 380-53-00 et 754-26-05
JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

Le stockage des déchets nucléaires

M. Pintat, sénateur de la Gi-
ronde (Ind.), conduisant une dé-
légation du groupe sénatorial de
l'énergie, dont il est le président,
a visité le 10 mai l'établissement
de retraitement des produits irra-
diés de la Hague appartenant à
la Compagnie générale des ma-
tières nucléaires (COGEMA). 21
Italie à 100 % du C.E.A., et le Cen-
tre de stockage d'Infratome im-
planté au voisinage.

La capacité de la Hague atteint
aujourd'hui 800 tonnes/an pour
l'unité traitant les produits irra-
diés provenant des centrales à
uranium naturel « graphite-gaz ».
Cette capacité va se trouver por-
tée rapidement à 1 200 tonnes par
la mise en route à l'échelle indus-
trielle de l'atelier de traitement
des produits extraits des centrales
à eau légère (mis en service de-
puis le début de 1977). Cette der-
nière unité verra sa capacité por-
tée progressivement à 300 tonnes
en 1977, à 1 600 tonnes en 1984
et à 2 400 tonnes en 1987, ce qui
excèdera sensiblement les besoins
français pour la décennie à venir.

En ce qui concerne la sécurité
du stockage des déchets, le pro-
blème vital se trouve posé par les
produits de très haute activité,
à vie relativement longue (tels
que le césium et le strontium),
nécessitant dans un premier
temps un refroidissement consi-
dérable. Ces matières, actuellement
conservées en solution dans des
cuves réfrigérées, seront incorpo-
rées ultérieurement dans des
blocs de verre et conservées ainsi
dans des puits souterrains. Ce pro-
cédé permettra de ramener leur
volume de 450 à 48 m³ et de ré-
duire ainsi le volume annuel des
déchets produits, à moins de
2 000 m³ dans l'hypothèse d'un
équipement électrique « tout nu-
cléaire ».

Après la déclaration de l'archevêque de Cantorbéry

MISE EN GARDE DU SAINT-SIÈGE
CONTRE UNE « IMPORTANCE
EXCESSIVE » A PROPOS DE
L'INTERCOMMUNION.

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. — Désireux
de ne pas monter l'affaire en
épingle, le Saint-Siège a attendu
une douzaine de jours pour ré-
pondre à l'archevêque de Cantor-
béry, qui s'était prononcé, le
28 avril dernier, lors de son
voyage à Rome, en faveur de
l'intercommunion (le Monde du
2 mai). Cette réponse — ne
visant, à vrai dire, qu'à réaffir-
mer une position connue — figure
dans un article de l'« Osservatore
romano », publié le mardi 10 mai
sous la plume du Père Pierre
Duprey, sous-secrétaire du secré-
tariat pour l'unité des chrétiens.
L'auteur de l'article commence
par souligner tous les aspects
positifs de la rencontre entre le
pape et le président de la com-
munion anglicane, il rappelle
aussi les progrès accomplis par
les deux Eglises sur la voie de
l'unité. Cette rhétorique, dit-il, est
tellement « serpente qu'on ne peut
risquer de la compromettre par
une importance excessive ». Non
seulement les vieux obstacles
n'ont pas été surmontés, mais il
en est surgi de nouveaux. Le
Père Duprey évoque à cet égard
la décision prise par certaines
Eglises anglicanes d'ordonner des
hommes au ministère presbytéral.
On a ainsi créé, écrit-il, « une
nouvelle situation de fait, sans la
concertation réelle qui aurait pu
être espérée ».

À propos de l'intercommunion,
le responsable du secrétariat
romain affirme notamment : « Si
l'accord n'est pas rétabli sur le
contenu de l'enseignement des
croyances, sur la foi que nous pro-
fessons et devant annoncer, sur
les structures nécessaires au ser-
vice de la communion, nous
croyons que la participation, en-
semble, à l'Eucharistie ne peut
encore se réaliser. Autrement, ce
serait agir « comme si » nous
étions déjà parvenus à notre but
de plein accord dans la foi ; et
dans la recherche communautaire,
agir « comme si » ne peut que
conduire à des voies sans issue. »

NOUVELLES BRÈVES

● La Rhodésie a refusé que des
délégués de la Croix-Rouge inter-
nationale rendent visite à ses pri-
sonniers politiques, rapporte le
dernier numéro du bulletin heb-
domadaire du Comité international
de la Croix-Rouge (C.I.R.).
En outre, M. Alexandre Eby, pré-
sident du C.I.R., n'a pu obtenir
que des délégués rendent visite
aux personnes détenues en
Afrique du Sud aux termes de la
loi sur le terrorisme. — (Reuters.)

● Des étudiants de l'Institut
catholique organisent, le lundi
16 mai à 20 h. 30, 21, rue d'Assas,
Paris-6, des « tables rondes » sur le
thème « Connaissance de l'Islam »,
avec, en particulier, la participa-
tion du Père Lelong.

A La Hague

Le stockage des déchets nucléaires

tée progressivement à 300 tonnes
en 1977, à 1 600 tonnes en 1984
et à 2 400 tonnes en 1987, ce qui
excèdera sensiblement les besoins
français pour la décennie à venir.
En ce qui concerne la sécurité
du stockage des déchets, le pro-
blème vital se trouve posé par les
produits de très haute activité,
à vie relativement longue (tels
que le césium et le strontium),
nécessitant dans un premier
temps un refroidissement consi-
dérable. Ces matières, actuellement
conservées en solution dans des
cuves réfrigérées, seront incorpo-
rées ultérieurement dans des
blocs de verre et conservées ainsi
dans des puits souterrains. Ce pro-
cédé permettra de ramener leur
volume de 450 à 48 m³ et de ré-
duire ainsi le volume annuel des
déchets produits, à moins de
2 000 m³ dans l'hypothèse d'un
équipement électrique « tout nu-
cléaire ».

DEUX NOUVEAUX CONSEILLERS NATIONAUX SONT NOMMÉS AU R.P.R.

MM. Hubert Buchon et Jean
Mouchel ont été nommés, à titre
personnel, conseillers nationaux
du R.P.R. pour les problèmes
agricoles et ruraux.
Dès le 2 janvier 1975 à Paris,
M. Hubert Buchon, agriculteur, est
membre du Conseil économique et
social depuis 1969. Président du
C.N.J.A. de 1966 à 1970, puis de la
Fédération des syndicats agricoles du
Rhin et du Pays basque de 1970 à
1977, il est vice-président de la
F.N.E.A. depuis 1968. Il préside
également la Société centrale d'amé-
lioration foncière et d'établissement
rural (depuis 1971), la Fédération
nationale des S.A.P.E.R. et la Com-
pagnie d'aménagement rural de l'Aqui-
taine (depuis 1974). M. Buchon a
été élu municipal de Pau de 1959 à
1971.

(Né le 22 mai 1928 à Brétignolles-
sur-Mer), M. Jean Mouchel, agri-
culteur, est membre du Conseil éco-
nomique et social depuis 1968. Après
avoir été vice-président du comité
économique et social de Basse-
Normandie de janvier 1974 à sep-
tembre 1976, il en est devenu le
président. Vice-président de la
F.N.E.A. depuis 1975, M. Mouchel
est également vice-président de
l'Assemblée permanente des cham-
bres d'agriculture et membre du
haut conseil de l'agriculture.

M. MICHEL BERNARD CONSEILLER D'ÉTAT

En remplacement de M. Jean
Demailhe, placé en position de
congé de longue durée, M. Michel
Bernard, maître des requêtes au
Conseil d'Etat, a été nommé
conseiller d'Etat au service ordi-
naire par le conseil des ministres
le 11 mai.

(Né le 30 mai 1928 à Paris, M. Mi-
chel Bernard, avocat, a été nommé
conseiller d'Etat au service ordi-
naire par le conseil des ministres
le 11 mai 1969.)

MATH-SECOURS

Cours secondaire privé
2 ATOUTS POUR LE BAC
* MATHS « à la carte » : 16 mai-10 juin
* STAGE PRÉ-BAC : 7 jours en juin
(L.P.) MATHS 594-11-11 (P) ODBON 320-66-30 (P) 01-LASRY 250-65-68

BMW:POZZI

CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris
essais des 6 cylindres 754.91.64
754.91.65
755.62.29
IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS

Fontainebleau VI^e Biennale des Antiquaires

TOUS LES JOURS
Du 15 au 22 mai, de 10 à 19 h.
NOUVEAUX LOTS
Gratuit le jeudi 15 mai

le séjour de 35 m², 55 m², 78 m²
avec la cheminée à feu de bois

A LA SEIGNEURIE
74-78, avenue de Paris VERSAILLES
Bureau de vente ouvert sept jours sur sept de 14 h à 20 h. Tél. 95
22V - 20 rue Condorcet 75014 PARIS

Présidente du P.C. espagnol

LA PASTONARIA

A REÇU UN PASSEPORT

Moscou (A.F.P.). — Mme Do-
lorès Thaurin (la Pastonaria, pré-
sidente du parti communiste
espagnol, a reçu, ce jeudi 12 mai,
un passeport à l'ambassade espa-
gnole à Moscou.

[Mme Thaurin, qui est âgée de
quatre-vingt-deux ans, vit en exil
à Moscou depuis la fin de la guerre
civile. Le parti communiste espa-
gnol a annoncé que la Pastonaria
se présenterait aux élections du
15 juin dans les Asturies, sa pro-
vince natale.]

« L'HUMANITÉ » ET « L'UNITA » EN DÉSACCORD AVEC LA « PRAVDA » SUR LA PRÉSENCE D'UNE RENCONTRE DE COMMUNISTES.

Le comité de rédaction de la
revue des partis communistes
« Nouvelle Revue internationale »
s'est réuni à Prague le mois der-
nier (le Monde du 2 mai). La
Pravda du 8 mai écrivait que
cette réunion s'était transformée
en une importante rencontre
politique internationale des commu-
nistes de soixante-quinze pays.
« L'Humanité » et « l'Unita » critiquent
cette présentation et écrivent :
« Rappelons que la réunion
dont traite l'article de la Pravda,
organisée à l'initiative du Comité
de rédaction de la « Nouvelle re-
vue internationale », était consa-
crée exclusivement à l'unité de
cette revue. Contrairement à ce
que suggère l'article de la Pravda,
il ne s'agissait pas et il ne pou-
vait en aucun cas s'agir d'une
conférence des partis commu-
nistes. »

« Toute autre interprétation ne
saurait être qu'abusée et ne cor-
respondrait pas à la réalité. »
Sur le même sujet, ajoute
« l'Humanité », l'Unita, organe du
P.C.I., publie une mise au point
qui souligne que le commentaire
de la Pravda ne reflète pas le
caractère de la rencontre. »

● Le président de la République
a reçu le 11 mai à déjeuner les
principaux responsables catho-
liques du pays. — Mgr Roger
Etcheberry, président de la
Conférence épiscopale, a déclaré
à sa sortie du palais de l'Élysée
que la conversation avec le chef
de l'Etat avait été « libre et spon-
tannée ». L'archevêque de Marseille
était entouré du cardinal François
Marchi, archevêque de Paris, du
cardinal Alexandre Benoit, ar-
chevêque de Lyon, primat des
Gaules, de Mgr Gabriel Matagrin,
évêque de Grenoble, vice-président
de la Conférence des évêques, et
du Père Henri-Pierre, secrétaire
de l'épiscopat.

A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Prison à vie pour Odile Caillaux

meurtrière de ses deux enfants

Les psychiatres se sont mis à tics pour la dire, et comme
la souligne l'expert général, M. Marcel Dornhuf-Carter, ce
sont des experts qualifiés : « Ils sont inscrits sur une liste
nationale et on peut même faire appel à eux de l'étranger. »

Les psychiatres, donc, ont conclu qu'Odile Caillaux ne
relevait pas de leur psychiatrie. Ils ont été catégoriques.
Impressionnés par tant de science, les jurés ont compris que
cette malade sans maladie était une simulatrice. C'était en
tout cas un monstre.

La cour d'assises de Paris, présidée par M. André Giresse,
a donc condamné, après deux heures de délibérations mercredi
11 mai, Odile Caillaux, meurtrière de ses deux filles, à la
réclusion criminelle à perpétuité. Elle lui avait accordé des
circonstances atténuantes.

Odile Caillaux est restée la
même, de la première à la der-
nière seconde de son procès.
Emmurée. Pleurant par inter-
mittence. A la fin, elle a bré-
douillé qu'elle « tenait à dire
qu'elle regrettait et que ses
filles lui manquaient, même si
elle n'avait pas l'air sincère ».

Elle a vécu sans émotion
apparente une scène insupporta-
ble dans ce palais de jus-
tice où il n'y a pas de fou. Guy
Caillaux, au bord de la syncope,
hurait : « Ma femme a tué mes
filles. Il y a mes petites chéries
qui ne sont plus là. » Ses mains
faisaient trembler la barre où
elles s'accrochaient.

« Je tiens à dire... » com-
mença Odile Caillaux.
— Non !
— Je tiens à dire et je tiens à
rester calme...
— C'est trop facile !
— Je tiens à dire que, quand
cette s'est passée, j'avais de la
haine pour lui. Je n'ai pas dit
que je ressens de l'amour, mais
je prie tous les jours pour
lui... »

Ses frères ont emmené Guy
Caillaux. Elle s'est rassemblée. Les
jurés ont été impressionnés.
Les jurés ont été impres-
sionnés aussi par M. Menut, avocat
de Guy Caillaux, qui s'est porté
partie civile contre sa femme.
Son réquisitoire achevé à dix
heures, pendant lesquelles
il a plongé le cœur d'assises
dans un gouffre morbide.

M. Menut a insisté pour
qu'on apporte les deux valises,
la grande et la petite, où Odile
Caillaux avait enfermée ses deux
filles, le 6 septembre 1974, après
les avoir fait mourir à l'aide de
neuroleptiques. Il a distribué des
photos aux jurés. Il a expliqué à
Odile Caillaux qu'elle avait été
très heureuse. Elle avait le meil-
leur des maris, membre des Folies
Frères des pauvres. Elle avait la
meilleure des belles-mères, le
meilleur des beaux-frères — un
jésuite. — Il vous a écoutée

La partie était trop dure pour
M. Jean-Louis Cocules. Il a
tenté d'expliquer une malade à
une cour qui n'a pas voulu l'en-
tendre : « La folie, la démence,
cela n'existe plus que dans un
article du Code pénal rédigé en
1810. Si par malchance on n'est
ni psychosé ni névrosé, si on a
une maladie du cœur, on s'en ré-
veille pas et on vous déclare
responsable. Odile Caillaux, ce-
pendant, malade, elle a été
souffrir de ne pas s'être sentie
aimée. La famille qui l'aimait
est une famille catholique, mais
je n'ai pas vu de charité. »

« Du moment même de la
naissance à ce jour où elle
arrive devant vous, bourrée
calmants, elle a eu une destinée
trappée au coin du malheur ;
chaque coup elle s'est un peu
plus renfermée en elle-même.
Elle se tient derrière un mur
infranchissable. Se prison-
nant la porte à l'intérieur d'elle-
même. »

Le public a applaudi et
a paru agacer le président.
Il ne croit pas au malheur fou
cœur d'assises.

FRANÇOISE BERGER.

UNE PRÉCIEUSE AMITIÉ

« Pour offrir un peu de cette précieuse amitié... »
JACQUESTOUR
VOTRE AMI JACQUESTOUR

Le B.Y.S.
St-TROPEZ
PHONE 161.92.00.01 - TELEX 470 226 - 83090 St-TROPEZ

personnes
poursuivies
corruption

NUMERO
EUROPEEN
LA GRECE

Les États-Unis
leurs biens spéciaux
déclarent le

ISRAËL : les
— Un mal mag

In entretien a

Il est de l
que le Car

nous déci

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.

« Les médias ont été... »
Pierre Thiam, président
du mouvement des
« Jeunes gens » de
la République centrafricaine,
a été arrêté par les
forces armées de la
République centrafricaine
le 10 mai à Bangui.
Il est détenu au
carcéral de Bangui.
M. Thiam a été arrêté
après avoir été
interrogé par les
services de sécurité
française.